

Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761118954833>

DOCUMENT: 830-455/012

**29^E CONFÉRENCE ANNUELLE DU CONSEIL DES MINISTRES
RESPONSABLES DES TRANSPORTS ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

Communiqué

QUÉBEC (Québec)
Le 17 septembre 1992

VEUILLEZ NOTER

Ce document est distribué par le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC) à des fins éducatives et informatives seulement. Il est interdit de l'utiliser à mauvais escient, de le vendre ou de s'en servir à des fins commerciales. Il est également interdit d'en reproduire le contenu pour des fins autres que l'éducation ou l'information, à moins d'avoir obtenu au préalable l'autorisation du SCIC.

Centre de documentation intergouvernementale (CDI)
C.P. 488, succursale "A"
Ottawa (Ontario) K1N 8V5

RENCONTRE DES MINISTRES DES TRANSPORTS

DIFFUSION IMMÉDIATE

QUÉBEC (QUÉBEC) - Le 17 septembre 1992 - Au cours de la réunion annuelle du Conseil des ministres responsables des transports et de la sécurité routière, les ministres ont examiné les tendances nationales dans le domaine de la sécurité routière, le Programme national sur la protection des occupants (PNPO) ainsi que les statistiques des accidents de la route au Canada en 1991.

Les ministres ont noté que le taux d'utilisation de la ceinture de sécurité par les conducteurs avait presque doublé, passant de 46 % en 1982 à 86 % en 1992, que le taux d'utilisation des phares de jour était passé de 12 % à 33 %, alors qu'au cours des quatre années de l'enquête dans ce domaine, l'usage efficace de dispositifs de retenue pour les enfants de moins de 5 ans était passé de 23 % à 49 %.

Le pourcentage de conducteurs gravement blessés qui ont été trouvés en état d'ébriété au sens légal a régulièrement diminué. En 1982, ce pourcentage s'établissait à 49,9 % tandis qu'en 1990 (données les plus récentes), il n'était plus que de 34,6 %.

Le Conseil des ministres a rendu publiques les Statistiques sur les accidents de la route au Canada (1991). Selon ce document, il y a eu 3684 personnes tuées dans des accidents de la route au Canada, ce qui représente une diminution de 7 % par rapport à 1990. Les ministres ont observé qu'en 1991, le nombre total de pertes de vie n'avait jamais été aussi bas depuis 1962, et cela même si le nombre de véhicules automobiles immatriculés a augmenté d'environ 200 % depuis trente ans.

Les ministres ont eu le plaisir d'annoncer qu'à l'échelle nationale, le taux d'utilisation de la ceinture de sécurité s'établissait à 86 % en juin 1992, comparativement à 74 % au début du programme.

Selon l'enquête du printemps 1992, le taux d'utilisation de la ceinture de sécurité s'établissait comme suit (les pourcentages entre parenthèses sont ceux de l'automne 1989) : 91 % (85 %) en Colombie-Britannique, 86 % (45 %) en Alberta, 94 % (88 %) en Saskatchewan, 82 % (79 %) au Manitoba, 81 % (71 %) en Ontario, 91 % (82 %) au Québec, 81 % (64 %) au Nouveau-Brunswick, 86 % (79 %) en Nouvelle-Écosse, 82 % (73 %) dans l'Île-du-Prince-Édouard, 94 % (65 %) à Terre-Neuve, 69 % au Yukon, et 65 % dans les Territoires du Nord-Ouest.

En septembre 1990, le Conseil des ministres a approuvé un programme quinquennal visant à réduire de 20 % le nombre de décès sur les routes liés à la consommation d'alcool ainsi qu'à augmenter le taux d'utilisation de la ceinture de sécurité à 95 % d'ici 1995 et il en a confié la mise en oeuvre au Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé.

La situation dans le domaine de la sécurité routière s'est constamment améliorée au Canada ces dernières années. L'augmentation régulière de l'activité économique depuis dix ans ne s'est pas accompagnée d'une augmentation du nombre de pertes de vie dans des accidents de la route.

Il semble, ont noté les ministres, que les mesures prises par les gouvernements, l'industrie et les organismes non gouvernementaux pour lutter contre la conduite avec facultés affaiblies et promouvoir de nouvelles mesures de sécurité routière ont eu des effets positifs certains et ont permis de maintenir à peu près au même niveau depuis dix ans le nombre de pertes de vie dans des accidents de la route malgré l'augmentation du nombre de véhicules et du kilométrage parcouru sur les routes canadiennes.

**29TH ANNUAL CONFERENCE OF THE COUNCIL OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR TRANSPORTATION AND HIGHWAY SAFETY**

**29E CONFÉRENCE ANNUELLE DU CONSEIL DES MINISTRES
RESPONSABLES DES TRANSPORTS ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

QUÉBEC, Québec
September 17, 1992

QUÉBEC (Québec)
Le 17 septembre 1992

LIST OF PUBLIC DOCUMENTS

LISTE DES DOCUMENTS PUBLICS

DOCUMENT NO. NUMÉRO DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
830-455/011	Conference Conférence	Communiqué Communiqué
830-455/012	Conference Conférence	Communiqué Communiqué
830-455/013	Secretariat Secrétariat	List of Public Documents Liste des documents publics



Document: 830-458/004

**Federal-Provincial-Territorial Conference
of Ministers Responsible for Co-operatives**

The Conseil Canadien de la Coopération

**Toronto, Ontario
October 1-2, 1992**

The Conseil Canadien de la Coopération

The Conseil Canadien de la Coopération (CCC), which was founded in 1946, is an organization dedicated to promoting the interests of Francophone co-operators in Canada.

The CCC, through its nine provincial member councils and affiliated co-operatives, represents some 5.7 million co-operators. This makes it the movement with the most Francophone members in Canada.

Sylvie St-Pierre Babin

Executive Director

Réjean Laflamme

**Director, Co-operative, Economic and
Community Development**

Julie Chartrand

**Director, Communications and
Marketing**

Denise Deschambault

Executive Secretary

450 Rideau Street
Suite 201
Ottawa, Ontario
K1N 5Z4
Tel.: (613) 234-5492
FAX: (613) 567-0743

Board of directors

The board of directors of the Conseil Canadien de la Coopération consists of ten (10) representatives of co-operative organizations belonging to Canada's Francophone co-operative network. Their initiative and involvement greatly contribute to the success of the actions undertaken and the achievement of objectives. Directors come from all provinces with membership in the Conseil Canadien de la Coopération.

President:	Raymond Gionet New Brunswick
Vice-President:	Majella St-Pierre Quebec
Executive Member:	Camille Bérubé Alberta
Executive Member:	Roger Sylvestre Saskatchewan
Directors:	Léonce Bernard Prince Edward Island
	Aline Gosselin-Lemieux Manitoba
	René Larade Nova Scotia
	Benoît Martin Ontario
	Patrick Martin British Columbia
	Paul Massicotte Quebec

Spheres of activity

Co-operative, economic and community development

- Acts in conjunction with provincial councils as a driving force of economic development in Francophone communities, primarily through co-operation.
- Helps provincial councils produce an action plan and obtains the financing necessary for implementation of the plan.
- Supports the implementation of co-operative, economic and community projects.

Key activities

- Provides provincial councils with technical and professional assistance.
- Co-ordinates the Committee for Economic Development.
- Prepares the action plan and social impact study.

Recent accomplishments

- Assistance for health co-operative development projects in Alberta, Manitoba and Nova Scotia.
- Technical support to provincial councils and the Fédération des jeunes Canadiens-français to maintain the network of youth service co-operatives.
- Promoting the formula of worker-investor co-operatives and regional development co-operatives in New Brunswick.
- Meeting of caisses populaires in the four Western provinces and study on the development of a means of liaison between the caisses.
- Participation in efforts to further the economic development of Francophone communities outside Quebec through the "Vision d'Avenir" Commission and the "Dessein 2000" proposal for society.

Spheres of activity

(continued)

Government affairs

- Intensifies relations with government agencies and other partners in the economic sector.
- Promotes and facilitates co-operation.

Key activities

- Ensures constant liaison with the Secretary of State and the Co-operatives Secretariat.
- Maintains regular contact with the Canadian Co-operative Association.
- Looks after the interests of co-operatives in key economic areas.

Communications and marketing

- Implements an effective communications process within the CCC network and publicizes accomplishments relating to co-operative and economic development projects.
- Disseminates information relating to the activities of the CCC and provincial councils on a regular basis.

Key activities

- Produces and promotes the Co-operators' Agenda.
- Promotes and co-ordinates National Co-operation Week.
- Publishes the Coopresse information bulletin.

Spheres of activity

(continued)

Administration and general operation

- Maintains a planning process that takes into account the orientations, goals and strategies of the CCC.
- Ensures effective professional management of the CCC.

Key activities

- Prepares the annual convention.
- Visits the provincial councils.

Mission and values

Mission (Adopted in February 1981)

To promote co-operation for socio-economic development of Canada's Francophone community through:

- promotion of the co-operative ideology;
- support for development actions initiated by the provincial councils;
- co-ordination of development actions involving more than one province;
- representation at the national level of Francophone co-operative interests.

Values

Human respect is the cornerstone of all actions of the co-operative movement.

Democratic control is the foundation of the co-operative system organization. The Conseil Canadien de la Coopération is an organization that serves the provincial councils. It is not a head office that dictates orders but rather an organization dedicated to supporting its components and designed to answer their needs. The provincial councils are organizations that serve co-operatives and local communities.

Solidarity for Francophone institutions in the co-operative movement grows out of an awareness that Francophones are in a minority situation in North America. It is therefore essential to work together and forge a solidarity by sharing common ideals.

Commitment, as a value conveyed at the Conseil Canadien de la Coopération, refers to the attitude that all parties are committed to carrying out an action. One does not wait for others to carry out the action.

Support for Francophones outside Quebec is as much a value as an objective in the sense that the Conseil Canadien de la Coopération, as it exists, is based on the existence of Francophone communities in all regions of the country.

CCC provincial councils

**Conseil de la Coopération de
l'Ile-du-Prince-Édouard**
Wellington, Prince Edward
Island
COB 2EO
(902) 854-2595
Contact: Claudette McNeill

**Conseil Acadien de la
Coopération**
PO Box 920
Caraquet, New Brunswick
EOB 1KO
(506) 727-6565
Vice-President: Gilles Ménard

**Conseil Coopératif Acadien de
la Nouvelle-Écosse**
PO Box 667
Chéticamp, Nova Scotia
BOE 1HO
(902) 224-3212
Contact: Laurette Deveau

**Conseil de la Coopération du
Québec**
4950, boul. de la Rive Sud
Suite 304
Lévis, Quebec
G6V 4Z6
(418) 835-3710
Executive Director:
Juliette Bonneville

**Conseil de la Coopération de
l'Ontario**
450 Rideau Street
Suite 201
Ottawa, Ontario
K1N 5Z4
(613) 234-5492
Contact: Roger Frenette

**Conseil de la Coopération du
Manitoba**
PO Box 68
St. Boniface, Manitoba
R2H 3B4
(204) 233-1560
Executive Director:
Maurice Therrien

**Conseil de la Coopération de la
Saskatchewan**
2132 Broad Street
Regina, Saskatchewan
S4P 1Y5
(306) 757-4452
Executive Director:
Edmond Douville

**Conseil Albertain de la
Coopération**
PO Box 1240
Beaumont, Alberta
TOC OHO
(403) 929-8561
Contact: Camille Bérubé

**Conseil de la Coopération de la
Colombie-Britannique**
321 6th Street
New Westminster,
British Columbia
V3L 3A7
(604) 521-3781
Contact: Patrick Martin

Francophone co-operatives

PROVINCE	NUMBER OF CREDIT UNIONS	NUMBER OF CO-OPERATIVES IN OTHER SECTORS	MEMBERSHIP	ASSETS \$
Prince Edward Island	1	15	6,339	20,648,707
Nova Scotia	10	10	18,610	50,592,612
New Brunswick	87	33	279,012	1,200,000,000
Quebec	1,329	1,861	5,395,074	48,482,682,900
Ontario	61	32	252,513	1,537,854,112
Manitoba	19	9	37,526	325,574,089
Saskatchewan	4	25	3,227	21,100,000
Alberta	4	4	20,450	169,886,751
British Columbia	1	2	6,401	43,700,000
Total	1,516	2,111	6,019,152	51,852,039,171
At December 31, 1990				

At December 31, 1990, the Francophone co-operative movement in Canada:

- employed nearly 60,000 people, including 6,000 Francophones outside Quebec;
- had more than 30,000 volunteer directors, including 2,600 Francophones outside Quebec.

Non-financial Francophone co-operatives are present in many spheres of activity. These 2,111 co-operatives had sales exceeding \$5 billion in 1990. They include:

CONSUMER AREA

1,225 housing co-operatives
 84 co-operatives in school environment
 32 day-care co-operatives
 34 funeral co-operatives
 186 food co-operatives
 195 in other sectors

Total: 1,756 co-operatives

PRODUCTION

122 agricultural co-operatives
 48 in other sectors

Total: 170 co-operatives

WORKERS

45 forestry co-operatives
 101 service co-operatives
 39 in other sectors

Total: 185 co-operatives

Les effectifs coopératifs francophones

PROVINCE	# de coopératives	# de membres	# d'employés	# de dirigeants	Actif (000\$)	Chiffre d'affaires (000\$)
Ile-du-Prince-Édouard	16	6 798	342	106	24 539	15 196
Nouvelle-Écosse	21	19 580	306	181	58 467	11 020
Nouveau-Brunswick	132	269 882	2 569	1 096	1 176 829	137 258
Québec	3 353	5 783 766	61 521	30 515	51 985 004	4 700 782
Ontario	101	265 618	1 548	872	1 919 298	124 921
Manitoba	27	39 914	292	177	342 573	17 173
Saskatchewan	28	2 958	62	174	18 759	3 534
Alberta	7	15 378	111	47	135 126	10 610
Colombie-Britannique	3	6 460	28	23	45 179	150
TOTAL	3 688	6 410 354	66 779	33 191	55 705 774	5 020 644

au 31 décembre 1991

Coopératives financières:

1514 caisses populaires dont 1480 sont affiliées au Mouvement Desjardins
 41 mutuelles d'assurance
 5 autres coopératives de services financiers

Coopératives agricoles:

14 blancheries
 5 producteurs de sucre d'érable
 138 autres coopératives agricoles

Coopératives de travail:

63 coopératives forestières
 19 coopératives d'artisanat
 10 coopératives de pêche
 4 coopératives jeunesse

Coopératives de consommation:

130 autres coopératives de travail
 149 magasins coop et clubs d'alimentation
 101 coopératives en milieu scolaire
 21 coopératives d'aliments spécialisés
 21 groupe coopératif d'achat
 24 autres coopératives de consommation

Coopératives de services:

1137 coopératives d'habitation
 38 garderies coopératives
 35 coopératives funéraires
 28 coopératives de télédistribution
 10 coopératives de développement
 181 autres coopératives de services

Document: 830-458/004

**Conférence fédérale-provinciale-territoriale
des ministres responsables des Coopératives**

Le Conseil Canadien de la Coopération

**Toronto (Ontario)
Les 1 et 2 octobre 1992**

Le Conseil Canadien de la Coopération

Fondé en 1946, le Conseil Canadien de la Coopération est un organisme voué à la promotion des intérêts des coopérateurs francophones du Canada.

Le C.C.C., par ses neuf conseils provinciaux membres et les coopératives qui leur sont affiliées, représente quelque 6,4 millions de coopérateurs et constitue ainsi le mouvement regroupant le plus grand nombre de membres francophones au Canada.

Sylvie St-Pierre Babin
Réjean Laflamme
Julie Chartrand
Denise Deschambault

Directrice générale
Responsable du développement coopératif, économique et communautaire
Responsable des communications et du marketing
Secrétaire de direction

450, rue Rideau, suite 201
Ottawa, Ontario, K1N 5Z4
Téléphone: (613) 234-5492
Télécopieur: (613) 567-0743

juillet 1992

Le conseil d'administration

Le Conseil d'administration du Conseil Canadien de la Coopération est composé de dix (10) représentants d'organisations coopératives membres du réseau coopératif francophone canadien. Leur dynamisme et la qualité de leur implication contribuent grandement à la réussite des actions entreprises et à la réalisation des objectifs. Les administrateurs proviennent de toutes les provinces membres du Conseil Canadien de la Coopération.

Président:	Raymond Gionet	Nouveau-Brunswick
Vice-président:	Majella St-Pierre	Québec
Secrétaire:	Camille Bérubé	Alberta
Trésorier:	Roger Sylvestre	Saskatchewan
Administrateurs:	Léonce Bernard	Ile-du-Prince-Édouard
	Aline Gosselin-Lemieux	Manitoba
	René Larade	Nouvelle-Écosse
	Benoit Martin	Ontario
	Patrick Martin	Colombie-Britannique
	Paul Massicotte	Québec

Les champs d'intervention

Développement coopératif, économique et communautaire

- Agir, de concert avec les conseils provinciaux, comme organisme moteur du développement économique des communautés francophones, prioritairement par le biais de la coopération.
- Aider les conseils provinciaux à produire un plan d'action et à obtenir le financement nécessaire à sa réalisation.
- Appuyer la réalisation de projets coopératifs, économiques et communautaires.

Activités principales

- Fournir une aide technique et professionnelle aux conseils provinciaux.
- Coordonner le Comité de développement économique.
- Préparer le plan d'action et le bilan social.

Réalisations récentes

- Aide aux projets de développement de coopératives de santé en Alberta, au Manitoba et en Nouvelle-Écosse.
- Support technique aux conseils provinciaux et à la Fédération des jeunes Canadiens-français pour maintenir le réseau des coopératives jeunesse de services.
- Promotion de la formule de coopératives de travailleurs-investisseurs et des coopératives de développement régional au Nouveau-Brunswick.
- Rencontre des caisses populaires des quatre provinces de l'Ouest et étude sur la mise en place d'un moyen de liaison entre ces caisses.
- Participation aux efforts de développement économique des communautés francophones hors Québec à travers la commission "Vision d'Avenir" et le projet de société "Dessein 2000".

Affaires gouvernementales

- Intensifier les relations avec les organismes gouvernementaux et les autres partenaires du secteur économique.
- Promouvoir et faciliter l'intercoopération.

Activités principales

- Assurer une liaison constante avec le Secrétariat d'État et le Secrétariat aux coopératives.
- Maintenir des contacts réguliers avec la "Canadian Co-operative Association".
- Voir aux intérêts des coopératives dans les grands dossiers économiques.

Communications et marketing

- Mettre en place un processus de communication efficace au sein du réseau du C.C.C. et publiciser les réalisations de projets de développement coopératif et économique.
- Diffuser régulièrement les informations relatives aux activités du C.C.C. et des conseils provinciaux.

Activités principales

- Produire et promouvoir l'Agenda des Coopérateurs.
- Promouvoir et coordonner la Semaine nationale de la Coopération.
- Publier le bulletin d'information Coopresse.

Administration et fonctionnement général

- Maintenir un processus de planification qui tienne compte des orientations, buts et stratégies du C.C.C.
- Assurer une gestion professionnelle et efficace du C.C.C.

Activités principales

- Préparer le Congrès annuel.
- Visiter les conseils provinciaux.

La mission et Les valeurs

La mission

(Adoptée en février 1981)

Promouvoir la coopération en vue du développement socio-économique de la communauté francophone du Canada par:

- Le *soutien* des conseils provinciaux dans la promotion de l'idéologie coopérative.
- L'*appui* aux actions de développement initiées par les conseils provinciaux.
- La *coordination* des actions de développement impliquant plus d'une province.
- La *représentation*, au plan national, des intérêts coopératifs francophones.

Les valeurs

Le *respect de la personne* se veut la pierre angulaire sur laquelle reposent toutes les actions du mouvement coopératif.

Le *fonctionnement démocratique* est à la base de l'organisation du système coopératif. Le Conseil Canadien de la Coopération est un organisme au service des conseils provinciaux. Il ne s'agit pas d'un bureau-chef qui dicte des ordres, mais plutôt d'un organisme voué au soutien de ses composantes et destiné à répondre à leurs besoins. Les conseils provinciaux, quant à eux, sont des organismes au service des coopératives et des communautés locales.

La *solidarité*, pour les institutions francophones du mouvement coopératif, c'est la prise de conscience que la francophonie est en situation de minorité en Amérique du Nord. Il est donc essentiel de se regrouper et de se solidariser en partageant des idéaux communs.

L'*engagement*, comme valeur véhiculée au Conseil Canadien de la Coopération, réfère à cette attitude selon laquelle toutes les parties s'engagent dans la réalisation d'une action. Nul ne doit attendre que l'action soit posée par les autres.

L'*appui aux francophones hors Québec* est autant une valeur qu'un objectif en ce sens que le Conseil Canadien de la Coopération, tel qu'il existe, est fondé sur l'existence des communautés francophones dans toutes les régions du pays.

Les conseils provinciaux membres

Conseil de la Coopération de l'Île-du-Prince-Édouard
Wellington (Île-du-Prince-Édouard) C0B 2E0
(902) 854-2595
Responsable: Claudette McNeill

Conseil Acadien de la Coopération
Case postale 920
Caraquet (Nouveau-Brunswick) E0B 1K0
(506) 727-6565
Vice-président: Gilles Ménard

Conseil Coopératif Acadien de la Nouvelle-Écosse
Case postale 667
Chéticamp (Nouvelle-Écosse) B0E 1H0
(902) 224-3212
Responsable: Laurette Deveau

Conseil de la Coopération du Québec
4950, boul. de la Rive Sud, local 304
Lévis (Québec) G6V 4Z6
(418) 835-3710
Directrice générale: Juliette Bonneville

Conseil de la Coopération de l'Ontario
450, rue Rideau
Ottawa (Ontario) K1N 5Z4
(613) 237-6830
Responsable: Benoît Martin

Conseil de la Coopération du Manitoba
605, rue des Meurons
Case postale 68
St-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
(204) 233-1560
Conseiller en développement coopératif: Gary Tessier

Conseil de la Coopération de la Saskatchewan
2132, rue Broad
Régina (Saskatchewan) S4P 1Y5
(306) 757-4452
Directeur général: Edmond Douville

Conseil Albertain de la Coopération
Case postale 1240
Beaumont (Alberta) T0C 0H0
(403) 929-8561
Responsable: Camille Bérubé

Conseil de la Coopération
de la Colombie-Britannique
321, 6th Street
New Westminster (Colombie-Britannique) V3L 3A7
(604) 521-3781
Responsable: Patrick Martin

Francophone co-operatives

PROVINCE	NUMBER OF CREDIT UNIONS	NUMBER OF CO-OPERATIVES IN OTHER SECTORS	MEMBERSHIP	ASSETS \$
Prince Edward Island	1	15	6,339	20,848,707
Nova Scotia	10	10	18,610	50,592,612
New Brunswick	87	33	279,012	1,200,000,000
Quebec	1,329	1,981	5,395,074	48,482,882,900
Ontario	61	32	252,513	1,537,854,112
Manitoba	19	9	37,526	325,574,089
Saskatchewan	4	25	3,227	21,100,000
Alberta	4	4	20,450	169,886,751
British Columbia	1	2	6,401	43,700,000
Total	1,516	2,111	6,019,152	51,852,039,171
At December 31, 1990				

At December 31, 1990, the Francophone co-operative movement in Canada:

- employed nearly 60,000 people, including 6,000 Francophones outside Quebec;
- had more than 30,000 volunteer directors, including 2,600 Francophones outside Quebec.

Non-financial Francophone co-operatives are present in many spheres of activity. These 2,111 co-operatives had sales exceeding \$5 billion in 1990. They include:

CONSUMER AREA

1,225 housing co-operatives
 84 co-operatives in school environment
 32 day-care co-operatives
 34 funeral co-operatives
 186 food co-operatives
 193 in other sectors

Total: 1,756 co-operatives

PRODUCTION

122 agricultural co-operatives
 48 in other sectors

Total: 170 co-operatives

WORKERS

45 forestry co-operatives
 101 service co-operatives
 39 in other sectors

Total: 185 co-operatives

Les effectifs coopératifs francophones

PROVINCE	# de coopératives	# de membres	# d'employés	# de dirigeants	Actif (000\$)	Chiffre d'affaires (000\$)
Ile-du-Prince-Édouard	16	6 798	342	106	24 539	15 196
Nouvelle-Écosse	21	19 580	306	181	58 467	11 020
Nouveau-Brunswick	132	269 882	2 569	1 096	1 176 829	157 258
Québec	3 353	5 783 766	61 521	30 515	51 985 004	4 700 782
Ontario	101	265 618	1 548	872	1 919 298	124 921
Manitoba	27	39 914	292	177	342 573	17 173
Saskatchewan	28	2 958	62	174	18 759	3 534
Alberta	7	15 378	111	47	135 126	10 610
Colombie-Britannique	3	6 460	28	23	45 179	150
TOTAL	3 688	6 410 354	66 779	33 191	55 705 774	5 020 644

au 31 décembre 1991

Coopératives financières:

1514 caisses populaires dont 1480 sont affiliées au Mouvement Desjardins
41 mutuelles d'assurance
5 autres coopératives de services financiers

Coopératives agricoles:

14 blétières
5 producteurs de sucre d'érable
138 autres coopératives agricoles

Coopératives de travail:

63 coopératives forestières
19 coopératives d'artisanat
10 coopératives de pêche
4 coopératives jeunesse

Coopératives de consommation:

130 autres coopératives de travail
149 magasins coop et clubs d'alimentation
101 coopératives en milieu scolaire
21 coopératives d'aliments spécialisés
21 groupe coopératif d'achat
24 autres coopératives de consommation

Coopératives de services:

1137 coopératives d'habitation
38 garderies coopératives
35 coopératives funéraires
28 coopératives de télédistribution
10 coopératives de développement
181 autres coopératives de services

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES DES COOPÉRATIVES**

**Présentation à la conférence
par le Conseil Canadien de la Coopération**

**TORONTO (Ontario)
les 1 et 2 octobre 1992**

C'est un plaisir que de participer à votre conférence annuelle. Nous vous présenterons quelques-uns des faits saillants de la dernière année, les principaux points de notre planification triennale, les conclusions des États généraux de la coopération, de même qu'un résumé de notre 46e congrès.

Comme il y a certains nouveaux visages autour de la table, laissez-moi tout d'abord introduire rapidement notre organisation. Le C.C.C., Conseil Canadien de la Coopération, fut établi en 1946. Nos membres sont nos neuf conseils provinciaux de la coopération. Nous ne sommes pas présents à Terre-Neuve, ni dans les Territoires. La force relative de nos différents conseils varie grandement. Ainsi, il y a trois coopératives francophones en Colombie-Britannique et 3 353 coopératives au Québec. Voici quelques chiffres pour vous démontrer l'importance du mouvement coopératif francophone.

Au 31 mai 1992, il y avait:

- 3 688 coopératives
- 6 410 354 membres
- 66 779 employés
- 33 191 dirigeants élus
- 55,7 milliards \$ d'actifs
- 5,0 milliards \$ de ventes

En suivi à notre congrès annuel de 1991, nous avons décidé qu'il fallait apporter un support particulier à nos conseils membres en Colombie-Britannique et en Alberta qui, actuellement, survivent sans l'aide de personnel permanent. Une des idées avancées pour pallier à cette situation était d'avoir un bureau du C.C.C. desservant les quatre provinces de l'Ouest.

Une étude de faisabilité fut donc réalisée par des consultants de l'extérieur. Le rapport final a été terminé au début de 1992. La recommandation des consultants était de ne pas aller de l'avant avec ce projet puisqu'il n'avait pas le support des individus et des organisations consultés. Le comité exécutif du C.C.C. a

accepté cette recommandation et a décidé d'aider ses membres sur des projets spécifiques, tel des sessions de formation aux employés des caisses et des autres coopératives d'ici la fin de mars 1993. De plus les associations francophones de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont ou vont présenter à l'autorité concernée l'idée de mettre sur pied un comité sur le développement coopératif et économique.

Avec l'expertise de chercheurs de l'Université de Moncton, le C.C.C. a aussi réalisé un portrait statistique de toutes les communautés francophones à travers le Canada. Ce portrait visait à nous permettre d'obtenir une vue d'ensemble de la situation actuelle et du potentiel de développement économique. Cette analyse nous a permis de classifier les différentes régions selon des facteurs tels que le niveau d'éducation, la participation au marché du travail, la structure de l'emploi, etc. Un sommaire de ce rapport sera publié dans les principaux journaux francophones à l'extérieur du Québec. Au cours de la prochaine année, le C.C.C. organisera quatre séminaires régionaux sur le développement économique et coopératif des communautés francophones. Le premier séminaire aura lieu à Winnipeg en novembre pour les communautés du Manitoba, de la Saskatchewan et des Territoires du Nord-Ouest. Les autres séminaires auront lieu en janvier et février 1993 à Vancouver pour les communautés de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et du Yukon, à Ottawa pour les franco-ontariens et à Moncton pour les quatre provinces atlantiques. Ces quatre séminaires devraient se conclure par un sommet canadien sur le développement économique des communautés francophones qui aura lieu à Ottawa au printemps de 1993.

Depuis notre congrès annuel de 1990 où un de nos ateliers portait sur le rôle des femmes dans les coopératives, nous avons continué à identifier de nouvelles façons de faciliter l'accession des femmes à des postes de direction dans les coopératives. Une étude sera complétée au cours de la prochaine année avec des entrevues individuelles de femmes impliquées dans le mouvement, suivis de séminaires et de la préparation de guides à l'intention des femmes

voulant accéder à des postes de haute direction et sur les conseils d'administration, ainsi qu'à l'intention des organisations coopératives désirant faciliter et encourager davantage la participation des femmes aux niveaux décisionnels des coopératives, des fédérations et autres.

Nous avons continué de travailler de façon très étroite avec les secteurs coopératifs en émergence tel que les coopératives de travail et les coopératives de santé. Nous avons participé à la première assemblée annuelle de la Fédération canadienne des coopératives de travail et nous avons été impliqués dans l'étude sur la capitalisation et la fiscalité que cette Fédération a préparée pour le Secrétariat aux coopératives. En ce qui concerne le secteur de la santé, nous avons colligé et diffusé de l'information sur les activités et nous avons participé à la réunion des centres et coopératives de santé venant de partout à travers le Canada pour étudier la possibilité d'avoir une organisation canadienne.

Dans le secteur de l'habitation, après des efforts pour le maintien du programme fédéral d'habitation, nous étions heureux d'apprendre en décembre 1991 que le programme était renouvelé avec un budget de 6,1 millions de dollars. Quelques semaines plus tard cependant, le budget du ministre fédéral des finances annonçait que le programme fédéral d'habitation coopérative prenait fin immédiatement. En suivi à cette annonce, nous avons été et nous sommes encore impliqués dans une campagne pour assurer le rétablissement du programme.

Le C.C.C. a participé au suivi accordé à votre conférence tenue l'an dernier à l'Ile-du-Prince-Édouard. Nous avons été impliqués dans le groupe de travail mis sur pied à la conférence sur le rôle des coopératives et des gouvernements dans le développement communautaire et aussi au comité directeur qui a supervisé le travail des consultants ayant produit l'étude que vous recevrez demain. J'aimerais profiter de l'occasion pour faire un premier commentaire sur l'étude puisque je ne serai pas présent demain lors

de la présentation. (Nous devons nous rendre à Québec pour y recevoir le prix du 3 juillet 1608 en reconnaissance des services que nous avons rendus à la communauté francophone du Canada.) D'abord notre comité exécutif a pu prendre connaissance de la version préliminaire des recommandations de l'étude et il appert que dans l'ensemble nous sommes d'accord avec les recommandations qui concernent le mouvement coopératif. Il sera possible de voir, à la lumière de vos discussions de demain, et de l'étude plus approfondie de notre organisation une fois le rapport final revu, ce qu'il sera possible de faire pour concrétiser les conclusions de l'étude.

Comme toutes les organisations canadiennes, le C.C.C. a eu à suivre le présent débat constitutionnel de façon attentive. La présence de tous les coopérateurs francophones du Canada autant du Québec que de l'extérieur du Québec, au sein du C.C.C. a une certaine importance dans ce débat. De plus, les liens entre les mouvements coopératifs anglophone et francophone sont un exemple pour tous les Canadiens. Dans nos relations d'affaires et nos structures démocratiques, nous avons trouvé des façons de travailler. De plus nous nous sommes aperçus que la diversité de nos mouvements et de nos organisations était bénéfique au travail que nous faisons.

Il est cependant utile de rappeler que quelle que soit l'issue du processus en cours, le mouvement coopératif francophone du Canada demeurera solidaire et continuera à établir des liens intercoopératifs avec tous ses partenaires. Le mouvement coopératif est et continuera d'être une force socio-économique pour les communautés francophones partout au pays.

Une délégation du C.C.C. a rencontré le ministre fédéral des finances lors de rencontres pré et postbudgétaires. Nous avons aussi pu fournir nos réactions initiales au budget lors d'un petit déjeuner tenu au lendemain de sa présentation. Nous avons profité de cette occasion pour exprimer notre profond désappointement vis-à-vis la coupure du programme fédéral d'habitation coopérative.

En 1992-93, nous continuerons de coordonner les actions touchant au développement économique et coopératif impliquant plus d'un conseil provincial (par exemple, le support à l'Alberta et à la Colombie-Britannique en collaboration avec la Fédération des caisses populaires du Manitoba et le programme de développement coopératif des provinces atlantiques). Nous apportons aussi notre support aux différents groupes locaux travaillant à la mise en place de coopératives de santé.

Nous travaillons de façon étroite avec les coopératives forestières au Québec pour essayer d'obtenir un amendement aux lois fiscales qui permettrait de mettre des parts de coopératives dans un régime enregistré d'épargne retraite. Une réunion avec des représentants des gouvernements fédéral et du Québec a eu lieu en mai dernier et elle fut très positive. Nous continuerons de travailler sur cette question dans les semaines à venir.

La ferme volonté d'assurer des liens solides entre l'ensemble des partenaires coopératifs francophones à travers tout le Canada continue d'être sous-tendue dans tout ce que nous entreprenons. L'intercoopération, le thème de notre semaine de la coopération en 1992, se vit au quotidien et c'est grâce aux efforts concertés de toutes les coopératives francophones que le C.C.C. peut réaliser sa mission.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA COOPÉRATION

C'est sous le thème "Réussir ensemble un développement de qualité" que les États généraux de la coopération, événement unique dans l'histoire du mouvement coopératif québécois, ont mobilisé plus de 4 000 coopérateurs, coopératrices et partenaires en provenance des divers secteurs de la coopération et des nombreux organismes sociaux et économiques. Ils ont aussi permis aux militants et militantes de progresser vers l'atteinte de l'unité de pensée au

sein du mouvement coopératif québécois et sensibilisé le public à la formule coopérative comme outil de développement.

A la suite de cette longue démarche de réflexion et de consultation entreprise en 1990, le mouvement coopératif québécois tenait, au mois de mai dernier les grandes Assises des États généraux de la coopération. A cette occasion, plus de 1 100 coopérateurs, coopératrices et leurs partenaires se sont réunis à Saint-Hyacinthe pour faire connaître leur volonté en regard des moyens à mettre en oeuvre pour favoriser un développement social et économique durable.

Le Conseil Canadien de la Coopération a été associé à cette réflexion et tous les membres de notre conseil d'administration ont assisté à ces Assises.

Lancés officiellement en 1990 lors d'un colloque où quelque 200 dirigeants du mouvement coopératif acceptaient de se rencontrer pour faire le point sur les valeurs et les règles de la coopération, les États généraux se sont véritablement concrétisés au sein des régions.

En effet, la mise sur pied d'une trentaine de colloques régionaux, dont la réalisation a été rendue possible grâce à l'engagement de coopérateurs et coopératrices du milieu, a permis de faire de ces événements de précieuses rencontres dont les échanges ont donné lieu à la prise de conscience des nombreuses possibilités de concertation et d'intercoopération et à l'identification d'actions pouvant contribuer au développement des régions et des localités.

Divisées en deux sous-thèmes, "Éducation coopérative et participation" et "Développement par la coopération et l'intercoopération", les discussions lors des colloques régionaux de même que lors des assises auront permis d'en arriver à des engagements d'actions très concrètes. Voici les principales:

ÉDUCATION COOPÉRATIVE ET PARTICIPATION

L'éducation: une préoccupation majeure

La conclusion des débats en région en regard de l'éducation coopérative se lit comme suit: "Il y a un grand besoin d'éducation qui doit être comblé par des activités bien adaptées aux différents groupes cibles de la coopération". D'où la nécessité d'établir des programmes d'éducation et de formation auprès des membres, des administrateurs, des cadres et des employés.

Fonds d'éducation coopérative

On en est venus à la conclusion que les différents secteurs coopératifs travaillent davantage à la promotion de leurs produits et services qu'à la promotion de la coopération comme formule de développement. Par ailleurs, le budget du Conseil de la Coopération du Québec ne lui permet pas d'investir des sommes importantes pour promouvoir la formule coopérative auprès du grand public.

Le projet de fonds d'éducation coopérative vise à se donner collectivement les moyens de faire la promotion de la coopération et de la formule coopérative.

Sommet de l'éducation coopérative

On constate que de façon générale, les efforts des secteurs coopératifs en regard de la promotion, de l'information et de la formation coopérative sont dispersés. En conséquence, un Sommet de l'éducation coopérative pourrait se tenir avant la fin de 1993 en vue de brosser un bilan complet des ressources et des outils, d'identifier les besoins communs et enfin, de formuler des recommandations sur les éléments stratégiques d'un plan d'action en éducation coopérative.

Le Sommet de l'éducation coopérative vise à mettre en commun ce qui existe déjà en matière d'éducation dans les différents secteurs coopératifs et à travailler à susciter l'intérêt des enseignants pour diffuser des connaissances sur la coopération.

Concertation des actions dans les écoles

La création de caisses étudiantes, de coopératives jeunesse de service (C.J.S.) et de coopératives en milieu scolaire sont autant de moyens visant la sensibilisation des jeunes à la coopération. Certains enseignants et chercheurs universitaires étudient même la possibilité de l'adoption de la formule coopérative pour le fonctionnement du programme "Jeunes entreprises".

Ce projet de concertation des actions dans les écoles vise la mise en oeuvre d'un plan commun d'intervention pour regrouper les forces et multiplier l'efficacité des efforts de chacun.

Semaine de la relève

S'appuyant sur l'expérience des coopératives en milieu scolaire qui tiennent une semaine de la relève coopérative au mois de mars de chaque année, ce projet vise à étendre cette initiative aux différents niveaux scolaires et aux autres types de coopératives.

Ce projet se réaliserait notamment par la mise en oeuvre d'activités diverses visant les jeunes, y compris les enfants des dirigeants et des employés.

Académie populaire

L'Académie populaire n'est pas une école mais plutôt un centre de regroupement visant à mettre en relation des producteurs de contenu, des producteurs d'outils pédagogiques et des diffuseurs.

Ainsi l'Académie populaire serait:

- une source de référence
- un lien entre concepteurs et diffuseurs en éducation coopérative
- un lien du développement de nouveaux contenus et outils selon les besoins des diffuseurs

- un lien de formation pour les formateurs

PARTICIPATION

Les débats régionaux ont fait ressortir l'inquiétude liée au faible taux de participation des membres. "En même temps qu'on dit les membres peu concernés par la vie coopérative, on déplore le peu d'attention qu'on leur accorde et le peu de consultation réelle faite auprès d'eux".

En effet, une recherche effectuée pour le Conseil de la Coopération du Québec auprès de la population québécoise démontre un faible sentiment d'appartenance des membres à leur coopérative: seulement 35% des répondants affirment être membre d'une coopérative alors que le mouvement coopératif québécois compte au total plus de 5 millions de membres.

Pour leur part, les coopérateurs, lors des débats régionaux, ont fait ressortir leur volonté de favoriser la participation des membres aux activités stratégiques de la coopérative (ex.: assemblée générale, définitions des orientations, etc.). Le manque de formation, la faible représentation de tout le membership dans les instances et le besoin de revitaliser les lieux de démocratie ont été les éléments le plus fréquemment cités en ce qui a trait à l'engagement des membres dans leurs coopératives.

Les échanges menés en sous-groupes à partir de la problématique exposée ont donné lieu à divers moyens susceptibles d'accroître l'intérêt des membres pour leur coopérative. A cet égard, les coopérateurs et coopératrices ont fait valoir l'importance d'associer les membres aux orientations de la coopérative et de soumettre à l'assemblée générale les projets de développement.

DÉVELOPPEMENT PAR LA COOPÉRATION ET L'INTERCOOPÉRATION

Assurer le développement

Les participants aux débats régionaux ont souhaité l'instauration d'un maillage intercoopératif actif aussi bien en région qu'à l'échelle du Québec. Aussi, ils ont avancé la proposition de la création de fonds régionaux de développement qui assureraient de meilleures chances de succès aux projets coopératifs en apportant une attention particulière à leurs conditions de rentabilité. La synthèse de certains colloques régionaux a fait mention de l'intérêt de créer un sigle d'identification coopérative et fait ressortir l'idée de se servir de l'expérience et du savoir-faire des coopérateurs et coopératrices retraités.

Centre de maillage

Le centre de maillage, dont la structure d'organisation reste à définir, a principalement pour objectifs:

- de favoriser le développement des affaires entre coopératives et créer des emplois durables par la substitution d'importations
- d'être le lien entre les entreprises coopératives et les organismes privés et publics demandeurs en biens et services
- de signaler les occasions économiques de développement aux entreprises existantes

Fonds régionaux de développement

A la suite du dépôt du rapport Maheu Noiseux, le comité de financement mis sur pied par le Conseil de la Coopération du Québec avait recommandé de poursuivre la démarche de réflexion et d'approfondissement du projet de mise sur pied d'un ou plusieurs fonds de développement des coopératives. Aussi, les débats en région ont tous fait état de la nécessité de fonds pour du capital de risque. La synthèse des débats régionaux révèle cependant que "les participants semblent partagés sur la finalité exacte des fonds. Certains souhaitent qu'ils soient voués exclusivement à

l'entreprise coopérative tandis que d'autres veulent que le mouvement coopératif régional organisé participe à un fonds élargi destiné à l'ensemble du développement régional".

Enfin, à l'heure actuelle certaines régions (Gaspésie, Bas-Saint-Laurent, Saguenay-Lac-Saint-Jean) ont déjà créé leur fonds régional et depuis plusieurs mois des institutions telles que le Mouvement des caisses Desjardins, le Fonds de solidarité et la Caisse de dépôt et placement du Québec ont fait connaître leur volonté de créer des fonds régionaux de capital de risque.

En dépit du fait que plusieurs fonds existent déjà ou seront prochainement mis sur pied, les participants aux Assises souhaitent la création de fonds régionaux mixtes, c'est-à-dire accessibles aux coopératives et aux autres types d'entreprises.

Sigle-coop

Beaucoup de produits et services sont fournis par des coopératives sous des marques de commerce qui n'indiquent pas toujours leur provenance coopérative. Les résultats d'un sondage révèlent que les coopératives jouissent de la confiance des Québécois et que ces derniers associent les coopératives aux valeurs de compétence et de qualité.

Le projet vise à introduire graduellement un sigle sur les emballages et dans la publicité des produits et services qui indiquerait l'origine coopérative des produits.

Concertation régionale

Les participants aux débats régionaux ont été unanimes à l'idée de regrouper la multiplicité de l'expérience coopérative pour mieux organiser la connaissance et la concertation du milieu. Les termes utilisés ont varié: comité régional, table de concertation, conseil ou regroupement ou fédération de coopératives, mais partout le même besoin fut exprimé: celui de s'unir pour assurer un plus grand leadership dans le développement coopératif.

A l'égard de la concertation régionale, les coopérateurs et coopératrices sont unanimes sur la nécessité d'une concertation entre les coopératives de toutes les régions du Québec. Ils ont par ailleurs exprimé leur désir de se doter de lieux d'action plutôt que de structures et, au besoin, d'utiliser les organismes déjà existants.

Coopération entre coopératives

Les participants en région ont très souvent exprimé le souhait que les relations intersectorielles dépassent la seule dimension économique. Les propositions faites ont témoigné de l'importance que chaque coopérative pose des gestes d'intercoopération. On a par exemple souligné l'intérêt d'inviter d'autres coopératives à participer aux activités de sa propre coopérative (assemblée générale ou autres) pour y présenter ses services ou ses réalisations. Par ailleurs, on a suggéré que dans chaque coopérative soit nommé un responsable des relations avec les autres coopératives du territoire.

Développement du milieu par l'intercoopération

Les participants aux débats en région ont identifié des problèmes sociaux et économiques majeurs dont les conséquences freinent le développement du milieu. Le chômage, l'exode des jeunes et l'environnement comptent notamment parmi les préoccupations des coopérateurs et coopératrices.

Lors des Assises des États généraux de la coopération, les participants ont été invités à indiquer par écrit une priorité à ces préoccupations afin de guider, à moyen et à long terme, l'action collective de développement du mouvement coopératif et de ses partenaires.

Pistes de développement:

- emplois durables
- récupération et recyclage
- mise en valeur des ressources agricoles et forestières
- services aux personnes âgées

- logement des jeunes ménages
- tourisme

Les partenaires et la coopération

Les États généraux de la coopération n'ont pas constitué un événement uniquement réservé aux coopérateurs. Bien au contraire, tant lors des débats en région que lors des Assises, les comités locaux ont invité les différentes organisations sociales et économiques à prendre part aux échanges des coopérateurs afin que celles-ci, de concert avec le mouvement coopératif, travaillent à la mise en oeuvre de moyens assurant le développement durable de notre société.

Voilà donc un bref aperçu de ce que fut et de ce que sera avec ses suivis cet exercice des États généraux de la coopération au Québec.

CONGRÈS 1992

Le CCC tenait son 46e congrès annuel du 27 au 30 juin 1992, à Régina. Plus de 175 congressistes ont assisté aux activités de la fin de semaine. En plus d'une journée d'étude qui a permis de visiter plusieurs coopératives de la grande région de Régina et de l'Assemblée générale annuelle les délégués ont participé à des groupes de travail. Ces groupes portaient sur l'environnement et les coopératives, les coopératives de santé, l'éducation coopérative et les fonds d'investissements des coopératives. Ces recommandations ont fait l'objet d'étude par notre comité exécutif au début septembre et elles seront incluses dans notre prochain plan d'action 1993-1996. Permettez-nous de vous donner deux exemples de ces recommandations: "Le CCC et ses conseils provinciaux feront pression auprès des gouvernements pour s'assurer que le cadre législatif nécessaire à la mise en place des fonds d'investissements soit réalisé dans toutes les provinces."

"Que les coopératifs se donnent une journée de l'environnement en l'intérieur de la semaine de la coopération."

Ce ne sont que deux exemples parmi d'autres des recommandations adoptées par notre dernier congrès. De plus nous y avons adopté une résolution spéciale concernant le programme fédéral d'habitation coopérative:

"Que le Conseil Canadien de la Coopération demande le rétablissement immédiat du programme fédéral d'habitation coopérative et que le Conseil demande au gouvernement fédéral de rendre disponible l'assurance hypothécaire aux projets coopératifs ne requérant aucune aide pour leur réalisation."

En terminant nous saluons l'arrivée de Maurice Therrien au poste de directeur exécutif du Secrétariat aux Coopératives. Tout comme nous l'avons fait dans le passé, nous l'assurons que le Conseil Canadien de la Coopération continuera de travailler en étroite collaboration afin de faire en sorte que la promotion et le développement des coopératives de tout le pays soit une réalité.

Il est essentiel pour le secteur coopératif d'être partenaire des gouvernements afin que notre spécificité soit reconnue et cette Conférence nous permet de faire des pas dans la bonne direction.

Document: 830-458/006

**Federal-Provincial-Territorial Conference
of Ministers Responsible for Co-operatives**

**Speaking Notes
Leroy Larsen**

Canadian Co-operative Association

**Toronto, Ontario
October 1-2, 1992**

SPEAKING NOTES - LEROY LARSEN
FEDERAL/PROVINCIAL MINISTER'S CONFERENCE-1992
CCA UPDATE

MR. CHAIRMAN THANK YOU FOR THE OPPORTUNITY TO UPDATE THIS GROUP ON THE CURRENT WORK OF THE CANADIAN CO-OPERATIVE ASSOCIATION. I WILL COVER THREE GENERAL AREAS IN THIS UPDATE, FIRST OUR NATIONAL TASK FORCES WHICH ARE FOLLOWING UP FROM OUR TRIENNIAL CONGRESS IN CALGARY LAST YEAR, SECOND THE RESOLUTIONS THAT CAME OUT OF OUR RECENTLY HELD ANNUAL MEETING AND THIRD OUR MAJOR PROJECT CONCERNING MODEL CO-OPERATIVE LEGISLATION.

BEFORE I GET INTO THESE THREE AREAS MR. CHAIRMAN I WOULD LIKE TO JUST EXPRESS TO YOU OUR PLEASURE WITH THE APPOINTMENT OF MR. THERRIEN AS EXECUTIVE DIRECTOR OF THE CO-OPERATIVES SECRETARIAT. WE LOOK FORWARD TO A VERY POSITIVE WORKING RELATIONSHIP WITH THE SECRETARIAT AND WE FEEL THIS RELATIONSHIP WILL CERTAINLY BE ENHANCED BY HAVING THE EXECUTIVE DIRECTOR SECONDED FROM THE SENIOR LEVELS OF THE CO-OPERATIVE SECTOR.

LET ME THEN GIVE YOU A BRIEF UPDATE ON THE WORK OF OUR NATIONAL TASK FORCES. THESE ARE ACTION ORIENTED TASK FORCES AND THEIR JOB IS TO DETERMINE SPECIFIC DIRECTIONS THAT WILL IMPLEMENT THE SEVEN GENERAL DIRECTIONS WHICH EVOLVED FROM THE TRIENNIAL CONGRESS. THERE ARE FOUR TASK FORCES: GROWTH; PUBLIC POLICY; HUMAN RESOURCE DEVELOPMENT; AND WOMEN IN CO-OPERATIVES. THE GROWTH TASK FORCE IS

FOCUSING ON THREE AREAS, FIRST THE AREA OF CAPITAL. BECAUSE OF OUR DIFFERENT WAY OF DOING THINGS THIS IS AN ONGOING PROBLEM FOR US. WE CAN'T ACCESS THE CONVENTIONAL SOURCES OF CAPITAL WITHOUT CHANGING OUR APPROACH AND IT DOES CAUSE SOME PROBLEMS FOR US. IN THIS AREA WE ARE LOOKING AT SOME DIFFERENT OPTIONS SUCH AS AN INFORMAL BROKERAGE WHICH COULD BRING TOGETHER USERS AND SUPPLIERS OF CAPITAL IN THE CO-OPERATIVE SECTOR, MUTUAL FUNDS WHICH ARE FOCUSED ON INVESTMENT IN EQUITIES OF CO-OPERATIVES, AND ENSURING THAT GOVERNMENT PROGRAMS/INCENTIVES CAN BE ACCESSED BY CO-OPERATIVES. THE WORK OF ALL OF OUR TASK FORCES ARE AT AN EARLY STAGE SO I AM GIVING YOU ONLY A BIRDS EYE VIEW OF SOME OF THE ITEMS WE ARE DISCUSSING. HOWEVER I WOULD LIKE TO ELABORATE ON THIS LAST ITEM OF EQUIVALENT ACCESS BY CO-OPERATIVES. LET ME GIVE YOU A COUPLE OF EXAMPLES WHICH WE HAVE DISCUSSED:

1. CAPITAL GAINS EXEMPTION

THE CAPITAL GAINS TAX EXEMPTION DOES NOT ASSIST THE FORMATION OF CAPITAL IN A CO-OPERATIVE BUSINESS BECAUSE THERE IS NO CAPITAL GAIN ON A CO-OP SHARE. CO-OPERATIVE CAPITAL DOES NOT INCREASE IN VALUE AND IS REDEEMABLE AT PAR BY THE ISSUING CO-OPERATIVE. AS A RESULT, THE CAPITAL GAINS EXEMPTION ACTS AS AN INCENTIVE TO INVEST IN BUSINESS ENTERPRISE OTHER THAN CO-OPS.

2. 25% TAX-FREE CAPITAL GAINS

THE TAX SYSTEM TAXES ONLY THREE-QUARTERS OF CAPITAL GAINS. THE REMAINING 25% OF CAPITAL GAINS IS TAX-EXEMPT. THIS ENCOURAGES INVESTMENT AND RISK TAKING. HOWEVER, ALTHOUGH THE VALUE OF THE ASSETS OF A CO-OPERATIVE MAY SOAR, OR EARNINGS ARE RETAINED IN THE CO-OP TO FINANCE EXPANSION, OR THE OPERATION GENERATES REAL VALUE, THE SHARES OF A CO-OP DO NOT CHANGE IN VALUE. THEY ARE ONLY REDEEMABLE AT PAR. CO-OP ECONOMIC ACTIVITY IS NOT ENCOURAGED BY THIS MEASURE IN THE TAX SYSTEM.

3. REGISTERED RETIREMENT SAVINGS PLANS

THE TAX RULES SETTING OUT ELIGIBLE INVESTMENTS FOR RRSPs LIMIT SMALL BUSINESS SHARES TO 50% OF THE VALUE OF THE RRSP. ALL CO-OP SHARES ARE TREATED LIKE SMALL BUSINESS SHARES FOR THIS PURPOSE. THIS RESTRICTION OFTEN MAKES IT DIFFICULT IN PRACTISE TO USE A RRSP TO HOLD SIGNIFICANT AMOUNTS OF CO-OP SHARES. IT SEEMS INAPPROPRIATE THAT A LARGE CO-OP'S SHARES ARE RESTRICTED TO HALF OF AN RRSP'S VALUE BUT A SIMILAR SIZED CORPORATION'S SHARES THAT ARE LISTED IN A STOCK EXCHANGE MAY COMPRISE THE ENTIRE RRSP. CREDIT UNION SHARES DO NOT FACE THIS RESTRICTION. SHARES IN A WORKER CO-OPERATIVE APPEAR TO BE INELIGIBLE INVESTMENTS IN A RRSP BECAUSE AMOUNTS RECEIVED ON ACCOUNT OF THE SHARES ARE PAYMENT FOR SERVICES RENDERED BY THE WORKER/OWNERS. A

MEMBER OF A WORKER CO-OP SHOULD HAVE AT LEAST THE SAME RIGHT TO INVEST IN THEIR WORKPLACE, AND HOLD THE SHARES IN THEIR RRSP, AS ANY OTHER WORKER.

4. WORKER OWNERSHIP PROGRAMS

PROVINCIAL GOVERNMENTS HAVE DEVELOPED VARIOUS POLICIES TO ENCOURAGE EMPLOYEE SHARE OWNERSHIP. FOR EXAMPLE THE B.C. EMPLOYEE INVESTMENT ACT ALLOWS TAX CREDITS FOR EMPLOYEE SHARE OWNERSHIP PLANS (ESOP) OR EMPLOYEE VENTURE CAPITAL CORPORATIONS (EVCC). THE ONTARIO EMPLOYEE SHARE OWNERSHIP PLAN (ESOP) PROVIDED TAX CREDITS IN THE 1980'S FOR INVESTMENT IN NEWLY ISSUED COMMON SHARES. THE PROBLEM WITH THESE TYPES OF PROGRAMS FROM A CO-OP PERSPECTIVE IS THAT THEY REQUIRE INVESTMENT IN SHARES CARRYING A RIGHT TO VOTE. EACH CO-OP SHARE DOES NOT CARRY VOTING RIGHTS.

5. VENTURE CAPITAL CORPORATIONS AND STOCK SAVINGS PLANS

MANY PROVINCIAL GOVERNMENTS PROVIDE TAX CREDITS FOR INVESTMENT IN VENTURE CAPITAL CORPORATIONS OR STOCK SAVINGS PLANS FOR INVESTMENT IN CORPORATIONS WITHIN A PROVINCE. FOR EXAMPLE THE B.C. SMALL BUSINESS VENTURE CAPITAL TAX CREDIT PROVIDES TAX CREDITS TO INVESTORS WHO INVEST THROUGH A VENTURE CAPITAL CORPORATION IN SMALL BUSINESS DOING BUSINESS IN B.C. IN FOUR AREAS: MANUFACTURING

AND PROCESSING, RESEARCH AND DEVELOPMENT, TOURISM OR AQUACULTURE. THE ALBERTA STOCK SAVINGS PLAN ENCOURAGED ALBERTANS TO INVEST IN CORPORATIONS WHOSE SHARES TRADED ON THE ALBERTA STOCK EXCHANGE.(THIS PROGRAM TERMINATED IN 1990). SASKATCHEWAN VENTURE CAPITAL TAX CREDITS AND STOCK SAVINGS TAX CREDITS WERE AVAILABLE UNTIL 1990. ONTARIO SMALL BUSINESS DEVELOPMENT CORPORATION LEGISLATION PROVIDED TAX CREDITS THROUGHOUT THE 1980'S. NOVA SCOTIA HAS A STOCK SAVINGS PLAN TAX CREDIT FOR INVESTMENT IN SHARES OF NOVA SCOTIA COMPANIES LISTED ON THE TORONTO OR MONTREAL STOCK EXCHANGES (ALTHOUGH THEY HAVE RECENTLY ANNOUNCED A PROGRAM DIRECTLY TARGETED AT CO-OPERATIVES). THE PROBLEM IS, THESE PROGRAMS GENERALLY DO NOT ASSIST CO-OPERATIVES BECAUSE OF THE REQUIREMENTS TO INVEST IN SHARES LISTED ON STOCK EXCHANGES OR TO ACQUIRE VOTING SHARES.

MR. CHAIRMAN I AM DWELLING SOMEWHAT ON THIS ONE TASK FORCE BECAUSE THIS PARTICULAR CONFERENCE IS ABOUT GROWTH AND DEVELOPMENT. THE KIND OF ISSUES MENTIONED ABOVE CAN HOPEFULLY BE DEALT WITH AS GOVERNMENTS LOOK AT THEIR PROGRAMS IN RELATION TO THE RECOMMENDATIONS OF THE TASK FORCE ON CO-OPERATIVES AND COMMUNITY DEVELOPMENT. ALSO WHEN WE TALK ABOUT LEGISLATIVE CHANGES, WHICH PERHAPS SOME PERCEIVE AS MOVING A LITTLE AWAY FROM THE CO-OPERATIVE PRINCIPLES, IT DOES RELATE IN PART TO THE FACT THAT OFTEN TIMES WE DO

HAVE TO DO THAT IF WE ARE TO BENEFIT FROM SOME OF THE PROGRAMS AND INCENTIVES THAT ARE OFFERED BY GOVERNMENT WHICH ARE MORE EASILY ACCESSED BY OUR COMPETITORS.

THE HUMAN RESOURCE DEVELOPMENT TASK FORCE IS LOOKING AT PUBLIC AWARENESS BUILDING. SOME MEDIA PROPOSALS ARE PART OF THIS ALONG WITH CONTINUED EMPHASIS ON YOUTH AND THE SCHOOL SYSTEM. THE PUBLIC POLICY TASK FORCE IS LOOKING AT HOW WE CAN BETTER INFORM GOVERNMENTS ABOUT THE UNIQUE ROLE THAT CO-OPERATIVES PLAY IN CANADA. INCLUDED IN THE RECOMMENDATIONS RELATING TO THIS AREA ARE THAT CO-OPERATIVES BE MADE MORE AWARE OF THE FEDERAL GOVERNMENT'S EXECUTIVE EXCHANGE PROGRAM AND THAT WE EXPLORE THE EXISTING PROGRAMS FOR GOVERNMENT OFFICIALS AND M.P.'s TO VISIT BUSINESSES. ALSO IN THIS REGARD IS A RECOMMENDATION FOR CCA MEMBERS TO PROVIDE SPEAKERS TO THE CANADIAN CENTRE FOR MANAGEMENT DEVELOPMENT IN OTTAWA. ANY SUGGESTIONS PEOPLE AROUND THIS TABLE WOULD HAVE FOR US IN THIS REGARD WOULD BE GREATLY APPRECIATED.

ALSO WE HAVE ESTABLISHED A TASK FORCE TO LOOK AT INCREASING THE PROFILE OF WOMEN AT ALL LEVELS OF CO-OPERATIVES. WE HAVE THE SAME PROBLEM OF IMBALANCE THAT EXISTS AROUND THIS TABLE AND WE ARE DEVELOPING STRATEGIES TO MAKE SOME CHANGE.

I ALSO WANT TO MENTION THAT WE HAVE ALSO SET UP A GROUP TO LOOK

AT THE AREA OF INTERNATIONAL TRADE. THIS IS PART OF OUR INTERNATIONAL DEVELOPMENT INITIATIVE PARTIALLY FUNDED BY THE CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY. WE FEEL STRONGLY BASED ON OUR WORK IN A NUMBER OF DEVELOPING COUNTRIES, THAT TRADE IS THE RESULT OF DEVELOPMENT WHICH MOVES COUNTRIES TO GREATER PROSPERITY AND WE WANT TO CONTINUE TO WORK IN PARTNERSHIP WITH GOVERNMENTS IN THIS AREA.

SO THAT IS A SUMMARY OF OUR WORK FOLLOWING ON OUR 1991 CONGRESS. I WANT TO QUICKLY GO THROUGH THE RESOLUTIONS FROM OUR RECENT ANNUAL MEETING:

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT THE MEMBERS OF CCA GIVE THEIR STRONG SUPPORT TO THE DEVELOPMENT OF CREDIT UNIONS IN THE NWT AND WORK WITH THE NORTHERN PEOPLE TO MAKE PRESENTATIONS TO GOVERNMENT.

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT THE CANADIAN CO-OPERATIVE ASSOCIATION CALL ON THE FEDERAL GOVERNMENT TO IMMEDIATELY REINSTATE THE FEDERAL CO-OP HOUSING PROGRAM, AND BE IT FURTHER RESOLVED THAT CCA CALL ON THE FEDERAL GOVERNMENT TO IMMEDIATELY MAKE NHA INSURED INDEX LINKED MORTGAGES AVAILABLE TO HOUSING CO-OP PROJECTS REQUIRING NO SUPPLY SUBSIDY.

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT;

- 1. CCA SUPPORT THE RIGHT OF CANADIANS TO INCORPORATE INSURANCE COMPANIES ORGANIZED ON A CO-OPERATIVE BASIS**
- 2. CCA SUPPORT AMENDMENTS TO THE INSURANCE COMPANIES ACT, THE CANADA CO-OPERATIVE ASSOCIATIONS ACT, AND ANY OTHER RELATED LEGISLATION, TO ALLOW FOR THE INCORPORATION OF INSURANCE COMPANIES ORGANIZED ON A CO-OPERATIVE BASIS; AND**
- 3. CCA USE ITS OFFICES TO COMMUNICATE WITH THE MINISTER OF FINANCE FOR CANADA, THE MINISTER RESPONSIBLE FOR CO-OPERATIVES, AND THE MINISTER OF CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS, TO REQUEST THAT THEY INCLUDE AMENDMENTS TO THE AFOREMENTIONED ACTS TO ALLOW FOR THE INCORPORATION OR CONTINUATION OF INSURANCE COMPANIES INCORPORATED ON A CO-OPERATIVE BASIS IN THE GOVERNMENT'S LEGISLATIVE AGENDA.**

WE WILL BE WORKING WITH THE APPROPRIATE AREAS OF GOVERNMENT FOR EACH OF THESE AND WOULD APPRECIATE ANY SUPPORT THAT COULD BE PROVIDED.

FINALLY MR. CHAIRMAN I WOULD LIKE TO TURN TO OUR PROJECT FOR MODEL CO-OPERATIVE LEGISLATION. WE INTRODUCED THIS TOPIC BRIEFLY TO YOU LAST YEAR IN SUMMERSIDE, WHILE MUCH PROGRESS HAS BEEN MADE WE ARE NOT WHERE WE THOUGHT WE WOULD BE BY THIS DATE. HOWEVER AS YOU

KNOW THE DEMOCRATIC PROCESS IS SOMETIMES A LITTLE UNPREDICTABLE. LEGISLATIVE UPDATE IS VERY CLOSELY LINKED TO THE WORK OF OUR TASK FORCES WHICH WAS DESCRIBED TO YOU EARLIER. IT IS PART OF A PROCESS TO PREPARE OURSELVES FOR THE FUTURE THUS ENSURING THAT WE CONTINUE TO PLAY THE STRONG ROLE IN THIS COUNTRY THAT WE HAVE IN THE PAST.

I WON'T GO INTO EXTENSIVE DETAIL TODAY, BUT I'D LIKE TO TELL YOU ABOUT THE PROCESS WE ARE FOLLOWING TO DEVELOP MODEL LEGISLATION AND TO LET YOU KNOW WHEN YOU CAN EXPECT TO HEAR FROM US DIRECTLY ON THIS ISSUE.

YOU MAY KNOW THAT IN THE MID-EIGHTIES, THERE WAS SOME ATTEMPT TO REVISE THE FEDERAL CO-OP CORPORATIONS ACT. IN THE END, THERE WAS NO CONSENSUS ABOUT WHAT DIRECTION SHOULD BE TAKEN, AND SO NO REAL PROGRESS WAS MADE. SINCE THEN, SEVERAL PROVINCIAL GOVERNMENTS HAVE BEGUN PROCESSES TO CHANGE THEIR ACTS AND UPDATE THEM TO ALLOW FOR SOME NEW REALITIES IN THE MARKETPLACE. THE CO-OP SYSTEM FELT IT TO BE IMPORTANT THAT THIS WORK NOT TAKE PLACE IN COMPLETE ISOLATION; SOME OF OUR BUSINESS EXPERIENCE HAD TOLD US THAT WE NEEDED TO BE LOOKING AT HOW WE COULD OPERATE EFFECTIVELY IN REGIONS, NATIONALLY AND INTERNATIONALLY IF WE WERE TO CONTINUE TO PROVIDE A COMPETITIVE BUSINESS FOR OUR MEMBERS. WE SPOKE WITH THE REGULATORS IN SEVERAL PROVINCES AND THEY AGREED TO WAIT TO SEE IF

WE COULD DEVELOP SOME GUIDELINES ABOUT THE LEGISLATION BEFORE THEY PROCEEDED. IN SOME CASES, SUCH AS ONTARIO, ESSENTIAL AMENDMENTS WERE PASSED AND CAN SERVE AS MODELS FOR OTHER JURISDICTIONS.

WHAT WE DID TO BEGIN THE PROCESS WAS TO CIRCULATE A DIRECTIONS PAPER TO OUR MEMBERS AND TO THE CCC. THIS DIRECTIONS PAPER OUTLINED THE APPROACH WE PROPOSED TO THE NEW LEGISLATION. WITH THE FEEDBACK FROM THIS PROCESS, DRAFTING INSTRUCTIONS HAVE BEEN DEVELOPED AND NOW WE ARE INTO DEVELOPING SOME DRAFT MODELS. THESE MODELS WILL HOPEFULLY BE COMPLETED BY MID TO LATE OCTOBER AND WILL THEN BE CIRCULATED TO THE MEMBERSHIP OF THE CCA AND TO THE CCC. AFTER INCORPORATING THE FEEDBACK FROM THAT ROUND OF CONSULTATIONS, EARLY IN THE NEW YEAR WE WILL BE CIRCULATING THE MODELS TO REGULATORS IN EVERY PROVINCE FOR THEIR COMMENTS AND FEEDBACK. FINALLY, WE WILL WORK WITH OUR MEMBERS IN EVERY REGION AND WITH THE FEDERAL GOVERNMENT IN SEEING HOW LEGISLATIVE CHANGE CAN PROCEED.

BEFORE I SAY A WORD OR TWO ABOUT OUR DIRECTION, I SHOULD TELL YOU THAT WE SPOKE AT THE CONFERENCE OF THE NATIONAL ASSOCIATION OF ADMINISTRATORS OF CO-OPERATIVE LEGISLATION ABOUT OUR DIRECTIONS PAPER AND OUR PROCESS. WE HEARD THREE CONCERNS FROM

PARTICIPANTS AT THIS CONFERENCE: FIRST; THEY WANTED ASSURANCE THAT PROPER CONSULTATION TOOK PLACE WITH CCA & CCC MEMBERS; SECOND; THERE WAS CONCERN ABOUT CO-OPERATIVES CONTINUING AS A UNIQUE FORM OF BUSINESS; AND THIRD, THERE WAS DESIRE FOR CONSULTATION WITH GOVERNMENT ADMINISTRATORS. MR. CHAIRMAN, THESE ARE ALSO OUR CONCERNS. I WILL DEAL WITH THE ISSUE OF UNIQUENESS IN A MINUTE. ON THE POINT OF CONSULTATION, THIS WILL BE ONGOING, AND IT WILL INCLUDE MEMBERS OF CCA & CCC AND GOVERNMENT OFFICIALS.

IT IS OUR BELIEF THAT THIS IS THE MOST EFFICIENT AND TIMELY WAY TO PROCEED. WE HOPE TO INVOLVE EVERYONE WHERE THEIR INPUT WILL BE MOST EFFECTIVE AND WILL HELP THE PROCESS ALONG. IT ISN'T AN EASY ROAD, BUT AS I'M SURE EACH OF YOU CAN APPRECIATE, DEMOCRACY IS NOT ALWAYS EASY. IN THE END, THE RESULTS ARE WORTH THE STRUGGLE.

SO, A FEW WORDS ABOUT THE DIRECTION WE ARE TAKING. FIRST, YOU SHOULD KNOW THAT WE BELIEVE THE LEGISLATION SHOULD BE, IN GENERAL, MORE PERMISSIVE, BASED ON NATURAL PERSON POWER. THE GENERAL STRUCTURE OF THE MODEL WILL FOLLOW THE BUSINESS CORPORATIONS ACT. HOWEVER, THERE WILL BE A NUMBER OF AREAS THAT WILL DISTINGUISH A MODEL CO-OP ACT FROM THE BUSINESS CORPORATIONS ACT.

THE FIRST OF THESE IS THE DEFINITION OF A CO-OPERATIVE BASIS. IN THIS MODEL INCORPORATION AS A CO-OP WILL BE A RIGHT, BUT WILL BE

RESTRICTED TO ORGANIZATIONS THAT AGREE TO OPERATE UNDER A CO-OPERATIVE BASIS. THIS DEFINITION WILL INCLUDE THE DEFINITION OF ONE MEMBER ONE VOTE, AND THE VIEW THAT CO-OPERATIVES ARE NOT INTENDED AS ENTERPRISES FOR SPECULATION, BUT WILL NOT ARTIFICIALLY LIMIT ITS ABILITY TO EARN A PROFIT AND TO FURTHER ITS NON-SPECULATIVE PURPOSES. AS WELL, THE DEFINITION OF MEMBERSHIP RIGHTS AND ELECTED BOARDS WILL ENSURE THAT THE MEMBERS AND NOT THOSE PROVIDING CAPITAL, WILL RETAIN CONTROL OF THE ORGANIZATION.

IN THE CASE OF CERTAIN TYPES OF CO-OPERATIVES (HOUSING, WORKER, HEALTH CARE) SPECIAL PROVISIONS ARE NEEDED IN THE ACT TO ALLOW THEM TO OPERATE. THESE PROVISIONS ARE NOT ALWAYS APPLICABLE ACROSS REGIONS AND SO OPTIONS WILL BE DEVELOPED, IN CONSULTATION WITH THESE GROUPS AND BASED ON SOME PROVINCIAL EXPERIENCE, TO ALLOW FOR THIS DIVERSITY.

FINALLY, WHILE NOT ALL NEEDS CAN BE ACCOMMODATED IN ONE ACT, IT IS OUR BELIEF THAT WITH A PERMISSIVE ACT THAT DEFINES BOUNDARIES, IT WILL BE MORE POSSIBLE FOR INDIVIDUAL CO-OPERATIVES TO BE SENSITIVE TO THEIR BUSINESS NEEDS AND THE NEEDS OF THEIR COMMUNITIES AND TO DEVELOP BY-LAWS THAT MAKE SENSE FOR THEM. THIS IS VERY IMPORTANT IN ALLOWING CO-OPERATIVES TO BE FLEXIBLE ENOUGH TO FILL THE ROLES THEY HAVE OFTEN FILLED IN COMMUNITIES AND TO BE ECONOMICALLY VIABLE.

AT CCA'S ANNUAL MEETING IN SEPTEMBER WE HEARD BRUCE THORDORSON, DIRECTOR GENERAL OF THE INTERNATIONAL CO-OPERATIVE ALLIANCE BASED IN GENEVA TALK ABOUT AN ALARMING TREND IN EUROPE. THE TREND HE DESCRIBED WAS ONE WHERE PRODUCERS CO-OPERATIVES WERE INCORPORATING UNDER CORPORATIONS LAW BECAUSE CO-OP LEGISLATION WAS TOO OUTDATED AND TOO RESTRICTIVE IN RELATION TO THE CURRENT REALITY OF THE DOMESTIC AND INTERNATIONAL MARKETPLACE. WE DON'T WANT THAT TO HAPPEN IN CANADA. CHANGE IS UPON US AND WE MUST ADJUST TO REMAIN RELEVANT.

CONFERENCE OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR CO-OPERATIVES
CONFÉRENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DES COOPÉRATIVES

For Immediate Release

MINISTERS RESPOND TO FINDINGS OF COMMUNITY DEVELOPMENT TASK FORCE

TORONTO -- OCTOBER 2, 1992 -- Federal and provincial ministers responsible for co-ops, along with the "Conseil Canadien de la Coopération" and the Canadian Co-operative Association, met today and reviewed a task force report on measures to promote the use of co-ops in community development in Canada.

The announcement came at the conclusion of the seventh annual ministerial meeting on co-ops, held in Toronto and co-hosted by the Honourable Charles Mayer, Federal Minister of State (Grains and Oilseeds) and Minister Responsible for Western Diversification, and the Honourable Brian Charlton, Ontario Minister of Financial Institutions.

At their 1991 conference, ministers requested that a federal-provincial-territorial task force be established to provide recommendations for governments on initiatives that would support the work of co-operatives in community development. The task force, working together with the co-op sector, selected a consultant team from the Centre for the Study of Co-operatives, University of Saskatchewan to conduct the study.

The study, *Climate for Co-operative Community Development*, makes a number of recommendations, encouraging government and established co-operatives to support the further development of the co-op sector.

Receiving the study, ministers attending the conference agreed:

- ♦ to promote an increased awareness among government officials of the existing and potential roles of co-ops in community development;
- ♦ to coordinate, among governments, policy development and the generation of information materials on co-ops for government officials;
- ♦ to work with co-op sector representatives to identify ways of facilitating the use of the co-op model in community development;
- ♦ to enter into discussions within their own governments with a view to ensuring that they make existing funds for community development available to co-op oriented projects, utilizing long-term funding arrangements with a sharing of financial risk among government, co-ops and local communities.
- ♦ to report back to next year's conference on what actions their governments have taken to implement the Task Force's recommendations.

Ministers also used the opportunity to review progress on their earlier strategies related to co-op health care services and worker co-operatives.

-30-

For further information media may contact:

Denise Savage
Minister Mayer's office
(613) 954-1356

Greg Hamara
Communications Assistant
Minister Charlton's Office
(416) 327-0948

<p>CONFERENCE OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR CO-OPERATIVES</p> <hr/> <p>CONFÉRENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DES COOPÉRATIVES</p>
--

Pour diffusion immédiate

LES MINISTRES RÉAGISSENT AUX CONCLUSIONS PRÉSENTÉES PAR LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

TORONTO -- Le 2 octobre 1992 -- Les ministres fédéral et provinciaux responsables des coopératives, ainsi que le Conseil Canadien de la Coopération et la «Canadian Co-operative Association» se sont rencontrés aujourd'hui et ont examiné un rapport du groupe de travail portant sur les moyens de promouvoir l'utilisation des coopératives dans le développement communautaire au Canada.

L'annonce s'est faite au terme de la septième conférence ministérielle annuelle portant sur les coopératives qui s'est tenue à Toronto et qui a été co-présidée par M. Charles Mayer, ministre d'État (Céréales et oléagineux) et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, et M. Brian Charlton, ministre des Institutions financières de l'Ontario.

Lors de la conférence de 1991, les ministres avaient demandé qu'un groupe de travail fédéral-provincial-territorial recommande aux gouvernements des initiatives qui appuieraient les efforts des coopératives dans le domaine du développement communautaire. Pour mener l'étude, le groupe de travail, qui incluait le secteur coopératif, a choisi comme consultants une équipe du Centre d'étude sur les coopératives de l'Université de la Saskatchewan.

L'étude, intitulée *Climat favorable au développement coopératif des communautés*, fait un certain nombre de recommandations qui encouragent le gouvernement et les coopératives établies à appuyer un développement accru du secteur coopératif.

À l'examen de cette étude, les ministres présents à la conférence se sont mis d'accord sur les points suivants :

- ♦ promouvoir une plus grande sensibilisation des fonctionnaires aux rôles existants et éventuels des coopératives dans le développement communautaire;
- ♦ coordonner, dans les gouvernements, l'élaboration d'une politique et de documents d'information portant sur les coopératives à l'intention des fonctionnaires;
- ♦ travailler de concert avec les représentants du secteur coopératif afin de cerner les moyens de faciliter l'utilisation des coopératives dans le développement communautaire;

- ♦ entamer des discussions au sein de leur propre gouvernement avec l'intention de s'assurer que l'on mette les fonds existants destinés au développement communautaire à la disposition des projets de coopérative, en utilisant des mesures de financement à long terme qui partagent les risques financiers entre le gouvernement, les coopératives et les collectivités;
- ♦ faire un rapport à la conférence de l'année prochaine sur les mesures que leur gouvernement a prises pour mettre en oeuvre les recommandations du groupe de travail.

Par ailleurs, les ministres en ont profité pour examiner les progrès réalisés dans le cadre de leurs stratégies précédentes qui touchaient les coopératives offrant des services de soins de santé et les coopératives de travailleurs.

Pour plus de renseignements, les médias peuvent s'adresser à :

Denise Savage
Bureau de M. Mayer
N° de tél. : (613) 954-1356

Greg Hamara
Adjoint des communications
Bureau de M. Charlton
N° de tél. : (416) 327-0948

Document: 840-670/021
830-460/021

MEETING OF THE ADVISORY COMMITTEE ON ENERGY (ACE)

AND

MEETING OF THE COUNCIL OF ENERGY MINISTERS (CEM)

Energy Infrastructure

Prince Edward Island

WHITEHORSE, Yukon
September 20-21, 1992

**The Forum of Maritime Cabinets
September 10-11, 1992
Halifax, Nova Scotia**

ENERGY INFRASTRUCTURE

(Une version en français est aussi disponible.)

**Le forum des cabinets des Maritimes
les 10 - 11 septembre 1992
Halifax (Nouvelle-Écosse)**

**BLUEPRINT FOR COOPERATION
ON ENERGY INFRASTRUCTURE**

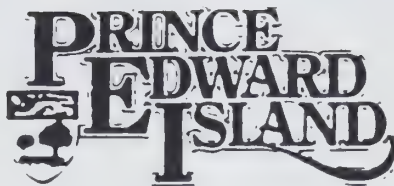
Prepared for:

Council of Maritime Premiers

Prepared by:

Energy Infrastructure Committee

January, 1992



January 31, 1992

Department of Energy and Forestry
P.O. Box 2000, Charlottetown
Prince Edward Island, Canada
C1A 7N8

Telephone: (902) 368-5010
Telex: 014-44154
Fax: (902) 368-5544

Hon. Robert Morrissey
Province of Prince Edward Island

Hon. Thomas I. McInnis
Province of Nova Scotia

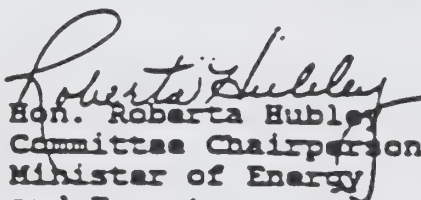
Hon. Edmond Blanchard
Province of New Brunswick

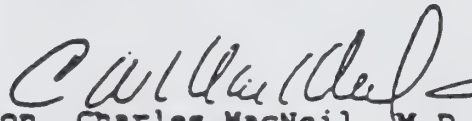
Members, Co-ordinating Committee on
Regional Economic Cooperation

The Energy Infrastructure Committee is pleased to submit the accompanying report entitled "Blueprint For Cooperation On Energy Infrastructure" in response to the Maritime Premiers' request for input into the Maritime Economic Cooperation Initiative.

The report identifies opportunities for strategic cooperation on energy infrastructure which the Committee feels will improve the competitive position of the Maritime economy. In an attempt to rationalize the recommended actions for cooperation, the report also contains a discussion of regional energy demands and resources and common regional goals. Existing areas of cooperation are identified as well as opportunities for further cooperation.

The Energy Infrastructure Committee will be pleased to respond to any questions that you may have regarding its report.


Hon. Roberta Hubley
Committee Chairperson
Minister of Energy
and Forestry
Province of P.E.I.


Hon. Charles MacNeil, M.D.
Minister of Natural
Resources, Province
of Nova Scotia



Hon. Doug Tyler
Minister of State
for Mines & Energy
Province of New
Brunswick

TABLE OF CONTENTS

Executive Summary

	<u>Page</u>
1.0 Regional Energy Demand	1
2.0 Regional Energy Resources	2
3.0 Common Regional Goals	4
4.0 Existing Areas of Cooperation	5
5.0 Further Opportunities for cooperation	5
6.0 Recommended Action for Cooperation	5
Appendix I - Energy Resources in the Maritime Provinces	8
Appendix II - Towards A Regional Energy Strategy	17
Appendix III - Existing and Potential Areas of Cooperation	24

EXECUTIVE SUMMARY

The Maritime Provinces have similar energy situations with corresponding problems and opportunities. As a result, the provinces have cooperated on many energy-related efforts in the past. A more regional cooperative approach in the future is seen as a mechanism to enable the region to respond to the challenges of the future in an efficient, coordinated manner.

As part of the Maritime Cooperation initiative, the three Maritime premiers asked their respective Energy Ministers to identify areas of cooperation with respect to Energy Infrastructure. As a result, in July, 1991, the Maritime Energy Ministers agreed to prepare:

- o an inventory of energy resources in the Maritime provinces;
- o a draft regional energy strategy; and,
- o a report on existing and proposed areas for cooperation.

The result is this report which concludes by recommending the following areas for immediate action:

Recommendations

- (1) Develop a coordinated regional strategy to obtain regional access to natural gas based on a comprehensive assessment of markets, costs, regulatory barriers, economic benefits and environmental impacts.
- (2) Coordinate efforts to identify and develop heating, electricity and cogeneration opportunities which utilize biomass fuels where socio-economically attractive, financially viable and environmentally feasible.
- (3) Cooperate to encourage the federal government to support coal research, development and demonstration projects and to establish a Centre for Excellence for Coal Research and Development in the region.
- (4) Implement a series of cooperative actions to increase the efficiency of energy use in the region which initially will focus on the following four activities:
 - (1) Provide ongoing support for Pro-Trucker to improve transportation energy efficiency throughout the region.

- (ii) Develop and implement a regional approach to the R-2000 housing program in consultation with home builders associations, electrical utilities and other stakeholders in the region.
 - (iii) Cooperate to adopt and administer common energy efficiency standards within regional building codes.
 - (iv) Cooperate to develop and adopt common legislation and regulations for appliance efficiency standards.
- (5) Develop and adopt a regional emergency contingency plan to deal with energy supply disruptions.
- (6) Maritime Energy Ministers agree to meet on a regular basis to discuss energy issues including supply/demand, infrastructure and energy related environmental issues.

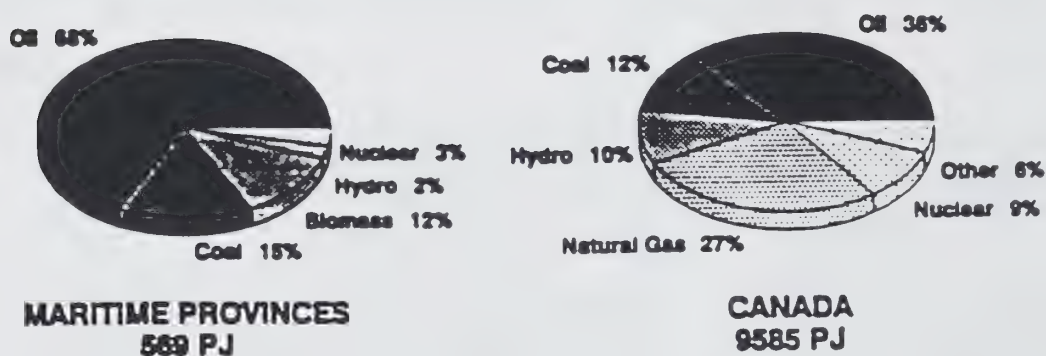
Blueprint for Cooperation on Energy Infrastructure

1.0 Regional Energy Demand

The Maritime Provinces are characterized by a high dependence on imported oil which accounts for 68% of the primary energy needs. This dependency ranges from a low of 64% in New Brunswick to 69% in Nova Scotia to a high of 89% in Prince Edward Island. Canada as a whole has a much lower reliance on oil (36%) and much greater diversification, with more than one-third of the energy needs being met by domestic hydro and natural gas.

Primary Energy Demand in the Maritime Provinces in 1989 was 569 Petajoules [92 million barrels of oil equivalent (BOE)], approximately the same level as a decade earlier, in 1979. During the period, energy demand declined to a low during the 1982-83 recession and has recovered steadily since that time.

PRIMARY ENERGY DEMAND 1989



2.0 Regional Energy Resources

Coal

Coal is the only major fossil fuel currently produced in the region. Nova Scotia has by far the largest resource, and has recoverable resources sufficient to meet current production for over 200 years. The majority of the coal is used for electrical generation within Nova Scotia; however, approximately 40% is exported, mainly to Europe, Japan and the United States.

Coal is also mined in the Minto/Chipman area of New Brunswick. The annual production of 550,000 tonnes is dedicated to NB Power's generating stations at Dalhousie and Grand Lake.

Biomass

In 1989, biomass rivaled coal as the largest indigenous energy source in the region. Biomass is utilized primarily in the New Brunswick and Nova Scotia pulp and paper industry, in residential space heating in the form of roundwood and in a number of larger institutions and district heating systems. Sustainable harvest estimates indicate that on a regional basis, the harvestable resource could support twice the current biomass consumption level.

Oil

Oil is the predominant fuel in the region and is virtually all imported, primarily from North Sea sources. Significant oil reserves occur in the offshore of Nova Scotia and as "contained oil" in shales in New Brunswick. Only the Nova Scotia fields currently have commercial potential. Two offshore fields, Cohasset and Panuke, are scheduled to commence production in 1992 (up to 40,000 barrels per day) and produce as much as 49 million barrels over 6 years.

Natural Gas

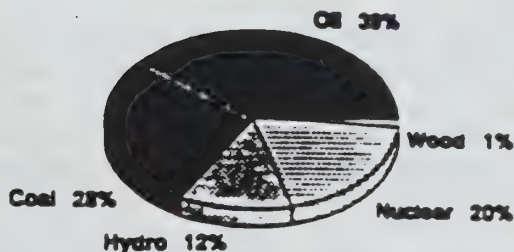
Natural gas, which forms a major energy source for much of North America, is currently unavailable east of Quebec City. The region does, however, have large deposits of gas, primarily offshore in Nova Scotia. Commercial development of the Nova Scotia's offshore gas resource is unlikely much before the turn of the century.

Electricity Generation

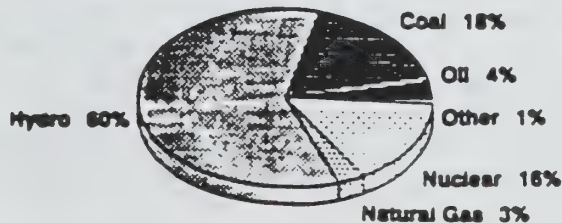
The Maritime provinces have a high dependence on fossil fuels for electricity generation with 67% of power being produced from oil and coal. For comparison, hydro dominates Canadian generation with coal and nuclear generation making up most of the balance. The result is much higher electricity prices in the Maritimes (and Newfoundland) than in much of the rest of Canada.

UTILITY ELECTRICITY GENERATION

1989



MARITIME PROVINCES
27 TWh



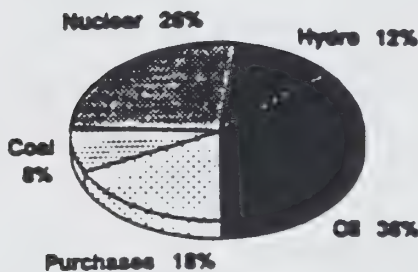
CANADA
483 TWh

On a provincial basis, NB Power currently relies on a mix of oil-fired, nuclear, hydro, and conventional coal generation and purchases. New Brunswick also has interconnections with Quebec, Maine, Nova Scotia and Prince Edward Island to import and export electricity. Committed new generation includes 440 MW of coal capacity, 500 MW of combustion turbine capacity and conversion of Dalhousie Unit #2 to Orimulsion.

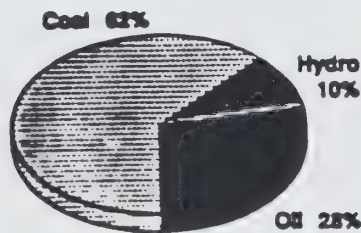
Nova Scotia Power Corporation currently utilizes a mix dominated by coal and supplemented by oil-fired and hydro generation. Future baseload capacity is expected to be derived primarily from coal-fired units over the next 10 years with 315 MW currently committed.

Prince Edward Island electricity demand is met primarily from imports from New Brunswick and Quebec with the balance from on-Island generation and off-Island coal generation. Future on-Island development may include a 30 MW combined-cycle oil/biomass unit. Additional capacity requirements are expected to be met through participation in larger mainland units.

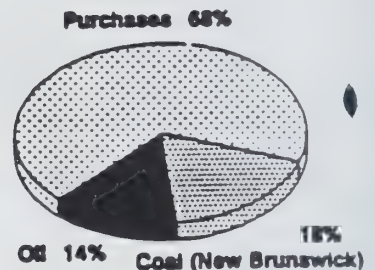
GENERATION MIX 1983



NB POWER



NOVA SCOTIA POWER



MARITIME ELECTRIC

Note: Utility mix differs from Provincial mix due to non-utility generation.

3.0 Common Regional Goals

The natural resources of the Atlantic region have led to similar energy infrastructures in each province, characterized by:

- o a high dependence on imported crude oil for petroleum products which provide most of the energy needs;
- o a high reliance on fossil fuels for the majority of electrical generation; and
- o limited diversity in the region in primary energy sources.

In recent years, a number of developments have impacted on the regional energy picture including:

- o growing concern about the environment and, specifically, emissions from fossil fuel combustion;
- o instability of oil prices throughout the decade;
- o deregulation of the energy sector, particularly petroleum;
- o recent growth in energy demand following a period of reasonably level consumption;

The above factors have lead to the formulation of similar strategic goals within the region:

- o to increase the diversity of the region's energy supplies so as to develop and maintain adequate, reasonably priced and secure energy supplies;
- o to promote efficiency and conservation of energy use in all sectors of the regional economy;
- o to use indigenous resources to the extent that is economically viable;
- o to develop and utilize energy resources in a manner that maintains and, where possible, leads to the improvement of environmental quality;
- o to develop and implement viable new technologies;
- o to encourage cooperation between consumers, business, industry and government; and
- o to maintain a legislative and regulatory environment appropriate for the region.

4.0 Existing Areas of Cooperation

Common energy needs and goals have already lead to cooperation on energy matters in many areas where the provinces have mutual interests. Examples of regional committees involved in joint efforts include the Committee on Atlantic Coal, the Interprovincial Advisory Committee on Energy (IPACE), the Northeast International Committee on Energy (NICE) and the Coordinating Committee of Maritime Electric Utilities (CCMEU). Cooperation also exists in areas such as market assessment for natural gas, joint delivery of the Pro-Trucker Program and information exchange on energy matters.

5.0 Further Opportunities for Cooperation

Many opportunities exist to increase cooperative energy-related efforts. Opportunities to increase the diversity of the region's energy supply include efforts to bring natural gas into the region, efforts to increase the utilization of the region's biomass and coal resources and efforts to develop alternative energy sources. Opportunities also exist to increase energy efficiency and conservation activities throughout the region by developing joint programs and by coordinating regional standards for appliances and buildings. Cooperation can be further increased in the areas of research and development and information exchange.

6.0 Recommended Action for Cooperation

The following areas of cooperation are recommended for immediate action.

Energy Diversity

Efforts to reduce the region's dependency on oil by developing and expanding other energy sources will increase energy security and reduce the vulnerability created by dependence on a single fuel. In order to improve energy diversity within the region, the Committee recommends that Maritime governments:

- (1) Develop a coordinated regional strategy to obtain regional access to natural gas based on a comprehensive assessment of markets, costs, regulatory barriers, economic benefits and environmental impacts.
- (2) Coordinate efforts to identify and develop heating, electricity and cogeneration opportunities which utilize biomass fuels where socio-economically attractive, financially viable and environmentally feasible.

Research and Development

Research and development are crucial to continuing improvements in energy production and use. The region has a particular interest in utilizing its higher sulphur coals in an environmentally acceptable manner.

The Committee recommends that the Maritime Governments:

- (3) Cooperate to encourage the federal government to support coal research, development and demonstration projects and to establish a Centre for Excellence for Coal and Development in the region.

Energy Efficiency and Conservation

Increased energy efficiency and conservation is needed to reduce the region's requirement for energy. Improved fuel efficiency for truck transport is needed to alleviate the impact of railway abandonment in eastern Canada. Continued improvements in housing stock and appliance efficiency are needed to reduce energy consumption in the residential sector. Efficiency standards will also prevent "dumping" of inefficient appliances in the region. Reduced energy use in the industrial and commercial sectors will help improve business competitiveness within the region.

In order to increase promotion and cooperation with respect to energy efficiency and conservation efforts, the committee recommends that Maritime Governments:

- (4) Implement a series of cooperative actions to increase the efficiency of energy use in the region which initially will focus on the following four activities:
 - (i) Provide ongoing support for Pro-Trucker to improve transportation energy efficiency throughout the region.
 - (ii) Develop and implement a regional approach to the R-2000 housing program in consultation with home builders associations, electrical utilities and other stakeholders in the region.
 - (iii) Cooperate to adopt and administer common energy efficiency standards within regional building codes.
 - (iv) Cooperate to develop and adopt common legislation and regulations for appliance efficiency standards.

Emergency Planning

The region's energy supply is interlinked and characterized by a common dependence on oil. The committee recommends that the Maritime Governments:

- (5) Develop and adopt a regional emergency contingency plan to deal with energy supply disruptions.

General

Continued cooperation on energy matters will require ongoing discussions and coordinating efforts. The committee therefore recommends that:

(6) Maritime Energy Ministers agree to meet on a regular basis to discuss energy issues including supply/demand, infrastructure and energy related environmental issues.

APPENDIX I

Energy Resources in the Maritime Provinces

Energy Demand

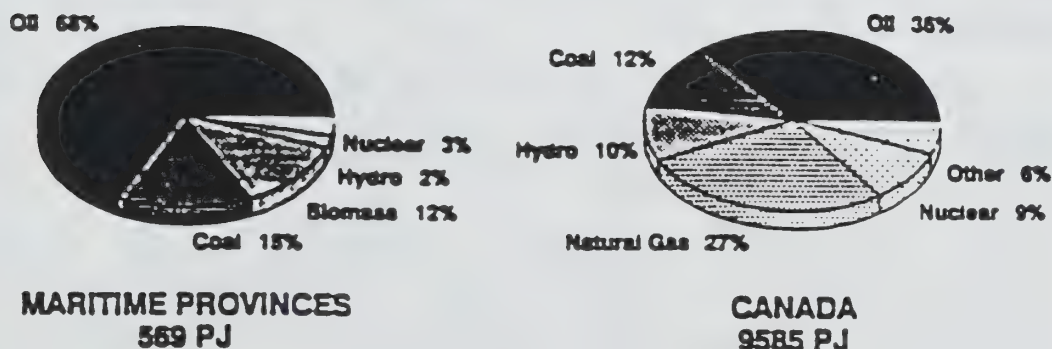
Primary Energy Demand in the Maritime Provinces in 1989 was at 569 Petajoules [92 million barrels of oil equivalent (BOE)], approximately the same level as a decade earlier, in 1979. During the period, energy demand declined to a low during the 1982-83 recession and has recovered steadily since that time.

The Maritime Provinces are characterized by a high dependence on imported oil which accounts for 68% of the primary energy needs. This dependency ranges from a low of 64% in New Brunswick to 69% in Nova Scotia to a high of 89% in Prince Edward Island. Biomass is the second most important fuel in New Brunswick and Prince Edward Island, while coal is of major importance in Nova Scotia.

Canada as a whole has a much lower reliance on oil (36%) and much greater diversification, with more than one-third of the energy needs being met by domestic hydro and natural gas. The Maritime provinces (and Newfoundland) are, therefore, unique in their high dependence on oil.

PRIMARY ENERGY DEMAND

1989



The National Energy Board (NEB) forecast for the Atlantic Region shows a projected annual increase of 0.7% in end-use demand over the period 1989 to 2010. The amount of growth is dependent on the impact of energy efficiency and conservation initiatives, prices, economic growth and degree of government regulation.

Energy Resources

Coal

Coal is the only major fossil fuel currently produced in the region. Nova Scotia has by far the largest resource, and has recoverable resources sufficient to meet current production for over 200 years. Approximately 90% of the approximately 4.5 million tonnes of coal produced annually is mined at the Lingan, Prince and Phalen deposits in Cape Breton. The Lingan Mine is scheduled to close in 1993. The majority of the coal is used for electrical generation within Nova Scotia; however, approximately 40% is exported mainly to Europe, Japan and the United States.

Coal is mined in the Minto/Chipman area of New Brunswick and the Beersville deposit is being assessed as to its development potential. The annual production of 550,000 tonnes is dedicated to NB Power's generating stations at Dalhousie and Grand Lake. When Dalhousie is converted to burn Orimulsion, the displaced coal will be burned at the new Belledune Station, along with imported coal.

New Brunswick coal occurs in thin seams (<0.5 m) and is characterized with high sulphur (6-8%) and high ash (18-24%). The thin seams result in a high strip ratio which is reflected in the high mining cost.

Coal deposits have been found during exploratory drilling on Prince Edward Island at three sites. While the findings indicated that there may be a large coal bed, the discovery was too deep and thin to have commercial potential.

Biomass

In 1989, biomass rivaled coal as the largest indigenous energy source in the region, primarily because of the high degree of utilization in the New Brunswick and Nova Scotia pulp and paper industry.

Biomass represents a major renewable energy resource currently utilized in the region. Sustainable harvesting residue estimates indicate that on a regional basis, the harvestable resource could support twice the current biomass consumption level.

All three provinces have large demands for roundwood for residential heating purposes. While consumption fluctuates, wood is used in approximately half of the households in each province, with consumption averaging approximately 4 cords per household. Significant growth is not expected in this market.

In New Brunswick, approximately two million green tonnes of residues are produced, almost all of which are presently consumed, by the woods industry. The major resource which is almost untapped is harvesting residues. Annual volumes of 6 million green tonnes are estimated to be available.

Nova Scotia has sufficient biomass to approximately double current consumption levels from 1.2 million to 2.4 million green tonnes. Prince Edward Island only consumes approximately 20% of its potential annual biomass production levels. The major constraints to expansion of the industry include limited fuel supply infrastructure, the supply cost of some forms of biomass and high capital cost handling and combustion systems. As a result, most applications are limited to large installations, many of which have already been converted.

Oil

Oil is the predominant fuel in the region and is virtually all imported, primarily from North Sea sources. Significant oil reserves occur in the offshore of Nova Scotia and as "contained oil" in shales in New Brunswick.

Most of the deposits in New Brunswick are in the form of oil shales. Preliminary estimates indicate that the resource is high grade and could total 3 billion barrels of oil. Estimated recoverable reserves are less than 1% of the resource with economic recovery requiring oil prices much higher than current levels.

New Brunswick had one producing oil and gas field at Stoney Creek until early in 1991. Four leases and one license are held on other areas; however, no other fields have been discovered and the resource potential is unknown.

Nova Scotia has two offshore fields, Cohasset and Panuke, that are scheduled to commence production in 1992 (up to 40,000 barrels per day) and produce as much as 49 million barrels over six years. Other opportunities exist to develop other small offshore oil deposits.

Natural Gas

Natural gas, which forms a major energy source for much of North America, is currently unavailable east of Quebec City. The region does, however, have large deposits of gas, primarily offshore in Nova Scotia.

Commercial development of the Nova Scotia's offshore gas resource is unlikely much before the turn of the century. Future development depends on the existence of a large market for the gas either within the region or in export markets or a combination of both.

Natural gas was produced from the Stoney Creek field in New Brunswick until 1991 and natural gas was found during exploratory drilling on Prince Edward Island. No recent deposits have been discovered with future development potential.

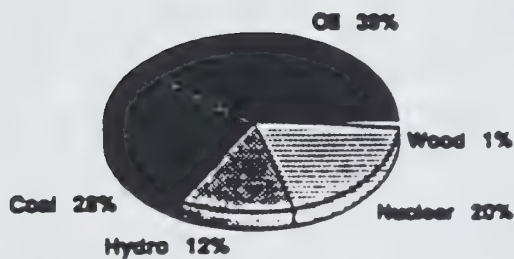
Nova Scotia is also evaluating the size and commercial potential of related coalbed methane resources in the province.

Electricity Generation

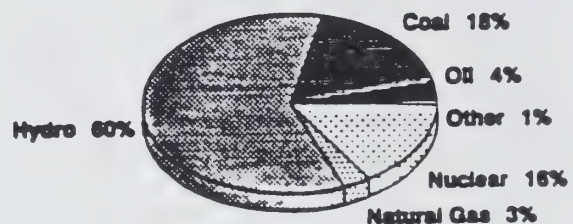
The Maritime provinces have a high dependence on fossil fuels for electricity generation with 67% of power being produced from oil and coal. For comparison, hydro dominates Canadian generation with coal and nuclear generation making up most of the balance. The result is much higher electricity prices in the Maritimes (and Newfoundland) than in much of the rest of Canada.

UTILITY ELECTRICITY GENERATION

1988



MARITIME PROVINCES
27 TWh



CANADA
483 TWh

On a provincial basis, NB Power currently relies on a mix of oil-fired (36%), nuclear (26%), hydro (12%), and conventional coal (8%) generation and purchases (18%) to meet the demand for electricity. New Brunswick also has interconnections with Quebec, Maine, Nova Scotia and Prince Edward Island to import and export electricity.

Committed new generation includes:

- o 440 MW Coal Unit at Belledune scheduled for commissioning in 1994.
- o 400 MW (4 X 100 MW) combustion turbines at Millbank and an additional 100 MW at St. Rose currently being installed.

- o Conversion of Dalhousie Unit # 2 to Orimulsion combined with installation of flue gas desulphurization equipment by 1993.

Future generating options include:

- o 100 MW of wood-fueled generation (2 X 25 MW parallel generation and 50 MW co-generation) by non-utility generators.
- o 220 MW oil-fired combined-cycle plant.
- o 450 MW Point Lepreau 2 nuclear alternative.
- o 154 MW integrated gasification combined-cycle coal plant at Grand Lake.
- o 300 MW pump-storage (hydro) operation at Grand Falls combined with a 140 MW conventional hydro project at Morrell.

Nova Scotia Power Corporation currently utilizes a mix of coal (62%), oil-fired (28%) and hydro (10%) generation. Future baseload capacity is expected to be derived primarily from coal-fired units over the next 10 years.

Committed new generation includes:

- o 165 MW coal circulating fluidized bed plant at Point Aconi scheduled to be commissioned in 1993;
- o 150 MW conventional pulverized coal unit commissioned in 1991 at Trenton.

Future generating options include:

- o Private developers have submitted acceptable proposals which could provide up to 64 MW of non-utility generation by 1994, depending on environmental assessment and financing.

Nova Scotia and New Brunswick also have in excess of 6,000 MW of potential tidal capacity. Development is not feasible in current market conditions.

Prince Edward Island electricity demand is met by on-Island generation (14%), off-Island coal generation (18%) and imports from New Brunswick and Quebec (68%). Future on-Island development may include a 30 MW combined-cycle oil/biomass unit. Additional capacity requirements are expected to be met through participation in larger mainland units.

TABLE 1
PRIMARY ENERGY DEMAND IN THE MARITIME PROVINCES, 1989

ENERGY SOURCE	NEW BRUNSWICK	NOVA SCOTIA	PRINCE EDWARD ISLAND	MARITIME TOTAL
PETAJOULES				
FOR DIRECT CONSUMPTION				
Oil	115	150	16	282
Coal	2	2	<0.1	4
Biomass	56	12	2	69
Subtotal	173	164	19	355
FOR ELECTRICITY GENERATION (1)				
Oil	75	27	2	103
Coal	19	61	-	80
Hydro	9	3	-	12
Nuclear	19	-	-	19
Subtotal	122	91	2	214
TOTAL	295	254	21	569
PERCENT				
FOR DIRECT CONSUMPTION				
Oil	39%	59%	80%	50%
Coal	1%	1%	0%	1%
Biomass	19%	5%	11%	12%
Subtotal	59%	64%	91%	62%
FOR ELECTRICITY GENERATION (1)				
Oil	25%	10%	9%	18%
Coal	6%	24%	0%	14%
Hydro	3%	1%	0%	2%
Nuclear	6%	0%	0%	3%
Subtotal	41%	36%	9%	38%
TOTAL	100%	100%	100%	100%
(1) Primary demand for electricity generation includes conversion losses and generation for sale to other Provinces and New England.				

TABLE 2.
SUPPLY AND DISPOSITION OF ELECTRICITY IN THE MARITIME PROVINCES, 1989

	NEW BRUNSWICK	NOVA SCOTIA	PRINCE EDWARD ISLAND	MARITIME TOTAL
PETAJOULES				
SUPPLY				
PRIMARY ENERGY DEMAND FOR ELECTRICITY GENERATION	122	91	2	215
GIGAWATT HOURS				
ELECTRICITY GENERATED				
Oil	7,748	2,721	105	10,574
Coal	1,864	5,481	-	7,345
Hydro	2,390	939	-	3,329
Nuclear	5,268	-	-	5,268
Wood (1)	274	-	-	274
TOTAL	17,544	9,141	105	26,790
Imports into the Region	2,560	-	-	2,560
TOTAL SUPPLY	20,104	9,141	105	29,350
Exports from the Region	(5,570)	-	-	(5,570)
NET SUPPLY	14,534	9,141	105	23,780
Net Transfers Within the Region	(743)	100	643	0
NET PROVINCIAL CONSUMPTION	13,791	9,241	748	23,780
(1) Generation from Wood is Cogeneration by Industry.				

TABLE 3
ENERGY RESOURCES OF THE MARITIME PROVINCES, 1989

ENERGY RESOURCE	NEW BRUNSWICK	NOVA SCOTIA	PRINCE EDWARD ISLAND	MARITIME TOTAL
COAL MILLION TONNES				
Discovered Resources	24	3,343	-	3,367
Recoverable Resources	12	1,048	-	1,060
Annual Consumption (1)	0.6	3.4	-	4.0
Recoverable Resources/Production	20	232	-	252
WOOD BIOMASS THOUSAND GREEN TONNES				
Sustainable Supply	9,000	2,450	1,028	12,478
Annual Consumption	3,428	1,230	208	4,864
Percent Utilization	38%	50%	20%	39%
OIL (2) MILLION BARRELS				
Discovered Resources	(3)	144	-	144
Estimated Recoverable Resource	30	1,100	-	1,130
Annual Consumption	32	29	3	63
NATURAL GAS BILLION CUBIC FEET				
Discovered Resources	-	5,700	-	5,700
Estimated Recoverable Resource	-	18,100	-	18,100

- (1) Nova Scotia production was down in 1989 due to a strike. Normal production is 4.5 million tonnes which is the figure used for Recoverable Resources/Production.
- (2) New Brunswick's oil resource is in the form of oil shales and Nova Scotia's is in offshore deposits. None of the resource is currently in production and only the Cohasset/Panuke deposits (up to 49 million barrels) are scheduled for production in the next decade.
- (3) New Brunswick has large oil-shale deposits estimated at 3 billion BOE, less than 1% of which are likely recoverable. The oil-shales in Nova Scotia have not yet been fully delineated.

TABLE 4
GENERATING CAPACITY IN THE MARITIME PROVINCES

CAPACITY TYPE	NEW BRUNSWICK	NOVA SCOTIA	PRINCE EDWARD ISLAND	MARITIME TOTAL
INSTALLED MEGAWATTS, 1989				
UTILITY				
Hydro	865	381	-	1,246
Thermal/Combustion	1,733	1,583	134	3,450
Nuclear	630	-	-	630
Wind	-	0.3	-	0.3
Subtotal	3,228	1,964	134	5,326
PRIVATE				
Hydro	56	5	-	61
Thermal	137	52	-	189
Wind	-	-	0.6	0.6
Subtotal	193	57	1	251
TOTAL	3,421	2,021	135	5,577
PLANNED MEGAWATTS, 1990-2000				
Hydro	-	9	-	9
Thermal/Combustion				
Fossil Fueled	940	315	20	1,275
Biomass	50	22	10	82
Municipal Solid Waste	-	24	-	24
Methane	-	8	-	8
TOTAL	990	377	30	1,397

APPENDIX II

Towards a Regional Energy Strategy

Background

The natural resources of the Atlantic region have led to similar energy infrastructures in each province, characterized by:

- o a high dependence on imported crude oil for petroleum products which provide most of the energy needs;
- o a high reliance on fossil fuels for the majority of electrical generation; and
- o limited diversity in the region in primary energy sources.

In recent years, a number of developments have impacted on the regional energy picture including:

- o growing concern about the environment and, specifically, emissions from fossil fuel combustion;
- o instability of oil prices throughout the decade;
- o deregulation of the energy sector, particularly petroleum;
- o recent growth in energy demand following a period of reasonably level consumption;
- o declining Canadian light oil production and growing dependence on imports.

Common Goals

Similar strategic goals have evolved within the region:

- o to increase the diversity of the region's energy supplies so as to develop and maintain adequate, reasonably priced and secure energy supplies;
- o to promote efficiency and conservation of energy use in all sectors of the regional economy;
- o to use indigenous resources to the extent that is economically viable;

- o to develop and utilize energy resources in a manner that maintains and, where possible, leads to the improvement of environmental quality;
- o to develop and implement viable new technologies;
- o to stimulate cooperation between consumers, business, industry and government; and
- o to maintain a legislative and regulatory environment appropriate for the region.

Compatible Strategy

1. Energy Efficiency and Conservation

Energy efficiency refers to reducing waste in the production and use of energy. Conservation refers to reducing the need for energy. Both reduce the demand for energy and, consequently, the need for developing new energy supplies. The results include reduced energy costs which makes industries more competitive, displacement of imported energy with new jobs in energy management products and services and reduced negative impacts on the environment.

Common Strategy for Energy Efficiency and Conservation

- o initiatives to reduce consumption in new and existing residential buildings.
- o initiatives to increase the energy performance of household appliances.
- o promotion of energy efficient technologies and cogeneration in industry.
- o improved energy management in provincially-owned buildings.
- o development of financially viable district heating opportunities where circumstances warrant.
- o initiatives to reduce fuel consumption and promote efficiency in the transportation sector such as improvements in urban transit systems, demonstration of projects that increase fuel efficiency and design of appropriate fuel pricing and tax structures.
- o encouragement of energy service companies.
- o coordinated promotion of demonstration and information transfer activities.

2. Oil and Gas

Petroleum products derived from oil form the predominant energy source throughout the region and the only source of energy for transportation. This dependence on oil exposes the region to volatility in world oil prices and, since virtually all of this oil is imported, to concerns about security of supply.

The region, especially Nova Scotia, has a number of oil and gas deposits which have potential for development to help serve regional needs. Most have high development costs which limit the commercial viability in current markets.

Opportunities also exist to improve security through access to natural gas.

Refined petroleum products are supplied from three major refineries in the region, two located in Dartmouth and one in Saint John. Existing refinery capacity is more than sufficient to meet regional needs.

Common Strategy for Petroleum

- o efforts will be continued to reduce the high dependence on imported oil through greater supply diversity and energy efficiency.
- o exploration and development of onshore and offshore oil and gas resources will be encouraged.
- o the provinces will continue to identify opportunities for natural gas use throughout the region.
- o the provinces will intensify their efforts to gain access to natural gas.
- o the provinces will support the development of access to the most economic source of natural gas.
- o protection of the environment and prevention of oil spills and other accidents will continue as top priorities.
- o the provinces will continue to cooperate and exchange information with respect to market share, pricing and taxation of petroleum products.

3. Electricity

Electricity production differs between the Atlantic provinces, with Nova Scotia generating primarily from indigenous coal and hydro, Prince Edward Island importing most of its electricity and New Brunswick having a mix of

hydro, oil, coal and nuclear generation. Fossil fuel generated electricity dominates the region's electricity supply. This results in low efficiency of primary energy use with approximately 1/3 of the energy content of fossil fuel being converted to electrical energy.

The three major power producers, the New Brunswick Electric Power Corporation, the Nova Scotia Power Corporation, and Maritime Electric Company Limited, as well as a number of smaller utilities, are regulated by respective Boards/Commissions within each province.

Common Strategy for Electricity

- o implementation of cost-effective demand side management programs to limit growth in peak demand and energy use.
- o preference for indigenous energy sources such as hydro, coal, natural gas and wood biomass when they are available and environmentally and economically competitive.
- o initiatives to encourage non-utility generation, including pricing based on avoided costs.
- o continued coordination of planning by regional utilities on matters of regional interest.
- o maintenance of regional electrical inter-connections to provide for mutual assistance during emergencies and for continued electricity exchanges.
- o a more consistent and coordinated regulation of utilities on dealing with environment and inter-provincial trade matters.

4. Coal

Nova Scotia has the major deposits of coal in the region. It is expected that coal will remain the dominant fuel source for electricity generation in that province. New Brunswick has committed its economic coal resources and is expected to depend on imported coal to meet its future requirements. Prince Edward Island is expected to lose its only major consumer when CFB Summerside closes; however, Maritime Electric owns a 20% interest in N.B. Power's Dalhousie coal unit and may participate in other coal-based generation in the region.

The region has a high dependence on coal for electrical generation and a record of cooperative coal research and development. Examples include the development of fluidized-bed coal plants in Nova Scotia and Prince Edward Island and pilot conversions to liquid coal-based fuels

throughout the region. Continued improvements in coal technology are necessary to improve the region's energy situation and the environmental acceptability of continued coal use.

Common Strategy for Coal

- o action will be taken to reduce emissions from existing coal-fired power plants.
- o new coal plants will be equipped with appropriate emission control systems.
- o the provinces will support research, development and demonstration projects with emphasis on implementing more efficient and environmentally-promising technologies, e.g., integrated gasification combined cycle and liquid fuels derived from coal.
- o the provinces will jointly lobby the Federal Government to support coal demonstration projects and the establishment of a Centre of Excellence for Coal Research and Development in the region.
- o exploration for and development of low sulphur coal deposits will be encouraged.

5. Alternative Energy

Alternative energy includes renewable energy from biomass, solar, wind and tidal sources as well as energy from waste incinerators, geothermal energy, hydrogen and alternative transportation fuels such as natural gas, propane and alcohol derivatives. Alternative energy sources offer opportunities to displace imported fuels and to reduce the environmental impact of energy production and use.

Common Strategy for Alternative Energy

- o the provinces will support research, development and demonstration of promising renewable energy sources to develop economically viable applications.
- o the provinces will show leadership by implementing cost-effective and technically-sound technologies in government facilities and operations.
- o the provinces will encourage alternate energy sources which are economically and environmentally viable.

6. Energy Education and Information

The Maritime provinces share many common interests in developing public awareness and educational programs with respect to energy.

Common Strategy for Energy Education and Information

- o the provinces will coordinate public information programs to increase the awareness of energy issues and efficient use of energy.
- o energy education within the public school system will be improved and expanded through cooperative efforts.
- o the provinces will jointly develop regional energy information, educational, training, and technology transfer programs.

7. Energy Policy

The preceding sections provide direction for energy policy with respect to specific fuels or initiatives. The following statements are intended to provide overall policy direction.

Common Energy Policies

- o efforts to ensure that the region has a reliable and secure source of energy will be coordinated.
- o initiatives will continue to be developed to reduce emissions from existing facilities.
- o projects will be evaluated based on reliability, price, stability, environmental impact and economics.
- o contingency planning for energy supply disruption will be coordinated between the provinces.
- o regional cooperation between the Maritime Provinces and the North Eastern United States will be continued.
- o cooperation with the Federal Government on energy matters of an international, national and interprovincial nature will be maintained.

- o environmental considerations will be a key element in the formulation of regional energy policy in keeping with the concept of sustainable development.

APPENDIX III

Existing and Potential Areas of Cooperation

EXISTING AREAS OF COOPERATION

Cooperation on energy matters exists in many areas where the provinces have mutual interests. While much of the cooperation is on an informal basis, examples of more formal cooperation include:

1. Coordinating Committee of Maritime Electric Utilities: Coordinates planning, operation and joint development of facilities, including:
 - o load growth forecasts
 - o short and long term planning
 - o interprovincial contracts for energy and capacity purchases/sales to minimize regional costs and improve security of supply
 - o term contract to supply Prince Edward Island with power from Quebec through New Brunswick
 - o coordinated Research and Development
2. Electric Utility Cooperation: - Various examples exist of cooperative planning, operation and joint development of facilities. These include interprovincial power contracts and the agreement to supply Prince Edward Island with power from Quebec through New Brunswick.
3. Committee on Atlantic Coal: Provides cooperation in coordinating and sharing the results of research, development and demonstrations.
4. Natural Gas Pipeline: Nova Scotia and New Brunswick are cooperating in identifying potential markets for natural gas use as a precursor to examining the economics of extending the natural gas pipeline east from Quebec City or developing east coast natural gas. Prince Edward Island also supports bringing natural gas into the region, even though the province may not benefit directly.
5. Pro-trucker: Provides a program which is jointly delivered by the Maritime Provinces and the Federal Government for commercial vehicle drivers to reduce fuel consumption.
6. Biomass: Major activity is information exchange on heating, electricity generation and cogeneration development opportunities, fuel supply contracts, plant proposals and harvesting/ chipping opportunities.

7. Geophysical Exploration Data: Cooperation includes joint release and sharing of company exploration data.
8. Refined Petroleum Products: Information exchange occurs on legislation, regulation and pricing.
9. Interprovincial Advisory Committee on Energy (IPACE): The provinces cooperate nationally but also coordinate activities on a regional basis where there are joint interests such as energy research, conservation, renewable energy, demand restraint planning and information transfer.
10. Northeast International Committee on Energy (NICE): Provides a forum for information exchange and cooperation of Eastern Canadian Provinces and New England States.

FURTHER OPPORTUNITIES FOR COOPERATION

General

1. Regular Consultation and Liaison: This report is the product of the first cooperative effort of the Energy Infrastructure committee. Continued cooperation will require regular consultation and liaison at the Energy Ministers' level on energy issues including supply/demand, infrastructure and energy related environmental issues.

Energy Supply and Diversity

1. Natural Gas: Regional access to natural gas is needed to increase the diversity of energy sources. Opportunity exists to develop a coordinated strategy to obtain regional access to natural gas based on a comprehensive assessment of markets, costs, regulatory barriers, economic benefits and environmental impacts. Specific activities could include:
 - . a joint assessment of regional natural gas markets including export opportunities for gas or gas-fired electricity.
 - . identification and evaluation of opportunities for supplying potential markets by developing East Coast gas reserves and/or constructing a reversible pipeline from Quebec;
 - . lobbying and enlisting the support of gas producers, pipeline companies, regulatory authorities, the federal government, utilities, major purchasers of gas or gas-fired electricity and other related parties.

2. Electricity: Cooperation already exists among the regional utilities in operations and in joint ownership of facilities. Opportunities exist to increase cooperation through system planning and coordination of new capacity additions on a regional basis.
3. Coal: The coal resources of the region, primarily in Nova Scotia, have potential for expansion. Opportunity exists to coordinate projects to expand market for Cape Breton and Pictou County coal and to develop markets for products such as coal water fuel and synthetic fuels.
4. Biomass: Biomass is a major underutilized indigenous resource. Opportunity exists to cooperate on the identification and development of heating, electricity and cogeneration opportunities which utilize biomass fuels where socio-economically attractive, financially viable and environmentally feasible. Development of other fuels, such as processed wood pellets may require regional cooperation to achieve the necessary economies of scale.
5. Tidal Power: A large potential energy resource exists in tidal waters, particularly the Bay of Fundy. Coordination among the Maritime provinces, utilities and research community is needed to study and overcome barriers to the large scale generation of electricity from the Bay of Fundy tides.
6. Coordinated Response to Environmental Issues:

Many environmental issues are regional in nature because of the interdependence of the petroleum products and electric industries and the geographic proximity of the provinces. Strategies in one province can, therefore, affect the region either as a result of migratory air emissions or because energy produced or refined in one province may be consumed in another. Opportunities exist to develop regional strategies to deal with environmental issues such as the reduction in SO₂ and greenhouse gas emissions.

7. Cooperative Market Access: Only New Brunswick has direct access to adjacent markets in Canada and the United States. Development of local energy resources could be facilitated by a cooperative mechanism which would allow each Maritime province easy access to Canadian and export markets. Cooperation to allow unimpeded access to energy imports to the region (e.g., Nova Scotia and Prince Edward Island purchases of Quebec hydroelectricity) could improve energy costs and security.

8. Regional Energy Contingency Planning: The Maritime provinces are highly dependent on crude oil for their energy needs and all of this oil is imported from foreign sources. The closure of the Sarnia-Montreal Pipeline removes one of the primary means of moving western Canadian crude to the Maritimes in the event of an international supply disruption. Because of the regional nature of this problem, a regional approach to energy contingency planning has obvious benefits, including a stronger voice when dealing with the federal government on this matter. Establishment of a tactical petroleum reserve on a regional basis could also improve security. Any effective contingency plan would require close collaboration among the provinces because of the regional nature of the refining industry and petroleum product distribution.

Energy Efficiency and Conservation

1. Transportation: Abandonment of railway lines in Eastern Canada has lead to the continued requirement for improved fuel efficiency in truck transportation systems. Continued improvements are necessary through an ongoing commitment to support Pro-Trucker. Opportunities also exist to jointly develop parallel programs for buses and fishing vessels.
2. Housing: Residential housing continues to consume a large proportion of energy in this region. Continued improvements in housing stock can significantly reduce energy demand. Opportunities exist to coordinate a regional R-2000 approach to improving housing stock. Implementation through a regional home builders association can be evaluated as an option. A similar approach could be used to develop the "Advanced House" concept.
3. Building Standards: Standards of building quality, such as the National Building Code, are only enforced in certain municipalities. Efforts to improve building quality by adopting common energy efficiency standards could improve building quality in the region, especially if incorporated in existing building codes used in the region.
4. Appliance Efficiency Legislation: Appliance efficiency standards are being implemented in much of North America to reduce unnecessary energy consumption. Standards are required in this region to ensure that energy efficiency is improved and to prevent lower quality product being dumped in regional markets. Opportunity exists to develop and adopt common legislation and regulations on a regional basis.

5. Commercial and Industrial Programs: Various programs for designing, auditing and retrofitting commercial and industrial facilities have been implemented in the past. Opportunity exists for information exchange and joint program development for non-residential energy users.

Research and Development

1. Energy Research and Development: The research and development requirements of the region parallel the common energy needs. Important areas where cooperation would be beneficial include energy efficient technologies, alternative transportation fuels and biomass utilization.
2. Centre for Excellence: Regional efforts are making the region a leader in our coal technologies. Opportunity exists to cooperate to encourage the Federal Government to support coal demonstration projects and to establish a "Centre of Excellence" for coal research and development in the region.

Energy Information and Education

1. Regional Publications, Demonstrations and Technology Transfer: Government departments responsible for energy within the region each put out a variety of publications aimed at energy users. In addition, all participate to some extent in demonstrations of energy technologies and a range of technology transfer activities. Economies could be achieved through joint consumer publications, cooperative demonstrations and coordination of technology transfer activities.
2. Monitoring Petroleum Product Markets: Regional monitoring of petroleum product markets would entail a formal information exchange of data on prices, sales volumes, market structure and other industry developments on a regular basis. With the move towards deregulation of petroleum markets in Nova Scotia, such an exchange could be particularly beneficial in helping to assess whether or not a deregulated environment is operating as expected.
3. Co-ordinated Toll Free Service: Toll free energy services are provided or planned by each of the provinces. Further coordination of these services could offer a broader range of services to the public more efficiently.

Document: 840-670/021
830-460/021

RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ÉNERGIE (CCE)

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉNERGIE (CME)

Infrastructure énergétique

Île - du - Prince - Édouard

WHITEHORSE (Yukon)
Les 20 et 21 septembre 1992

The Forum of Maritime Cabinets
September 10-11, 1992
Halifax, Nova Scotia

INFRASTRUCTURE ÉNERGÉTIQUE

(An English version is also available.)

PLAN D'ACTION
COOPÉRATION EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURE ÉNERGÉTIQUE

Document préparé pour le compte du
Conseil des premiers ministres des Maritimes

Préparé par le
Comité sur l'infrastructure énergétique

Janvier 1992



Department of Energy and Forestry
P.O. Box 2000, Charlottetown
Prince Edward Island, Canada
C1A 7N8

Telephone: (902) 368-5010
Telex: 014-44154
Fax: (902) 368-5544

Le 31 janvier 1992

L'hon. Robert Morrissey
Île-du-Prince-Édouard

L'hon. Thomas I. McInnis
Nouvelle-Écosse

L'hon. Edmond Blanchard
Nouveau-Brunswick

Membres du Comité de coordination sur la
coopération économique régionale

Les membres du Comité sur l'infrastructure énergétique ont le plaisir de présenter ce document intitulé «Plan d'action - Coopération en matière d'infrastructure énergétique». Ce document a été préparé à la demande des premiers ministres des Maritimes et il renferme des renseignements utiles dans le cadre de la coopération économique des Maritimes.

Ce rapport met en lumière certaines possibilités de coopération stratégique dans le domaine de l'infrastructure énergétique, possibilités qui, aux yeux des membres du Comité, devraient rendre plus concurrentielle l'économie des Maritimes. Pour tenter d'expliquer les mesures recommandées en matière de coopération, le présent document aborde également les besoins et les ressources énergétiques régionaux ainsi que les objectifs régionaux communs. Les domaines où une coopération existe déjà sont indiqués, de même que les domaines où une coopération est possible.

Les membres du Comité sur l'infrastructure énergétique répondront avec plaisir à toute question concernant ce rapport.

L'hon. Roberta Hubley
résidente du Comité
ministre de l'Énergie
et des Forêts, Île-du-
Prince-Édouard

L'hon. Charles MacNeil
Ministre des Ressources na-
turelles, Nouvelle-Écosse

L'hon. Doug Tyler
Ministre d'État aux
Mines et à l'Énergie,
Nouveau-Brunswick

TABLE DES MATIÈRES

Résumé

	<u>Page</u>
1.0	Besoins énergétiques régionaux.....1
2.0	Ressources énergétiques régionales.....1
3.0	Objectifs régionaux communs.....4
4.0	Domaines actuels de coopération.....5
5.0	Domaines possibles de coopération.....5
6.0	Mesures recommandées en matière de coopération.....6
Appendice I -	Ressources énergétiques des Maritimes.....9
Appendice II -	Vers une stratégie énergétique régionale.....19
Appendice III -	Domaines actuels et possibles de coopération.....26

RÉSUMÉ

En matière d'énergie, les Maritimes se trouvent dans des situations similaires : elles ont des problèmes et des possibilités comparables. Par conséquent, ces provinces ont, dans le passé, coopéré dans plusieurs domaines liés à l'énergie. Pour l'avenir, une coopération plus «régionale» devrait permettre aux Maritimes de faire face de façon efficace et ordonnée aux multiples défis qui surgiront.

Dans le cadre de la coopération économique des Maritimes, les trois premiers ministres des Maritimes ont demandé à leurs ministres respectifs de l'énergie de déterminer les domaines de coopération en matière d'infrastructure énergétique. Ainsi, en juillet 1991, les différents ministres de l'énergie des Maritimes ont convenu d'établir :

- un inventaire des ressources énergétiques des Maritimes,
- une ébauche de stratégie énergétique régionale,
- un rapport faisant état des domaines actuels et possibles de coopération.

Le présent rapport est le fruit de ces efforts et il se termine par une série de recommandations qui devraient être appliquées immédiatement.

Recommandations

- 1) Définir une stratégie régionale coordonnée pour assurer la distribution régionale du gaz naturel, compte tenu d'une évaluation détaillée du marché, des coûts, de la réglementation, des avantages économiques et des impacts sur l'environnement.
- 2) Coordonner les efforts pour déterminer et développer les possibilités en matière de chauffage, de production d'électricité et de cogénération à l'aide de la biomasse quand cela est intéressant du point de vue socioéconomique, quand cela est faisable financièrement et quand l'environnement est respecté.
- 3) Coopérer pour encourager le gouvernement fédéral à appuyer la recherche sur le charbon ainsi que les projets de développement et de démonstration et à établir dans la région un centre d'excellence en matière de recherche et développement axés sur le charbon.
- 4) Coopérer dans plusieurs domaines pour utiliser plus efficacement l'énergie dans la région, coopération qui, au début, doit prendre quatre formes :

- i) fournir un soutien permanent à l'industrie du camionnage (programme «Pro-Trucker») pour utiliser plus efficacement l'énergie dans le domaine des transports, et ce dans toute la région,
 - ii) développer et mettre sur pied une conception régionale du programme de maisons R-2000 en collaboration avec les associations des constructeurs d'habitations, avec les entreprises d'électricité et avec les autres organismes concernés de la région,
 - iii) coopérer en vue d'adopter et de faire inscrire dans les codes régionaux du bâtiment des normes communes en matière d'efficacité énergétique,
 - iv) coopérer pour rédiger et adopter des lois et des règlements communs relatifs aux normes sur l'efficacité énergétique des appareils électroménagers.
- 5) Mettre sur pied et adopter un plan régional d'urgence pour faire face à toute interruption de l'approvisionnement en énergie.
- 6) Les ministres de l'énergie des Maritimes ont convenu de se réunir régulièrement pour discuter des problèmes liés à l'énergie, notamment l'approvisionnement et la demande, l'infrastructure énergétique ainsi que les problèmes environnementaux associés à l'énergie.

PLAN D'ACTION - COOPÉRATION EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURE ÉNERGÉTIQUE

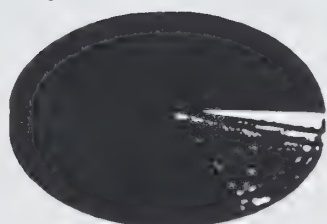
1.0 Besoins énergétiques régionaux

Les Maritimes sont fortement dépendantes du pétrole importé, qui comble 68 % de leurs besoins en énergie primaire. Ce degré de dépendance varie de 64 % au Nouveau-Brunswick, taux le plus bas, à 89 % pour l'Île-du-Prince-Édouard, taux maximal; pour la Nouvelle-Écosse, le pourcentage est de 69 %. Le Canada dans son ensemble est beaucoup moins dépendant du pétrole importé (36 %) et ses sources d'énergie sont bien plus diversifiées; en fait, plus du tiers des besoins énergétiques du Canada sont comblés par l'électricité produite hydrauliquement et par le gaz naturel.

En 1989, les besoins en énergie primaire des Maritimes s'élevaient à 569 petajoules [92 millions de barils équivalent pétrole (BOE)], soit approximativement le même chiffre que dix ans auparavant, en 1979. Entre 1979 et 1989, les besoins énergétiques ont diminué pour atteindre un creux au cours de la récession de 1982-1983, mais depuis ils augmentent régulièrement.

BESOINS EN ÉNERGIE PRIMAIRE 1989

Pétrole 68 %



Charbon 15 %

MARITIMES

569 petajoules

Charbon 12 %

Nucléaire 3 %

Hydro 2 % Hydro 2 %

Biomasse 12 %

Gaz naturel 27 %

Pétrole 36 %



Autres 6 %

Nucléaire 9 %

CANADA

9 585 petajoules

2.0 Ressources énergétiques régionales

Charbon

Le charbon est le seul combustible fossile d'importance qui soit utilisé dans la région. La Nouvelle-Écosse dispose, et de loin, des réserves les plus importantes des Maritimes; ces réserves exploitables sont suffisantes pour 200 ans, compte tenu de la consommation actuelle. En Nouvelle-Écosse, la plus grande partie du charbon est utilisée aux fins de production d'électricité, mais 40 % du charbon est exporté, principalement vers l'Europe, le Japon et les États-Unis.

Des mines de charbon sont aussi exploitées au Nouveau-Brunswick, dans la région de Minto-Chipman; la production annuelle de 550 000 tonnes est destinée aux centrales thermiques de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick, situées à Dalhousie et au Grand Lac.

Biomasse

En 1989, la biomasse rivalisait avec le charbon pour le titre de source d'énergie locale la plus importante de la région. La biomasse est surtout utilisée par l'industrie des pâtes et papiers du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, pour le chauffage résidentiel, sous forme de bois de chauffage, et pour alimenter les appareils de chauffage des grands établissements et des installations de chauffage urbain. Les estimations indiquent que sur une base régionale, les ressources disponibles en matière de biomasse pourraient supporter une consommation double de la consommation actuelle.

Pétrole

Le pétrole est la principale source d'énergie de la région et il est presque totalement importé; il provient surtout des puits de la mer du Nord. La Nouvelle-Écosse dispose, au large de ses côtes, de réserves significatives de pétrole tandis qu'au Nouveau-Brunswick, le pétrole se trouve dans du schiste bitumineux. Actuellement, seuls les champs pétrolifères de la Nouvelle-Écosse peuvent être exploités commercialement. Deux champs situés au large des côtes, Cohasset et Panuke, doivent être mis en production en 1992 (jusqu'à 40 000 barils par jour) et, sur 6 années, leur production devrait atteindre 49 millions de barils.

Gaz naturel

Le gaz naturel, source d'énergie importante pour la plus grande partie de l'Amérique du Nord, n'est pas disponible à l'est de la ville de Québec. Les Maritimes disposent toutefois d'importantes ressources en gaz naturel, principalement situées au large des côtes de la Nouvelle-Écosse, mais il est peu probable que ces ressources soient exploitées avant le tournant du siècle.

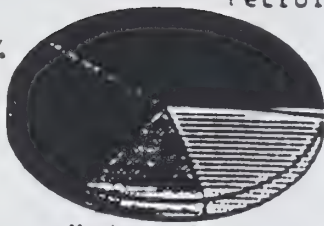
Production d'électricité

Les Maritimes produisent leur électricité surtout à partir de combustibles fossiles; 67 p. 100 de l'électricité est obtenue en brûlant du pétrole et du charbon. En guise de comparaison, au Canada, la plus grande partie de l'électricité est produite hydrauliquement; le reste l'est par combustion de charbon et par des centrales nucléaires, principalement. Il en découle que le prix de l'électricité est beaucoup plus élevé dans les Maritimes (et à Terre-Neuve) que dans le reste du Canada.

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ - SERVICES PUBLICS
1989

Pétrole 39 %

Charbon 18 %

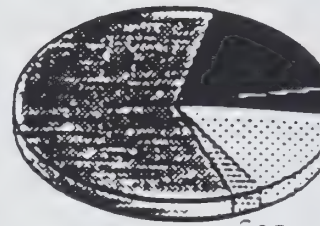


Hydro 12 %

MARITIMES

27 TWh

Charbon 13 %



Pétrole 4 %

Autres 1 %

Nucléaire 15 %

Gaz naturel 3 %

CANADA

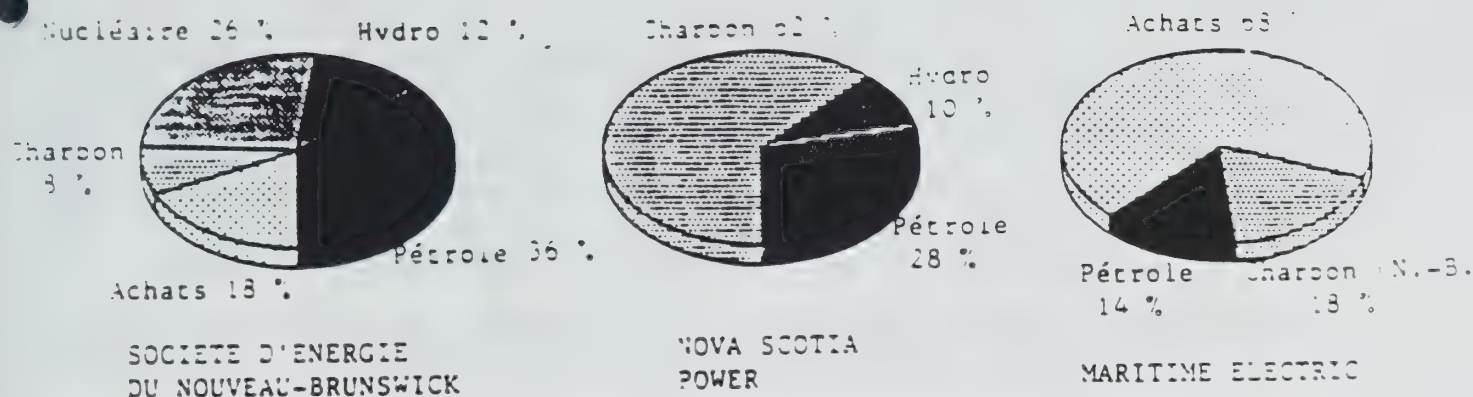
483 TWh

Selon les provinces, l'électricité est produite comme suit. La Société d'énergie du Nouveau-Brunswick produit ou achète son électricité : centrales au mazout, centrale nucléaire, centrales hydroélectriques et centrales au charbon. Le réseau du Nouveau-Brunswick est aussi relié à ceux du Québec, du Maine, de la Nouvelle-Écosse et de l'île-du-Prince-Édouard, ce qui permet d'importer et d'exporter de l'électricité. Les nouvelles installations de production font état d'une capacité de 440 MW pour les centrales au charbon, de 500 MW pour les centrales à turbines à gaz, sans compter la modification de la chaudière n° 2 de la centrale de Dalhousie de façon à utiliser de l'orimulsion.

La Nova Scotia Power Corporation produit de l'électricité en faisant surtout appel au charbon, mais elle dispose aussi de centrales thermiques au mazout et de centrales hydroélectriques. Au cours des 10 prochaines années, il est prévu d'accroître de 315 MW la production d'électricité pour répondre à la demande intérieure; pour ce faire, il sera surtout fait appel à des centrales thermiques au charbon.

Pour répondre à sa demande intérieure en électricité, l'île-du-Prince-Édouard importe la plus grande partie de son électricité du Nouveau-Brunswick et du Québec; la partie restante est produite à l'île même ou à proximité. Il est prévu de construire à l'île une centrale mixte mazout/biomasse de 30 MW. Les besoins supplémentaires doivent être comblés par une participation plus importante dans les installations situées sur le continent.

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ - MARITIMES



Note : Les données diffèrent du tableau précédent (Production d'électricité - services publics) en raison de l'électricité non produite par les services publics.

3.0 Objectifs régionaux communs

Les ressources naturelles présentes dans la région de l'Atlantique font que ces provinces comportent des infrastructures énergétiques similaires dont les caractéristiques sont les suivantes :

- une forte dépendance envers le pétrole importé, qui répond à la plus grande partie des besoins en énergie;
- une forte dépendance envers les combustibles fossiles pour la production d'électricité;
- faible diversité des sources possibles d'énergie primaire dans la région.

Au cours des dernières années, un certain nombre de facteurs ont eu un effet sur la situation régionale dans le domaine de l'énergie :

- plus grand souci de l'environnement et, plus particulièrement, préoccupations croissantes quant aux gaz produits par l'utilisation des combustibles fossiles;
- instabilité des prix du pétrole pendant la décennie;
- déréglementation du secteur de l'énergie, plus particulièrement du secteur pétrolier;
- augmentation récente de la consommation d'énergie après une période de stabilité dans la demande.

Tous ces facteurs ont entraîné la formulation d'objectifs communs pour toute la région :

- diversifier davantage les sources d'approvisionnement en énergie afin de disposer de façon fiable d'énergie à prix raisonnable, et voir à maintenir cette situation;
- promouvoir l'économie d'énergie ainsi que l'efficacité énergétique dans tous les secteurs économiques de la région;
- utiliser de façon rationnelle et économiquement valable les ressources énergétiques de la région;
- utiliser les ressources énergétiques de façon à préserver l'environnement et, si possible, de façon à améliorer la qualité de l'environnement;
- mettre au point et utiliser de nouvelles technologies qui soient viables;
- favoriser la coopération entre les consommateurs, le milieu des affaires, l'industrie et le gouvernement;
- adopter des lois et des règlements conformes à la réalité régionale.

4.0 Domaines actuels de coopération

Des besoins et des objectifs communs en matière d'énergie ont déjà mené à une certaine coopération dans de nombreux domaines pour lesquels les Maritimes ont des intérêts qui se recoupent. Parmi les comités régionaux visant à mettre les efforts en commun, on peut citer le Committee on Atlantic Coal, le Comité consultatif interprovincial sur l'énergie (CCIE), le Comité international du Nord-Est sur l'énergie (CINE) et le Comité de coordination des entreprises d'électricité des provinces maritimes (CCEPM). La coopération est également présente dans des domaines comme l'évaluation du marché du gaz naturel, l'application commune du programme «Pro-Trucker» (pour l'industrie du camionnage) et les échanges d'information sur tout ce qui a trait à l'énergie.

5.0 Domaines possibles de coopération

Il existe de nombreuses possibilités en vue d'accroître la coopération dans tous les secteurs liés à l'énergie. Les possibilités allant dans le sens de la diversification de l'approvisionnement de la région en énergie incluent les efforts visant à y amener le gaz naturel, les efforts visant à augmenter l'utilisation de la biomasse régionale et des ressources en charbon de même que les efforts visant à développer de nouvelles sources

d'énergie. Il est aussi possible, au niveau régional, de favoriser l'efficacité énergétique et d'encourager l'économie de l'énergie en mettant sur pied des programmes conjoints et en coordonnant l'application des normes régionales relatives aux appareils électroménagers et aux habitations. La coopération pourrait aussi être accrue dans le domaine de la recherche et du développement ainsi que dans le cas des échanges d'information.

6.0 Mesures recommandées en matière de coopération

Des mesures immédiates favorisant la coopération dans les domaines suivants devraient être prises immédiatement.

Diversification de l'approvisionnement en énergie

Les efforts visant à réduire la dépendance de la région envers le pétrole en favorisant le recours à d'autres sources d'énergie permettront de mieux assurer l'approvisionnement en énergie et de réduire la vulnérabilité découlant de la dépendance envers un seul type de combustible. Pour accroître la diversification de l'approvisionnement en énergie de la région, le Comité recommande que les gouvernements des Maritimes :

- 1) définissent une stratégie régionale coordonnée pour assurer la distribution régionale du gaz naturel, compte tenu d'une évaluation détaillée du marché, des coûts, de la réglementation, des avantages économiques et des impacts sur l'environnement.
- 2) coordonnent les efforts pour déterminer et développer les possibilités en matière de chauffage, de production d'électricité et de cogénération à l'aide de la biomasse quand cela est intéressant du point de vue socioéconomique, quand cela est faisable financièrement et quand l'environnement est respecté.

Recherche et développement

Les activités de recherche et de développement sont essentielles à l'amélioration continue de la production d'énergie et des modes d'utilisation de l'énergie. La région a tout intérêt à utiliser son charbon à haute teneur en soufre d'une façon qui ne porte pas atteinte à l'environnement.

Le Comité recommande que les gouvernements des Maritimes :

- 3) coopèrent pour encourager le gouvernement fédéral à appuyer la recherche sur le charbon ainsi que les projets de développement et de démonstration et à établir dans la région un centre d'excellence en matière de recherche et développement axés sur le charbon.

Efficacité énergétique et économie d'énergie

Pour réduire les besoins énergétiques de la région, il faut accroître l'efficacité énergétique et favoriser l'économie de l'énergie. La quantité de carburant utilisée par l'industrie du camionnage doit être réduite pour diminuer l'impact sur la région de l'abandon du réseau ferroviaire de l'Est du Canada. Des améliorations continues dans les domaines du rendement énergétique des habitations et dans la réduction de la consommation des appareils électroménagers sont nécessaires pour réduire les besoins énergétiques du secteur résidentiel. Des normes d'efficacité énergétique permettront d'éviter le «dumping» d'appareils électroménagers non efficaces dans la région. Par ailleurs, une réduction de la consommation d'énergie par les secteurs industriel et commercial doit aider les Maritimes à devenir plus concurrentielles sur les marchés.

Pour améliorer la situation dans les domaines de l'efficacité énergétique et de l'économie d'énergie, le Comité recommande que les gouvernements des Maritimes :

- 4) coopèrent dans plusieurs domaines pour utiliser plus efficacement l'énergie dans la région, coopération qui, au début, doit prendre quatre formes :
 - i) fournir un soutien permanent à l'industrie du camionnage (programme «Pro-Trucker») pour utiliser plus efficacement l'énergie dans le domaine des transports, et ce dans toute la région,
 - ii) développer et mettre sur pied une conception régionale du programme de maisons R-2000 en collaboration avec les associations des constructeurs d'habitations, avec les entreprises d'électricité et avec les autres organismes concernés de la région,
 - iii) coopérer en vue d'adopter et de faire inscrire dans les codes régionaux du bâtiment des normes communes en matière d'efficacité énergétique,

- iv) coopérer pour rédiger et adopter des lois et des règlements communs relatifs aux normes sur l'efficacité énergétique des appareils électroménagers.

Plan d'urgence

Un trait commun de l'infrastructure énergétique des Maritimes est la dépendance envers le pétrole. À cet égard, le Comité recommande que les gouvernements des Maritimes :

- 5) mettent sur pied et adoptent un plan régional d'urgence pour faire face à toute interruption de l'approvisionnement en énergie.

Généralités

Une coopération continuelle dans tous les domaines liés à l'énergie exige des discussions permanentes et des efforts soutenus en matière de coordination. Par conséquent, le Comité recommande que :

- 6) les ministres de l'énergie des Maritimes se réunissent régulièrement pour discuter des problèmes liés à l'énergie, notamment l'approvisionnement et la demande, l'infrastructure énergétique ainsi que les problèmes environnementaux associés à l'énergie.

APPENDICE I

RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DES MARITIMES

Besoins énergétiques

En 1989, les besoins des Maritimes en énergie primaire s'élevaient à 569 petajoules [92 millions de barils équivalent pétrole (BOE)], soit approximativement le même chiffre que dix ans auparavant, en 1979. Entre 1979 et 1989, les besoins énergétiques ont diminué pour atteindre un creux au cours de la récession de 1982-1983, mais depuis ils augmentent régulièrement.

Les Maritimes sont fortement dépendantes du pétrole importé, qui comble 68 % de leurs besoins en énergie primaire. Ce degré de dépendance varie de 64 % au Nouveau-Brunswick, taux le plus bas, à 89 % pour l'Île-du-Prince-Édouard, taux maximal; pour la Nouvelle-Écosse, le pourcentage est de 69 %. Au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard, la biomasse est le deuxième combustible en importance, tandis que le charbon est fort utilisé en Nouvelle-Écosse.

Le Canada dans son ensemble est beaucoup moins dépendant du pétrole importé (36 %) et ses sources d'énergie sont bien plus diversifiées; en fait, plus du tiers des besoins énergétiques du Canada sont comblés par l'électricité produite hydrauliquement et par le gaz naturel. Les Maritimes (et Terre-Neuve) sont donc uniques par leur forte dépendance envers le pétrole.

BESOINS EN ÉNERGIE PRIMAIRE 1989

Pétrole 68 %

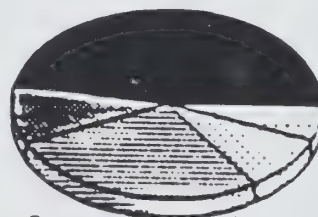


Charbon 15 %

MARITIMES

569 petajoules

Pétrole 36 %



Gaz naturel 27 %

CANADA

9 585 petajoules

L'Office national de l'énergie (ONÉ) prévoit qu'entre 1989 et 2010, les besoins énergétiques des Maritimes augmenteront au rythme annuel de 0,7 %. Le rythme d'augmentation de la demande dépend de l'impact des mesures favorisant l'efficacité énergétique et l'économie d'énergie, des prix, de la croissance économique et de l'importance de la réglementation gouvernementale.

Ressources énergétiques

Charbon

Le charbon est le seul combustible fossile d'importance qui soit utilisé dans la région. La Nouvelle-Écosse dispose, et de loin, des réserves les plus importantes des Maritimes; ces réserves exploitables sont suffisantes pour 200 ans, compte tenu de la consommation actuelle. Environ 90 % des 4,5 millions de tonnes de charbon produites annuellement proviennent des gisements de Langan, Prince et Phalen, au Cap-Breton. À Langan, l'exploitation doit cesser en 1993. En Nouvelle-Écosse, la plus grande partie du charbon est utilisée aux fins de production d'électricité, mais 40 % du charbon est exporté, principalement vers l'Europe, le Japon et les États-Unis.

Des mines de charbon sont aussi exploitées au Nouveau-Brunswick, dans la région de Minto-Chipman; le gisement de Beersville fait actuellement l'objet d'évaluations pour en déterminer le potentiel. La production annuelle de 550 000 tonnes est destinée aux centrales thermiques de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick, situées à Dalhousie et au Grand Lac. Quand la centrale de Dalhousie aura été modifiée pour utiliser l'orimulsion, le charbon qui lui était auparavant destiné sera utilisé à la centrale de Belledune, qui brûlera aussi du charbon importé.

Au Nouveau-Brunswick, les veines de charbon sont minces (< 0,5 m) et le minerai renferme beaucoup de soufre (de 6 % à 8 %) et de cendres (de 18 % à 24 %). La minceur des veines exige un important décapage de morts-terrains, ce qui se reflète dans les coûts élevés d'exploitation des mines.

Des forages d'exploration ont permis de repérer des gisements de charbon en trois endroits à l'île-du-Prince-Édouard. Bien que les résultats indiquent que le gisement puisse être important, il se trouve à trop grande profondeur et les veines sont trop minces pour que l'exploitation commerciale soit rentable.

Biomasse

En 1989, la biomasse rivalisait avec le charbon pour le titre de source d'énergie locale la plus importante de la région. La biomasse est surtout utilisée par l'industrie des pâtes et papiers du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse.

La biomasse constitue une importante source d'énergie et cette source est renouvelable. Les estimations indiquent que, sur une base régionale, les ressources disponibles en termes de biomasse pourraient supporter une consommation double de la consommation actuelle.

Dans les trois provinces, la demande de bois pour le chauffage résidentiel est importante. Bien que la consommation fluctue, le chauffage au bois est utilisé dans environ la moitié des foyers de chaque province et la quantité moyenne de bois ainsi brûlé est d'environ 4 cordes par foyer. Aucune croissance significative n'est prévue dans ce secteur.

Au Nouveau-Brunswick, l'industrie forestière génère environ deux millions de tonnes (poids frais) de résidus et ces résidus sont presque totalement utilisés. Les résidus des exploitations forestières constituent une ressource encore largement sous-utilisée; on estime à 6 millions de tonnes (poids frais) la quantité annuelle de résidus qui seraient disponibles.

En Nouvelle-Écosse, la biomasse est suffisante pour satisfaire à une consommation double de la consommation actuelle de 1,2 million de tonnes (poids frais), soit 2,4 millions de tonnes. L'île-du-Prince-Édouard ne consomme que 20 % environ de son potentiel annuel en biomasse. Les principales problèmes qui nuisent à l'augmentation de l'importance de cette ressource sont l'insuffisance de l'infrastructure d'approvisionnement en combustible, le coût de certaines formes de la biomasse et le coût en capital élevé pour les installations de manutention et de combustion. En conséquence, la biomasse est surtout utilisée dans de grosses installations et beaucoup de ces installations ont déjà été modifiées.

Pétrole

Le pétrole est la principale source d'énergie de la région et il est presque totalement importé; il provient surtout des puits de la mer du Nord. La Nouvelle-Écosse dispose, au large de ses côtes, de réserves significatives de pétrole tandis qu'au Nouveau-Brunswick, le pétrole se trouve dans du schiste bitumineux.

Au Nouveau-Brunswick, le pétrole se trouve surtout dans du schiste. Les premières études indiquent qu'il est de bonne qualité et que les réserves pourraient atteindre 3 milliards de barils. Les réserves actuellement exploitables représentent moins de 1 % de ce chiffre et la rentabilité de l'exploitation ne peut exister que si le prix du pétrole dépasse de beaucoup le prix actuel.

Jusqu'au début de 1991, le Nouveau-Brunswick exploitait le gisement de pétrole et de gaz de Stoney Creek. Quatre concessions existent ailleurs et un permis a été octroyé. Toutefois, aucun autre gisement n'a été découvert et l'importance des réserves est inconnue.

La Nouvelle-Écosse dispose de deux gisements au large, Cohasset et Panuke, qui doivent entrer en production en 1992 (jusqu'à 40 000 barils par jour) et, sur 6 années, leur production devrait

atteindre 49 millions de barils. Il est aussi possible de développer d'autres gisements de moindre importance, également situés au large.

Gaz naturel

Le gaz naturel, source d'énergie important pour la plus grande partie de l'Amérique du Nord, n'est pas disponible à l'est de la ville de Québec. Les Maritimes disposent toutefois d'importantes ressources en gaz naturel, principalement situées au large des côtes de la Nouvelle-Écosse.

Il est peu probable que ces ressources soient exploitées avant le tournant du siècle. La mise en valeur future du gaz naturel dépendra de l'existence d'un important marché, que ce soit dans les Maritimes ou à l'exportation, ou les deux à la fois.

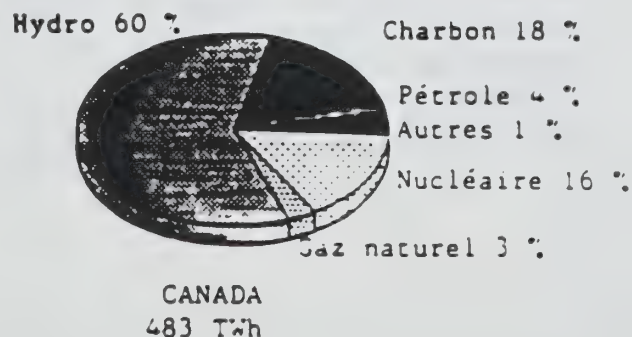
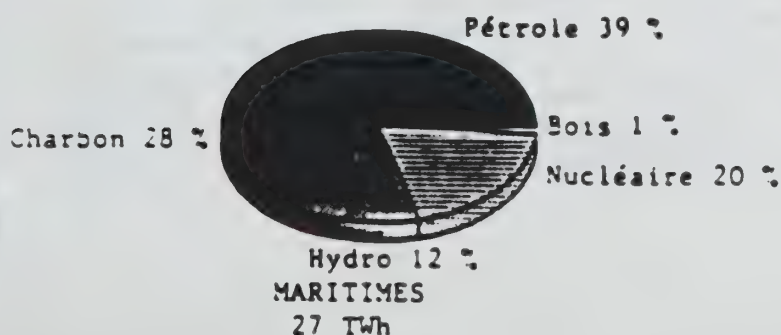
Jusqu'en 1991, le Nouveau-Brunswick exploitait le gisement de gaz naturel de Stoney Creek; des forages d'exploration effectués à l'île-du-Prince-Édouard ont mis en évidence des gisements de gaz naturel. Aucun gisement exploitable commercialement n'a été découvert récemment.

La Nouvelle-Écosse évalue actuellement l'importance de ses ressources en méthane (couche de houille) ainsi que le marché potentiel pour cette source d'énergie.

Production d'électricité

Les Maritimes produisent leur électricité surtout à partir de combustibles fossiles; 67 % de l'électricité est obtenue en brûlant du pétrole et du charbon. En guise de comparaison, au Canada, la plus grande partie de l'électricité est produite hydrauliquement; le reste l'est par combustion de charbon et par des centrales nucléaires, principalement. Il en découle que le prix de l'électricité est beaucoup plus élevé dans les Maritimes (et à Terre-Neuve) que dans le reste du Canada.

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ - SERVICES PUBLICS
1990



Selon les provinces, l'électricité est produite comme suit. La Société d'énergie du Nouveau-Brunswick produit son électricité ainsi : centrales au mazout (36 %), centrale nucléaire (26 %), centrales hydroélectriques (12 %) et centrales au charbon (8 %); le reste de l'électricité est acheté. Le réseau du Nouveau-Brunswick est aussi relié à ceux du Québec, du Maine, de la Nouvelle-Écosse et de l'île-du-Prince-Édouard, ce qui permet d'importer et d'exporter de l'électricité.

Les nouvelles installations de production sont les suivantes :

- centrale thermique au charbon de 440 MW située à Belledune et devant entrer en service en 1994;
- turbines à gaz de 400 MW (4 turbines de 100 MW) à Millbank et turbine à gaz de 100 MW de Sainte-Rose, actuellement en cours d'installation;
- modification de la chaudière n° 2 de la centrale de Dalhousie de façon à utiliser de l'orimulsion et installation d'un équipement d'élimination du soufre des gaz de carneau; tout doit être prêt en 1993.

À long terme, les possibilités sont les suivantes :

- 100 MW produits par combustion de bois (2 installations parallèles de 25 MW et un ensemble de cogénération de 50 MW); cette électricité sera produite par des entreprises autres que les entreprises d'électricité;
- centrale thermique mixte au mazout de 220 MW;
- centrale nucléaire Point Lepreau 2 de 450 MW;
- centrale thermique mixte au charbon avec installation de gazéification intégrée de 154 MW située au Grand Lac;
- centrale de pompage (hydroélectrique) de 300 MW située à Grand-Sault et combinée à une centrale hydroélectrique classique de 140 MW située à Morrell.

La Nova Scotia Power Corporation produit de l'électricité en faisant surtout appel au charbon (62 %), mais elle dispose aussi de centrales thermiques au mazout (28 %) et de centrales hydroélectriques (10 %). Au cours des 10 prochaines années, l'électricité nécessaire pour répondre à la demande intérieure proviendra surtout de centrales thermiques au charbon.

Les nouvelles installations de production sont les suivantes :

- centrale thermique au charbon liquéfié de 165 MW de Point Aconi devant entrer en service en 1993;
- centrale thermique classique au charbon en poudre de 150 MW mise en service en 1991 à Trenton.

À long terme, les possibilités sont les suivantes :

- Des lotisseurs ont présenté des propositions acceptables portant sur des installations privées de production d'électricité d'une puissance pouvant atteindre 64 MW et qui devraient être en service vers 1994, selon les études environnementales et l'obtention du financement.

En Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, des centrales marémotrices pourraient être construites et leur puissance totale pourrait atteindre 6 000 MW, mais compte tenu du marché actuel, leur construction n'est pas envisagée.

Pour répondre à sa demande intérieure en électricité, l'Île-du-Prince-Édouard dispose d'installations à l'île même (14 %), de centrales thermiques au charbon à proximité (18 %), mais la plus grande partie de l'électricité est importée du Nouveau-Brunswick et du Québec (68 %). Il est prévu de construire à l'île une centrale mixte mazout/biomasse de 30 MW. Les besoins supplémentaires doivent être comblés par une participation plus importante dans les installations situées sur le continent.

TABEAU 1
BESOINS EN ÉNERGIE PRIMAIRE DES MARITIMES (1989)

Source d'énergie	Nouveau- Brunswick	Nouvelle- Écosse	Ile-du Prince- Édouard	Total Maritimes
CONSUMMATION DIRECTE				
	PETAJOULES			
Pétrole	115	150	16	282
Charbon	2	2	<0,1	4
Biomasse	56	12	2	69
Total partiel	173	164	19	355
PRODUCTION D'ELECTRICITE(1)				
Pétrole	75	27	2	103
Charbon	19	61	-	80
Hydraulique	9	3	-	12
Nucléaire	19	-	-	19
Total partiel	122	91	2	14
TOTAL	295	254	21	569
CONSUMMATION DIRECTE				
	POURCENTAGE			
Pétrole	39 %	59 %	80 %	50 %
Charbon	1 %	1 %	0 %	1 %
Biomasse	19 %	5 %	11 %	12 %
Total partiel	59 %	64 %	91 %	62 %
PRODUCTION D'ELECTRICITE(1)				
Pétrole	25 %	10 %	9 %	18 %
Charbon	6 %	24 %	0 %	14 %
Hydraulique	3 %	1 %	0 %	2 %
Nucléaire	6 %	0 %	0 %	3 %
Total partiel	41 %	36 %	9 %	38 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) La demande primaire en matière de production d'électricité inclut les pertes dues à la conversion ainsi que l'électricité produite pour exportation vers d'autres provinces et les États de la Nouvelle-Angleterre.

TABEAU 2
PRODUCTION ET UTILISATION DE L'ÉLECTRICITÉ
DANS LES MARITIMES (1989)

	Nouveau- Brunswick	Nouvelle- Écosse	Ile-du Prince- Édouard	Total Maritimes
PETAJOULES				
APPROVISIONNEMENT BESOINS EN ÉNERGIE PRIMAIRE (PRO- DUCTION D'ÉLEC- TRICITÉ)	122	91	2	215
GIGAWATT-HEURES				
PRODUCTION				
Pétrole	7 748	2 721	105	10 574
Charbon	1 864	5 481	-	7 345
Hydraulique	2 390	939	-	3 329
Nucléaire	5 268	-	-	5 268
Bois(1)	274	-	-	274
TOTAL	17 544	9 141	105	26 790
Importations	2 560	-	-	2 560
APPRO. TOTAL	20 104	9 141	105	29 350
Exportations	(5 570)	-	-	(5 570)
APPRO. NET	14 534	9 141	105	23 780
Transferts rég.	(743)	100	643	0
CONSOMMATION PROVINCIALE NETTE				
	13 791	9 241	748	23 780

(1) Cogénération par l'industrie.

TABEAU 3
RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DES MARITIMES (1989)

Ressources éner.	Nouveau- Brunswick	Nouvelle- Écosse	Île-au Prince- Édouard	Total Maritimes
CHARBON				
MILLIONS DE TONNES				
Réserves connues	24	3 343	-	3 367
Charbon récupérable	12	1 048	-	1 060
Consom. annuelle	0,6	3,4	-	4
Charbon réc./prod.	20	232	-	252
BIOMASSE (BOIS)				
MILLIERS DE TONNES (POIDS FRAIS)				
Approv. utilisable	9 000	2 450	1 028	12 478
Consom. annuelle	3 426	1 230	208	4 864
Utilisation (%)	38 %	50 %	20 %	39 %
PÉTROLE(2)				
MILLIONS DE BARILS				
Réserves connues	(3)	144	-	144
Pétrole réc. (est.)	30	1 100	-	1 130
Consom. annuelle	32	29	3	63
GAZ NATUREL				
MILLIARDS DE PIEDS CUBES				
Réserves connues	-	5 700	-	5 700
Gaz récup. (est.)	-	18 100	-	18 100
<p>(1) La production de la Nouvelle-Écosse a chuté en 1989 en raison d'une greve. La production normale est de 4.5 millions de tonnes, chiffre utilisé pour les données de la ligne «Charbon réc./prod.».</p> <p>(2) Au Nouveau-Brunswick, le pétrole découvert se trouve dans du schiste bitumineux tandis que pour la Nouvelle-Écosse, les gisements se trouvent au large. Ces ressources ne sont actuellement pas exploitées; seuls les gisements de Cohasset/Panuke doivent commencer à être exploités au cours de la prochaine décennie (possibilité de 49 millions de barils).</p> <p>(3) Au Nouveau-Brunswick se trouvent d'importants dépôts de schiste bitumineux renfermant, selon les estimations, 3 milliards de barils équivalent pétrole, mais moins de 1 % de ces réserves sont exploitables. Les dépôts de schiste bitumineux de Nouvelle-Écosse n'ont pas encore été délimités.</p>				

TABEAU 4
CAPACITÉ DE PRODUCTION DES MARITIMES

Capacité	Nouveau- Brunswick	Nouvelle- Écosse	Ile-du Prince- Édouard	Total Maritimes
CAPACITE EN 1989 (MW)				
SERVICES PUBLICS				
Hydroélectrique	865	381	-	1 246
Thermique(combust.)	1 733	1 583	134	3 450
Nucléaire	630	-	-	630
Éolienne	-	0,3	-	0,3
Sous-total	3 228	1 964	134	5 326
INSTALLATIONS PRIVÉES				
Hydroélectrique	56	5	-	61
Thermique	137	52	-	189
Éolienne	-	-	0,6	0,6
Sous-total	193	57	1	251
TOTAL	3 421	2 021	135	5 577

PROJETS 1990-2000 (MW)

Hydroélectrique	-	9	-	9
Thermique(combust.)				
Combust. fossiles	940	315	20	1 275
Biomasse	50	22	10	82
Déchets solides (municipalités)	-	24	-	24
Méthane	-	8	-	8
TOTAL	990	377	30	1 397

APPENDICE II

Vers une stratégie énergétique régionale

Historique

Les ressources naturelles présentes dans la région de l'Atlantique font que ces provinces comportent des infrastructures énergétiques similaires dont les caractéristiques sont les suivantes :

- forte dépendance envers le pétrole importé, qui répond à la plus grande partie des besoins en énergie;
- forte dépendance envers les combustibles fossiles pour la production d'électricité;
- faible diversité des sources possibles d'énergie primaire dans la région.

Au cours des dernières années, un certain nombre de facteurs ont eu un effet sur la situation régionale dans le domaine de l'énergie :

- plus grand souci de l'environnement et, plus particulièrement, préoccupations croissantes quant aux émissions produites par l'utilisation des combustibles fossiles;
- instabilité des prix du pétrole pendant la décennie;
- déréglementation du secteur de l'énergie, plus particulièrement du secteur pétrolier;
- augmentation récente de la consommation d'énergie après une période de stabilité de la demande;
- déclin de la production canadienne de brut léger et accroissement de la dépendance envers le pétrole importé.

Objectifs communs

Pour la région, un certain nombre d'objectifs communs ont été cernés :

- diversifier davantage les sources d'approvisionnement en énergie afin de disposer de façon fiable d'énergie à prix raisonnable, et voir à maintenir cette situation;
- promouvoir l'économie d'énergie ainsi que l'efficacité énergétique dans tous les secteurs économiques de la région;

- utiliser de façon rationnelle et économiquement valable les ressources énergétiques de la région;
- utiliser les ressources énergétiques de façon à préserver l'environnement et, si possible, de façon à améliorer la qualité de l'environnement;
- mettre au point et utiliser de nouvelles technologies qui soient viables;
- favoriser la coopération entre les consommateurs, le milieu des affaires, l'industrie et le gouvernement;
- adopter des lois et des règlements conformes à la réalité régionale.

Stratégie commune

1. Efficacité énergétique et économie d'énergie

L'efficacité énergétique s'entend de la réduction des pertes au cours de la production et de l'utilisation de l'énergie; l'économie de l'énergie est la réduction des besoins énergétiques. Dans les deux cas, le résultat est une diminution de la demande d'énergie et, donc, de la nécessité de trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en énergie. Il s'ensuit que le coût de l'énergie est réduit, ce qui rend les entreprises plus concurrentielles, que de nouveaux emplois sont créés dans le secteur de la fabrication de produit visant l'économie d'énergie et que de nouveaux genres de services seront offerts; enfin, les effets négatifs sur l'environnement sont atténués.

Stratégie commune en matière d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie

- adopter des mesures pour réduire la consommation d'énergie des anciennes habitations et des habitations neuves;
- adopter des mesures pour accroître l'efficacité énergétique des appareils électroménagers;
- favoriser l'utilisation de technologies utilisant efficacement l'énergie et le recours à la cogénération;
- gérer mieux l'utilisation de l'énergie dans les édifices provinciaux;
- construire des installations efficaces de chauffage urbain quand les circonstances le permettent;

- adopter des mesures pour réduire la consommation de carburant et améliorer l'utilisation efficace des moyens de transport : améliorations du transport en commun, projets visant à réduire la consommation et établissement de prix et d'une taxation adéquats dans le cas des carburants;
- favoriser les entreprises de services oeuvrant dans le secteur de l'énergie;
- encourager les échanges d'information dans le domaine de l'énergie.

2. Pétrole et gaz naturel

Les produits dérivés du pétrole constituent la source d'énergie principale de la région et la seule source d'énergie dans le domaine des transports. Comme la région dépend fortement du pétrole, elle est très exposée aux variations du prix mondial de ce produit et puisque le pétrole utilisé provient presque totalement de l'étranger, la fiabilité de l'approvisionnement constitue aussi un problème.

Les Maritimes, et principalement la Nouvelle-Écosse, disposent d'un certain nombre de gisements de pétrole et de gaz susceptibles d'être exploités afin de réduire la dépendance énergétique de la région. Dans la plupart des cas, cependant, les coûts d'exploitation sont élevés ce qui, compte tenu des prix actuels du pétrole et du gaz, limite la viabilité commerciale de l'exploitation.

Il est aussi possible d'accroître la fiabilité de l'approvisionnement en énergie en réussissant à avoir accès à du gaz naturel.

Le raffinage du pétrole est effectué dans trois grandes raffineries : deux sont situées à Dartmouth et la troisième se trouve à Saint-Jean. La capacité de ces raffineries est plus que suffisante pour satisfaire aux besoins de la région.

Stratégie commune en matière de pétrole

- Les efforts doivent se poursuivre afin de réduire la grande dépendance envers le pétrole importé; il faut diversifier les sources d'approvisionnement en énergie et favoriser l'efficacité énergétique.
- L'exploration pour trouver du pétrole et du gaz, tant à terre qu'au large, doit être encouragée, de même que la mise en valeur des ressources connues.

- Les provinces doivent continuer à chercher des manières d'utiliser davantage le gaz naturel dans toute la région.
- Les provinces doivent redoubler d'effort pour pouvoir s'approvisionner en gaz naturel.
- Les provinces doivent appuyer les démarches devant permettre un approvisionnement en gaz naturel au coût le plus bas.
- La protection de l'environnement et la prévention des déversements de pétrole demeurent des priorités.
- Les provinces doivent poursuivre leur coopération et leur échange d'information pour tout ce qui concerne les produits pétroliers : part du marché, prix et taxes.

3. Électricité

Les Maritimes produisent leur électricité de diverses façons; la Nouvelle-Écosse fait surtout appel à son charbon et à ses ressources hydrauliques, l'île-du-Prince-Édouard importe la plus grande partie de son électricité et le Nouveau-Brunswick a recours à ses ressources hydrauliques, au pétrole, au charbon et au nucléaire. Dans la région, l'électricité est surtout produite à partir de combustibles fossiles. Il en résulte une utilisation peu efficace de l'énergie primaire puisqu'un tiers seulement du contenu énergétique des combustibles fossiles est effectivement transformé en électricité.

Les trois principales entreprises d'électricité, la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick, la Nova Scotia Power Corporation et la Maritime Electric Company Limited, ainsi qu'un certain nombre d'entreprises plus petites sont réglementées par les offices ou les commissions de chaque province.

Stratégie commune en matière d'électricité

- Mettre en place des programmes de gestion de la demande (rapport coût-efficacité) pour limiter la croissance de la demande de pointe et l'utilisation de l'énergie.
- Accorder la préférence aux ressources énergétiques locales, comme les ressources hydrauliques, le charbon, le gaz naturel et la biomasse (bois) quand ces ressources sont disponibles et attrayantes du point de vue de l'environnement et des coûts.
- Prendre des mesures favorisant la cogénération, y compris une tarification qui tienne compte des coûts ainsi évités.

- Coordination de la planification des entreprises d'électricité pour tout ce qui concerne les questions d'intérêt régional.
- Maintenir les interconnexions entre les réseaux de chacune des provinces pour que la région puisse faire face aux situations d'urgence et pour autoriser les transferts d'électricité.
- Réglementation plus uniforme et mieux coordonnée des entreprises d'électricité pour tout ce qui a trait à l'environnement et aux échanges interprovinciaux.

4. Charbon

La Nouvelle-Écosse dispose des principales réserves de charbon de la région et, dans cette province, le charbon devrait demeurer la principale source d'énergie utilisée pour la production d'électricité. Comme le Nouveau-Brunswick a presque épuisé ses réserves de charbon exploitables économiquement, il lui faudra importer du charbon pour satisfaire à ses besoins futurs. L'île-du-Prince-Édouard perdra son seul gros client quand la BFC Summerside fermera, mais la Maritime Electric détient 20 % de la centrale thermique au charbon de Dalhousie (Société d'énergie du Nouveau-Brunswick) et l'île-du-Prince-Édouard peut aussi contribuer financièrement à d'autres installations genre dans la région.

Les Maritimes dépendent fortement du charbon pour leur production d'électricité et les provinces coopèrent depuis longtemps dans le domaine de la recherche et du développement axés sur le charbon. Les exemples incluent la construction de centrales thermiques au charbon liquéfié, centrales situées en Nouvelle-Écosse et à l'île-du-Prince-Édouard, et des conversions (pilotes) de certaines centrales thermiques au charbon pour que ces installations puissent utiliser des combustibles à base de charbon liquide.

Des progrès techniques constants dans le domaine du charbon sont nécessaires pour améliorer la situation de la région du point de vue de l'approvisionnement en énergie et pour que l'utilisation du charbon se fasse en conformité avec les normes environnementales.

Stratégie commune en matière de charbon

- Prendre des mesures pour réduire les émissions provenant des centrales thermiques au charbon.
- Voir à ce que les nouvelles centrales thermiques au charbon soient équipées des installations antipollution requises.

- Les provinces appuieront les projets de recherche, de développement et de démonstration et accorderont une importance aux techniques à meilleur rendement énergétique et non polluantes, comme le cycle intégré de gazéification combinée et les combustibles liquides qui proviennent du charbon.
- Les provinces exerceront des pressions sur le gouvernement fédéral pour appuyer les projets de démonstration du charbon et la création dans la région d'un centre d'excellence pour la recherche et le développement relatifs au charbon.
- On encouragera la recherche de gisements de charbon à basse teneur en soufre et leur mise en valeur.

5. Énergie de substitution

Par énergie de substitution, on entend l'énergie verte, solaire, éolienne, géothermique et marémotrice ainsi que celle produite par les incinérateurs, l'hydrogène et les carburants de substitution pour le transport comme le gaz naturel, le propane et les dérivés de l'alcool. Les sources d'énergie de substitution sont susceptibles de remplacer les carburants importés et de réduire les répercussions écologiques de la production et de la consommation d'énergie.

Stratégie commune en matière d'énergie de substitution

- Les provinces appuieront les projets de recherche, de développement et de démonstration des sources d'énergie renouvelable prometteuses afin de mettre au point des applications rentables.
- Les gouvernements provinciaux adopteront un rôle de premier plan en utilisant des techniques rentables et sûres pour leurs installations et leurs activités.
- Les provinces encourageront les sources d'énergie de substitution qui sont rentables et écologiques.

6. Éducation et information sur l'énergie

Les provinces des Maritimes ont beaucoup d'intérêts communs en ce qui concerne l'élaboration de programmes de sensibilisation et d'éducation du public à l'égard de l'énergie.

Stratégie commune en matière d'éducation et d'information sur l'énergie

- Les provinces coordonneront les programmes d'information afin de sensibiliser davantage le public aux questions énergétiques et au rendement énergétique.
- On améliorera et on étendra l'éducation sur l'énergie au sein du système scolaire public grâce à une coopération.
- Les provinces élaboreront conjointement des programmes régionaux d'information, d'éducation, de formation et de transfert technologique liés à l'énergie.

7. Politique énergétique

Les rubriques précédentes orientent la politique énergétique du point de vue de carburants ou de mesures précis. Les déclarations suivantes ont pour but de donner une orientation générale.

Politiques énergétiques communes

- On coordonnera les mesures qui veilleront à ce que la région possède une source d'énergie fiable et garantie.
- On continuera de prendre des mesures pour réduire les émissions des installations existantes.
- Les projets seront évalués selon leur fiabilité, leur coût, leur stabilité et leurs répercussions écologiques et économiques.
- Les provinces coordonneront entre elles la planification des mesures d'urgence en cas de perturbation de l'approvisionnement en énergie.
- La coopération régionale entre les provinces des Maritimes et la Nouvelle-Angleterre se poursuivra.
- La coopération avec le gouvernement fédéral en matière de questions énergétiques de nature internationale, nationale et interprovinciale se poursuivra.
- Conformément au concept du développement durable, la formulation de la politique énergétique régionale tiendra grandement compte des considérations écologiques.

ANNEXE III

Domaines actuels et possibles de coopération

DOMAINES ACTUELS DE COOPÉRATION

En matière d'énergie, les provinces coopèrent dans beaucoup de domaines lorsqu'elles ont des intérêts communs. Bien qu'une bonne part de cette coopération soit officieuse, voici quelques exemples de coopération officielle.

1. Comité coordonnateur des entreprises d'électricité des provinces Maritimes - Il coordonne la planification, l'exploitation et la mise en valeur conjointe des installations, dont :
 - les prévisions de la croissance de la demande;
 - la planification à court et à long terme;
 - les contrats interprovinciaux d'énergie ainsi que les achats et la vente de la puissance afin de minimiser les frais régionaux et d'améliorer la pérennité de l'approvisionnement;
 - un contrat temporaire pour approvisionner l'Île-du-Prince-Édouard en électricité du Québec en passant par le Nouveau-Brunswick;
 - la recherche et le développement coordonnés.
2. Coopération entre entreprises d'électricité - Il existe divers exemples de planification, d'exploitation et de mise en valeur commune des installations. Il y a par exemple les contrats interprovinciaux d'énergie et l'entente d'approvisionnement de l'Île-du-Prince-Édouard en électricité du Québec en passant par le Nouveau-Brunswick.
3. Comité du charbon de l'Atlantique - Il favorise la coopération en matière de coordination et de partage des résultats des travaux de recherche, de développement et de démonstration.
4. Gazoduc - La Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick cherchent à découvrir d'éventuels marchés pour le gaz naturel avant d'étudier les aspects économiques de toute extension du gazoduc à l'est de Québec ou d'une mise en valeur du gaz naturel sur la côte est. L'Île-du-Prince-Édouard appuie également un approvisionnement en gaz naturel dans la région même si la province risque de ne pas en profiter directement.
5. Attitude en faveur des camionneurs - Programme réalisé conjointement par les provinces des Maritimes et le gouvernement fédéral à l'intention des camionneurs commerciaux afin de réduire la consommation de carburant.

6. Biomasse - L'échange de renseignements sur le chauffage, la production d'électricité et les possibilités de production combinée, les contrats d'approvisionnement en combustible, les propositions d'usines et les possibilités d'exploitation et de réduction en copeaux constituent les principales activités.
7. Données géophysiques d'exploration - La publication commune et le partage de données d'exploration des entreprises.
8. Produits pétroliers raffinés - Échange de renseignements sur la législation, les règlements et les tarifs.
9. Comité consultatif interprovincial de l'énergie (CCIE) - Les provinces coopèrent à l'échelle nationale mais coordonnent également les activités régionales lorsqu'elles ont des intérêts communs comme la recherche sur l'énergie, la conservation, l'énergie renouvelable, la planification de la limitation de la demande et le transfert d'information.
10. Comité international du Nord-Est sur l'énergie (CINE) - Il constitue un carrefour pour l'échange de renseignements et la coopération entre les provinces de l'est du Canada et les États de la Nouvelle-Angleterre.

AUTRES POSSIBILITÉS DE COOPÉRATION

Généralités

1. Consultation et liaison courantes - Le présent rapport est le fruit des premiers efforts de coopération du comité de l'infrastructure énergétique. Une coopération suivie exigera une consultation et une liaison courantes entre les ministres de l'énergie au sujet de diverses questions dont l'offre et la demande, l'infrastructure et les questions liées à l'environnement.

Approvisionnement en énergie et diversité

1. Gaz naturel - La région doit être approvisionnée en gaz naturel pour accroître la diversité des sources d'énergie. Il est possible d'élaborer des stratégies coordonnées qui favoriseront un approvisionnement régional en gaz naturel à partir d'une évaluation exhaustive des marchés, du coût, des obstacles réglementaires, des avantages économiques et de l'incidence écologique. On pourrait, entre autres, prendre les mesures suivantes :
 - une évaluation commune des marchés régionaux pour le gaz naturel, y compris des possibilités d'exportation de gaz ou d'électricité produite par le gaz;

- une évaluation des possibilités d'approvisionnement d'éventuels marchés en créant des réserves sur la côte est ou en construisant un gazoduc à écoulement mixte à partir de Québec, ou les deux;
 - exercer des pressions et obtenir l'appui des producteurs de gaz, des entreprises de pipelines, des instances de réglementation, du gouvernement fédéral, des sociétés de services publics, des acheteurs importants de gaz ou d'électricité produite par le gaz et d'autres groupes connexes.
2. Electricité - Les services publics régionaux coopèrent déjà en matière d'exploitation et de propriété partagée des installations. Il est possible d'accroître la coopération par une planification du système et par une coordination régionale de l'ajout à la puissance.
 3. Charbon - Les ressources houillères de la région, situées essentiellement en Nouvelle-Écosse, peuvent être l'objet d'une plus vaste exploitation. Il est possible de coordonner des projets d'expansion des marchés du charbon du Cap-Breton et du comté de Pictou et de création de marchés pour des produits comme le carburant au charbon et les carburants de synthèse.
 4. Biomasse - La biomasse est une ressource régionale insuffisamment exploitée. Il est possible de coopérer pour cerner et mettre en valeur les possibilités de chauffage, de production d'électricité et de production combinée d'énergie à partir de la biomasse lorsque les facteurs socio-économiques, financiers et écologiques s'y prêtent. La mise en valeur d'autres combustibles, comme les boulettes de bois traitées, exigera peut-être une coopération régionale pour obtenir des économies d'échelle.
 5. Énergie marémotrice - Les marées, notamment celles de la baie de Fundy, offrent un énorme potentiel énergétique. Les provinces des Maritimes, les sociétés de services publics et les groupes de recherche doivent coordonner leurs efforts pour étudier et surmonter les obstacles à la production à grande échelle d'électricité à partir des marées de la baie de Fundy.
 6. Réaction coordonnée aux problèmes environnementaux - Beaucoup de problèmes environnementaux sont de nature régionale en raison de l'interdépendance des industries pétrolière et de production d'électricité ainsi que de la proximité des provinces. En conséquence, les stratégies d'une province peuvent avoir une incidence sur la région soit en raison du transport des polluants aériens, soit parce que l'énergie produite ou les produits raffinés dans une province peuvent être utilisés dans une autre province. Il est possible d'élaborer des stratégies régionales qui auront des objectifs

écologiques comme la réduction des émissions de SO₂ et des gaz à effet de serre.

7. Accès coopératif aux marchés - Seul le Nouveau-Brunswick a directement accès aux marchés voisins au Canada et aux États-Unis. On pourrait favoriser la mise en valeur des ressources énergétiques locales en créant un mécanisme de coopération qui permettrait à chaque province des Maritimes d'avoir facilement accès aux marchés canadiens et d'exportation. La coopération permettant d'importer librement de l'énergie (comme l'achat au Québec d'hydro-électricité par la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard) pourrait réduire le coût de l'énergie et améliorer l'approvisionnement.
8. Planification régionale des besoins énergétiques en cas d'urgence - Les Maritimes dépendent fortement du pétrole brut, lequel est entièrement importé de l'étranger. La fermeture du pipeline Sarnia-Montréal supprime l'un des principaux moyens de transport du pétrole brut de l'Ouest canadien vers les Maritimes en cas de perturbation de l'approvisionnement international. En raison de la nature régionale de ce problème, une démarche de planification régionale présente des avantages patents, y compris une position plus forte face au gouvernement fédéral. La création d'une réserve tactique de pétrole brut dans la région pourrait également améliorer la pérennité de l'approvisionnement. Tout plan d'intervention efficace doit exiger une étroite collaboration entre les provinces en raison de la nature régionale de l'industrie du raffinage et de la distribution des produits pétroliers.

Rendement énergétique et conservation de l'énergie

1. Transports - L'abandon des voies ferroviaires dans l'est du Canada a engendré la nécessité permanente d'une hausse du rendement énergétique du transport par camions. Un engagement permanent d'appuyer les camionneurs permettra de faire les progrès nécessaires. Il est également possible d'élaborer ensemble des programmes parallèles pour les autobus et les navires de pêche.
2. Habitation - Les logements résidentiels continuent de consommer une part importante de l'énergie de la région. Une amélioration permanente des maisons peut réduire considérablement la demande d'énergie. Il est possible de coordonner un programme R-2000 dans la région pour améliorer l'isolation des maisons. On peut évaluer la mise en oeuvre par le truchement d'une association régionale de construction de logements. On peut utiliser une démarche semblable pour mettre au point le concept de la «maison supérieure».

3. Normes de construction - Les normes de qualité des bâtiments, comme le Code national du bâtiment, ne sont appliquées que dans certaines municipalités. L'adoption de normes communes de rendement énergétique pourrait améliorer la qualité des bâtiments dans la région, notamment si elles sont incorporées aux codes du bâtiment en vigueur dans la région.
4. Législation sur le rendement énergétique des appareils ménagers - On met en oeuvre des normes de rendement énergétique des appareils ménagers presque partout en Amérique du Nord afin de réduire la consommation inutile d'énergie. La région a besoin de normes pour veiller à ce que le rendement énergétique soit amélioré et pour éviter que des produits de qualité inférieure soient vendus sur les marchés régionaux. Il est possible de promulguer des lois et des règlements communs.
5. Programmes commerciaux et industriels - On a mis en oeuvre par le passé divers programmes de conception, de vérification et de remise en état des installations commerciales et industrielles. Il est possible d'échanger des renseignements et d'élaborer des programmes communs à l'intention des consommateurs non résidentiels d'énergie.

Recherche et développement

1. Recherche et développement en matière d'énergie - Les besoins de la recherche et du développement de la région sont parallèles aux besoins énergétiques communs. Une coopération serait avantageuse dans certains domaines importants comme les techniques du rendement énergétique, les carburants de substitution pour le transport et l'utilisation de la biomasse.
2. Centre d'excellence - Les efforts déployés font que la région joue un rôle de premier plan en matière de techniques liées au charbon. Il est possible de coopérer afin d'encourager le gouvernement fédéral à appuyer les projets de démonstration du charbon et à créer dans la région un «centre d'excellence» pour la recherche et le développement en matière de charbon.

Information et éducation

1. Publications régionales, démonstrations et transfert technologique - Les ministères régionaux de l'énergie publient chacun une gamme de documents destinés aux consommateurs d'énergie. De plus, ils participent tous dans une certaine mesure aux démonstrations de techniques énergétiques et à une gamme d'activités liées au transfert technologique. On pourrait économiser des fonds en collaborant.

2. Surveillance des marchés de produits pétroliers - La surveillance à l'échelle régionale des marchés de produits pétroliers imposerait un échange officiel et régulier de renseignements sur les tarifs, les ventes, la structure des marchés et d'autres événements industriels. En se dirigeant vers une déréglementation des marchés pétroliers en Nouvelle-Écosse, cet échange contribuerait beaucoup à déterminer si un marché déréglementé se comporte comme prévu.
3. Services gratuits coordonnés - Chacune des provinces offre ou prévoit des services gratuits en matière d'énergie. En coordonnant ces services, on pourrait accroître plus efficacement leur diversité.

RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES FORÊTS

Mise en oeuvre de la stratégie nationale sur les forêts
"Durabilité des forêts: un engagement canadien" du point de vue du
Conseil canadien des ministres des forêts

Groupe de travail sur la mise en oeuvre de la
stratégie nationale sur les forêts

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 14 octobre 1992

Mise en oeuvre de la
stratégie nationale sur les forêts
"Durabilité des forêts: un engagement canadien"
du point de vue du
Conseil canadien des ministres des forêts

Proposition préparée par le
Groupe de travail sur la mise en oeuvre
de la stratégie nationale sur les forêts

(Traduction non-révisée)

Le 1er octobre 1992

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Sommaire	i
Objet	1
But	1
Fond de la question	1
Questions pour discussion et décision	2
1. Mise en oeuvre	3
2. Examen annuel et évaluation	5
3. Communications	9
4. Structure de coordination de la mise en oeuvre	10
5. Financement	11
Conclusion	12
Annexes :	
- Modèle de plan d'action	I
- Responsabilité pour les engagements	II
- Plan d'action - le CCMF en tant que mandataire	III
- Spécificité des engagements	IV
- Proposition de coalition dirigée par l'AFC et l'IFC aux fins du contrôle et de la révision (13 avril 1992)	V
- Structure des communicationsVI
- Coalition pour la stratégie nationale sur les forêts - membres proposés	VII
- Formule de partage des coûts du CCMF	VIII
- Estimé du financement requis pour la mise en oeuvre de la proposition	IX

(i)

SOMMAIRE

En sa qualité de mandataire, le CCMF a pris les engagements suivants :

- les membres du CCMF à titre collectif, et aussi à titre individuel comme ministres, dresseront des plans d'action et inciteront d'autres intervenants à en faire autant; et
- le CCMF évaluera les progrès tous les ans et prévoira une évaluation indépendante des activités à mi-chemin et au terme du projet. Ces deux dernières évaluations seront effectuées par un organisme tiers indépendant et les résultats seront rendus publics.

Le CCMF a également pris des engagements précis à l'égard des éléments suivants :

- . 1.7 un système d'information national sur l'état de la biodiversité forestière;
- . 3.4 un plan d'amélioration de la base nationale d'information sur les forêts;
- . 4.7b) un atelier national sur les approvisionnements durables en bois; et
- . 6.5 la faisabilité d'un régime d'agrément des travailleurs de la sylviculture et de la forêt.

Le Groupe de travail recommande en outre que collectivement le CCMF s'intéresse aux aspects suivants :

- . 1.6 des définitions pratiques de la biodiversité;
- . 3.5 un jeu d'indicateurs nationaux; et
- . 4.7a) l'évaluation des possibilités en matière d'approvisionnement en bois.

Afin d'aider le CCMF à s'acquitter de ses responsabilités de mandataire, le groupe de travail a proposé de constituer une **Coalition pour la stratégie nationale sur les forêts (CSNF)** qui regrouperait les signataires de l'Accord canadien sur les forêts. Cette coalition conseillerait le CCMF et s'occuperait des éléments de mise en oeuvre, de révision annuelle, d'évaluation et de communication de la stratégie.

Sa première tâche consiste à produire, pour distribution, un document relatif à la mise en oeuvre. Le document en question devra comporter les instruments suivants :

- . un modèle de plan d'action;
- . un plan d'action global du CCMF en tant que mandataire;
- . les grandes lignes des responsabilités primaires et des obligations de participation pour chaque engagement; et
- . un tableau comportant un ou deux critères/indicateurs d'évaluation pour chaque engagement.

La CSNF procéderait à une **révision annuelle** et publierait un rapport annuel sur la stratégie nationale pour les forêts.

La CSNF déterminerait la **marche à suivre** pour évaluer la stratégie à mi-chemin et en bout de ligne. Cette formule viserait essentiellement à mesurer le degré de succès et de pertinence. Elle laisserait aux autorités qui se chargeraient de la mise en oeuvre la tâche d'évaluer la rentabilité. C'est également à ces autorités qu'incomberaient les fonctions de planification, de révision et d'évaluation des plans d'action précis.

(ii)

On propose également une **structure de communications** qui est le premier volet d'une démarche en deux étapes, le deuxième étant les plans de communication distincts. Il a également été recommandé

- . de fixer des objectifs en matière de communication et de déterminer les messages;
- . de distribuer le document de mise en oeuvre proposé;
- . de produire une trousse à l'intention des conférenciers;
- . de lancer une campagne de relations avec les médias dans le contexte de la présentation des rapports annuels;
- . de rendre public le rapport annuel relatif à la stratégie nationale sur les forêts et de veiller à ce qu'il soit par la suite diffusé par le truchement des médias; et
- . de rendre publics et de distribuer les rapports d'évaluation.

De concert avec des représentants d'organisations non gouvernementales, le CCFC s'occuperait des différents points susmentionnés en collaboration étroite avec la CSNF.

Le groupe de travail recommande que la CSNF poursuive ses activités en veillant à **établir une coordination avec d'autres interventions connexes**, notamment en ce qui a trait à l'image internationale, aux projets dans le cadre de la CNUED et aux initiatives en vue d'assurer la prospérité.

On a évalué à 1 110 000 dollars la somme requise pour mettre en oeuvre la proposition. La majeure partie des frais serait absorbée par le CCMF, mais il est recommandé de faire appel à la générosité d'intervenants non gouvernementaux.

Le CCMF et les Canadiens devraient retirer **les avantages** suivants de cette démarche :

- . la coordination d'un dialogue ouvert, positif et productif amorcé au moment de la formulation de la stratégie;
- . une meilleure coordination des activités et des résultats orientés dans le sens des objectifs à moyen et long terme de la stratégie;
- . des économies et une efficacité accrues découlant des nouvelles associations recherchées; et
- . une crédibilité élargie.

A. OBJET

Proposition relative aux modalités de mise en oeuvre de la Stratégie nationale sur les forêts baptisée «Durabilité des forêts : un engagement canadien» du point de vue du Conseil des ministres des forêts.

B. BUT

Chercher à obtenir l'opinion et des instructions du Conseil canadien des ministres des forêts lorsque ces derniers tiendront leur réunion annuelle à Saskatoon du 13 au 15 octobre 1992.

C. FOND DE LA QUESTION

Les consultations exhaustives que le CCMF a effectuées auprès d'un large éventail de citoyens canadiens depuis novembre 1990 ont produit des résultats très positifs et productifs. Ces résultats ont pris la forme de la stratégie quinquennale intitulée Durabilité des forêts : un engagement canadien et de l'Accord canadien sur les forêts. Ces deux instruments énoncent en termes généraux les mesures qui s'imposent pour atteindre notre objectif primordial -- des forêts durables à l'échelle du pays. Abstraction faite du rôle du CCMF et de ses membres en tant que chefs de file, mandataires, catalyseurs et principaux intervenants, cette stratégie appartient à tous les Canadiens et, pour cette raison, ils ont tous une responsabilité à cet égard.

L'objectif de la stratégie nationale sur les forêts est tiré de l'Accord canadien sur les forêts et il consiste à entretenir et à améliorer à long terme la santé des écosystèmes forestiers au bénéfice de tous les être vivants, autant au niveau national qu'international, tout en assurant à la génération actuelle et aux générations futures de bonnes perspectives environnementales, économiques, sociales et culturelles.

Neuf orientations stratégiques sont mises en relief et chacune comporte au moins un cadre d'intervention assorti d'objectifs connexes. Sous cette rubrique on retrouve des engagements précis dont bon nombre sont susceptibles d'être mis en oeuvre par une multitude d'intervenants dans une optique individuelle ou collective.

Les Canadiens, et tout particulièrement ceux qui ont participé à l'élaboration de la stratégie et qui en sont signataires, s'attendent d'être invités à participer à la planification, à la mise en oeuvre, au contrôle et à l'évaluation de la stratégie et des éléments. Ils comptent en outre obtenir des résultats concrets et mesurables.

Des associations nouvelles ou améliorées sont nécessaires de manière à faire participer le public à la prise de décisions. Simultanément, il faudra stimuler la participation financière des partenaires à des projets précis.

Notre tâche consiste maintenant relever les défis que posent la mise en oeuvre de la stratégie et la transformation des engagements en gestes concrets. Des projets analogues auxquels tous les Canadiens participeront doivent être conçus dans l'ensemble du pays. Il faudra également les mettre en oeuvre, en faire l'objet de rapports et les faire ressortir. Par ailleurs, tous ces projets doivent poursuivre convenablement l'objectif de la stratégie qui consiste à favoriser la durabilité des forêts dans l'ensemble du pays.

Le CCMF est mandataire de la stratégie. Il a joué un rôle de premier plan et devra continuer de le faire.

Les ministres ont pris l'engagement

- 1) à titre collectif, et aussi à titre individuel, de dresser leurs propres plan d'action et d'inciter les autres intervenants à en faire autant;
- 2) d'évaluer les progrès aux réunions annuelles du CCMF; et
- 3) de confier à un tiers le soin d'effectuer une évaluation formelle à caractère public à mi-chemin et de nouveau dans cinq ans et de rendre publics les résultats des évaluations en question.

Un délai de cinq ans est prévu par la stratégie pour faire des engagements une réalité et il sera important d'harmoniser les activités et de gérer de manière cohérente la stratégie dans son ensemble. La formule de planification, de mise en oeuvre, de communication, de contrôle et d'évaluation doit donc être axée sur la coordination et non sur la centralisation.

La stratégie et le projet qui fait suite à la CNUED (Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement) ne sont que deux éléments d'une série d'interventions très semblables et connexes qui visent le même objectif -- des forêts durables dans l'ensemble du pays. Il est fondamental, aux stades de planification, de mise oeuvre et de production de rapports, de veiller à ce que les projets soient coordonnés, sinon intégrés, et qu'à tout le moins ils se complètent. Les interventions relatives à l'image du Canada et à la prospérité vont dans le même sens.

Un comité fédéral-provincial extraordinaire a discuté de la mise en oeuvre de la stratégie en juin 1992. Il a fait circuler un document de travail traitant de cet aspect à la réunion des sous-ministres du CCMF qui a eu lieu à Waskesiu (Saskatchewan) le 14 juin 1992.

Les sous-ministres en question ont donné comme instruction que soit mis sur pied un groupe de travail spécial composé de représentants du gouvernement fédéral, des provinces et d'organisations non gouvernementales et que ce groupe de travail soit chargé de formuler, en vue de la réunion annuelle du CCMF, une proposition concernant la mise en oeuvre de la Stratégie nationale sur les forêts. Le rapport du groupe de travail prend la forme de la présente proposition et ce groupe mettra un terme à ses activités à la fin de la réunion annuelle du CCMF en 1992.

D. QUESTIONS POUR DISCUSSION ET DÉCISION

Afin d'aider le CCMF à accomplir les tâches énoncées à la partie précédente et de faire en sorte que la stratégie soit mise en oeuvre, contrôlée, évaluée et présentée uniformément au pays et à l'étranger, il importe de se pencher le plus rapidement possible sur les aspects suivants :

1. la mise en oeuvre (les plans d'action individuels et collectifs);
2. l'examen annuel et l'évaluation;
3. les communications;
4. la structure de coordination de la mise en oeuvre; et
5. le financement.

1. MISE EN OEUVRE

Il s'agit de déterminer le degré de coordination et d'aide requis pour réussir à mettre en oeuvre la stratégie.

Plans d'action :

La planification, la mise en oeuvre, le contrôle, l'évaluation et la mise en valeur de la stratégie ou de ses éléments font nécessairement appel à des interventions aux trois niveaux suivants : individuel, collectif et stratégique. Il est par ailleurs capital de prendre des mesures en ce sens dès le départ, c'est-à-dire au stade d'élaboration des plans d'action.

Sur le plan individuel, le CCMF, les ministres qui en font partie, les autres organisations gouvernementales et non gouvernementales ainsi que les individus doivent veiller à respecter leurs engagements précis. Il leur incombe de définir, élaborer et mettre en oeuvre des plans d'action, de conclure, au besoin, des alliances avec leurs commettants, de produire des rapports faisant état des résultats, d'encourager les autres et de coordonner leurs efforts. Chaque intervenant doit décider jusqu'où il veut aller, quels engagements sont prioritaires, et quel accent il veut mettre sur la participation et la motivation des autres ou la coordination des efforts avec eux à l'intérieur de son administration ou de son secteur de responsabilité.

Par exemple, en tant qu'entité, le CCMF doit donner suite aux engagements qui lui sont propres, soit ceux qui se trouvent aux points 1.7, 3.4, 4.7b) et 6.5. Les chefs de file responsables des différentes tâches, par exemple le comité directeur du programme de base de données nationale sur les forêts ou tout autre comité spécial qui pourrait être créé, doivent produire des plans d'action et les soumettre au CCMF pour approbation.

Il est possible que, dans certains cas, les membres de différentes organisations manifestent le désir d'assumer collectivement certains engagements. La décision de procéder ainsi pourrait découler d'une volonté d'obtenir des résultats homogènes, d'éviter le double emploi, d'améliorer les résultats, de favoriser la rentabilité, et d'assurer le succès et l'efficacité. Après analyse et mise en application de ce critère, il est recommandé que le CCMF assume en outre collectivement les engagements 1.6 et 3.5 et que les sous-ministres du CCMF soient chargés d'élaborer des propositions à l'intention du Conseil.

Par ailleurs, la stratégie comporte de nombreux engagements qui exigeront des ressources, des efforts de conception et un investissement de temps considérables si l'on veut les assumer convenablement et déboucher sur le succès. Parmi les instruments collectifs qui ont réussi à s'adapter à l'évolution des circonstances et des besoins sur une certaine période de temps, on retrouve les ententes fédérales-provinciales sur la mise en valeur des ressources forestières (EMVRF). Il est recommandé d'envisager la possibilité d'avoir recours aux EMVRF ou à des instruments analogues pour respecter certains engagements prévus par la stratégie. L'on devrait en outre examiner l'avantage qu'il y aurait à étendre les accords ou certains de leurs éléments à au moins une troisième partie.

Surgiront sans doute également des cas où, par exemple, les responsabilités incombent à l'ensemble des gouvernements, alors qu'elles se prêteraient à un morcellement des éléments qui ont trait au rôle de chef de file ou à la tâche d'agir. Par exemple, un ou deux gouvernements pourrai(en)t s'occuper d'un engagement quelconque au nom de tous. Toutefois, le groupe de travail n'a mis en relief aucun engagement de la sorte à l'intention du CCMF.

Sur le plan stratégique, en sa qualité de mandataire le CCMF doit assumer ses engagements. Pour cette raison, il doit faire rapport sur la progression de la mise en oeuvre de la stratégie dans son ensemble. Il est d'ailleurs souhaitable qu'il le fasse dès le départ en veillant à assurer un certain degré d'uniformité grâce aux précisions qui seront apportées au sujet des engagements, de la planification et de la mise en oeuvre dans toutes les administrations. Il facilitera en outre la présentation de rapports et l'évaluation. Il est recommandé diverses mesures à caractère général que le CCMF serait en mesure de prendre pour aider tous les participants à évoluer harmonieusement vers la réalisation des objectifs de la stratégie. C'est essentiellement ce que propose le groupe de travail.

On recommande un modèle de plan d'action dont tous pourraient se servir dans les grandes lignes suivant la forme qui lui est donnée à l'annexe I. Les détails sont laissés à la discrétion de chaque individu, groupe ou administration qui décide de l'utiliser. Il importe toutefois de se rappeler que la définition du produit, la limpidité des critères et les indicateurs auront des répercussions majeurs sur le succès de la mise en oeuvre, et les fonctions de coordination, de révision et de présentation de rapports relatifs à la stratégie.

Au moment de l'élaboration des plans d'action, il faudra repérer le plus rapidement possible les liens avec d'autres engagements dans le cadre de la stratégie ainsi qu'avec des initiatives extérieures connexes. Cette façon de procéder contribuera à accroître la sensibilisation, à établir des communications satisfaisantes au besoin, à réduire les chevauchements, et à assurer le transfert de données pertinentes en temps opportun.

Il capital qu'en leur qualité de mandataires, le CCMF et ses membres produisent des plans d'action et encouragent les autres à produire et à mettre en oeuvre des plans d'action ainsi qu'à présenter des rapports sur ces derniers. Par exemple, le ministère des Richesses naturelles a constitué une équipe de création dans le contexte de la stratégie nationale sur les forêts. Cette équipe est représentative des divers groupes qui oeuvrent dans le secteur des forêts en Ontario et des chefs de file ont été choisis pour chacune des neuf orientations stratégiques. L'équipe élabore des plans d'action largement inspirés du modèle proposé dans le présent document et ces plans seront fusionnés pour devenir le plan d'action de l'Ontario. Il est recommandé que tous les autres membres du CCMF et ce dernier proprement dit ainsi que chacun des autres signataires de l'accord songent, le cas échéant, à imiter la solution retenue par l'Ontario pour son équipe de création et que chacun l'applique à l'intérieur de son administration ou de son organisation.

Une formule type destinée à préciser les responsabilités primaires et les responsabilités de participation que comporte la stratégie à l'égard de chacun des engagements est présentée à l'annexe II et il est recommandé de l'adopter. Elle s'avérera sûrement utile aux fins de la création d'équipes et de la mise en oeuvre des plans d'action.

Il est recommandé au CCMF, en sa qualité de mandataire, d'adopter le plan d'action global qui se trouve à l'annexe III. Un plan de ce genre doit également être mis à la disposition des principaux participants/partenaires de la stratégie afin qu'ils puissent s'en servir pour planifier leurs activités (p. ex., en y inscrivant la date à laquelle les plans d'action seront prêts, la date limite pour la présentation du rapport d'étape annuel, l'évaluation à mi-chemin, l'évaluation finale, etc.).

Les instruments susmentionnés peuvent être utiles aux individus, aux organisations et aux administrations. Il est recommandé de les incorporer à une trousse de mise en oeuvre de laquelle feront également partie les diverses autres annexes du présent document. Il est en outre recommandé que la trousse en question soit distribuée par le CCMF afin d'aider les participants à organiser, selon des modalités analogues, la planification, la mise en oeuvre et la présentation des résultats. Il faudra encore améliorer ces outils généraux avant de les distribuer sur une grande échelle à l'intérieur d'une trousse. Ces instruments ne sont aucunement destinés à centraliser l'information ou la prise de décisions. Il ont plutôt pour objet d'uniformiser la démarche, de favoriser l'efficacité et d'améliorer les chances de succès au cours des prochaines années.

2. EXAMEN ANNUEL ET ÉVALUATION

En tant que mandataire, le CCMF a pris l'engagement de revoir les progrès à ses réunions annuelles et d'effectuer d'autres examens (évaluations) à mi-chemin puis dans cinq ans. Ces deux dernières évaluations auront un caractère public et seront confiées à un tiers indépendant. Les résultats seront rendus publics.

Le contrôle et l'évaluation de la stratégie doivent se faire sur trois plans : celui des plans d'action mis en oeuvre par des individus; celui des plans d'action des organisations ou des administrations, par exemple le gouvernement de l'Ontario, l'ACPPP, CWH, le gouvernement fédéral, etc.; et, finalement celui de la stratégie en général, compte tenu de ses objectifs, de ses orientations et de ses engagements.

Or, le contrôle et l'évaluation sur ces différents plans, et surtout les deux derniers, ne saurait être convenable sans une harmonisation de la démarche et une coordination dans le sens proposé à la partie précédente relative à la mise en oeuvre. En l'absence de formules générales de conception, de mise en oeuvre et de rapport pour les plans d'action au niveau des engagements précis, il serait difficile d'évaluer et de contrôler les plans d'action au niveau de l'administration ou de l'organisation et encore plus au niveau de l'ensemble de la stratégie, de son orientation et de ses objectifs. Il deviendrait en outre malaisé de rattacher les engagements aux objectifs, aux orientations et à l'objet de la stratégie.

Eu égard aux engagements pris, à la volonté de voir leur exécution couronnée de succès à tous les niveaux, et au besoin de prendre des mesures en ce sens et d'apporter les corrections requises tout au long du processus, nous proposons un cadre général pour les éléments suivants :

- l'évaluation annuelle par le CCMF; et
- les évaluations à mi-chemin et à la fin.

Les paramètres de contrôle et d'évaluation pour la nouvelle stratégie revêtent une importance fondamentale pour divers motifs et à plus forte raison s'ils sont formulés au stade initial de la conception et de la mise en oeuvre.

Ils permettront aux responsables de la mise en oeuvre ou de sa coordination d'aborder les questions relatives à l'objet et aux résultats attendus ainsi que de mieux mettre en relief l'orientation de la stratégie. Par le truchement de mécanismes de réaction précis, ces paramètres contribueront à faire en sorte que demeure valable l'attribution des responsabilités en ce qui a trait à l'orientation de la stratégie et à son déploiement. Le cadre fixera en outre des critères pour évaluer régulièrement le lien entre les résultats et les attentes. Il contribuera en outre à favoriser une efficacité optimale, à éviter les chevauchements, à rendre possibles des économies et à démontrer qu'au Canada, tant dans les administrations que dans les organisations, le développement forestier durable est organisé et bien coordonné et que les mesures prises en ce sens sont convenables.

La gestion de la stratégie sera axée sur les résultats globaux. Cette formule prévoit des consultations complètes avec les représentants gouvernementaux et non gouvernementaux responsables de la conception et de l'exécution des engagements à tous les niveaux afin de garantir la pertinence des données recueillies. Ces dernières seront utilisées pour effectuer la gestion permanente de la stratégie, évaluer les résultats et assurer la pertinence et l'efficacité de la stratégie. Des garanties supplémentaires que l'équipe de gestion détermine les attentes à l'égard des résultats et fixe des critères d'évaluation convenables contribueront à améliorer tant les évaluations qui doivent avoir lieu que les conclusions qui s'y trouveront.

(i) Examen annuel

Il est proposé qu'aux réunions annuelles du CCMF :

- a. la présidence du CCMF présente un rapport général sur les réalisations et les plans précis du Conseil;
- b. les ministres du CCMF fassent état des réalisations et des plans dans leurs administrations respectives, p.ex., le plan d'action de l'Ontario (table ronde);
- c. les présidents de comités du CCMF responsables de la mise en oeuvre de plans d'action spécifiques (p. ex., le programme de base de données nationale sur les forêts) fournissent de plus amples détails dans leurs rapports annuels; et
- d. le rapport annuel sur la Stratégie nationale sur les forêts, qui prendra la forme d'un court exposé à caractère public sur les progrès de la stratégie, soit produit sous l'égide du CCMF. Ce rapport mettra en relief les principales réalisations au chapitre de l'exécution des engagements telles que signalées par les signataires de l'Accord canadien sur les forêts et d'autres organisations ou individus. La portée du rapport déborderait les seules réalisations du CCMF en raison de la multitude d'intervenants concernés par la stratégie.

Un rapport traiterai brièvement des principaux engagements respectés entièrement, en partie ou pas du tout. Il n'y aurait aucune analyse et aucun rapport sur la pertinence, la rentabilité ou les incidences. La cueillette de données serait simplifiée puisqu'elle se ferait par voie de lettres.

Le dernier élément est fortement recommandé. La production et la publication pourraient être confiées à un groupe de représentants gouvernementaux et non gouvernementaux qui relèverait du CCMF comme il est recommandé à la partie 4 intitulée «Structure de coordination de la mise en oeuvre». En 1992, il est recommandé que le rapport en question prenne la forme d'un communiqué succinct que le président du CCMF rendrait public peu après la réunion annuelle du CCMF en octobre 1992. On y annoncerait la création de la coalition proposée en vue de la stratégie nationale sur les forêts (partie 4) et peut-être même le nom de son président. Il serait également fait état des progrès accomplis par le CCMF en qualité de mandataire.

Le rapport en question ferait la preuve qu'il existe une volonté de garder la formule d'ouverture retenue pour produire la stratégie. Il est en outre recommandé que le rapport soit incorporé à diverses publications, notamment le rapport fédéral sur l'état des forêts, Forestry Chronicle, McLean et l'Actualité.

(ii) Évaluation

Le CCMF a accepté qu'une évaluation soit effectuée par un tiers indépendant après 2,5 ans (août 1994) et après 5 ans (mars 1997) et que les résultats soient rendus publics.

Ces évaluations comporteront deux étapes :

- Phase 1. l'établissement de données de base et de méthodes d'évaluation acceptables, claires et simples; et
- Phase 2. l'exécution d'évaluations dans 2,5 ans puis au bout de 5 ans.

Il sera plus facile de passer à travers ces deux étapes si tous et tous les niveaux ont effectué une conception et une gestion convenables des plans d'action et si en plus ils ont présenté les rapports qui s'imposent à la réunion annuelle du CCMF.

Essentiellement, les évaluations doivent être amorcées à deux niveaux : celui des plans d'action des individus ou des organisations et celui de la stratégie proprement dite, soit ses objectifs à moyen et à long terme et les engagements généraux. Il faudra en outre se pencher sur les questions relatives à la pertinence, au succès et à l'efficacité.

Au niveau des plans d'action spécifiques, les examens et les évaluations sont la responsabilité de ceux qui se chargent de la mise en oeuvre et il est fortement recommandé qu'il aient lieu au moment de la mise en oeuvre en évitant toutefois d'imposer au niveau du CCMF un système centralisé de cueillette de données et de présentation de rapports. Des administrations ou des organisations précises pourraient toutefois décider de se doter de systèmes centralisés pour faciliter la gestion globale de leur plan d'action et elles sont libres de le faire. Quant à elle, l'évaluation du degré de succès, de pertinence et d'efficacité sera faite au niveau des plans d'action spécifiques.

L'évaluation de la stratégie proprement dite incombe au CCMF et il est recommandé qu'en tant que mandataire, ce dernier se contente de mesurer le succès et la pertinence en laissant de côté l'évaluation et les détails relatifs à la rentabilité, eu égard aux difficultés que posent la quantification, le volume et le cumul. Ce genre de démarche est plus logique et il entraîne moins de frais et de comparaisons superflues. Il serait plus sage de consacrer des ressources financières à l'évaluation de la pertinence, des résultats et des réalisations en fonction des objectifs à moyen et à long terme de la stratégie de même qu'à celle des incidences, et de mettre au point une autre stratégie en vue de régler les nouveaux problèmes qui se manifestent. Au cours de l'évaluation à mi-chemin ou après cette dernière et jusqu'à l'évaluation finale, la CSNF ou un de ses comités pourrait commencer à réfléchir de son côté à l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale sur les forêts (1997).

L'ambiguïté de certains engagements, les difficultés qui en résultent au chapitre de l'évaluation des répercussions des plans d'action, surtout en ce qui a trait à la stratégie, et finalement la volonté de veiller à ce que les interventions aient les résultats escomptés justifient une autre recommandation. Il est par conséquent recommandé qu'au début de l'exercice, la coalition proposée aux fins de la stratégie nationale sur les forêts remplisse, avec le concours de représentants des principaux gestionnaires concernés, le tableau «spécificité des engagements» (annexe IV). Le tableau précisera dans quelle mesure les engagements sont clairs et proposera un ou deux critères ou indicateurs pour clarifier les engagements et faciliter l'évaluation des progrès et la présentation de rapports à ce sujet.

Le tableau révisé serait ajouté à la trousse de mise en oeuvre à être distribuée aux gestionnaires concernés. Ces précisions supplémentaires faciliteraient la planification, la mise en oeuvre, l'évaluation et des interventions concrètes allant dans le sens des objectifs à moyen et à long terme. Elles confirmeraient en outre la volonté de maintenir un dialogue positif analogue à celui auquel l'élaboration de la stratégie a donné lieu.

Comme on peut le voir dans le modèle de plan d'action, il faudrait décrire à la fois «ce qui a été fait à date» et le produit final concret à livrer, sous la rubrique «définition du produit». Il est proposé que le moment «à date» ou la date de base soit le mois de mars 1992 parce que c'est au cours du mois en question que la stratégie a reçu sa forme finale et que l'accord a été signé. Cet instrument facilitera l'évaluation des progrès, à plus forte raison si on établit des critères/indicateurs (annexe IV) et si on les incorpore à la formule.

Le 13 avril 1992, une coalition dirigée par l'AFC et l'IFC a soumis au CCMF une proposition voulant qu'elle-même ou la table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) se charge, au nom du CCMF, de contrôler et de revoir les éléments de la stratégie nationale sur les forêts. La TRNEE a fait savoir depuis qu'elle n'est pas prête à assumer cette tâche, mais l'offre de la coalition demeure. Une copie de cette proposition constitue l'annexe V. Ses avantages sont les suivants :

- . la présence d'un échantillon représentatif des divers groupes d'intérêt au sein de la coalition;
- . l'objectivité et la crédibilité de la coalition;
- . le maintien du dialogue positif et productif et de l'élément de participation publique obtenus lors de l'élaboration de la stratégie et de l'accord;
- . sa substitution à la direction du CCMF et aux comités directeurs qui ont formulé la stratégie;
- . la facilité avec laquelle on peut élargir le mandat de la coalition pour ne plus le limiter aux fonctions de contrôle et de révision de la stratégie, mais plutôt l'étendre à tous les aspects de sa mise en oeuvre;
- . la mesure dans laquelle cette solution peut permettre au CCMF de s'acquitter de ses responsabilités de mandataire tout en donnant à ses membres la possibilité de devenir des membres actifs de la coalition;
- . l'autonomie optimale du groupe et la prise en considération entière du fait que ses membres doivent également rendre compte de leurs engagements; et
- . la possibilité d'obtenir des apports sous forme de temps consacré, de connaissances spécialisées et de ressources.

Certains inconvénients :

- . le risque d'un transfert partiel du rôle de mandataire du CCMF à la coalition;
- . la proposition n'a trait qu'au contrôle et à l'évaluation;
- . la proposition ne fait pas mention de l'examen annuel des progrès accomplis; et
- . les expressions «examen», «contrôle» et «vérification» sont employées sans faire de distinction.

Il est recommandé que la coalition soient élargie à tous les signataires, qu'elle relève du CCMF et que son mandat soit étendu à tous les aspects de la mise en oeuvre de la stratégie.

Il est recommandé que, par le truchement de la Coalition pour la stratégie nationale sur les forêts (CSNF), le CCMF confie à contrat l'exécution des phases 1 et 2 de l'évaluation conformément à la proposition qui se trouve à la partie 4. Le comité directeur proposé pour la CSNF s'occupera de gérer ces contrats. La mission consisterait à se pencher sur l'évaluation de l'ensemble de la stratégie. L'entrepreneur devra consulter tous les principaux responsables de la mise en oeuvre. Il est également proposé que les produits, soit la formule retenue, les données et les méthodes, reçoivent une large diffusion et que les diverses administrations ou organisations soient laissées libre d'utiliser la trousse de mise en oeuvre proposée (section 1) pour planifier, contrôler et évaluer leurs propres plans d'action.

Il est recommandé qu'avant de faire appel à un quelconque entrepreneur, la CSNF élabore la trousse de mise en oeuvre proposée, définisse les critères et les indicateurs, clarifie les engagements et détermine les modalités des évaluations qui doivent avoir lieu à mi-chemin et à l'issue de la démarche. Le document qui sera produit pourrait nous permettre d'éviter d'avoir recours à un entrepreneur pour la phase 1 et donc nous faire réaliser des économies. Par ailleurs, en ce qui a trait à la phase 2, la coalition serait en mesure d'effectuer une bonne partie du travail préparatoire en accumulant les données requises pour les évaluations. Par la suite, il ne serait nécessaire de retenir les services d'un entrepreneur que pour réunir les différents éléments, combler les lacunes, procéder à des analyses et rédiger le rapport final, ce qui se traduirait par d'autres économies.

3. COMMUNICATIONS

Des mesures sont en cours pour assurer la diffusion de la stratégie et de l'accord. Près de 17 000 copies françaises et anglaises de l'accord, de la stratégie et d'une brochure connexe ont été distribuées au Canada et à l'étranger. De plus, l'accord et la brochure ont été traduits et distribués en espagnol, en portugais, en allemand et en japonais.

Une prochaine étape qui prendrait la forme de la conception de plans de communication serait utile si elle avait lieu à deux niveaux, soit le niveau national et celui des administrations/organisations/individus. L'objet visé à l'échelle national consisterait à cerner les cibles, à formuler des objectifs et des messages communs à caractère général, à choisir les instruments de communication dont se serviront les porte-parole, et à surveiller la complémentarité et la cohérence. La responsabilité de la mise en application au niveau de chaque administration/organisation incomberait à celle-ci, notamment en ce qui a trait aux projets précis du CCMF.

Il importe non seulement que les intervenants qui ont pris des engagements les respectent, mais en outre qu'ils soient perçus comme tels sans restriction aucune. Le caractère visible et ouvert de l'opération de mise en oeuvre favorisera l'élargissement de la crédibilité générale, l'accroissement de la participation, et le respect des engagements. Il facilitera en outre la production d'une stratégie ultérieure et entraînera l'établissement d'engagements beaucoup plus mesurables comme le souhaitent depuis le départ tous les participants à la présente stratégie.

Les mécanismes de communication doivent par conséquent se situer à deux niveaux :

- a. une structure de communications globales à l'échelon national comportant des possibilités d'application sur le plan local;
- b. des modalités spéciales laissées à la discrétion de chaque administration/organisation/individu.

Option a. Il est fortement recommandé de se doter d'une structure de communications globales à l'échelon national. Une structure a donc été conçue à cette fin et elle est présentée à l'annexe VI.

Les cibles repérées sont les suivantes : le grand public, le secteur des forêts (un vaste éventail de groupes d'intérêt consultés dans le contexte de la stratégie), les conseils nationaux regroupant des ministres et d'autres groupes politiques, les médias et le public à l'étranger (en particulier les clients).

Les activités recommandées dans le cadre de la structure de communication sont les suivantes :

- la distribution de la trousse de mise en oeuvre proposées;
- la conception d'une trousse à l'intention de conférenciers invités à des colloques ou à des réunions aux niveaux local, régional et national;
- une campagne de relations avec les médias portant sur les activités rattachées à la présentation de rapports annuels;
- la publication d'un rapport annuel relatif à la stratégie nationale sur les forêts et sa diffusion sur une grande échelle par le truchement de médias à grand rayonnement, par exemple sous la forme d'un encart de quatre pages;
- la publication et la distribution des rapports de l'évaluation effectuée à mi-chemin et à l'issue de la démarche.

Ces mesures font partie d'un plan cadre et n'est que la première étape d'une intervention à deux volets. En guise de deuxième étape, les responsables de la mise en oeuvre seraient chargés de planifier et d'organiser leurs propres activités spécifiques de communication.

Il est recommandé qu'un Comité des communications sur la forêt canadienne (CCFC) élargi à des représentants d'organisations non gouvernementales, soit chargé, de concert avec la Coalition pour la stratégie nationale sur les forêts, de mettre au point les instruments de communications généraux qui sont énumérés plus haut.

Il est capital d'intégrer entièrement la structure des communications à d'autres projets connexes qui se déroulent au niveau national ou international, notamment la démarche relative à l'image internationale, et les interventions dans la foulée de la CMUED ou en vue de la prospérité. Le groupe de travail recommande par conséquent que le CCFC et la CSNF trouvent les formules requises pour lier étroitement ces projets et les autres démarches connexes.

4. STRUCTURE DE COORDINATION DE LA MISE EN OEUVRE

Abstraction faite des interventions individuelles et du recours à des groupes de travail spéciaux relevant du CCMF, il est capital que ce dernier devienne le chef de file d'une action collective visant à réaliser les objectifs et à assurer une mise en oeuvre réussie, efficace, visible et maximale de la stratégie. Les choix sont les suivants :

- . **Que la Coalition pour une stratégie nationale sur les forêts** soit chargée par le CCMF de le conseiller au sujet de différents aspects (plans d'action, communications, contrôle/évaluation, et autres questions spéciales) de la mise en oeuvre globale et de diriger ce processus. Les fonctions d'orientation, d'exploitation et de gestion générales seraient assumées par un comité directeur restreint constitué de quatre ou cinq représentants gouvernementaux et non gouvernementaux.

Les membres du comité proviendraient en grande partie du comité directeur de la Stratégie nationale sur les forêts, du comité exécutif et des parties qui ont ratifié l'accord (la liste de membres proposés se trouve à l'annexe VII). Le comité en question s'inspirerait du projet de coalition dirigée par l'AFC et l'IFC mis de l'avant en avril dernier. En outre, le comité serait autonome, il favoriserait le respect des engagements concernant la participation publique, poursuivrait le dialogue positif amorcé au moment de l'élaboration de la stratégie, traduirait les engagements globaux pris dans le contexte de la stratégie et de l'accord, et inciterait à procéder à la mise en oeuvre et à assumer les responsabilités. Les groupes de travail et les entrepreneurs lui feraient rapport au besoin.

- . **Que des groupes de travail spéciaux du CCMF**, relevant des sous-ministres du Conseil en question, se chargent de mettre au point les plans d'action, les plans de communication et les critères d'évaluation, et qu'ils gèrent et coordonnent l'ensemble du processus. Les membres des groupes de travail en question pourraient notamment provenir de gouvernements ou d'organisations non gouvernementales. Pour l'exécution de leur tâche et selon le sujet à l'étude, ces groupes consulteraient les gouvernements et les organisations non gouvernementales. Ils veilleraient à assumer les fonctions d'exploitation et de gestion associées à la stratégie et à sa mise en oeuvre.

- . **Qu'aucune organisation** ne soit établie et qu'on laisse les choses suivre leur cours.

Il est recommandé de créer une Coalition pour la stratégie nationale sur les forêts (CSNF) et de la faire relever du CCMF.

Le président de la CSNF devra être une personne connue, influente, objective, autonome, acceptée par ses pairs et disponible, et elle ne devra nourrir aucune ambition personnelle mesquine. Il serait en outre souhaitable que cette personne ait été concernée par la stratégie depuis le début. Les candidats auxquels on songe sont les suivants : Rod Carrow, Walter Giles, John Houghton, David Neave et Jean Claude Mercier. Il est recommandé que la CSNF recommande au président du CCMF un candidat pour assumer la fonction de président et que le président du CCMF invite ensuite cette personne à occuper ce poste.

La CSNF doit pouvoir compter sur un secrétariat. Ce dernier aura des caractéristiques analogues aux fonctions du président. Les quatre possibilités sont les suivantes :

- 1) Le secrétariat du CCMF avec l'aide de Forêts Canada à l'instar de ce qu'on a fait au moment de l'élaboration de la stratégie;
- 2) Forêts Canada seulement (partage de frais seulement si le besoin s'en fait sentir);
- 3) partenaire(s) de la CSNF (financement, locaux et gestion à être déterminés par la Coalition); et
- 4) un secrétariat indépendant doté de son personnel, ses bureaux, ses symboles et son budget.

Pour les trois premières options, on ferait largement appel aux ressources actuelles et cette formule serait moins coûteuse que la dernière solution. Par contre, celle-ci serait conçue davantage en fonction de cette tâche précise et elle favoriserait donc un plus grand degré d'autonomie.

Le groupe de travail recommande la troisième possibilité, soit un secrétariat établi et fourni par la CSNF. Les partenaires participent à la décision, les options 1) et 2) demeurent possible, tandis que l'option d'un secrétariat indépendant reste ouverte sans l'obligation de monter un bureau.

5. FINANCEMENT

Quelles que soient les formules retenues, l'injection de ressources financières sera indispensable pour assurer, dans une mesure convenable, la planification, la mise en oeuvre, la révision, la préparation de rapports et l'organisation de campagnes de publicité pour la stratégie, à tous les niveaux, y compris celui du CCMF.

Une évaluation préliminaire des ressources financières établit à 1 110 000 dollars la somme requise pour procéder à la mise en oeuvre de la proposition actuelle jusqu'en mars 1997, abstraction faite des frais permanents absorbés par les partenaires et non imputés aux différents projet. Cette somme est ventilée de la façon suivante : 40 000 dollars en 1992-1993, 225 000 dollars en 1993-1994, 295 000 dollars en 1994-1995, 225 000 dollars en 1995-1996, et 325 000 dollars en 1996-1997. L'annexe IX répartit les frais entre les projets. Il n'y a eu aucun calcul du partage des frais estimatifs entre le CCMF et les partenaires. Ce partage devra faire l'objet de négociations et il pourrait être en espèces ou en nature.

Il est recommandé que les membres du CCMF, sans égard aux frais à l'intérieur des diverses administrations, affectent des ressources financières au projet ou à des éléments de ce dernier en se servant de la formule de partage de frais qu'utilise déjà le CCMF.

Il pourrait être nécessaires, dans certains cas précis, de conclure des ententes de partage de frais avec d'autres intervenants au niveau de la CSNF, notamment en ce qui a trait aux frais du projet, de déplacement, de traitement, d'impression et de distribution.

D. CONCLUSION

Le groupe de travail recommande au CCMF :

1. d'accepter les propositions; et
2. de donner aux sous-ministres du CCMF le mandat d'aider le président de ce dernier à faire en sorte que les structures requises soient mises en place et à ce que les mesures qui s'imposent soient prises.

L'intervention en ce sens reposera sur les principes suivants :

- . la clarté
- . la logique et la faisabilité
- . la possibilité d'éviter les chevauchements
- . la rentabilité
- . la mise en valeur du rôle de mandataire du CCMF
- . le respect des compétences
- . une délimitation claire des rôles et des responsabilités
- . une réponse aux engagements et aux attentes en essayant de les dépasser si possible
- . une intervention concertée pour susciter de la synergie et la réalisation des objectifs à moyen et à long terme de la stratégie
- . des consultations et un dialogue ouverts avec les partenaires
- . une participation financière ou une contribution de la part de tous les partenaires pour faire en sorte que l'association soit valable
- . des rapports publics portant sur les résultats.

Septembre 1992

Modèle de plan d'action

Les composantes suivantes sont proposées:

- titre de l'engagement;
- titre de l'orientation stratégique et objectif auquel il se rapporte;
- description de ce qui a été fait à date (mars 1992);
- définition du produit (définition opérationnelle claire identifiant un produit final concret à livrer, et les échéanciers);
- imputabilité identification de chef de file et partenaires);
- liens avec autres engagements dans la Stratégie et d'autres initiatives s'y rapportant;
- produits à livrer (résultats concrets en ordre chronologique sur la durée de vie du plan d'action avec dates d'échéance identifiées, une identification des maîtres d'oeuvre et un espace pour les variances);
- données de base requises pour le suivi/évaluation (devraient être gardées à un minimum, être génériques et faire partie du plan de suivi/évaluation;
- plan de communications;
- ressources (estimé général des coûts: fonds existants et nouveaux).

Les plans d'action devraient être courts, e.g. 3 pages.

DURABILITÉ DES FORÊTS: UN ENGAGEMENT CANADIEN

PLAN D'ACTION (ébauche)

Engagement:	2.17	Modèles pratiques d'aménagement forestier durable.
Orientation stratégique:	2.0	Intendance des forêts: pratiques d'aménagement forestier.
Objectif:		Encourager l'intendance des forêts et le recours aux meilleures pratiques forestières.
Définition du produit:		<p>D'ici 1994, les membres de la communauté forestière collaboreront à la création de modèles pratiques d'aménagement forestier durable dans les principales régions forestières du Canada. Ces modèles:</p> <ul style="list-style-type: none">- seront axés sur la gestion des écosystèmes forestiers;- seront gérés en fonction d'une gamme complète de valeurs de la forêt;- prévoiront une participation de la population dans un cadre de consultation; et- permettront la démonstration et l'évaluation de nouvelles pratiques forestières plus respectueuses de l'environnement.
Imputabilité:	Chef:	Forêts Canada
	Partenaires:	Gouvernements provinciaux Industrie Habitat faunique du Canada Autochtones Municipalités Autres
Liens:	Autres engagements:	(à faire, e.g. R&D)
	Autres initiatives:	Plan vert fédéral Stratégie fédérale en foresterie autochtone

Horaire de livraison:

Produits à livrer	Imputa- bilité	Date dûs	Date terminés	Commentaires
1. Comité de revue (CR) créé	ForCan	août 91	août 91	
2. Lettres de demande	ForCan	oct. 91	oct. 91	
3. Propositions soumises	CR	déc. 91	fév. 92	Plus de temps à préparé
4. Sites recommandés au ministre fédéral	CR	juin 92	juin 92	
5. Sites annoncés	ForCan	juin 92	juin 92	
6. Ententes signées	ForCan	nov. 92		
7. Forêts modèles établies	Partenaires	1994		

Données de base:

Produits livrés et (n = 10) forêts modèles établies:

- axées sur la gestion des écosystèmes forestiers;
- gérées en fonction d'une gamme complète de valeurs de la forêt;
- participation prévue de la population dans un cadre de consultation; et
- permettant de démontrer et d'évaluer de nouvelles pratiques forestières plus respectueuses de l'environnement.

Communications:

Annonce de sites, signature d'ententes, transfert de technologie extensif, communications au niveau local (visites, tournées, etc..)

Ressources (estimé):

Existantes: - \$
Nouvelles: 54 000 000\$ (+ contributions partenaires)

Total: 54 000 000\$ +

Date: 21 septembre 1992/AHR

LÉGENDE:	X:	RESPONSABILITÉ PRIMAIRE	0:	RESPONSABILITÉ DE PARTICIPATION *	CHEF DE FILE RECOMMANDÉ, SI LIEU
1.	=	Conseil canadien des ministres des forêts	17.	=	Associations professionnelles et techniques
2.	=	Gouvernement fédéral	18.	=	Établissement d'enseignement
3.	=	Gouvernement provincial (2+3+4 = Gouvernements)	19.	=	Organismes autochtones
4.	=	Gouvernement territorial	20.	=	Organismes forestiers autochtones
5.	=	Organismes publics et privés d'aménagement forestier	21.	=	Propriétaires de forêts privées
6.	=	Organismes de recherche forestière	22.	=	Organismes représentant les propriétaires de forêts privées
7.	=	Communauté forestière	23.	=	Public
8.	=	Organismes de recherche	24.	=	Industrie
9.	=	Organismes de recherche et d'intervention en gestion des incendies	25.	=	Travailleurs
10.	=	Groupes ou organismes clés	26.	=	Universités
11.	=	Intervenants appropriés	27.	=	Canada
12.	=	Associations touristiques	28.	=	On (2)
13.	=	Représentants des collectivités	29.	=	Organisations gouvernementales
14.	=	Associations des industries à vocation forestière			
15.	=	Organismes consultatifs de recherche aux niveaux national et régional			
16.	=	Établissements d'enseignement postsecondaire, technique et professionnel			

(1) Tel que cité dans la Stratégie

(2) *Tous ceux qui ont participé à son élaboration (stratégie) ont un rôle à jouer dans son application et son visés par le <nous>...
(p. viii de la Stratégie)

INTENDANCE DES FORÊTS: ENVIRONNEMENT FORESTIER

[illegible]

INTENDANCE DES FORÊTS: PRATIQUES D'AMÉNAGEMENT FORESTIER

Nous rendre plus capables de planifier en fonction d'un large éventail de valeurs de la forêt:

INTENDANCE DES FORÊTS: PRATIQUES D'AMÉNAGEMENT FORESTIER

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

INTENDANCE DES FORÊTS: PRATIQUES D'AMÉNAGEMENT FORESTIER

Atténuer les pertes et protéger nos forêts contre les insectes, les maladies et la concurrence végétale:

INTENDANCE DES FORÊTS: PRATIQUES D'AMÉNAGEMENT FORESTIER

[illegible]

PARTICIPATION DU PUBLIC: ÉLARGISSEMENT DU DIALOGUE

Donner accès à la population à des renseignements faciles à comprendre dans le domaine forestier.

PARTICIPATION DU PUBLIC: ÉLARGISSEMENT DU DIALOGUE

[illegible]

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - RESPONSABILITÉ POUR LES ENGAGEMENTS

(1992.09.21)

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES: UN CADRE EN ÉVOLUTION

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Diversifier les Industries canadiennes de la forêt et mieux faire fructifier le capital forestier:																													
4.1 Identification et promotion de tout l'éventail de perspectives économiques qui s'offrent aux biens et aux services tirés du bois et des autres ressources de la forêt	0	0	0	0																					X				
4.2 Conception et commercialisation de produits de plus grande valeur	X	X	X	X																					X				
4.3 Trouver diverses façons d'encourager les investissements dans la production à valeur ajoutée	X	X	X	X																					X				
4.4 Adopter des politiques et des pratiques visant à accroître les débouchés																			X										
Accroître la quantité, la qualité et la permanence des approvisionnements en ressources forestières:																													
4.5 Intensifier les recherches en vue de tirer des produits des essences sous-exploitées et de tenir compte de la transition vers des «forêts de seconde venue»	X	X	X	X																					X				
4.6 Accroître la capacité d'utiliser du papier recyclé																									X				
4.7(a) Évaluer les possibilités de maintenir et d'accroître les approvisionnements durables en bois	X	X	X	X																					X				
4.7(b) D'ici 1994, parrainer un atelier national où on jugera les résultats et les conséquences	X	X	X	X																					X				

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES: UN CADRE EN ÉVOLUTION

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
4.8 Donner plus d'ampleur à la sylviculture intensive sur les terres affectées à la production de bois commercial dans le respect des principes de l'aménagement forestier durable	X	X	X	X																				X					
Accroître l'utilisation de biens et de services canadiens sur le marché mondial:																													
4.9 Améliorer les programmes de promotion des biens et services de la forêt	X	X	X	X																				X					
4.10 Expansion du tourisme, des circuits écologiques et des loisirs en forêt	X	X	X	X							X																		
4.11 Améliorer l'accès aux marchés	X																												
4.12 Collaborer à la poursuite de pourparlers techniques en vue de l'internationalisation des normes, des codes et des procédures d'homologation de produits	X	X	X	X																				X					
4.13 D'ici 1995, mettre en oeuvre des moyens d'identification et de promotion des produits forestiers canadiens	X	X	X	X																				X					
4.14 Promotion des exportations reposant sur des applications et des services scientifiques et techniques intéressant les ressources naturelles	X	X	X	X																				X					

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES: UN CADRE EN ÉVOLUTION

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Assurer que le Canada acquière et applique les connaissances et les techniques nécessaires à un aménagement forestier durable et rendre nos industries de la forêt plus concurrentielles:																													
5.1 Accroître l'appui à la mise au point de nouveaux produits et procédés forestiers		X	X	X																					X				
5.2 D'ici 1995:		X					O																						
(a) Examiner le financement de la recherche forestière au Canada																													
(b) Trouver des façons d'accroître les investissements																													
5.3 Accorder priorité à la recherche qui étend les réseaux et les partenariats et réunit spécialités et compétences								X																					
5.4 Redoubler d'efforts pour transférer rapidement et appliquer les résultats de la recherche					X			X																					
5.5 D'ici 1993, examiner et élargir la composition des organismes consultatifs de la recherche en fonction des besoins de tous les membres de la communauté forestière															X														
5.6 D'ici 1993, examiner et réviser les priorités de recherche															X														
5.7 Faire participer davantage les utilisateurs du fruit des activités de recherche à la planification, à l'exécution et à l'application des résultats								X																					
5.8 Encourager les scientifiques et les technologues à faire de la recherche dans toutes les disciplines		X	X	X				X																		X			

MAIN D'OEUVRE: EXIGENCES CROISSANTES

AUTOCHTONES: UN POINT DE VUE PARTICULIER

[illegible]

FORÊTS PRIVÉES: DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Accroître les avantages écologiques, économiques, sociaux et culturels tirés des forêts privées:																													
8.1 Mise en place de programmes d'aménagement forestier qui visent à assurer de justes rendements tout en soutenant toute la gamme des valeurs de la forêt		X	X	X																	X								
8.2 Développer et à commercialiser toute la gamme des produits des forêts privées		X	X	X																	X								
8.3 Encourager encore plus une intendance irréprochable des forêts privées en:																													
(a) accroissant les aptitudes et les connaissances des propriétaires de forêt privées																												X	
(b) En reconnaissant et soutenant des modèles de pratiques optimales concernant ces terres																													
8.4 D'ici 1993, examiner les régimes fiscaux et leur incidence sur l'aménagement des forêts privées																					X								
8.5 Intensifier le boisement des terres agricoles marginales dans des zones écologiquement appropriées		X	X	X																	X								
8.6 Améliorer l'information disponible sur les forêts privées, leurs ressources et leur aménagement		X	X	X																	X								

NOS FORÊTS: UNE VUE PLANÉTAIRE

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Que les forêts gardent leur rôle dans le maintien de la santé de la planète:																													
9.1	Conserver ses forêts dans leur étendue, leur diversité et leur vigueur																												
9.2	Pratiquer un aménagement forestier durable																												
9.3	Tâcher de mieux faire comprendre et appuyer par les Canadiens la contribution qu'apportent leurs forêts à la salubrité de l'environnement planétaire																												
9.4	Faire de la recherche en vue de dégager et de renforcer le rôle de la forêt dans le maintien d'un sain environnement planétaire																												
Encourager la collaboration internationale à la sauvegarde de la santé des forêts du globe:																													
9.5	Appuyer l'adoption de conventions internationales en matière de variations climatiques et de biodiversité																												
9.6	Chercher à faire adopter une déclaration internationale de principes sur les forêts dans le monde, en juin 1992																												

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - RESPONSABILITÉ POUR LES ENGAGEMENTS

(1992.09.21)

NOS FORÊTS: UNE VUE PLANÉTAIRE

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
9.7	Pour aider les autres pays dans l'aménagement durable de leurs forêts:																												
(a)	Poursuivre: L'élaboration d'une convention internationale sur la conservation et le développement durable des forêts dans le monde																												
(b)	Accord qui pourrait énoncer des principes et des normes internationalement reconnus d'aménagement forestier																												
9.8	Apporter une aide et fournir des données d'aménagement																												

DURABILITÉ DES FORÊTS: UN ENGAGEMENT CANADIEN

PLAN D'ACTION (ébauche)

Engagement: Mandataire de la Stratégie on nom de la population et des milieux forestiers canadiens.

Objectif: Durabilité des forêts partout au pays

Définition du produit:

Ministres:

- 1) dressent des plans d'action, à titre individuel et collectif et incitent d'autres à faire de même;
- 2) examinent les progrès accomplis aux réunions annuelles du CCM; et
- 3) organisent des évaluations formelles à mi-chemin et encore une fois après cinq ans, de tels examens devant être effectués par un tiers indépendant et les résultats devant être diffusés.

Imputabilité: Chef: Président du CCMF
Partenaires: Ministres du CCMF

Liens: Autres initiatives:

- "Une politique des espaces sauvages pour le Canada"
- "Une vision des zones protégées pour le Canada"
- Prospérité, initiative fédérale
- suivi au CNUED
- Image canadienne
- Autres conseils, e.g. Parcs, Faune et Environnement

Horaire de livraison:

Produits à livrer	Imputa- bilité	Date dûs	Date terminés	Commentaires
1. Groupe de travail sur la mise en oeuvre (GT) créé	CCMF S-M	Juin 92	Juin 92	
2. Proposition de mise en oeuvre	GT	sept. 92	sept. 92	
3. Présentation au CCMF	GT	oct. 92	oct. 92	
4. Coalition (CSNF) créée	CCMF	oct. 92		
5. Trousse de mise en oeuvre	CSNF	jan. 93		
6. Trousse de communications	CFCC	jan. 93		
7. Finalisation plans d'action	Tous	fév. 93		
8. Cadre pour suivi annuel	CSNF	mars 93		
9. Cadre d'évaluation	CSNF	juin 93		
10. Revue annuelle	CSNF	Automne		
11. Évaluation mi-chemin	CSNF	août 94		
12. Évaluation finale	CSNF	mars 97		

Données de base: Proposition pour la mise en oeuvre de la Stratégie nationale sur les forêts

Communications: Cadre

Ressources (estimé):

Existantes: n.a. \$
Nouvelles: 1 110 000\$

Total: 1 110 000\$ +

Date: 21 septembre 1992/AHR

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS: SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

Les engagements dans la Stratégie sont d'une précision variable: clairs avec une date, clairs sans date et pas clairs (voir tableau ci-joint).

Pour aider à la planification, le suivi et, ultimement, l'évaluation de la Stratégie, son objectif, ses orientations, leurs objectifs et leurs activités, il est recommandé qu'un ou deux critères/indicateurs simples et larges soient développés pour chaque engagement qui pourraient être utilisés par les gestionnaires dans la planification, la mise en oeuvre et le suivi.

Somme toute, ces critères/indicateurs sont des unités de mesure, e.g. nombres, pourcentages, réalisé ou réalisé partiellement, etc. Il est recommandé qu'ils soient utilisés partout et par tous. Ils seraient développés par la Coalition pour la Stratégie nationale sur les forêts, avec la participation de représentants des gestionnaires concernés. Le tableau résultant, ci-joint, serait distribué en tant que composante de la trousse proposée en matière de mise en oeuvre.

Les critères/indicateurs devraient être clairs, simples, raisonnables et axés sur la communication des résultats. De plus, ils doivent servir à faire rapport sur les succès au niveau des engagements et à démontrer le succès en résultant à réaliser l'objectif de la Stratégie, ses orientations et leurs objectifs.

À la page iv de la Stratégie, il est dit que «Pour des raisons pratiques, cependant, les actions présentées dans ce document seront entreprises et suivies sur une période de cinq ans. Plusieurs des mesures énoncées se termineront durant cette période. Pour les mesures à plus long terme qui ne sauraient être menées à bien en si peu de temps, nous prévoyons faire de progrès marqués et poser les bases d'une poursuite des activités». Nonobstant cette définition, il est recommandé que ceux qui développent des plans d'action les développent pour la période se terminant en mars 1997 et qu'ils y incluent des produits intérimaires spécifiques et un produit final clair dû en mars 1997.

EXEMPLES

Engagement

Clair avec date:

- 1.7 D'ici 1995, le CCMF établira un système d'information national sur l'état de la biodiversité forestière.

Clair sans date:

- 1.1 Les gouvernements procéderont à une classification écologique des terres forestières.
- 1.5 Les organismes de recherche forestière feront plus de recherche fondamentale et appliquée sur les écosystèmes forestiers et leur réaction à l'activité humaine.
- 4.15 L'industrie améliorera ses installations de fabrication pour se conformer aux normes écologiques nationales.

Pas clair:

- 8.2 Les propriétaires de forêts privés et les gouvernements travailleront en collaboration à développer et à commercialiser toute la gamme des produits de ces forêts.

Critère

- Système établi
Unité: Oui ou non
- % des terres forestières classifiées
% des gouvernements ayant complété
Unité: X%
- Dépenses en recherche sur les écosystèmes
Unité: Augmentation en \$ sur 1992
% des organisations ayant augmenté \$
Unité: X%
- % de production se conformant aux normes
% de l'industrie ayant modernisé
Unité: X%
- Nombre d'initiatives en coopération
Unité: n
% de gouvernements coopérant
Unité: X%

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

INTENDANCE DES FORÊTS: ENVIRONNEMENT FORESTIER

Engagement	Clair à Date	Clair, sans date	Pas clair	Critère indicateur I	Critère indicateur II
Améliorer notre capacité de gérer les écosystèmes forestiers et conserver leur capacité de production et leur vigueur:					
1.1 Classification écologique des terres forestières		X			
1.2 Incorporer aux plans de gestion des forêts des objectifs mesurables de contrôle de l'état de l'écosystème forestier			X		
1.3 Évaluer les conditions pédologiques, climatiques et fauniques locales dans le cadre de la planification			X		
1.4 Employer des techniques de sylviculture adaptées aux conditions locales pour favoriser le renouvellement des écosystèmes			X		
1.5 Plus de recherche fondamentale et appliquée sur les écosystèmes forestiers et leur réaction à l'activité humaine		X			
Veiller à ce que les activités d'aménagement forestier maintiennent la diversité de nos forêts:					
1.6 D'ici 1995, élaborer des définitions pratiques de la biodiversité	X				
1.7 D'ici 1995, établir un système d'information national sur l'état de la biodiversité forestière	X				

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

INTENDANCE DES FORÊTS: ENVIRONNEMENT FORESTIER

Engagement	Clair à Date	Clair sans date	Pas clair	Critère indicateur I	Critère indicateur II
1.8 D'ici 2000, parachever un réseau de zones protégées représentatives des forêts canadiennes		X			
1.9(a) Élaborer des définitions pratiques de « vieille forêt » (b) Élaborer des stratégies d'aménagement forestier pour que les vieilles forêts subsistent comme élément du patrimoine naturel		X	X		
1.10 Concevoir des règles de gestion des forêts pour la sauvegarde de la diversité du capital génétique, des espèces et des habitats		X			
1.11 Inclure dans les plans de gestion des mesures précises de maintien de la biodiversité			X		

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

INTENDANCE DES FORÊTS: PRATIQUES D'AMÉNAGEMENT FORESTIER

Engagement	Clair et précis	Clair, mais vagues	Pas clair	Critère indicateur I	Critère indicateur II
Nous rendre plus capables de planifier en fonction d'un large éventail de valeurs de la forêt:					
2.1 Étendre le champ d'application des inventaires forestiers pour qu'ils livrent l'information supplémentaire			X		
2.2 Plus de recherche pour aider les gestionnaires de ressources			X		
2.3 Examiner et réviser les modes de planification de l'exploitation et des ressources des terres forestières			X		
2.4 D'ici 1995, s'attacher à la quantité de ressources récoltées et remplacées sur leurs terres aux possibilités de sylviculture intensive, aux besoins constatés et à des règles d'exploitation forestière durable	X				
2.5 Ententes de récolte des diverses ressources des terres forestières publiques favorisent l'adoption d'une démarche «holistique» d'aménagement forestier			X		

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

INTENDANCE DES FORÊTS: PRATIQUES D'AMÉNAGEMENT FORESTIER

Engagement	Claire et Date	Claire, grand date	Pas clair	Critère indicateur I	Critère indicateur II
Examiner et affiner nos pratiques de récolte de bois:					
2.6 D'ici 1995, examiner et réviser au besoin toutes les pratiques de récolte de bois et les systèmes de sylviculture	X				
2.7 Planifier les activités de récolte de bois conjointement avec les autres intéressés			X		
Assurer un renouvellement rapide de nos forêts:					
2.8 Prévoir la régénération et le soin des zones de récolte dans leur planification			X		
2.9 Assurer que toutes les zones de récolte font l'objet d'une régénération rapide et suffisante			X		
2.10 Employer des pratiques de régénération qui favorisent une diversité			X		
Réduire les pertes dues aux incendies et gérer les répercussions économiques, sociales et écologiques des incendies:					
2.11 Renforcer les capacités de «gestion» des incendies			X		
2.12 Renforcer les liens de collaboration			X		

INTENDANCE DES FORÊTS: PRATIQUES D'AMÉNAGEMENT FORESTIER

Engagement	Clair & Durable	Clair, mais dur	Pas clair	Critère/Indicateur I	Critère/Indicateur II
Atténuer les pertes et protéger nos forêts contre les insectes, les maladies et la concurrence végétale:					
2.13 Étendre les recherches sur la gestion des ressources et donner une orientation écologique			X		
2.14(a) Employer le moins de produits chimiques possible (b) Continuer à n'utiliser que des produits réglementés par les autorités nationales ou provinciales		X	X		
2.15 Étudier davantage des moyens de recourir aux pesticides chimiques			X		
2.16 Redoubler d'efforts pour réunir et diffuser des renseignements sur la lutte intégrée contre les ravageurs			X		

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

INTENDANCE DES FORÊTS: PRATIQUES D'AMÉNAGEMENT FORESTIER

Engagement	Cher à Date	Cher, sans date	Pas cher	Critère Indicateur 1	Critère Indicateur II
Encourager l'intendance des forêts et le recours aux meilleures pratiques forestières:					
2.17 Dici 1994, créer des modèles pratiques d'aménagement forestier durable dans les principales régions forestières du Canada	X				
2.18 Définir les cadres déontologiques et les règles générale de conduite, ainsi que les rôles dans la sauvegarde de la durabilité des forêts		X			
2.19(a) Adopter des codes proprement canadiens de déontologie, de pratiques et de conduite professionnelle		X			
(b) Faire régulièrement connaître au public la façon de se conformer à ces codes		X			
2.20 Encourager l'adoption de mesures législatives, sur la pratique professionnelle et l'inscription et l'obligation de rendre compte des forestiers professionnels			X		

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

PARTICIPATION DU PUBLIC: ÉLARGISSEMENT DU DIALOGUE

Engagement	Où et Quand	Où et Quand	Pour quel but	Indicateur (I)	Indicateur (II)
Assurer que l'aménagement forestier tient compte des vues de la population:					
3.1 D'ici 1993, veiller à ce que l'on se serve de mécanismes ouverts, équitables et bien définis de participation du public dans: (a) élaboration et examen des politiques forestières; (b) planification de l'exploitation des terres forestières publiques; (c) plans d'aménagement des forêts publiques; (d) règlement des différends	X				
3.2 D'ici 1995, examiner et réviser les politiques stratégiques concernant la forêt	X				
3.3 D'ici 1994, communiquer à la population les résultats des examens officiels des permis ou des conventions de récolte sur les terres forestières publiques	X				
Donner accès à la population à des renseignements faciles à comprendre dans le domaine forestier:					
3.4 D'ici 1993, établir un plan d'amélioration de la base nationale d'information sur les forêts	X				

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

PARTICIPATION DU PUBLIC: ÉLARGISSEMENT DU DIALOGUE

Engagement	Clair & Direct	Clair, sans délai	Peu clair	Critère indicateur I	Critère indicateur II
3.5 D'ici 1993, un jeu d'indicateurs nationaux					
3.6 Diffuser régulièrement des rapports sur l'état de nos forêts					
3.7 Favoriser la disponibilité de données propres à aider la population à participer à la gestion des forêts					
Mieux sensibiliser et informer le public dans le domaine forestier.					
3.8 Faire participer les enfants à des programmes ou à des projets destinés à mieux leur faire comprendre la forêt et son aménagement			X		
3.9 Encourager la mise en place de programmes forestiers pratiques en pleine nature à l'intention des jeunes		X			
3.10 Multiplier les excursions et les visites d'usines pour la population		X			
3.11 Fournir à la population une information équilibrée sur les forêts canadiennes			X		

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES: UN CADRE EN ÉVOLUTION

Engagement	Clair & Défini	Clair, mais dans	Pas clair	Critère/Indicateur I	Critère/Indicateur II
Diversifier les industries canadiennes de la forêt et mieux faire fructifier le capital forestier:					
4.1 Identification et promotion de tout l'éventail de perspectives économiques qui s'offrent aux biens et aux services tirés du bois et des autres ressources de la forêt			X		
4.2 Conception et commercialisation de produits de plus grande valeur			X		
4.3 Trouver diverses façons d'encourager les investissements dans la production à valeur ajoutée			X		
4.4 Adopter des politiques et des pratiques visant à accroître les débouchés			X		
Accroître la quantité, la qualité et la permanence des approvisionnements en ressources forestières:					
4.5 Intensifier les recherches en vue de tirer des produits des essences sous-exploitées et de tenir compte de la transition vers des «forêts de seconde venue»			X		
4.6 Accroître la capacité d'utiliser du papier recyclé		X			
4.7(a) Évaluer les possibilités de maintenir et d'accroître les approvisionnements durables en bois			X		
4.7(b) D'ici 1994, parrainer un atelier national où on jaugera les résultats et les conséquences	X				

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES: UN CADRE EN ÉVOLUTION

Engagement	Où & Quand	Où, sans date	Pas clair	Critère/Indicateur I	Critère/Indicateur II
4.8 Donner plus d'ampleur à la sylviculture intensive sur les terres affectées à la production de bois commercial dans le respect des principes de l'aménagement forestier durable					
Accroître l'utilisation de biens et de services canadiens sur le marché mondial:					
4.9 Améliorer les programmes de promotion des biens et services de la forêt			X		
4.10 Expansion du tourisme, des circuits écologiques et des loisirs en forêt			X		
4.11 Améliorer l'accès aux marchés			X		
4.12 Collaborer à la poursuite de pourparlers techniques en vue de l'internationalisation des normes, des codes et des procédures d'écocertification de produits			X		
4.13 D'ici 1995, mettre en oeuvre des moyens d'identification et de promotion des produits forestiers canadiens	X				
4.14 Promotion des exportations reposant sur des applications et des services scientifiques et techniques intéressant les ressources naturelles			X		

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES: UN CADRE EN ÉVOLUTION

Engagement	Cler à Date	Cler, sans date	Plus clair	Critère indicateur I	Critère indicateur II
S'assurer que les procédés de fabrication de produits forestiers et de gestion des forêts sont écologiquement acceptables:					
4.15 Améliorer l'installation de fabrication pour se conformer aux normes écologiques nationales			X		
4.16 Programme national de technologie environnementale			X		
4.17 D'ici 1994, adopter des codes autorégis de pratiques environnementales	X				
Accroître la viabilité et la stabilité des collectivités tributaires de la forêt:					
4.18 Tenir compte des besoins des collectivités tributaires de la forêt dans la planification régionale de l'économie et de la gestion des ressources			X		
4.19 Encourager la diversification économique			X		
4.20 Concevoir des méthodes pour répondre aux besoins des localités qui dépendent fortement des industries de la forêt			X		

RECHERCHE FORESTIÈRE: UNE DÉMARCHE COLLECTIVE

Engagement	Date à Date	Chargé des tâches	Par qui	Indicateur I	Indicateur II
Assurer que le Canada acquière et applique les connaissances et les techniques nécessaires à un aménagement forestier durable et rende nos industries de la forêt plus concurrentielles:					
5.1 Accroître l'appui à la mise au point de nouveaux produits et procédés forestiers		X			
5.2 D'ici 1995: (a) Examiner le financement de la recherche forestière au Canada (b) Trouver des façons d'accroître les investissements	X	X			
5.3 Accorder priorité à la recherche qui étend les réseaux et les partenariats et réunit spécialités et compétences			X		
5.4 Redoubler d'efforts pour transférer rapidement et appliquer les résultats de la recherche		X			
5.5 D'ici 1993, examiner et élargir la composition des organismes consultatifs de la recherche en fonction des besoins de tous les membres de la communauté forestière	X				
5.6 D'ici 1993, examiner et réviser les priorités de recherche	X				
5.7 Faire participer davantage les utilisateurs du fruit des activités de recherche à la planification, à l'exécution et à l'application des résultats			X		
5.8 Encourager les scientifiques et les technologues à faire de la recherche dans toutes les disciplines			X		

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

MAIN D'OEUVRE: EXIGENCES CROISSANTES

Engagement		Critère 1	Critère 2	Critère 3	Critère 4	Critère 5
		Critère 1	Critère 2	Critère 3	Critère 4	Critère 5
Permettre aux travailleurs forestiers de jouer pleinement leur rôle dans l'aménagement forestier durable et dans l'enrichissement des perspectives économiques:						
6.1	D'ici 1994, produire des prévisions de besoins d'emploi et de formation	X				
6.2	Établir et appliquer des stratégies ainsi que des programmes de formation et de perfectionnement		X			
6.3	D'ici 1994, examiner et réviser les programmes et les cours pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins plus larges d'un aménagement forestier durable	X				
6.4	Donner des possibilités d'éducation permanente et de perfectionnement professionnel à un niveau avancé aux professionnels et aux techniciens de la gestion des forêts			X		
6.5	D'ici 1994, évaluer la faisabilité d'un régime d'agrément des travailleurs de la sylviculture et de l'aménagement forestier	X				
6.6	Trouver des façons de tirer parti des idées, de la créativité et de la capacité d'innover de tous ceux qui vivent et travaillent dans la forêt			X		

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

AUTOCHTONES: UN POINT DE VUE PARTICULIER

Engagement	Claix à Date	Claix, sans date	Plus clair	Critères/Indicateur I	Critères/Indicateur II
Accroître la participation des autochtones à l'aménagement des terres forestières:					
7.1 Élaborer une stratégie forestière autochtone complète	X				
Assurer la reconnaissance des droits fonciers et conventionnels (traités) en aménagement forestier:					
7.2 L'élaboration et l'application de lois et de politiques en aménagement des terres forestières respectent les dispositions constitutionnelles à l'égard des droits fonciers et conventionnels			X		
Augmenter les perspectives économiques basées sur la forêt pour les autochtones:					
7.3 Encourager la création d'entreprises			X		
7.4 Collaborer à des études stratégiques de perspectives d'affaires dans l'économie forestière		X			
7.5 En 1992, se doter d'une stratégie de satisfaction des besoins de formation et d'emploi des autochtones	X				
7.6 Élargir les programmes d'enseignements pour tenir compte de l'éthique autochtone du sol et du statut et des positions constitutionnels des autochtones du Canada			X		

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

FORÊTS PRIVÉES: DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE

Engagement	Claire & Date	Claire sans date	Peu claire	Critère/Indicateur I	Critère/Indicateur II
Accroître les avantages écologiques, économiques, sociaux et culturels tirés des forêts privées:					
8.1 Mise en place de programmes d'aménagement forestier qui visent à assurer de justes rendements tout en soutenant toute la gamme des valeurs de la forêt			X		
8.2 Développer et à commercialiser toute la gamme des produits des forêts privées		X			
8.3 Encourager encore plus une intendance irréprochable des forêts privées en:			X		
(a) accroissant les aptitudes et les connaissances des propriétaires de forêt privées		X			
(b) En reconnaissant et soutenant des modèles de pratiques optimales concernant ces terres					
8.4 D'ici 1993, examiner les régimes fiscaux et leur incidence sur l'aménagement des forêts privées	X				
8.5 Intensifier le boisement des terres agricoles marginales dans des zones écologiquement appropriées			X		
8.6 Améliorer l'information disponible sur les forêts privées, leurs ressources et leur aménagement			X		

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

NOS FORÊTS: UNE VUE PLANÉTAIRE

Engagement	Claire Date	Claire sans date	Pas clair	Critère/Indicateur 1	Critère/Indicateur 2
Que les forêts gardent leur rôle dans le maintien de la santé de la planète:					
9.1 Conserver ses forêts dans leur étendue, leur diversité et leur vigueur			X		
9.2 Pratiquer un aménagement forestier durable			X		
9.3 Tâcher de mieux faire comprendre et appuyer par les Canadiens la contribution qu'apportent leurs forêts à la salubrité de l'environnement planétaire			X		
9.4 Faire de la recherche en vue de dégager et de renforcer le rôle de la forêt dans le maintien d'un sain environnement planétaire			X		
Encourager la collaboration internationale à la sauvegarde de la santé des forêts du globe:					
9.5 Appuyer l'adoption de conventions internationales en matière de variations climatiques et de biodiversité		X			
9.6 Chercher à faire adopter une déclaration internationale de principes sur les forêts dans le monde, en juin 1992	X				

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS - SPÉCIFICITÉ DES ENGAGEMENTS

(1992.09.29)

NOS FORÊTS: UNE VUE PLANÉTAIRE

Engagement	Clair & Ouvert	Clair sans date	Pas clair	Cibles/Indicateur I	Cibles/Indicateur II
9.7 Poursuivre: (a) L'élaboration d'une convention internationale sur la conservation et le développement durable des forêts dans le monde (b) Accord qui pourrait énoncer des principes et des normes internationalement reconnus d'aménagement forestier		X	X		
Pour aider les autres pays dans l'aménagement durable de leurs forêts:					
9.8 Apporter une aide et fournir des données d'aménagement		X			

NATIONAL FOREST STRATEGY
PROPOSAL FOR
MONITORING AND REVIEW OF THE ACTION ITEMS

Submitted by the Canadian Forestry Association
on behalf of a coalition of Forest NGO's

April 13, 1992

Background:

The National Forest Strategy document "Sustainable Forests - A Canadian Commitment" states:

"The Strategy is intended to guide our actions over the next five years. As trustee, the CCFM will review progress at its annual meetings and arrange for additional reviews at the half-way point and again in five years time. These two reviews will be carried out publicly by an independent third party and the results will be published".

To this end a coalition of non-government organizations, led by the Canadian Forestry Association and the Canadian Institute of Forestry, publicly made an offer to the Canadian Council of Forest Ministers at the National Forest Congress in Ottawa March 4. The offer was as follows:

"The Canadian Forestry Association, the Canadian Institute of Forestry, Wildlife Habitat Canada, IWA Canada, Canadian Nature Federation, Canadian Wildlife Federation and the National Aboriginal Forestry Association offer their services as individual organizations and as a group, to the CCFM to initiate a monitoring process for the implementation of the Strategy.

In the spirit of co-operation outlined in the new National Strategy, this group needs to be expanded to include other stakeholders, including government, industry, academic and other interest groups. It is important that a commitment to implementation of the Strategy be made today so that we can benefit from the momentum built up over the past 18 months and especially from the momentum of the past two days.

So the Canadian Forestry Association and the Canadian Institute of Forestry, on behalf of those organizations mentioned, have been asked to co-ordinate this process and we look forward to your acceptance of this offer as we would be pleased to participate in the monitoring process over the next five years.*

This offer was accepted by Federal Forestry Minister Frank Oberle, in his capacity as acting chair of the CCFM at the National Forest Congress, subject to approval by his CCFM colleagues.

CFA President Walter Giles subsequently called a meeting, on March 30, inviting all the NGO signatories to the Canada Forest Accord, as well as representatives of the federal, territorial and provincial governments.

The purpose of this meeting was to explore processes whereby the forest NGO community, in partnership with governments and the forest industry could review and monitor progress in implementing the sixty-eight action items of the National Forest Strategy.

In attendance were the following:

J. Walter Giles	Canadian Forestry Association
Tony Rotherham	Canadian Institute of Forestry
John Forster	Forestry Canada
Celia Graham	Ontario Ministry Natural Resources
Robert Peters	Newfoundland Dept of Forestry and Agriculture
Carolyn Caza	Wildlife Habitat Canada
Harry Bombay	National Aboriginal Forestry Association
Jim Cayford	Forestry Chronicle
Steve Thompson	National Round Table on Environment and Economy
Victor Brunette	Canadian Federation of Woodlot Owners
Glen Blouin	Canadian Forestry Association

WHO SHOULD MONITOR?

A coalition of forest interest groups led by CFA and CIF has come forward to offer their joint services to monitor the progress achieved in implementing the action items of the National Forest Strategy. These include: Wildlife Habitat Canada, IWA Canada, Canadian Nature Federation, National Aboriginal Forestry Association, and Canadian Wildlife Federation. The Association of University Schools of Canada and the Canadian Federation of Woodlot Owners have since joined in the proposal. The group believes the monitoring process should include representation from both the forest industry and governments, in partnership with the above. Rather than serving as an outside "watchdog" group, cooperation with the key players, ie, industry and governments, is preferred.

Alternatively, the initial exploratory meeting on March 30 raised the suggestion that the Forest Round Table, a 25-stakeholder group which has been meeting since June of 1991, might serve as an appropriate monitoring group. The advantages are: its present existence as a functioning body, its multi-stakeholder composition, and the level of co-operation and trust which has evolved within the group over the past year. A disadvantage is that there is no direct provincial government representation on the Round Table. This would necessitate some "marrying" of CCFM representatives with the Round Table. If this could be achieved, the result would be a truly representational multi-stakeholder forest body with the credibility and resources to monitor progress.

It should be stated that to date there has been no polling of the Round Table membership to determine if indeed there is interest from the group in participating in the monitoring process. The Round Table will meet again on May 12. If the CCFM chooses to explore the potential of such a relationship, the concept could be accommodated in the Round Table agenda at that meeting.

Either of the above options - a CFA/CIF led coalition, or the Forest Round Table - is open to discussion.

THE MONITORING PROCESS

PHASE 1

In the first year of the development of a five year monitoring strategy the initial step will be to establish the baseline against which to measure progress. Review of the sixty eight action items in the Strategy reveals four broad categories:

- 1) Action items which are quantifiable, and have associated time frames
- 2) actions items which are quantifiable, but which have no time frames designated in the Strategy document
- 3) action items which are quantifiable only by subjective or interpretive measures
- 4) action items which cannot be quantified.

The first three categories of action items will form the foundation of a baseline. The baseline will be an analysis of the status quo, in essence a "where we are now" snapshot of the current situation or level of activity. For each of the action items, there will be developed indicators, timeframes, identification of responsibilities, and processes for collecting and analysis of data.

The preparation of such a baseline should be completed no later than the end of year one (March 31, 1993). Results should be publicly reported.

The monitoring agency will by that time have devised a process whereby each of the action items can be audited. Some items will be simple and straightforward, others will be more complex. Some measures of progress can be provided by the key players themselves - provincial governments, the forest industries, NGO's; others may require contracting the services of an independent auditing agency. CCFM cooperation and funding is essential for these services and the preparation of the baseline report.

PHASE II

Phase II would encompass a mid-strategy review of progress, and would focus on the action items identified in the baseline as measurable. The independent review would suggest processes whereby those items not considered to be making sufficient progress could be improved. This 2½ year progress report would be submitted to the CCFM.

PHASE III

Phase III, the final report on progress, would serve three purposes:

1. To report on the level of achievement by all stakeholders in the forest - government, industry, and NGO organizations in fulfilling the action items in the Strategy;
2. To evaluate the effectiveness of the action items in the 1992 Strategy to determine if indeed they were the appropriate mechanisms to reach our goal of sustainable development of the forests.
3. To suggest measures to be incorporated into the next Strategy which would capitalize on the momentum created in the previous five years.

Should the CCFM accept in principle the proposal of the "monitoring" coalition, the coalition will draft a preliminary budget for discussion purposes, to encompass the three phases cited above. Included in such budget will be:

- Costs associated with meetings deemed necessary of the members of the monitoring agency
- establishment of a secretariat and related administrative costs
- contracting, where necessary, of independent auditors
- compilation and publication of results

The established CCFM formula for cost sharing is as follows:

CCFM COST SHARING FORMULA

Canada	30.0%
Ontario	13.8
Quebec	13.8
B.C.	8.5
Alberta	8.5
Manitoba	6.0
Saskatchewan	6.0
N.B.	3.0
Nova Scotia	3.0
Newfoundland	3.0
N.W.T.	1.7
Yukon	1.7
P.E.I.	<u>1.0</u>
	100.0%

The NGO's involved will provide their time and expertise on a cost-recovery basis. The group will minimize meeting expenses, wherever possible, through the use of teleconferencing, fax, and correspondence by mail and courier.

It must be assumed that the monitoring agency will have the full and complete support and cooperation of both the member provinces of the CCFM and the forest industry in supplying, where available, all relevant data, information, inventories, results of audits, surveys, statistics, studies and reports. An open-door policy will be essential to this process. Where insufficient data is available, CCFM, based on the aforementioned formula, will bear the cost of the monitoring agency's contracting for such information. The need for such information will be jointly determined by CCFM and the monitoring agency.

To this end a formal contract between CCFM and the monitoring agency is recommended.

MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS

STRUCTURE DES COMMUNICATIONS

1. CONTEXTE PUBLIC

a) Historique de la Stratégie nationale sur les forêts et de l'Accord :

Depuis le début du siècle, il y a eu périodiquement des études nationales qui visaient à évaluer l'état des forêts canadiennes et leur avenir. En 1987, une première Stratégie nationale pour le secteur forestier canadien était produite sous l'égide du Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF).

En 1990, conscient de l'évolution de l'attitude de la société à l'égard des forêts, le CCMF décidait de rechercher un nouveau consensus élargi sur la gestion des forêts.

À l'issue d'une série de consultations exhaustives à l'échelle régionale et nationale auprès d'un large éventail de Canadiens, un nouveau consensus était atteint en mars 1992 à l'occasion du Congrès forestier national. Une version révisée de la stratégie nationale sur les forêts y fut présentée et on a discuté de sa mise en oeuvre. La stratégie porte le titre suivant : «Durabilité des forêts : Un engagement canadien». Le consensus a en outre été confirmé par la signature de l'Accord canadien sur les forêts.

L'Accord fait du Canada le premier pays dans lequel les forêts revêtent une importance capitale à prendre un engagement d'une telle portée à l'égard du développement durable des forêts. Il porte la signature des membres du CCMF, de représentants d'organisations non gouvernementales, et de nombreux autres Canadiens. La stratégie détermine les priorités qui, au cours des cinq prochaines années, guideront les politiques et les interventions du secteur forestier canadien duquel font partie les gouvernements, l'industrie, des organisations non gouvernementales, des localités et des personnes concernées par l'avenir des forêts canadiennes.

b) Mise en oeuvre de la Stratégie nationale sur les forêts :

Dans le cadre de la stratégie, tous les intervenants du secteur canadien des forêts sont encouragés à élaborer leurs propres plans d'action et à contribuer à leur succès. Le CCMF agira comme mandataire au nom de la collectivité forestière canadienne et du public canadien. À titre individuel de même qu'à titre collectif, les ministres ont pris l'engagement de dresser leurs propres plans d'action et d'inciter d'autres intervenants du secteur forestier canadien à en faire autant.

Le CCMF analysera les progrès à ses réunions annuelles et fera en sorte que d'autres évaluations soient effectuées à mi-chemin et dans cinq ans. Ces deux évaluations à caractère officiel auront un caractère public et seront confiées à une tierce partie indépendante. Les résultats seront rendus publics.

2. CIBLES

Le grand public :

Une sensibilisation constante du public et l'acceptation permanente par celui-ci des objectifs généraux de la stratégie sont des conditions fondamentales pour assurer un apport intégral de ressources, recueillir un appui généralisé, et obtenir les associations indispensables à la mise en oeuvre de la stratégie. Il est fort probable que le public donne son soutien à la stratégie.

Le secteur des forêts :

La formulation de la stratégie nationale sur les forêts a donné lieu à des consultations auprès d'un vaste éventail de groupes d'intérêt du secteur forestier. Parmi ces groupes, on retrouvait les gouvernements provinciaux, des autochtones, l'industrie forestière, des syndicats, le secteur universitaire, des associations professionnelles d'experts-forestiers, des groupes écologiques, des propriétaires de boisés privés, et d'autres parties intéressées. Ces groupes s'attendent à être consultés encore et à participer tant à la réalisation des engagements qu'au contrôle des progrès. Leur coopération est essentielle au succès de la mise en oeuvre.

Conseils nationaux de ministres et autres cibles politiques (députés fédéraux et provinciaux) :

Le CCMF est mandataire de l'ensemble de la stratégie. Tant individuellement que collectivement, les ministres qui font partie du Conseil sont responsables de la mise en oeuvre de la stratégie ou de la coordination de nombreuses interventions. Pour être en mesure de s'acquitter de leurs responsabilités, il incombe aux ministres de rappeler constamment leurs engagements à d'autres intervenants et de recueillir, surtout auprès d'autres conseils, notamment dans les secteurs des parcs, de la faune et de l'environnement, ainsi qu'auprès de leurs collègues et de leurs commettants, tout le soutien dont il ont besoin pour mener à bien leur tâche.

Les médias :

Tant au pays qu'à l'étranger, les médias ont récemment accordé beaucoup d'attention aux questions touchant les forêts canadiennes. Les médias ayant fait des reportages positifs, sinon exhaustifs, au moment du lancement de la stratégie, il est à prévoir qu'ils surveilleront étroitement son déploiement et que si les engagements ne sont pas tenus, leurs réactions risquent d'être négatives.

La scène internationale (surtout les acheteurs de produits forestiers canadiens) :

Dans de nombreux marchés d'exportation du Canada, les produits écologiques ont pris plus d'importance et il vraisemblable que s'établisse une forme quelconque «d'étiquetage écologique», prévu ou non par la loi, qui aurait comme conséquence d'assujettir nos produits forestiers à un examen à orientation écologique plus rigoureux. La stratégie est de plus en plus connue à l'étranger et, dans une large mesure, elle apaisera de nombreuses craintes.

3. OBJECTIFS EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

- ° Faire connaître la volonté des Canadiens de devenir des chefs de file mondiaux en matière de développement durable des forêts et de gestion responsable de ces dernières.
- ° Mettre davantage en relief la stratégie et l'accord auprès de tous les intervenants du secteur forestier ainsi que l'engagement à l'égard de sa mise en oeuvre.
- ° Faciliter les communications relatives à la stratégie et à l'accord entre le CCMF, ses partenaires et leurs publics respectifs.
- ° Encourager et favoriser la production de plans d'action et l'établissement des alliances requises pour transformer les engagements en résultats concrets et utiles.
- ° Démontrer au public que la nouvelle stratégie apaise les craintes exprimées lors des consultations publiques exhaustives et qu'elle entraînera des changements allant dans le sens du développement durable des forêts à l'échelle du pays.
- ° Présenter des rapports sur les réalisations dans le cadre de la stratégie.

4. MESSAGES

- ° Les forêts canadiennes font partie de notre patrimoine et nous en sommes responsables.
- ° Les Canadiens sont déterminés à devenir des chefs de file mondiaux en matière de développement durable des forêts dans une optique environnementale, économique, culturelle et spirituelle, ainsi que des gestionnaires responsables de leurs forêts.
- ° Le Canada est le seul pays dans lequel les forêts revêtent une importance fondamentale à avoir mener des consultations publiques aussi complètes auprès d'un si grand nombre d'intervenants traditionnels et non traditionnels du secteur des forêts en vue d'établir les priorités stratégiques dont s'inspireront les politiques et les interventions touchant les forêts au cours des cinq prochaines années.
- ° Tous les Canadiens, le CCMF, ses membres et d'autres groupes d'intérêt ont un rôle important et concret à jouer au chapitre de l'exploitation durable des forêts au Canada.
- ° Le Canada est le premier pays à dégager une volonté aussi large à l'égard de l'objectif d'une exploitation durable des forêts à l'échelle du pays.
- ° Le CCMF est mandataire de la stratégie au nom de la collectivité forestière canadienne et du public. Tant à titre collectif qu'individuel, les ministres ont pris l'engagement de dresser des plans d'action et d'encourager d'autres à en faire autant. De plus, le CCMF évaluera les progrès à tous les ans et effectuera une évaluation indépendante à mi-chemin et dans cinq ans. Les résultats de ces évaluations seront rendus publics.
- ° Le dialogue positif qui a débouché sur la stratégie et l'accord doit se poursuivre et des alliances doivent être forgées pour que la stratégie soit couronnée de succès.

5. CONSIDÉRATIONS D'ORDRE STRATÉGIQUE

a) Premier volet d'une démarche en deux étapes :

L'objet général de la structure de communications consiste à mettre à la disposition des membres du CCMF et de leurs associés, une série d'instruments à caractère général, par exemple des discours et des articles thématiques, dont ils pourront se servir pour communiquer avec le public. Ces instruments généraux sont mis au service des responsables de la mise en oeuvre qui, à la deuxième étape, établiront leurs propres activités de communication spécifiques et les mettront en marche.

Il est toutefois suggéré de laisser au CCMF le soin de faire connaître directement les réalisations aux Canadiens, par exemple par le truchement d'un rapport sommaire susceptible d'être inséré dans des publications à large diffusion.

b) Sensibilisation à la stratégie :

La structure des communications est essentiellement un plan cadre. Il incombera aux organisations directement concernées de définir les modalités de communication pour l'exécution des plans d'action précis ou des plans d'action des administrations ou des organisations. Le CCMF insistera pour que les activités de communication soient rattachées à la stratégie et traduisent les messages ainsi que la démarche de la structure de communications.

c) Coordination des activités de communication :

Le CCFC mettra sur pied un comité composé de ses membres qui s'intéressent à la question et de spécialistes des communications au sein d'organisations non gouvernementales concernées par la stratégie. De concert avec la Coalition proposée pour la stratégie nationale sur les forêts (CSNF), ce comité établira ou fera en sorte que soit établis les instruments généraux de communication prévus par la stratégie. En outre, il coordonnera et contrôlera les activités de communication lancées au niveau de la stratégie. Les instruments généraux auront trait à la stratégie considérée globalement, à ses engagements et à ses réalisations. Avec l'aide de la CSNF, le CCFC déterminera la marche à suivre pour le choix des membres du comité.

d) Coordination avec d'autres interventions importantes :

Il est capital d'assurer une intégration complète de la structure de communications avec d'autres interventions connexes aux niveaux national et international, notamment celles qui se rapportent à l'image du Canada à l'étranger, aux projets dans la foulée de la CNUED, et aux initiatives en vue de la prospérité.

6. ACTIVITÉS

a) Activités passées :

- ° À l'occasion du Congrès forestier national tenu en mars 1992, la stratégie fut présentée, on a discuté de sa mise en oeuvre et on a signé l'accord.
- ° Depuis la Semaine de l'arbre et des forêts en 1992, les ministres du CCMF ont fait distribuer des copies de la stratégie, de l'accord et d'une brochure connexe à des collègues et à de multiples intervenants du secteur forestier.
- ° La stratégie, l'accord et la brochure ont été distribués en plusieurs langues à la CNUED de Rio, aux ambassades canadiennes, et aux délégations commerciales étrangères, ainsi que sous la forme d'envois postaux et à l'occasion de visites.
- ° Des copies de l'accord ont été placées dans un cadre et distribuées au CCMF, à des ministres et des sous-ministres, aux signataires de l'accord, et aux membres du comité exécutif et des comités directeurs de la stratégie/du congrès national(e) sur les forêts. Forêts Canada a fait plastifier d'autres copies afin de les afficher bien en évidence dans des endroits publics à ses bureaux centraux ainsi que dans ses bureaux régionaux et locaux. On peut se procurer des copies non pliées de l'accord pour les encadrer ou les plastifier et ensuite les afficher dans des bureaux, des écoles, etc.
- ° Certaines initiatives s'inspirent déjà de la stratégie. Par exemple, le 23 avril 1992, l'article documentaire relatif à l'accord d'association Canada-Alberta dans le domaine des forêts précisait clairement que l'accord en question est conforme aux idéaux et aux objectifs de la stratégie nationale sur les forêts produite par le Conseil canadien des ministres des forêts et intitulée Durabilité des forêts : Un engagement canadien.

b) Activités futures :

Publication du rapport annuel

Un rapport annuel relatif à la stratégie nationale sur les forêts sera publié sous l'égide du CCMF et diffusé sur une grande échelle à l'issue des réunions annuelles du CCMF qui ont lieu à l'automne. Le rapport en question doit être court, environ huit pages, et mettre en relief les progrès et les principales réalisations accomplis dans le cadre de la stratégie par divers responsables de la mise en oeuvre qui sont signataires de l'accord. Au cours des années II et IV (automne 93 et 95), le rapport fera ressortir les principales réalisations tandis qu'au cours des années III et V, il comportera en outre un résumé des résultats des évaluations effectuées à mi-chemin et au terme du projet.

De plus, par le truchement de médias à grand rayonnement, le rapport sera produit sous une forme qui se prête à une lecture par le public. Les prévisions budgétaires ont été établies sur la base de la production et de la distribution d'un encart de quatre pages, par exemple à l'intérieur de Maclean et de l'Actualité.

Publication du rapport d'évaluation

Les évaluations à mi-chemin et au terme de la démarche seront publiées et distribuées sur une grande échelle. Parce qu'elles seront l'oeuvre d'une tierce partie indépendante, elles feront l'objet d'un plan de communications distinct.

Relations avec les médias

Au moment de la présentation des rapports annuels, il est recommandé d'organiser une campagne de relations avec les médias. Cette campagne devra avoir un caractère proactif et être bien orchestrée. Elle comportera notamment l'établissement d'une bibliothèque d'articles généraux destinés au public canadien et étranger ainsi qu'aux revues commerciales.

Trousse pour les conférenciers

Cette trousse, conçue pour des colloques ou des réunions aux niveaux local, régional ou national, visera à informer le public au sujet de la stratégie et des engagements, à solliciter sa participation, et à diriger ceux qui le désirent vers les intervenants qui sont susceptibles de les aider à faire de la stratégie une réalité. On pourrait retrouver dans cette trousse des copies de la stratégie et de l'accord, un montage de diapositives, des feuilles de questions et de réponses, des modèles de discours, ainsi qu'une liste de personnes-ressources aux niveaux local, régional et national.

Trousse de mise en oeuvre

Une trousse comprenant des plans d'action généraux, les critères des engagements et d'autres renseignements utiles aux fins de la planification, de la mise en oeuvre et l'évaluation sera assemblée et transmise aux principaux responsables de la mise en oeuvre ou à leurs organisations respectives.

7. PARTICIPATION DES MINISTRES DU CCMF ET DE REPRÉSENTANTS D'AUTRES PRINCIPAUX INTERVENANTS

Les ministres du CCMF et les représentants d'autres intervenants feront largement porter leurs discussions bilatérales sur la stratégie et l'accord. Le but et les résultats de la stratégie et de l'accord occuperont une place de premier choix dans les articles, la correspondance, les discours et les communiqués de presse.

8. SÉANCES D'INFORMATION

Au besoin des séances d'information seront organisées pour divers porte-parole, par exemple des ministres et des membres de la Coalition pour la stratégie nationale sur les forêts, afin de mettre en valeur la stratégie, l'accord, sa mise en oeuvre et ses réalisations. Il faut tout particulièrement mettre en relief ces dernières.

9. CRITÈRES D'ÉVALUATION

Il faut veiller à effectuer une surveillance des médias et une analyse de l'attention accordée à la stratégie et à l'accord. Le groupe de coordination dont il est question au point 5a) doit participer directement à cette opération.

10. BUDGET

Le budget dépendra des orientations ou des stratégies précises retenues pour chaque activité figurant au point 6b). Il faudra en outre tenir compte des ressources qui pourraient provenir des membres du CCMF et d'autres partenaires éventuels, p. ex., l'ACPPP. On a toutefois établi un estimé global des frais annuels qui se trouve à l'annexe 10 du document «Mise en oeuvre de la stratégie nationale sur les forêts, Durabilité des forêts : Un engagement canadien du point de vue du Conseil canadien des ministres des forêts».

Septembre 1992

ANNEXE 1

Distribution et mise en valeur de la Stratégie nationale sur les forêts, de l'Accord canadien sur les forêts et de la brochure

°	lettre du président du CCMF aux invités et participants du colloque/congrès	1 650
°	ambassades canadiennes et délégations commerciales	400
°	distribution par Forêts Canada au niveau fédéral : ministres, députés, membres du comité permanent du Sénat, bureaux régionaux et locaux, instituts et réserve	6 500
°	ministères provinciaux et territoriaux des Forêts en vue de la présentation par les ministres à leurs collègues, et autres formes de distribution	3 300
°	une délégation canadienne spéciale se rendrait en Suède	100
°	CNUED à Rio et autres tribunes internationales	2 000
°	ACPPP	2 000
°	autres associations non gouvernementales	1 000
		<hr/> 17 000

- ° L'accord et la brochure ont été traduits dans plusieurs langues en différentes quantités :

français/anglais	17 000
espagnol	2 000
portugais	2 000
allemand	2 000
japonais	1 500

**COALITION POUR LA STRATÉGIE NATIONALE
SUR LES FORÊTS
MEMBRES PROPOSÉS**

Tous les sous-ministres du CCFM

Alberta Forest Products Association

Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers

Association canadienne pour la sylviculture

Association des écoles forestières universitaires du Canada

Association des industries forestières de l'Ontario

Association forestière canadienne

Bureau du bois de sciage des Maritimes

Council of Forests Industries of British Columbia

Fédération canadienne de la faune

Fédération canadienne de la nature

Fédération canadienne des propriétaires de boisés privés

Habitat faunique du Canada

Institut forestier du Canada

IWA-Canada

National Aboriginal Forestry Association

Prince Edward Island Nature Trust

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

FORMULE PARTAGE DES COÛTS DU CCMF

Canada	33.3%
Terre-Neuve et Labrador	3.0%
Île-du-Prince-Édouard	1.1%
Nouvelle-Écosse	3.0%
Nouveau-Brunswick	3.0%
Québec	13.8%
Ontario	13.8%
Manitoba	6.0%
Saskatchewan	6.0%
Alberta	8.5%
Colombie-Britannique	8.5%
Territoires du Nord-Ouest	-----
Yukon	-----
	100%

ESTIMÉ PRÉLIMINAIRE DU FINANCEMENT REQUIS POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA PROPOSITION

	92-93	93-94	94-95	95-96	96-97	TOTAL
1) Trousse de mise en oeuvre (par CSNF)	5,000	---	---	---	---	5,000
2) Rapport annuel SNF (par CSNF)	0	5,000	5,000	5,000	5,000	20,000
3) Cadre d'évaluation (par CSNF)	0	---	---	---	---	0
Évaluations (travail de base par CSNF)						
• analyse du consultant	---	---	50,000	---	75,000	125,000
• impression et distribution	---	---	20,000	---	25,000	45,000
Total	0	---	70,000	---	100,000	170,000
4) Cadre de communications						
• encarts médiatique	0	175,000	175,000	175,000	175,000	700,000
• relations avec les médias	0	30,000	30,000	30,000	30,000	120,000
• trousse de conférencier	25,000	5,000	5,000	5,000	5,000	45,000
Total	25,000	210,000	210,000	210,000	210,000	865,000
5) Coalition pour la Stratégie nationale sur les forêts	10,000	10,000	10,000	10,000	10,000	50,000
TOTAL	40,000	225,000	295,000	225,000	325,000	1,110,000

* En sus à la participation courante des partenaires (temps du personnel et coût y afférents) et aucune allocation pour le financement d'intervenants. Le financement d'intervenants, si lieu, serait fourni directement par les partenaires; aucun financement anticipé.

CANADIAN COUNCIL OF FOREST MINISTERS ANNUAL MEETING

Implementing the National Forest Strategy
"Sustainable Forests: A Canadian Commitment" from a
Canadian Council of Forest Ministers' Perspective

National Forest Strategy Implementation Task Force

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 14 octobre 1992

**Implementing the
National Forest Strategy
"Sustainable Forests: A Canadian Commitment"
from a
Canadian Council of Forest Ministers' Perspective**

**Proposal
Prepared by the
National Forest Strategy Implementation Task Force**

October 1, 1992

INDEX

	Page
Executive Summary	i
Purpose	1
Issue	1
Background	1
Issues for Discussion and Decision	2
1. Implementation	3
2. Annual Review and Evaluation	5
3. Communications	9
4. Implementation Coordination Structure	10
5. Financing	11
Conclusion	12
Appendices:	
- Action Plan Model	I
- Responsibility for Commitments	II
- Action Plan - CCFM as Trustee	III
- Specificity of Commitments	IV
- CFA/CIF-led Coalition Monitoring and Review Proposal (April 13, 1992)	V
- Communications Framework	VI
- National Forest Strategy Coalition - Proposed Membership	VII
- CCFM Cost-Sharing Formula	VIII
- Estimate of Funding Require to Implement Proposals	IX

(i)

EXECUTIVE SUMMARY

As **trustee**, the CCFM is committed to the following:

- both the CCFM collectively and its Ministers individually will develop action plans and encourage others to do the same; and,
- the CCFM will review progress annually and conduct an independent evaluation of progress mid-way through the Strategy and at its completion, the latter two to be carried out by an independent third party and the results to be published.

The CCFM also has **specific commitments** to deliver:

- 1.7 national reporting system on state of forest biodiversity;
- 3.4 plan to upgrade national data base;
- 4.7b) national workshop on the sustainable supply of timber; and
- 6.5 feasibility of a certification system for silviculture and forest workers.

The task force recommends that CCFM also address collectively:

- 1.6 working definitions of biodiversity;
- 3.5 system of national indicators; and,
- 4.7a) assessment of timber supply opportunities.

To assist the CCFM deliver on its role as trustee, the task force proposes a **National Forest Strategy Coalition (NFSC)**, composed of the Canada Forest Accord signatories. It would advise the CCFM and steer the implementation, annual review, evaluation and communications aspects of the Strategy.

Its first task is to finalize an **Implementation Package** for distribution. The package includes the following:

- an action plan model;
- an overall action plan for the CCFM as trustee;
- a matrix outlining primary and participatory responsibilities for each commitment; and
- a table identifying one or two measurement criteria / indicators for each commitment.

The NFSC would undertake the **annual reviews** and publish a National Forest Strategy Annual Report.

The NFSC would develop a methodology to **evaluate** the Strategy for use during the mid-term and final evaluations. These would concentrate on measuring success and relevance, leaving cost-effectiveness measurement to the implementors. Planning, reviews and assessments of specific action plans are the responsibility of the implementors.

(ii)

A **communications framework** is proposed. It is the first of a two step approach, the second being individual communications plans. It recommends:

- communication objectives and messages;
- the distribution of the proposed Implementation Package;
- a speakers' kit;
- a media relations campaign surrounding annual reporting;
- the publication of the NFS Annual Report and its further release through the media; and
- publication and distribution of evaluation reports.

The CFCC, with NGO representatives, would address the above in close cooperation with the NFSC.

The task force recommend that the NFSC actively pursue its activities in **coordination with other related initiatives**, such as the international image, post-UNCED and prosperity initiatives.

Financing required to implement this proposal is estimated at \$1,110,000. While most costs would be borne by the CCFM, it is recommended that financial contributions be sought from non-government partners.

Benefits to accrue to the CCFM and Canadians from this approach are:

- coordination of open, positive and productive dialogue, begun with the development of the Strategy;
- activities better coordinated, results-oriented and directed at achieving Strategy goal and objectives;
- increased economy and efficiency resulting from new and desired partnership; and
- increased credibility.

A. PURPOSE

Proposal on how to implement the National Forest Strategy '*Sustainable Forests: A Canadian commitment*' from a Canadian Council of Forest Minister's perspective.

B. ISSUE

Seek views and direction from the CCFM at their annual meeting in Saskatoon, October 13-15, 1992.

C. BACKGROUND

The extensive consultations undertaken by the CCFM with a broad cross-section of Canadians since November 1990 have been very positive and productive. They have resulted in the new five-year strategy ***Sustainable Forests: A Canadian Commitment*** and the ***Canada Forest Accord***. They set out in broad terms what is needed to achieve our primary goal – sustainable forests nationwide. Notwithstanding the role of the CCFM and its members as leaders, trustees, catalysts and major players, the strategy is that of all Canadians and, as such, their responsibility.

The goal of the new national forest strategy, repeated in the Canada Forest Accord, is to maintain and enhance the long-term health of our forest ecosystems, for the benefit of all living things, both nationally and globally, while providing environmental, economic, social and cultural opportunities for the benefit of present and future generations.

Nine strategic directions are identified each having at least one framework for action and related objective(s). Thereunder are specific commitments, many of which are implementable by a large number of stakeholders, individually and collectively.

Canadians, particularly participants in the strategy development process and signatories to the Accord, expect to be invited to participate in the planning, implementation, monitoring and evaluation of the strategy and its components. Further, they expect concrete and measurable results to ensue.

Partnerships, new or improved, are required, involving public participation in decision making. Concomitant to this is the financial leveraging of partners in specific projects.

The task is now to address the challenge of implementing the strategy, transforming commitments into reality. Initiatives, similar across the country and involving all Canadians, must be developed, implemented and reported, and visibly so. Further, they must all adequately address the strategy's goal: "sustainable forests - nationwide".

The CCFM is trustee of the Strategy. It has played and must continue to play a central leadership role. Ministers are committed to:

- 1) developing their own action plans, individually and collectively, and encouraging others to do the same;
- 2) reviewing progress at the CCFM annual meetings; and,
- 3) completing formal evaluations at the half-way point and again in five years, such reviews to be carried out publicly by an independent third party and the results to be published.

The term of the strategy for realizing commitments made is five years and there is a need to harmonize activities and manage the Strategy as a whole and in a consistent fashion. This implies a coordinated, not a centralized, approach, in the areas of planning, implementation, communications, monitoring and evaluation.

The Strategy and the post-UNCED (United Nations Conference on the Environment and Development) project may be but two of a series of very similar and related initiatives working towards the same objective - sustainable forests nationwide. It is paramount to ensure the coordination, if not the integration or at least the complementarity of these when planning, implementing and reporting. Other projects are the Canadian image and the prosperity initiatives.

A federal-provincial ad hoc committee had discussed the question of the Strategy's implementation in June 1992, and had circulated a paper for discussion at the meeting of CCFM Deputies in Waskesiu, Saskatchewan on June 24, 1992.

The CCFM Deputies directed that an ad hoc task force, composed of federal, provincial and NGO representatives, be formed to put together, for the CCFM annual meeting, a proposal for implementing the National Forest Strategy. This task force is reporting by way of the present proposal and will cease to exist at the conclusion of the 1992 CCFM annual meeting.

D. ISSUES FOR DISCUSSION AND DECISION

In order to assist the CCFM satisfy the roles stated in the previous section and to ensure that the Strategy is planned, implemented, monitored, evaluated and reported on in a consistent manner across the country and internationally, the following should be addressed as early as possible:

1. implementation (action plans, individual and collective);
2. annual review and evaluation;
3. communications;
4. implementation coordination structure; and
5. financing.

1. IMPLEMENTATION

At issue is the degree of coordination and assistance required to successfully implement the Strategy.

Action Plans:

When planning, implementing, monitoring, evaluating and communicating the Strategy or its components, it is necessary to operate at three levels: individual, collective and strategy. Further, it is necessary to do so from the onset, starting with the development of action plans.

At the **individual level**, the CCFM, the CCFM Ministers and other government and non-government organizations and individuals must ensure that they achieve their specific commitments. They must define, plan and implement action plans, enter into partnerships with their constituents where required, report on progress and stimulate and coordinate others. Each must decide how far it wishes to go, what commitments are priority and to what extent it will involve, encourage and coordinate others within its constituency or area of responsibility.

As an entity, for example, the **CCFM must implement its specific commitments, commitments 1.7, 3.4, 4.7 b) and 6.5**. The leaders charged with these tasks, eg. the National Forestry Database Program Steering Committee or new ad hoc committees to be created, should develop action plans and submit these to the CCFM for approval.

There may be instances, over time, where the membership of various organizations may wish to address certain commitments **collectively**. Criteria to determine such involvement would be homogeneity of results, avoidance of duplication, improved results, cost-effectiveness, success and efficiency. Further to analysis and application of such criteria, **it is recommended that the CCFM also address collectively commitments 1.6 and 3.5 and that CCFM Deputies be tasked with preparing proposals for the Council.**

Further, there are many commitments in the strategy that require significant amounts of resources, design and time before they can be adequately and successfully met. Collective instruments, for example, which have been successful and reactive to changing conditions and requirements over time are the federal-provincial/territorial forest resource development agreements (FRDAs). **It is recommended that thought be given to FRDAs and other similar instruments for implementing certain commitments of the strategy. Furthermore, thought should be given to the benefits of expanding the agreements or components therein to be tri-partite and possibly more.**

There may also be occasions where, for example, commitments are the responsibility of all governments and where responsibility for leadership and/or action could be **parcelled-out**, for example, one commitment is addressed by one or two governments for all. Criteria for determination would be similar to that for collective approaches. No such commitments, however, have been identified for the CCFM by the task force.

At the **Strategy level**, the CCFM, as trustee, must meet its obligations. As such, it has to report on progress in implementing the strategy, as a whole, and there is merit to doing so from the onset by ensuring some degree of consistency in clarifying commitments, planning and implementation across jurisdictions, and facilitating reporting and evaluation. **Various measures are recommended which can be taken by the CCFM in a broad generic sense to assist all constituents move in some harmony toward achieving the Strategy's goal.** That, in essence, is what the task force is proposing.

An action plan model is recommended which could be used by all, substantially in the form described in Appendix I. Responsibility for detail is up to each responsible individual, group or jurisdiction filling it; however, it must be remembered that product definition, clear criteria and indicators will have significant impact on implementing successfully, coordinating, reviewing and reporting on the strategy.

In developing action plans, linkages with other commitments in the strategy and with outside initiatives that are related should be identified as soon as possible. This would help establish awareness, effective communications if required, reduce duplication and ensure transfer of pertinent information in a timely manner.

It is important that, as trustee, the CCFM and its members develop and actively encourage others to develop, implement and report on action plans. The Ontario Ministry of Natural Resources, for example, has set up a National Forest Strategy Creation Team composed of a cross-representation of groups involved in forestry in Ontario and with leaders identified for each of the nine strategic directions. That Team is developing action plans substantially in the form proposed here, the result being an Ontario Action Plan. **It is recommended that Ontario's National Forest Strategy Creation Team approach be considered by each member of the CCFM and each of the other Accord signatories, where applicable, for his or her own jurisdiction/organization, and by the CCFM as such.**

A matrix outlining primary and participatory responsibilities identified in the Strategy for each of the commitments has been prepared, is attached as Appendix II and is recommended. This should prove useful in creating the teams developing and implementing action plans.

A recommended overall action plan for the CCFM, as trustee, has been drafted and is attached as Appendix III. Such a plan should also be made available to the major constituents/partners involved in the Strategy so that they can plan their activities around this plan (e.g. date by which action plans should be completed, annual progress report deadline, mid-point evaluation, final evaluation, etc.).

The above tools can be useful to individuals, organizations and jurisdictions. **It is recommended that these tools be included in an Implementation Package which also includes the various other appendices of this document and that it be distributed by the CCFM to assist constituents organize their planning, implementation and reporting on results in a similar fashion.** These generic tools will have to be further polished before they are distributed at large as a package. In no way are these intended as a centralization of information and/or decision making. The purpose is harmonization of effort and ensuring effectiveness, efficiency and improved chances of success over the next few years.

2. ANNUAL REVIEW AND EVALUATION

As trustee, the CCFM is committed to reviewing progress at its annual meetings and arranging for additional reviews (evaluations) at the half-way point and again in five years. The latter reviews are to be carried out publicly by an independent third party and the results published.

When looking at the question of monitoring and evaluating the strategy there is a need to operate at three levels: action plans implemented at the level of individuals; action plans at the organizational/jurisdictional levels, for example, the government of Ontario, the CPPA, CWH, the federal government, etc.; and the level of the Strategy, its goal, directions and commitments, globally speaking.

Appropriate monitoring and evaluation at these levels, especially the latter two, cannot occur without an appropriate harmonization of approach and coordination, as proposed in the previous Implementation Section. Without generic approaches to the development, implementation and reporting on action plans at the specific commitment level, it becomes difficult to evaluate and monitor action plans at the jurisdiction/organization level and even more so at the strategy, strategic direction and objective levels. Further, it becomes difficult to link commitments to objectives, directions and the Strategy goal.

Given the commitments made and a desire to see their successful implementation at all levels and given the need to demonstrate movement toward this and to take necessary corrective action throughout, ***a general framework is being proposed to address the question of:***

- ***annual review by the CCFM; and***
- ***mid-term and final evaluations.***

A monitoring/evaluation framework for the new strategy is fundamentally important in several ways, especially if developed early on in the developmental and implementation stages.

It enables those responsible for the implementation or the coordination of the implementation to address questions of focus and intended outputs and to sharpen the strategy's direction. It helps ensure that accountability in strategy direction and delivery is maintained by creating specific feedback mechanisms. It also establishes criteria to monitor the linkages between performance and expectations at regular intervals. Further, it will assist in maximizing effectiveness and efficiency, avoiding duplication, realizing economies and demonstrating that, in Canada and within jurisdictions and organizations, sustainable forest development is organized, well coordinated and being addressed adequately.

An overall results-focused management of the strategy, which entails full consultation with government and non-government officials responsible for design and implementation of commitments, at whatever level, will ensure the pertinence of information collected for the ongoing management of the strategy and specifically for use in performance monitoring and maintaining strategy relevance and effectiveness. Further, assurance that performance expectations and the choice of appropriate measurement criteria are management-driven will enhance both quality of the eventual evaluations and their findings.

i) Annual Review

It is proposed that, at annual CCFM meetings:

- a. the CCFM Chair report broadly on specific CCFM accomplishments and plans;
- b. CCFM Ministers report on accomplishments and plans within their respective jurisdiction, eg. Ontario Action Plan, (round table);
- c. CCFM Committee Chairs charged with implementing specific action plans (e.g. National Forest Data Base Program) provide further details in their annual reports; and
- d. under the sponsorship of the CCFM, a brief public statement on strategy progress, the National Forest Strategy Annual Report, be published, highlighting major accomplishments reported by Canada Forest Accord signatories and other major organizations or individuals delivering on commitments. The report would cover more than CCFM accomplishments, given the broader ownership of the Strategy.

Major commitments met, partially met, or not met, would be reported and briefly discussed. Relevance, cost effectiveness or impact analyses would not be undertaken or reported. The approach to gathering information would be simple and by way of letter.

The latter is strongly recommended and could be prepared and published by a government and non-government group reporting to the CCFM, as recommended in Section 4. Implementation Coordination Structure. ***For 1992, it is recommended that such a report take the form of a brief communiqué for release by the CCFM Chair shortly after the October 1992 CCFM Annual Meeting, announcing the creation of the proposed National Forest Strategy Coalition (Section 4) and possibly its Chair, and reporting on progress made by the CCFM as trustee.***

Such an annual report would demonstrate a desire to continue with the open process undertaken in developing the Strategy. ***Further, it is recommended that the report be incorporated in various publications such as the federal State of the Forests report, the Forestry Chronicle, Mclean's and l'Actualité.***

ii) Evaluation

The CCFM has agreed that the strategy is to be evaluated after 2.5 years (August 1994) and 5 years (March 1997) by an independent third party and that the results will be published.

There are two phases to undertaking such evaluations:

- Phase 1. the development of baseline data and evaluation methodologies which are reasonable, clear and simple; and
- Phase 2. the carrying-out of evaluations in 2.5 and 5 years' time.

Appropriate action plan development and management, by all and at all levels, and appropriate reporting at the CCFM annual meeting will help in carrying out these phases.

There are basically two levels at which evaluations should be done: specific individual or organizational action plan level and the strategy level itself, its goal, objectives and broad commitments. Further, there is a need to address the questions of relevance, success and effectiveness.

Reviews and assessments at the specific action plan level are the responsibility of implementors and it is strongly recommended that they be done at the implementation level without putting in place a centralized collating/reporting system at the CCFM level. Specific jurisdictions/organizations may decide, however, to put in place centralized systems for their overall action plan management purposes. That is up to them. Success, relevance and effectiveness measurement would occur at the specific action plan level(s).

Evaluating the Strategy itself is the responsibility of CCFM and it is recommended that the CCFM concentrate its efforts, as trustee, on measuring success and relevance, leaving cost-effectiveness measurement and details aside given difficulties of quantification, volume and roll-up. Such an approach is more reasonable, less costly and less conducive to unnecessary comparisons. Measuring relevance, results and degree of accomplishment in meeting the Strategy's goal and objectives, as well as impacts, and preparing for a subsequent strategy addressing emerging issues would be a wiser expenditure of funds. During or after the mid-term evaluation and up to the final evaluation, the NFSC or a sub-committee thereof could begin looking at, separately, the development of a new national forest strategy (1997).

Given a certain lack of clarity in certain commitments, given a resulting difficulty in measuring results at the action plan and especially at the strategy levels and given a desire to ensure that actions lead to intended results, **it is recommended that a table "Specificity of Commitments" (Appendix IV) be completed early on by the proposed National Forest Strategy Coalition (Section 4) with the assistance of major implementor representatives. This table would identify the degree of clarity of commitments and one or two criteria/indicators that would clarify commitments and assist in measuring and reporting on progress.**

This revised table would be added to the Implementation Package that would be circulated to implementors in the field. Such added guidance would facilitate planning, implementation and evaluation, direct action to objectives and goal and confirm the desire to keep alive a positive dialogue similar to that in developing the strategy.

As can be seen in the proposed action plan model, "what has been done up to date" would be described as well as the ultimate expected deliverable product, "product definition". **It is proposed that the "up to date" or baseline date be March 1992** when the Strategy was finalized and the Accord signed. This will assist in measuring the degree of progress, especially if the criteria/indicators (Appendix IV) are developed and combined therein.

A CFA/CIF-led coalition submitted a proposal to the CCFM on April 13, 1992, by which it or the National Round Table on the Environment and the Economy (NRTEE) could ensure the monitoring and review of the National Forest Strategy action items on behalf of the CCFM. The NRTEE has since indicated that it is not prepared to undertake this. The remaining proposal is that of the coalition. A copy is attached for information as Appendix V. Its strengths are that:

- a cross-representation of interest groups forms the coalition;
- it provides objectivity and credibility;
- it keeps alive the positive and productive dialogue and public participation begun while developing the Strategy and Accord;
- it replaces the CCFM's Executive and Steering Committees which developed the Strategy;
- the coalition's mandate can easily be expanded from covering only the monitoring and reviewing the Strategy to covering all aspects of the Strategy's implementation;
- it could help the CCFM satisfy its commitment as trustee, while helping CCFM members also become active members/players in the coalition;
- the group is as independent as can be, recognizing full well its members are also being accountable for commitments; and
- contributions in time, expertise and resources could be brought in.

Some weaknesses are that:

- the trustee role of the CCFM may shift to the coalition in part;
- the proposal only deals with monitoring/evaluation;
- the proposal does not deal with the annual progress reviews; and
- "review", "monitoring" and "auditing" are used interchangeably.

It is recommended that this coalition be broadened to include all Accord signatories it report to the CCFM and its mandate cover all aspects of the Strategy implementation.

It is recommended that Phases 1 and 2 of the evaluation be contracted out by the CCFM through the broadened coalition, the National Forest Strategy Coalition (NFSC), as proposed in Section 4, such contract(s) to be managed by the NFSC's proposed Steering Committee. Their purpose would be to look at the evaluation of the strategy as a whole. The contractor must consult with all major implementors. ***It is proposed, further, that the resulting process, baseline data and methodologies would be circulated at large, with the proposed Implementation Package*** (Section I), for use, if so desired, by individuals jurisdictions or organizations in planning, monitoring and evaluating their own action plan(s).

It is recommended also that, before any contractor is approached, the NFSC prepare the proposed Implementation Package, defining criteria/indicators, clarifying commitments and defining an evaluation process with the mid-term and final evaluations in mind. The resulting documents could result in avoiding the cost of a contractor for phase 1, a saving. ***Further, for phase 2, the coalition could do a lot of the groundwork in getting the information required for the evaluations.*** A contractor would then only be required for bringing things together, filling gaps, and doing analyses and the final report, another saving.

3. COMMUNICATIONS

Action in communicating the Strategy and Accord is already under way. Close to 17,000 french and english copies of the Strategy, Accord and a related brochure have been distributed across Canada and internationally. Further, the accord and brochure are available in Spanish, Portuguese, German and Japanese, and have been distributed.

Communications plans, as a next step, would be beneficial if developed at two levels, national and jurisdictional/organizational/individual. The purpose at the national level is to identify target audiences, provide broad common objectives and messages, and preferred communication tools that should assist spokespersons and help ensure complementarity and consistency. Their application at the jurisdiction/organization level, including CCFM specific initiatives, would be the responsibility of each jurisdiction/organization/individual.

Not only must those who made commitments deliver on their commitments, they must be seen as doing so and doing so fully. The Strategy's visible and open implementation will prove useful in improving everybody's credibility, in encouraging greater participation and in delivering on commitments. Further, it would facilitate the development of a subsequent strategy and cause the development of much more measurable commitments, as desired by all participants in the development of the present strategy, from the onset.

The approaches to communications situate themselves, therefore, at two levels:

- a. a broad national communications framework with application at the local levels; or
- b. an ad hoc approach, each jurisdiction/organization/individual on its own.

Option a., a broad national communications framework is strongly recommended. A communications framework has been prepared, therefore, and is attached as Appendix VI.

The target audiences which have been identified are the public at large, the forest community (wide range of forest interest groups consulted in developing the Strategy, national councils of ministers and other political audiences, the media and the international publics (customers in particular).

Activities recommended under this communications framework are:

- ***the distribution of the proposed Implementation Package ;***
- ***the preparation of a speakers' kit for use at local, regional or national forums or meetings;***
- ***a media relations campaign surrounding annual reporting activities;***
- ***the publication of a National Forest Strategy Annual Report and its further release through broad reaching media, for example a four page insert; and***
- ***the publication and distribution of mid-term and final evaluation reports.***

The above are essentially an umbrella plan and but the first of a two-step approach. Implementors would, as the second step, have responsibility to prepare and deliver their own specific communications activities.

It is recommended that a Canadian Forest Communicators Committee (CFCC) modified to include NGO representatives, be tasked in concert with the National Forest Strategy Coalition, with preparing the appropriate generic communications tools listed above.

It is paramount that the communications framework be fully integrated with other related initiatives at the national and international levels, such as the international image, post-UNCED and prosperity initiatives. The task force recommends, therefore, that the CFCC and NFSC, develop appropriate approaches to fully integrate these and other related initiatives.

4. IMPLEMENTATION COORDINATION STRUCTURE

Notwithstanding individual approaches, and the use of ad hoc task forces reporting to the CCFM, there is a need to have a collective CCFM-led approach to accomplish the above and to ensure a successful, effective, visible and maximal implementation of the Strategy. Options are:

- **National Forest Strategy Coalition** mandated by the CCFM with advising it on and steering broad implementation aspects (action plans, communications, monitoring/evaluation and other ad hoc matters). Its general direction, operational and managerial functions would be undertaken by a small steering committee composed of four or five government and non-government representatives.

This committee would be composed to a great extent of the National Forest Strategy Steering Committee and Executive Committee members, as well as other signatories to the Accord, (proposed membership is outlined in Appendix VII). It builds on the CFA/CIF led coalition proposed last April. Further, it would, for example, be independent, supportive of public participation commitments, continue the positive dialogue begun in developing the Strategy, reflective of the broad commitment to the Strategy and Accord, and conducive to stimulating implementation and accountability. Task Forces or contractors would report to it, as required;

- **CCFM ad hoc task forces** reporting to CCFM Deputies undertake the development of CCFM action plans, communication plans and evaluation criteria and manage/coordinate the overall process. They could include government and NGO representatives in their memberships. In addressing their tasks and, depending on the subject at hand, they would consult with governments and NGOs. They would ensure operational/managerial functions relating to the strategy and its implementation; or
- **no organization** and laissez-faire approach.

It is recommended that the National Forest Strategy Coalition (NFSC) be created, reporting to the CCFM.

The **NFSC Chair** should be a person of renown, influence, objectivity, independency, accepted by peers, available and with no ax to grind. As well, it would be beneficial for that person to have been involved in the Strategy since the onset. Examples of such persons are: Rod Carrow, Walter Giles, John Houghton, David Neave and Jean Claude Mercier. ***It is proposed that the NFSC recommend a Chair to the CCFM Chair who would in turn invite that person.***

A **secretariat** should report to the NFSC. It should have characteristics similar to those of the Chair. Four options are:

- 1) the CCFM Secretariat with assistance from Forestry Canada, as was done in developing the Strategy;
- 2) Forestry Canada alone (funding cost-shared only if and where required);
- 3) NFSC partner(s) (financing, location and management to be determined by the NFSC) ; or
- 4) an independent secretariat with its own staff, office, logo and budget.

The first three options would use existing resources to a significant degree and be less expensive than the latter; however, the latter would be dedicated to the task and be more independent.

The task force recommends Option 3), a secretariat decided on and provided by the NFSC. Partners are included in the decision, options 1) and 2) remain possible and an independent approach is retained without necessarily creating an office.

5. FINANCING

Whatever approaches are taken, financing is required to see that the Strategy is planned, implemented, reviewed, reported on and publicized effectively, at all levels, including the CCFM.

A preliminary assessment of funding required to implement the present proposal, till March 1997 and not including ongoing costs of partners not charged to the initiatives, is \$1,110,000: \$40,000 in 1992-1993; \$225,000 in 1993-94; \$295,000 in 1994-95; \$225,000 in 1995-96; and \$325,000 in 1996-97. Appendix IX sets out costs broken down by initiative. No breakdown of these estimated costs between CCFM and partners have been calculated. They will have to be negotiated, and may be financial or in kind.

It is recommended that the CCFM membership, notwithstanding individual costs within respective jurisdictions, allocate funding to the above, or parts thereof using the existing CCFM cost-sharing formula.

There may be a requirement, on a case by case basis to strike cost-sharing partnerships with others at the NFSC level, e.g. project costs, travel, time, printing and distribution.

D. CONCLUSION

The task force recommends that the CCFM:

- 1. *accept the proposals; and***
- 2. *mandate CCFM Deputies with assisting the CCFM Chair ensure that appropriate structures are put in place and action is taken.***

Principles to be adhered to in addressing this matter are:

- clarity;
- reasonableness and feasibility;
- avoidance of duplication;
- cost-effectiveness;
- emphasize CCFM trustee role;
- respect jurisdictions
- clearly delineate roles and responsibilities;
- meet commitments and expectations, and strive to exceed if possible;
- cooperative action to ensure synergy and achievement of the Strategy's goal and objectives;
- open consultation and dialogue with partners;
- all partners pay/contribute to ensure a viable partnership; and
- report publicly on progress.

ACTION PLAN MODEL

The following components are proposed:

- title of commitment;
- strategic direction title and objective to which it relates;
- description of what has been done to date (March 1992);
- product definition (a clear operational definition identifying a concrete end product that is to be delivered, and timing) ;
- accountability (identification of leader and partners);
- linkages to other commitments in the Strategy and other related initiatives;
- deliverables (concrete results in chronological order over the life of the action plan with due dates identified, an indication of responsibility for deliverables and a space for variances);
- baseline data required for monitoring/evaluation purposes (should be kept at a minimum, be generic and fit into the monitoring/evaluation plan;
- communications plan;
- resources (a broad estimate of costs: existing funds and new funds).

Action plans should be short, e.g. 3 pages.

SUSTAINABLE FORESTS: A CANADIAN COMMITMENT

ACTION PLAN (draft example)

Commitment:	2.17	Working models of sustainable forest management
Strategic Direction:	2.0	Forest Stewardship: Forest Management Practices
Objective:		Encourage stewardship and use of best practices
Accomplishments to date:		
Product definition:		<p>By 1994 members of the forest community will establish ten model forests representing the major forest regions of Canada. Models will be:</p> <ul style="list-style-type: none">• based on the management of forest ecosystems;• managed to achieve a full range of forest values;• open to public participation within a consultative framework; and• capable of demonstrating and evaluating new and ecologically sound forest practices.
Accountability:	Leader: Partners:	Forestry Canada Provincial governments Industry Wildlife Habitat Canada Aboriginals Municipalities Others
Linkages:	Other commitments: Other initiatives:	(to be done, e.g. R&D) federal Green Plan federal aboriginal forestry strategy

Delivery schedule:

Deliverables	Account-ability	Due Date	Completion Date	Comments
1. Review Committee created	ForCan	Aug 91	Aug 91	
2. Letters of intent	ForCan	Oct 91	Oct 91	
3. Proposals submitted	RevCom	Dec 91	Feb 92	More time to prepare
4. Recommended sites to federal Forest Minister	RevCom	June 92	June 92	
5. Announcement of sites	ForCan	June 92	June 92	
6. Agreements signed	ForCan	Nov. 92		
7. Working model forests established	Partners	1994		

Baseline Data:

Deliverables met and (n = 10) model forests established:

- based on the management of forest ecosystems;
- managed to achieve a full range of forest values;
- open to public participation within a consultative of framework; and
- capable of demonstrating and evaluating new and ecologically sound forest practices.

Communications:

Announcement of sites, signing of agreements, extensive technology transfer, communications on sites locally (visits, tours, etc..)

Resources (estimate):

Existing: \$
New: \$ 54 000 000 (+ partners' contributions)

Total: \$ 54 000 000 (+ partners' contributions)

Date: 1992.10.02/AHR

NATIONAL FOREST STRATEGY - RESPONSIBILITY FOR COMMITMENTS(1)

(1992.09.21)

LEGEND:	X:	PRIMARY RESPONSIBILITY	O:	PARTICIPATORY RESPONSIBILITY	*:	RECOMMENDED LEAD, IF ANY
1.	=	Canadian Council of Forest Ministers		17.	=	Professional and Technical Forestry Associations
2.	=	Federal Government		18.	=	Educational Institutions
3.	=	Provincial Governments	(2+3+4 = Governments)	19.	=	Aboriginal Organizations
4.	=	Territorial Governments		20.	=	Aboriginal Forestry Organizations
5.	=	Public/Private Forest Management Agencies		21.	=	Private Forest Owners
6.	=	Forest Research Organizations		22.	=	Private Forest Owners Organizations
7.	=	Forest Community		23.	=	Public
8.	=	Research Agencies		24.	=	Industry
9.	=	Fire Research and Operational Fire Management Organizations		25.	=	Labour
10.	=	Key Groups or Organizations		26.	=	Universities
11.	=	Appropriate Stakeholders		27.	=	Canada
12.	=	Tourism Associations		28.	=	We (2)
13.	=	Community Representatives		29.	=	Government Agencies
14.	=	Forest-Based Industry Associations				
15.	=	National & Regional Forest Research Advisory Bodies				
16.	=	Post-secondary Technical and Professional Educational Institutions				

(1) As stated in the Strategy document

(2) "Everyone who contributed to it (the strategy) has a role in making it work and is represented by the "we"..."(p. viii of Strategy)

(1992.09.21)

[illegible]

(1992.09.21)

[illegible]

(1992.09.21)

FOREST STEWARDSHIP: FOREST MANAGEMENT PRACTICES

Improve our ability to plan for a full range of forest values:

FOREST STEWARDSHIP: FOREST MANAGEMENT PRACTICES

[illegible]

(1992.09.21)

Reduce losses and protect our forests from insects, disease and competing vegetation:

(1992.09.21)

STEWARDSHIP: FOREST MANAGEMENT PRACTICES

[illegible]

(1992.09.21)

PUBLIC PARTICIPATION: EXPANDING THE DIALOGUE

29

(1992.09.21)

(1992.09.21)

(1992.09.21)

(1992.09.21)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

[illegible]

NATIONAL FOREST STRATEGY - RESPONSIBILITY FOR COMMITMENTS

(1992.09.21)

ECONOMIC OPPORTUNITIES: A CHANGING FRAMEWORK

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	
Increase the use of Canadian goods and services in world markets:																														
4.9 Improve programs aimed at promote forest-based goods and services		X	X	X																				X						
4.10 Expand tourism, ecological tours and recreation in the forest		X	X	X								X																		
4.11 Pursue improved access to markets		X																												
4.12 Pursue joint technical discussions aimed at internationalizing product standards, codes and certification procedures		X	X	X																				X						
4.13 By 1995, develop and put into operation a means of identifying and promoting Canadian forest products		X	X	X																				X						
4.14 Promote exports based on science and technology applications and services related to natural resources		X	X	X																				X						

NATIONAL FOREST STRATEGY - RESPONSIBILITY FOR COMMITMENTS

(1992.09.21)

ECONOMIC OPPORTUNITIES: A CHANGING FRAMEWORK

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Ensure that processes used in forest products manufacturing and resource management are environmentally acceptable:																													
4.15 Upgrade manufacturing facilities to meet national environmental standards																								X					
4.16 National environmental technology program	X																												
4.17 By 1994, adopt self-regulating codes of environmental practice													X																
Improve the viability and stability of forest-based communities:																													
4.18 Consider the needs of forest-based communities in regional economic and resource management planning	X	X	X	X																									
4.19 Encourage economic diversification	X	X	X	X								O												O	O				
4.20 Develop methods to address the needs of those communities highly dependent on forest-based industries	X	X	X	X								X												X	X				

(1992.09.21)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Ensure that Canada develops and applies the knowledge and technology needed to achieve sustainable forest management and improve the competitiveness of our forest-based industries:																													
5.1 Increase support for developing new wood products and processes	X	X	X	X																				X					
5.2 By 1995: (a) review funding of forest research in Canada; (b) identify ways of increasing investment	X						O																						
5.3 Give priority to research that expands networks and partnerships, and brings together specialties and skills								X																					
5.4 Increase efforts to transfer promptly and apply research results					X			X																					
5.5 By 1993, review and broaden membership of research advisory boards to reflect needs of all members of the forest community														X															
5.6 By 1993, review and revise research priorities															X														
5.7 Increase the involvement of research users in the planning, conduct and application of research								X																					
5.8 Encourage scientists and technologists to conduct research in all areas	X	X	X	X				X																		X			

(1992.09.21)

THE WORKFORCE: THE DEMANDS ARE GROWING

(1992.09.21)

ABORIGINAL PEOPLE: A UNIQUE PERSPECTIVE

[illegible]

NATIONAL FOREST STRATEGY - RESPONSIBILITY FOR COMMITMENTS

(1992.09.21)

PRIVATE FORESTS: A GROWING OPPORTUNITY

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Increase the environmental, economic, social and cultural benefits derived from private forests:																													
8.1 Instituting forest management programs that strive to achieve a fair return while supporting a full range of forest values		X	X	X																	X								
8.2 Develop and market a full range of products from private forests		X	X	X																	X								
8.3 Encourage further private forest stewardship ethic by:																													
(a) expanding the skills and knowledge of private forest owners;																												X	
(b) recognizing and supporting models of best practices on private lands																													
8.4 By 1993, complete a review of taxation systems and their impact on the management of private forests																					X								
8.5 Increase the afforestation of marginal agricultural land on ecologically appropriate sites		X	X	X	X																X								
8.6 To improve information available on private forests		X	X	X	X																X								

(1992.09.21)

OUR FORESTS: THE GLOBAL VIEW

[illegible]

(1992.09.21)

[illegible]

SUSTAINABLE FORESTS: A CANADIAN COMMITMENT

ACTION PLAN (draft)

Commitment:	Trustee of the Strategy on behalf of the Canadian forest community and the public.
Goal:	Sustainable forests nationwide
Product definition:	<p>Ministers:</p> <ol style="list-style-type: none">1) develop their own action plans, individually and collectively, and encourage others to do the same;2) review progress at the CCFM annual meetings; and,3) arrange for formal evaluations at the half-way point and again in five years, such reviews to be carried out publicly by an independent third party and the results to be published.
Accountability:	<p>Leader: CCFM Chair Partners: CCFM Ministers</p>
Linkages:	<p>Other initiatives:</p> <ul style="list-style-type: none">- "A Wildlife Policy for Canada"- "A Protected Areas Vision for Canada"- Federal Prosperity- UNCED Follow-up- Canadian Image- Other Councils, e.g. Parks, Wildlife & Environment

Delivery schedule:

Deliverables	Account-ability	Due Date	Completion Date	Comments
1. Implementation Task Force (TF) created	CCFM DMs	June 92	June 92	
2. Implementation proposal	TF	Sept. 92	Sept. 92	
3. Presentation to CCFM	TF Chair	Oct. 92	Oct. 92	
4. NFS Coalition (NFSC) created	CCFM	Oct. 92		
5. Implementation package	NFSC	Jan. 93		
6. Communications package	CFCC	Jan. 93		
7. Action plans finalized	All	Feb. 93		
8. Annual review framework	NFSC	March 93		
9. Evaluation framework	NFSC	June 93		
10. Annual review	NFSC	Autumn		
11. Mid-term evaluation	NFSC	Aug. 94		
12. Final evaluation	NFSC	March 97		

Baseline Data: National Forest Strategy Implementation Proposal

Communications: Framework

Resources (estimate):

Existing: \$N.A.
New: \$1,110,000

Total: \$1,110,000 +

Date: September 21, 1992/AHR

**NATIONAL FOREST STRATEGY:
SPECIFICITY OF COMMITMENTS**

Commitments in the Strategy have varying degrees of clarity: clear with date, clear no date and unclear (see attached table).

To assist in planning, monitoring and ultimately evaluating the Strategy, its goal, directions, objectives and activities, it is recommended that 1 or 2 simple and broad criteria/indicators be developed for each commitment that could then be used by implementors to plan, deliver and monitor progress.

These criteria/indicators are basically standard units of measure, e.g. numbers, percentages, met or partially met, etc. It is recommended that they be used across the board. They would be developed by the National Forest Strategy Coalition, with input from concerned implementor representatives. The resulting table, attached, would be circulated as part of the proposed implementation package.

The criteria/indicators should be clear, simple, reasonable and focus on communicating results. Further, they must be helpful in reporting on success in meeting commitments and on demonstrating the resulting success in meeting the objectives, directions and goal of the Strategy.

On page iv of the Strategy it is stated that "For practical purposes, however, the actions in this document are to be initiated and monitored over the next five years. Many of them are identified to be completed during this time. For those of a longer-term nature, where their full implementation cannot be achieved within such a limited period, significant progress will be made and a foundation established for continued action". Notwithstanding this definition, it is recommended that those developing action plans develop them for the period ending March 1997 and that they include specific deliverables with a clear product due March 1997.

EXAMPLES:

Commitment

Criteria

Clear with date:

- 1.7 By 1995, CCFM will establish a system for reporting nationally on the state of forest biodiversity.

System established
Unit: Yes or no

Clear with no date:

- 1.1 Governments will complete an ecological classification of forest lands

% of forest land classified; of forest
% of governments having completed
Unit: X%

- 1.5 Forest research organizations will increase their basic and applied research of forest ecosystems and their response to human activities.

Unit: X%

Expenditure on ecosystem research
Unit: \$ increase over 1992
% of organizations with increased \$

- 4.15 Industry will upgrade its manufacturing facilities where needed to meet national environmental standards.

% of production meeting standards;
% of industry having upgraded
Unit: X%

Unclear:

- 8.2 Private forest owners and governments will work cooperatively to develop and market a full range of products from private forests.

Number of cooperative initiatives
Unit: n
% of governments working cooperatively
Unit X%

September 1992/AHR

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

FOREST STEWARDSHIP: THE FOREST ENVIRONMENT

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Improve our ability to manage forest ecosystems and maintain their productive capacity and resilience:					
1.1 Ecological classification of forest lands		X			
1.2 Include measurable objectives for the state of the forest ecosystem in forest management plans			X		
1.3 Evaluate local soil, climate and wildlife conditions as part of the planning process			X		
1.4 Use silviculture techniques specifically suited to each site, to assist in ecosystem renewal			X		
1.5 Increase basic and applied research of forest ecosystems and their response to human activities		X			
Ensure forest management activities maintain the diversity of our forests:					
1.6 By 1995, develop working definitions of biodiversity	X				
1.7 By 1995, establish a system for reporting nationally on the state of forest biodiversity	X				

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

FOREST STEWARDSHIP: THE FOREST ENVIRONMENT

Commitment	Clear By Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
1.8 Complete by the year 2000, a network of protected areas representative of Canada's forests		X			
1.9(a) Develop working definitions of old-growth forests		X			
1.9(b) Formulate forest management strategies to ensure the continuation of old growth as a natural heritage			X		
1.10 Develop guidelines for forest management to protect genetic, species and habitat diversity		X			
1.11 Include specific measures to maintain biodiversity in their forest management plans			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

FOREST STEWARDSHIP: FOREST MANAGEMENT PRACTICES

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator 1	Criterion/Indicator 2
Improve our ability to plan for a full range of forest values:					
2.1 Broaden the scope of inventories to include the additional information needed			X		
2.2 Increase research to assist resource managers			X		
2.3 Review and revise forest land use and resource planning processes			X		
2.4 By 1995, review the quantity of resources harvested and replaced on their lands, opportunities for intensive silviculture, prevailing needs and guidelines for sustainable forestry	X				
2.5 Agreements to harvest various resources from public forest lands promote a holistic approach to forest management			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

FOREST STEWARDSHIP: FOREST MANAGEMENT PRACTICES

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Review and refine our timber harvesting practices:					
2.6 By 1995, review and where necessary revise timber harvesting practices and silviculture systems	X				
2.7 Plan timber harvesting operations in conjunction with other interests			X		
Ensure the prompt renewal of our forests:					
2.8 Ensure timber harvesting plans include provisions for regeneration and lending			X		
2.9 Ensure that all harvested areas are promptly and adequately regenerated			X		
2.10 Use regeneration practices that encourage diversity			X		
Reduce fire losses and manage the economic, social and ecological impacts of fire:					
2.11 Improve fire management capabilities			X		
2.12 Strengthen cooperative arrangements			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

STEWARDSHIP: FOREST MANAGEMENT PRACTICES

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Reduce losses and protect our forests from insects, disease and competing vegetation:					
2.13 Expand research into and use of ecological approaches to resource management			X		
2.14(a) Minimize the use of chemicals (b) Continue to use only nationally and provincially regulated products		X	X		
2.15 Increase research into new alternatives to chemical pesticides			X		
2.16 Expand efforts to compile and disseminate information on integrated pest management			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

STEWARDSHIP: FOREST MANAGEMENT PRACTICES

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Encourage forest stewardship and the use of the best forestry practices:					
2.17 By 1994, establish working models of sustainable forest management in the major forest regions	X				
2.18 Define ethics and general rules of conduct and role in support of sustainable forests		X			
2.19(a) Adopt Canadian codes of ethics, practices and professional conduct		X			
(b) Report regularly to the public on adherence to these codes		X			
2.20 Encourage the establishment of legislation regarding professional practice and registration and accountability of professional foresters			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

PUBLIC PARTICIPATION: EXPANDING THE DIALOGUE

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Ensure that the view of the public are reflected in forest management:					
3.1 By 1993, ensure that open, fair and well-defined processes of public involvement are used in (a) developing and reviewing forest policies; (b) planning use of public forest lands; (c) forest management plans on public lands; and (d) resolving conflicts	X				
3.2 By 1995, review and revise strategic forest policies	X				
3.3 By 1994, results of formal reviews of licences or agreements for harvesting on public forest lands made public	X				
Improve public access to easy-to-understand information on forests:					
3.4 By 1993, prepare a plan to upgrade the national database on forests	X				
3.5 By 1993, system of national indicators on sustainable forest management	X				
3.6 Regularly publish reports on the state of our forests		X			
3.7 Promote the availability of information to help the public participate in forest management			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

PUBLIC PARTICIPATION: EXPANDING THE DIALOGUE

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Heighten public awareness and knowledge of forests:					
3.8 Children participate in programs or projects aimed at giving them a greater understanding of forests and forest management			X		
3.9 Encourage outdoor "hands-on" forest programs for young people		X			
3.10 Increase field and mill tours for the public		X			
3.11 Provide the public with balanced information on Canada's forests			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

ECONOMIC OPPORTUNITIES: A CHANGING FRAMEWORK

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Diversify Canada's forest-based industries and increase the value derived from the forest:					
4.1 Identify and promote the broad range of economic opportunities for both timber and non-timber products and services			X		
4.2 Develop and market higher value products			X		
4.3 Identify various means of encouraging investment in value-added production			X		
4.4 Adopt policies and practices to encourage the development of business opportunities			X		
Improve the quantity, quality and continuity of supply of forest resources:					
4.5 Increase research to develop products that are based on under-utilized tree species and respond to the transition to second-growth forests			X		
4.6 Increase capacity to use recycled paper		X			
4.7(a) Assess opportunities to maintain and expand the sustainable supply of timber			X		
4.7(b) By 1994, sponsor a national workshop to review results and consider implications	X				
4.8 Expand intensive silviculture, within the principles of sustainable forest management, on lands identified for commercial timber production			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

ECONOMIC OPPORTUNITIES: A CHANGING FRAMEWORK

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Increase the use of Canadian goods and services in world markets:					
4.9 Improve programs aimed at promote forest-based goods and services			X		
4.10 Expand tourism, ecological tours and recreation in the forest			X		
4.11 Pursue improved access to markets			X		
4.12 Pursue joint technical discussions aimed at internationalizing product standards, codes and certification procedures			X		
4.13 By 1995, develop and put into operation a means of identifying and promoting Canadian forest products	X				
4.14 Promote exports based on science and technology applications and services related to natural resources			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

OUR FORESTS: THE GLOBAL VIEW

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
9.7 Pursue the: (a) Development of an international convention on the conservation and sustainable development of forests worldwide; (b) View to establishing internationally accepted principles and standards of forest management		X	X		
Assist other nations in the sustainable management of their forests:					
9.8 Providing support and forest management information		X			

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

OUR FORESTS: THE GLOBAL VIEW

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Maintain the contribution that its forests make to the health of the planet:					
9.1 Maintain the extent, diversity and health of its forests			X		
9.2 Practise sustainable forest management			X		
9.3 Strive to increase Canadian's understanding of, and support for, the contribution their forests make to the health of the global environment			X		
9.4 Conduct research to identify and reinforce the role of forests in maintaining healthy global environment			X		
Encourage cooperation among nations to maintain the health of the world's forests:					
9.5 Support for international conventions on climate changes and biodiversity		X			
9.6 Pursue the development of an international statement of principles on forests worldwide, in June, 1992	X				

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

PRIVATE FORESTS: A GROWING OPPORTUNITY

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Increase the environmental, economic, social and cultural benefits derived from private forests:					
8.1 Instituting forest management programs that strive to achieve a fair return while supporting a full range of forest values			X		
8.2 Develop and market a full range of products from private forests		X			
8.3 Encourage further private forest stewardship ethic by:			X		
(a) expanding the skills and knowledge of private forest owners;		X			
(b) recognizing and supporting models of best practices on private lands					
8.4 By 1993, complete a review of taxation systems and their impact on the management of private forests	X				
8.5 Increase the afforestation of marginal agricultural land on ecologically appropriate sites			X		
8.6 To improve information available on private forests			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

ABORIGINAL PEOPLE: A UNIQUE PERSPECTIVE

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Increase the involvement of Aboriginal people in forest land management:					
7.1 Develop a comprehensive Aboriginal forest strategy	X				
Ensure the recognition of Aboriginal and treaty rights in forest management:					
7.2 Development and application of legislation and policies governing the management of forest lands respect constitutional provisions for Aboriginal and treaty rights			X		
Increase forest-based economic opportunities for Aboriginal people:					
7.3 Encourage business development			X		
7.4 Complete strategic reviews of business opportunities in the forest-based economy		X			
7.5 In 1992, complete a strategy to address the training and employment needs of Aboriginal people	X				
7.6 Broaden education programs to reflect the Aboriginal land ethic as well as the constitutional status and positions of the Aboriginal people of Canada			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

THE WORKFORCE: THE DEMANDS ARE GROWING

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Enable the workforce to contribute fully to sustainable forest management and enhanced economic opportunities:					
6.1 By 1994, complete a forecast of employment and training needs	X				
6.2 Develop and put into operation training and development strategies and programs		X			
6.3 By 1994, review and revise programs and courses to ensure that they meet the broader needs of sustainable forest management	X				
6.4 Provide opportunities for advanced continuing education and skills upgrading for resource professionals and technicians			X		
6.5 By 1994, assess the feasibility of a certification system for silviculture and forest workers	X				
6.6 Develop ways to benefit from the insights, creativity and innovative abilities of those who live and work in the forest			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

FOREST RESEARCH: A TEAM APPROACH

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Ensure that Canada develops and applies the knowledge and technology needed to achieve sustainable forest management and improve the competitiveness of our forest-based industries:					
5.1 Increase support for developing new wood products and processes		X			
5.2 By 1995: (a) review funding of forest research in Canada; (b) identify ways of increasing investment	X	X			
5.3 Give priority to research that expands networks and partnerships, and brings together specialties and skills			X		
5.4 Increase efforts to transfer promptly and apply research results		X			
5.5 By 1993, review and broaden membership of research advisory boards to reflect needs of all members of the forest community	X				
5.6 By 1993, review and revise research priorities	X				
5.7 Increase the involvement of research users in the planning, conduct and application of research			X		
5.8 Encourage scientists and technologists to conduct research in all areas			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY - SPECIFICITY OF COMMITMENTS

(1992.09.21)

ECONOMIC OPPORTUNITIES: A CHANGING FRAMEWORK

Commitment	Clear & Date	Clear, No Date	Unclear	Criterion/Indicator I	Criterion/Indicator II
Ensure that processes used in forest products manufacturing and resource management are environmentally acceptable:					
4.15 Upgrade manufacturing facilities to meet national environmental standards			X		
4.16 National environmental technology program			X		
4.17 By 1994, adopt self-regulating codes of environmental practice	X				
Improve the viability and stability of forest-based communities:					
4.18 Consider the needs of forest-based communities in regional economic and resource management planning			X		
4.19 Encourage economic diversification			X		
4.20 Develop methods to address the needs of those communities highly dependent on forest-based industries			X		

NATIONAL FOREST STRATEGY

PROPOSAL FOR

MONITORING AND REVIEW OF THE ACTION ITEMS

Submitted by the Canadian Forestry Association
on behalf of a coalition of Forest NGO's

April 13, 1992

Background:

The National Forest Strategy document "Sustainable Forests - A Canadian Commitment" states:

"The Strategy is intended to guide our actions over the next five years. As trustee, the CCFM will review progress at its annual meetings and arrange for additional reviews at the half-way point and again in five years time. These two reviews will be carried out publicly by an independent third party and the results will be published".

To this end a coalition of non-government organizations, led by the Canadian Forestry Association and the Canadian Institute of Forestry, publicly made an offer to the Canadian Council of Forest Ministers at the National Forest Congress in Ottawa March 4. The offer was as follows:

"The Canadian Forestry Association, the Canadian Institute of Forestry, Wildlife Habitat Canada, IWA Canada, Canadian Nature Federation, Canadian Wildlife Federation and the National Aboriginal Forestry Association offer their services as individual organizations and as a group, to the CCFM to initiate a monitoring process for the implementation of the Strategy.

In the spirit of co-operation outlined in the new National Strategy, this group needs to be expanded to include other stakeholders, including government, industry, academic and other interest groups. It is important that a commitment to implementation of the Strategy be made today so that we can benefit from the momentum built up over the past 18 months and especially from the momentum of the past two days.

So the Canadian Forestry Association and the Canadian Institute of Forestry, on behalf of those organizations mentioned, have been asked to co-ordinate this process and we look forward to your acceptance of this offer as we would be pleased to participate in the monitoring process over the next five years.*

This offer was accepted by Federal Forestry Minister Frank Oberle, in his capacity as acting chair of the CCFM at the National Forest Congress, subject to approval by his CCFM colleagues.

CFA President Walter Giles subsequently called a meeting, on March 30, inviting all the NGO signatories to the Canada Forest Accord, as well as representatives of the federal, territorial and provincial governments.

The purpose of this meeting was to explore processes whereby the forest NGO community, in partnership with governments and the forest industry could review and monitor progress in implementing the sixty-eight action items of the National Forest Strategy.

In attendance were the following:

J. Walter Giles	Canadian Forestry Association
Tony Rotherham	Canadian Institute of Forestry
John Forster	Forestry Canada
Celia Graham	Ontario Ministry Natural Resources
Robert Peters	Newfoundland Dept of Forestry and Agriculture
Carolyn Caza	Wildlife Habitat Canada
Harry Bombay	National Aboriginal Forestry Association
Jim Cayford	Forestry Chronicle
Steve Thompson	National Round Table on Environment and Economy
Victor Brunette	Canadian Federation of Woodlot Owners
Glen Blouin	Canadian Forestry Association

WHO SHOULD MONITOR?

A coalition of forest interest groups led by CFA and CIF has come forward to offer their joint services to monitor the progress achieved in implementing the action items of the National Forest Strategy. These include: Wildlife Habitat Canada, IWA Canada, Canadian Nature Federation, National Aboriginal Forestry Association, and Canadian Wildlife Federation. The Association of University Schools of Canada and the Canadian Federation of Woodlot Owners have since joined in the proposal. The group believes the monitoring process should include representation from both the forest industry and governments, in partnership with the above. Rather than serving as an outside "watchdog" group, cooperation with the key players, ie, industry and governments, is preferred.

Alternatively, the initial exploratory meeting on March 30 raised the suggestion that the Forest Round Table, a 25-stakeholder group which has been meeting since June of 1991, might serve as an appropriate monitoring group. The advantages are: its present existence as a functioning body, its multi-stakeholder composition, and the level of co-operation and trust which has evolved within the group over the past year. A disadvantage is that there is no direct provincial government representation on the Round Table. This would necessitate some "marrying" of CCFM representatives with the Round Table. If this could be achieved, the result would be a truly representational multi-stakeholder forest body with the credibility and resources to monitor progress.

It should be stated that to date there has been no polling of the Round Table membership to determine if indeed there is interest from the group in participating in the monitoring process. The Round Table will meet again on May 12. If the CCFM chooses to explore the potential of such a relationship, the concept could be accommodated in the Round Table agenda at that meeting.

Either of the above options - a CFA/CIF led coalition, or the Forest Round Table - is open to discussion.

THE MONITORING PROCESS

PHASE 1

In the first year of the development of a five year monitoring strategy the initial step will be to establish the baseline against which to measure progress. Review of the sixty eight action items in the Strategy reveals four broad categories:

- 1) Action items which are quantifiable, and have associated time frames
- 2) actions items which are quantifiable, but which have no time frames designated in the Strategy document
- 3) action items which are quantifiable only by subjective or interpretive measures
- 4) action items which cannot be quantified.

The first three categories of action items will form the foundation of a baseline. The baseline will be an analysis of the status quo, in essence a "where we are now" snapshot of the current situation or level of activity. For each of the action items, there will be developed indicators, timeframes, identification of responsibilities, and processes for collecting and analysis of data.

The preparation of such a baseline should be completed no later than the end of year one (March 31, 1993). Results should be publicly reported.

The monitoring agency will by that time have devised a process whereby each of the action items can be audited. Some items will be simple and straightforward, others will be more complex. Some measures of progress can be provided by the key players themselves - provincial governments, the forest industries, NGO's; others may require contracting the services of an independent auditing agency. CCFM cooperation and funding is essential for these services and the preparation of the baseline report.

PHASE II

Phase II would encompass a mid-strategy review of progress, and would focus on the action items identified in the baseline as measurable. The independent review would suggest processes whereby those items not considered to be making sufficient progress could be improved. This 2½ year progress report would be submitted to the CCFM.

PHASE III

Phase III, the final report on progress, would serve three purposes:

1. To report on the level of achievement by all stakeholders in the forest - government, industry, and NGO organizations in fulfilling the action items in the Strategy;
2. To evaluate the effectiveness of the action items in the 1992 Strategy to determine if indeed they were the appropriate mechanisms to reach our goal of sustainable development of the forests.
3. To suggest measures to be incorporated into the next Strategy which would capitalize on the momentum created in the previous five years.

Should the CCFM accept in principle the proposal of the monitoring coalition, the coalition will draft a preliminary budget for discussion purposes, to encompass the three phases cited above. Included in such budget will be:

- Costs associated with meetings deemed necessary of the members of the monitoring agency
- establishment of a secretariat and related administrative costs
- contracting, where necessary, of independent auditors
- compilation and publication of results

The established CCFM formula for cost sharing is as follows:

CCFM COST SHARING FORMULA

Canada	30.0%
Ontario	13.8
Quebec	13.8
B.C.	8.5
Alberta	8.5
Manitoba	6.0
Saskatchewan	6.0
N.B.	3.0
Nova Scotia	3.0
Newfoundland	3.0
N.W.T.	1.7
Yukon	1.7
P.E.I.	<u>1.0</u>
	100.0%

The NGO's involved will provide their time and expertise on a cost-recovery basis. The group will minimize meeting expenses, wherever possible, through the use of teleconferencing, fax, and correspondence by mail and courier.

It must be assumed that the monitoring agency will have the full and complete support and cooperation of both the member provinces of the CCFM and the forest industry in supplying, where available, all relevant data, information, inventories, results of audits, surveys, statistics, studies and reports. An open-door policy will be essential to this process. Where insufficient data is available, CCFM, based on the aforementioned formula, will bear the cost of the monitoring agency's contracting for such information. The need for such information will be jointly determined by CCFM and the monitoring agency.

To this end a formal contract between CCFM and the monitoring agency is recommended.

NATIONAL FOREST STRATEGY IMPLEMENTATION

COMMUNICATIONS FRAMEWORK

1. PUBLIC ENVIRONMENT

a) *Background on the National Forest Strategy and the Accord:*

Since the turn of the century, there have been periodic national reviews to assess Canada's forests and their future. In 1987, a first *National Forest Sector Strategy* was produced under the direction of the Canadian Council of Forest Ministers (CCFM).

In 1990, recognizing recent changes in society's attitudes towards its forests, the CCFM set out to achieve a new and broader consensus on forest management.

Following a series of extensive regional and national consultations with a wide range of Canadians, new consensus was reached during the March 1992 National Forest Congress. A revised national forest strategy entitled *Sustainable Forests: A Canadian Commitment* was presented and its implementation discussed. Consensus was further confirmed with the signing of the first *Canada Forest Accord*.

The Accord makes Canada the first major forest nation in the world to achieve such a broad commitment to the practice of sustainable forestry. It has been signed by members of the CCFM, representatives of non-government organizations, and numerous other Canadians. The Strategy provides priorities that, over five years, will guide the policies and actions of Canada's forest community, including governments, industry, non-government organizations, communities and concerned individuals who have an interest in the future of Canada's forests.

b) *National Forest Strategy's implementation:*

In the Strategy, all players in Canada's forest community are encouraged to develop their own action plans and contribute to its success. The CCFM will act as trustee on behalf of the Canadian forest community and the public. Individually and collectively, the Ministers are committed to developing their own action plans and to encouraging others in Canada's forest community to do the same.

The CCFM will review progress at its annual meetings and arrange for additional reviews at the half-way point and in five years' time. These two formal reviews will be conducted publicly by an independent third party, and the results will be published.

2. TARGET AUDIENCES

The public at large:

Sustained public awareness and adherence to the overall goals of the Strategy is essential to ensure the full commitment of resources, general support and required partnerships to implement the strategy. The public is likely to support the strategy.

Forest community:

A wide range of forest interest groups were consulted in the development of the National Forest Strategy. Consultation partners included provincial governments, Aboriginals, the forest industry, labour, academia, professional foresters' associations, environmental groups, private woodlot owners and other interested parties. These groups expect to continue to be consulted and to participate in the implementation of the commitments and monitoring of progress. They are essential to ensure successful implementation.

National Councils of Ministers and other political audiences (MPs and MLAs):

The CCFM is trustee of the Strategy as a whole. Individually and collectively, CCFM Ministers are responsible for the implementation or coordination of many of the actions. To deliver on their responsibilities, they have to be continuously making others aware of their commitments and gathering all the support required to deliver, in particular vis-à-vis other Councils such as Parks, Wildlife and Environment, their colleagues and their constituencies.

Media:

The media, both domestic and international, have recently provided extensive coverage on Canadian forestry issues. As the media gave positive, if not extensive, coverage of the National Forest Strategy launch, it is expected that its implementation will be under scrutiny and delivery on commitments must occur; otherwise, coverage is expected to be negative.

International (customers of Canadian forest products in particular):

In many of Canada's export markets, environmental consumerism has increased and is likely to lead to legislated or non-legislated "eco-labelling" that may place our forest products under more environmental scrutiny. The Strategy is becoming known to the international community and will, to a large extent, respond to many of these concerns.

3. COMMUNICATIONS OBJECTIVES

- To communicate Canadians' aspiration to become world leaders in sustainable forestry and responsible stewards of their forests.
- To further communicate the existence of the Strategy and the Accord, and commitment to its implementation, to all players in the forest community.
- To facilitate better communications on the Strategy and the Accord between the CCFM and its partners, and their respective publics.
- To stimulate and promote the development of action plans and partnerships required to transform the commitments into concrete and successful results.
- To demonstrate to the public that the new strategy addresses the concerns expressed during the extensive public consultations and that actual change is and will be occurring toward sustainable forestry nationwide.
- To report on the Strategy's accomplishments.

4. MESSAGES

- Canada's forests are the heritage and responsibility of all Canadians.
- Canadians are committed to become world leaders in sustainable forestry, from the environmental, economic, cultural and spiritual perspectives, and responsible stewards of their forests.
- Canada is the only major forest nation to have undertaken such a wide public consultation with so many traditional and non-traditional forest interests in the setting of strategic priorities to guide forest policies and actions over the next five years.
- All Canadians, the CCFM, its members and other interest groups have an important and active role to play in sustainable forestry in Canada.
- Canada is the first to achieve such a broad commitment to the goal of sustainable forests nationwide.
- The CCFM is the trustee of the Strategy on behalf of the Canadian forest community and the public. Collectively and individually, Ministers are committed to developing action plans and encouraging others to do so. Further, the CCFM will review progress annually and conduct independent evaluations at the half-way point and in five years time. The results will be published.
- The positive dialogue that led to the Strategy and Accord must continue and partnerships struck if the Strategy is to be successful.

5. STRATEGIC CONSIDERATIONS

a) *The first of a two step approach:*

The overall approach to this communications framework is to provide to CCFM members and their partners a set of generic communication tools, such as generic speeches and articles that can be used to reach public audiences. These generic tools will be provided to implementors who would, as the second step, prepare and deliver their own specific communications activities.

It is suggested, however, that the reporting of achievements be communicated directly by the CCFM to all Canadians through, for example, the production of a summary report that could be inserted in broad circulation publications.

b) *Communicating the Strategy:*

This communications framework is essentially an umbrella plan. Communications pertaining to the delivery of specific action plans or jurisdictional/organizational action plans will be the responsibility of the delivery organisations. CCFM will strongly encourage that these communications activities establish their linkage to the strategy and reflect the messages and the style set out in this communications framework.

c) *Coordination of communications activities:*

The CFCC will establish a committee made up of interested CFCC members and communications experts from NGOs involved in the Strategy. In concert with the proposed National Forest Strategy Coalition (NFSC), they will develop or ensure the development of appropriate generic communications tools described therein and coordinate and monitor the communications activities carried out at the Strategy level. Generic material would be for the overall Strategy, its commitments and its achievements. The CFCC, with the assistance of the NFSC, will determine a methodology for selecting the committee.

d) *Coordination with other major initiatives:*

It is paramount to ensure full integration of this communications framework with other related initiatives at the national and international levels, such as Canada's international image, post-UNCED and prosperity initiatives.

6. ACTIVITIES

a) *Past activities:*

- o A National Forest Congress was held in March 1992, at which time the strategy was presented, implementation discussed and the Accord signed.
- o Starting during National Forest Week 1992, copies of the Strategy, the Accord and a related brochure were distributed by CCFM Ministers to colleague ministers and widely within the forest sector.
- o The Strategy, the Accord and the brochure were made available in several languages for UNCED in Rio, for Canadian embassies and trade commissions abroad and through mail-outs and visits.
- o Copies of the Accord were framed and distributed to CCFM, Ministers and Deputies, signatories to the Accord and members of the National Forest Strategy/Congress Executive and Steering Committees. Other copies were laminated by Forestry Canada for displaying prominently in a public place in its headquarters, regional and sub-regional offices. Unfolded Accords are available for framing or laminating and display in offices, schools, etc.
- o Some initiatives are already being linked back to the strategy. For example, the April 23, 1992, News Release announcing the new Canada-Alberta Partnership Agreement in Forestry states clearly in the "Backgrounder" that the Agreement "is consistent with the ideals and objectives of *Sustainable forests: A Canadian Commitment*, the 1992 national forest strategy developed by the Canadian Council of Forest Ministers."

b) *Future activities:*

Annual report publications

A National Forest Strategy Annual Report will be published under the sponsorship of the CCFM and distributed at large following the CCFM annual Fall meetings. This report should be brief, approximately 8 pages, and will highlight progress and major accomplishments made under the Strategy by various implementors, signatories to the Accord. In years II and IV (Fall 93 and 95), the report will highlight major accomplishments. In years III and V, it will also present the mid-term and final evaluation results in summary fashion.

This report will also be released, in a format adapted for general public consumption, through broad reaching media. Budget estimates are based, on the production and distribution of a 4 page insert in, as an example, Maclean's and l'Actualité.

Evaluation report publications

The mid-term and final evaluations of the Strategy will be published and distributed at large. As they will be produced by an independent third party, this will be the object of a separate communications plan.

Media relations

When annual reporting takes place, a proactive and well orchestrated media relations campaign is recommended, including the production of a library of generic articles for general public, Canadian and international, and trade publications.

Speakers' Kit

A package prepared for use at local, regional or national forums or meetings to inform the public on the Strategy and commitments, to seek their participation and to direct them to those with whom they can work in making the Strategy a reality. This can include copies of the Strategy/Accord, a slide presentation, question and answer sheets, speech modules and a list of contacts at the local, regional or national level.

Implementation Package

A package composed of generic action plans, commitment criteria and other information to assist in planning, implementation and review will be prepared and forwarded to major implementors and/or their organizations.

7. INVOLVEMENT OF CCFM MINISTERS' AND OTHER KEY STAKEHOLDER REPRESENTATIVES

The Strategy and Accord will be a key focus for the Ministers of CCFM and other stakeholder representatives in their bilateral discussions. The Strategy and Accord, intent and results, will feature prominently in articles, correspondence, speaking engagements and press releases.

8. BRIEFINGS

As required, briefing materials will be prepared for various spokespersons, e.g. Ministers and National Forest Strategy Coalition members, to assist in promoting the Strategy, the Accord, implementation and accomplishments. The focus should be on accomplishments.

9. EVALUATION CRITERIA

Media monitoring and analysis of strategy and accord-related coverage must be undertaken and should involve actively the coordination group stated in section 5a).

10. BUDGET

The budget will depend upon the specific thrusts/strategies taken within each activity set out in Section 6b) and estimated availability of funds from the CCFM membership and other potential partners, e.g. CPPA. A broad estimate of annual costs, however, has been prepared and is provided in Appendix IX of "Implementing the National Forest Strategy *Sustainable Forests: A Canadian Commitment* from a Canadian Council of Forest Ministers' Perspective".

AHR\September 1992

ANNEX 1

Distribution and Promotion of the National Forest Strategy/Canada Forest Accord and Brochure

o	CCFM Chair letter to forum/congress invitees and participants	1650
o	Canadian Embassies/Trade Commissions	400
o	Forestry Canada distribution to federal Ministers, MPs, Senate Standing Committee members Regional Offices, Sub-offices and Institutes and reserve	6,500
o	Provincial and territorial departments of forestry for presentation by ministers to their colleagues and other forms of distribution	3,300
o	Ad hoc Canadian delegation visit to Sweden	100
o	UNCED, Rio, and other international fora	2,000
o	CPPA	2,000
o	Other non-governmental associations	1,000
		<hr/> 17,000

- o The Accord and brochure have been translated, as follows:

French/English	17,000
Spanish	2,000
Portuguese	2,000
German	2,000
Japanese	1,500

**THE NATIONAL FOREST STRATEGY COALITION
PROPOSED MEMBERSHIP**

All CCFM Deputy Ministers

Alberta Forest Products Association

Association of University Forestry Schools of Canada

Canadian Federation of Private Woodlots Owners

Canadian Forestry Association

Canadian Institute of Forestry

Canadian Nature Federation

Canadian Pulp and Paper Association

Canadian Silviculture Association

Canadian Wildlife Federation

Council of Forest Industries of British Columbia

IWA-Canada

Maritime Lumber Bureau

National Aboriginal Forestry Association

National Round Table of the Environment and the Economy

Ontario Forest Industries Association

Prince Edward Island Nature Trust

Wildlife Habitat Canada

APPENDIX VIII

CCFM COST-SHARING FORMULA

Canada	33.3%
Newfoundland	3.0%
Prince Edward Island	1.1%
Nova Scotia	3.0%
New Brunswick	3.0%
Quebec	13.8%
Ontario	13.8%
Manitoba	6.0%
Saskatchewan	6.0%
Alberta	8.5%
British Columbia	8.5%
Northwest Territories	-----
Yukon	-----
	100%

PRELIMINARY ESTIMATE OF FUNDING REQUIRED TO IMPLEMENT THE PROPOSAL*

	92-93	93-94	94-95	95-96	96-97	TOTAL
1) Implementation Package (done by NFSC)	5,000	---	---	---	---	5,000
2) NFS Annual Report (done by NFSC)	0	5,000	5,000	5,000	5,000	20,000
3) Evaluation Framework (done by NFSC)	0	---	---	---	---	0
Evaluations (groundwork by NFSC)						
• consultant review	---	---	50,000	---	75,000	125,000
• printing and distribution of report	---	---	20,000	---	25,000	45,000
Total	0	---	70,000	---	100,000	170,000
4) Communications Framework						
• media inserts	0	175,000	175,000	175,000	175,000	700,000
• media relations	0	30,000	30,000	30,000	30,000	120,000
• speakers' kit	25,000	5,000	5,000	5,000	5,000	45,000
Total	25,000	210,000	210,000	210,000	210,000	865,000
5) National Forest Strategy Coalition	10,000	10,000	10,000	10,000	10,000	50,000
TOTAL	40,000	225,000	295,000	225,000	325,000	1,110,000

* Over and above ongoing participation of partners (staff time and related costs) and no allocation for intervenor funding. Intervenor funding, if any, to be provided directly by partners; none foreseen however.

Document: 830-461/005

RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES FORÊTS

Cahier de documentation

Conseil Canadien des Ministres des Forêts

Centre Interservices des Feux de Forêt du Canada

Conseil Consultatif de la Recherche Forestière du Canada

Comité des Communications sur les Forêts Canadiennes

SASKATOON (Saskatchewan)

Le 14 octobre 1992

L'Honorable Eldon Lautermilch accueille les délégués

L'IMAGE INTERNATIONALE DU CANADA

NOTE D'INFORMATION

QUESTION : L'IMAGE INTERNATIONALE DU CANADA

POINT À L'ORDRE DU JOUR : Exposé et décision

M. Tom Lee, sous-ministre adjoint (Politique), Forêts Canada, fera un exposé au terme duquel on demandera aux ministres si leurs provinces appuient le plan d'action et quels sont les fonds qu'ils sont prêts à y consacrer.

CONTEXTE

Présidé par Forêts Canada et composé de membres d'autres provinces, un comité a élaboré le plan d'action en réaction à une campagne internationale menée depuis trois ans contre les méthodes d'aménagement forestier du Canada. Cette attaque, qui se manifeste essentiellement en Allemagne et en Grande-Bretagne, est dirigée par une coalition de groupes écologistes canadiens et européens.

La campagne porte sur les méthodes canadiennes de coupe des peuplements mûrs et des forêts ombrophiles, de coupe rase et de surexploitation. Les images négatives utilisées proviennent essentiellement de la C.-B. et sont employées pour véhiculer une image de l'ensemble de l'aménagement forestier au Canada.

D'aucuns craignent que la campagne ternisse la réputation internationale du Canada et s'étende aux marchés internationaux, ce qui provoquerait un affaiblissement de la position de force des exportateurs canadiens.

Le plan d'action stratégique de trois ans propose de lutter contre la critique en s'adressant aux représentants commerciaux, aux leaders d'opinion, aux élus et aux représentants des gouvernements en Europe. Parmi les méthodes utilisées pour atteindre ce public, on compte les mesures diplomatiques, les relations avec les médias et l'industrie, les visites du Canada par des leaders d'opinion clés et des échanges de forestiers canadiens et européens. Le plan d'action sera dirigé par le comité des sous-ministres du CCMF.

On propose que les éléments du plan soient subventionnés selon la formule du CCMF (voir patte P). On soumet à l'examen des sous-ministres trois possibilités budgétaires pour la première année du plan : 500 000 dollars, 1,0 million de dollars et 1,5 million de dollars (voir à la page 11 du document d'information).

**LE COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS FORESTIERS
ET L'ENVIRONNEMENT**

PLAN D'ACTION STRATÉGIQUE

Le 5 octobre 1992

RÉSUMÉ

Le plan d'action ci-joint a pour but de lutter contre une campagne internationale menée depuis trois ans contre les méthodes canadiennes d'aménagement forestier. La campagne a essentiellement sa source Allemagne et en Grande-Bretagne dans une moindre mesure. La campagne :

- menace de ternir la réputation internationale du Canada;
- provoque une réduction de la vente annuelle de produits forestiers en Europe, soit une perte de quelque 4 milliards de dollars;
- pourrait s'étendre à d'autres marchés internationaux.

La campagne est dirigée par une coalition de groupes écologistes canadiens et européens dont l'objectif déclaré consiste à réduire la consommation mondiale de pâtes et papiers. La campagne porte sur les méthodes canadiennes de coupe des peuplements mûrs et des forêts ombrophiles, de coupe rase et de surexploitation. Elle utilise des images négatives, qui proviennent essentiellement de la C.-B., et véhicule une image de l'ensemble de l'aménagement forestier au Canada.

Le présent plan d'action a pour but, à court terme :

- de pourfendre les renseignements incorrects sur les méthodes canadiennes d'aménagement forestier;
- de s'assurer que des barrières commerciales et environnementales ne sont pas levées par l'Europe;
- de protéger notre accès au marché européen.

Le plan véhiculera à long terme l'image d'un Canada respectueux de l'environnement et des forêts, et renforcera l'idée acceptée que les produits forestiers représentent une ressource renouvelable et écologique.

La mise en oeuvre du plan d'action incombera à un nouveau Groupe de gestion des questions d'intérêt (GGQI) du ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur sous la houlette du Conseil canadien des ministres des forêts. Le GGQI coordonnera les travaux canadiens des organismes fédéraux et provinciaux, des associations de l'industrie et des entreprises.

Au cours de la première année, le plan d'action s'attardera aux représentants commerciaux, aux leaders d'opinion (y compris aux scientifiques et aux professionnels), aux élus, aux représentants des gouvernements et à des médias choisis. On prendra diverses mesures, dont l'intervention diplomatique et les relations avec les médias et l'industrie. Le plan d'action favorise également des visites du Canada par des leaders d'opinion clés et propose

un programme d'échange temporaire de forestiers, de chercheurs ou de décideurs européens qui permettra à ceux-ci de rencontrer des collègues et des représentants d'autres groupes cibles.

Il existe un programme exhaustif d'évaluation afin de s'assurer que le plan continue de répondre aux besoins des bailleurs de fonds et qu'il expose la nature des tactiques et des démarches employées par la coalition de groupes écologistes.

1. QUESTION D'INTÉRÊT

Doit-on élaborer et mettre en oeuvre un programme dans le but de lutter contre la campagne internationale menée contre les méthodes canadiennes d'aménagement forestier par une coalition de groupe écologistes canadiens et européens? La campagne :

- menace d'exercer des pressions politiques injustifiées et fondées sur des inexactitudes sur les fondements de la politique d'aménagement forestier;
- menace de ternir notre réputation internationale en tant que nation respectueuse de l'environnement;
- provoque une réduction de la vente annuelle de produits forestiers en Europe, soit une perte de quelque 4 milliards de dollars, et pourrait nuire à nos exportations vers les États-Unis et les pays riverains du Pacifique;
- pourrait avoir une incidence sur d'autres secteurs de l'exportation et sur le tourisme.

2. PROPOSITION

À la demande des sous-ministres fédéraux et provinciaux des forêts, un comité fédéral-provincial a élaboré, en collaboration avec l'industrie, un plan d'action stratégique de trois ans pour lutter contre cette menace qui pèse sur le secteur forestier au Canada.

Plutôt que de réagir aux événements, le plan adopte une démarche davantage prévisionnelle lorsqu'il s'agit de lutter contre la critique des écologistes à l'étranger et il est conçu pour compléter les efforts déployés par l'industrie dans le but de placer ultérieurement le Canada dans une position de chef de file en matière d'aménagement forestier écologique.

La proposition reconnaît que les gouvernements sont tenus de garantir l'intégrité du processus d'intérêt public lié à la politique et aux méthodes d'aménagement forestier. Les mesures proposées s'ajoutent aux efforts de l'industrie qui visent à réagir aux pressions des écologistes, lesquelles ont une incidence sur la vente de produits forestiers et l'accès aux marchés.

3. OBJECTIFS

Le plan d'action a été élaboré en tenant compte du fait que la campagne de la coalition bat son plein depuis trois ans et qu'elle a réussi à encourager les gens à s'interroger sur la tradition de protection de l'environnement au sein de la foreste-

rie canadienne. Afin de contrecarrer la campagne et de convaincre la communauté internationale que le Canada est un exploitant responsable de la ressource ligneuse mondiale, il faudra créer un programme à long terme qui doit comporter des efforts intenses de commercialisation de la part de l'industrie, une politique d'intérêt public qui reflète l'évolution des valeurs du public international et national ainsi que des efforts dynamiques et précis de promotion et d'éducation de la part des gouvernements et de l'industrie.

Les objectifs immédiats du plan sont les suivants :

- . s'assurer que les Canadiens tiennent les rennes de leur programme forestier;
- . s'assurer que le Canada est un participant reconnu, crédible et important aux débats européens sur la politique et les méthodes d'aménagement forestier mondial;
- . corriger rapidement et efficacement les inexactitudes;
- . s'assurer que les barrières commerciales contre les produits forestiers canadiens ne sont pas jugées par les législateurs européens comme des moyens pertinents ou légitimes de régler les problèmes de l'aménagement forestier;
- . conserver un accès ouvert ou libre à la Communauté européenne pour nos produits forestiers afin de tirer profit des possibilités de croissance ultérieure des marchés;
- . renforcer la position du Canada en matière de protection de l'environnement et d'aménagement forestier.

Les objectifs à long terme sont les suivants :

- . contribuer à placer le Canada dans une position de chef de file mondial en matière d'aménagement forestier écologique;
- . renforcer la réputation du Canada en tant que pays respectueux de l'environnement et en tant qu'exploitant responsable de sa ressource ligneuse à l'échelle planétaire;
- . renforcer l'acceptation des produits forestiers en guise de ressource renouvelable écologique.

4. CONTEXTE PUBLIC

i. Aperçu

La situation en Europe se dégrade rapidement. Elle est alimentée par une coalition de groupes écologistes qui possèdent des alliés dans toute l'Europe. La coalition a déclaré publiquement que la réduction de la consommation mondiale de pâtes et de papiers est sa priorité. Elle cherche à atteindre son objectif en remuant et en influençant l'opinion publique, en s'attardant sur des questions comme la coupe des peuplements mûrs et des forêts ombrophiles, la coupe rase, la surexploitation, le développement industriel excessif et le recyclage. Les appels au boycott de certains produits fabriqués ont été l'une des tactiques employées en Suisse, en Allemagne et en Grande-Bretagne. La coalition, en dehors de l'attention qu'elle a accordée aux méthodes d'aménagement forestier, a lancé une campagne contre les processus de production qui sont qualifiés de nocifs pour l'environnement (blanchiment au chlore). La campagne a provoqué une chute des ventes en Europe. La coalition a jusqu'à présent utilisé essentiellement des images négatives de l'aménagement forestier en vigueur dans l'Ouest du Canada de manière générale afin de discréditer l'ensemble des méthodes à l'échelle du pays. Elle a cependant prêté attention à d'autres régions ou à des exploitants de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario et du Québec, et a indiqué qu'elle prévoit étendre son droit de regard à tous les autres lieux contestés au Canada. Des campagnes d'une efficacité variable sont en cours dans un certain nombre de pays, mais c'est essentiellement en Europe, notamment en Allemagne et dans une moindre mesure en Grande-Bretagne, que la campagne est la plus intense.

ii. Contexte public national

Forêts Canada a suivi pendant cinq ans l'attitude du public envers la foresterie. Au cours de cette période, les Canadiens sont devenus plus sensibles aux méthodes d'aménagement forestier. En dépit de la récession, le public demeure très préoccupé par la garantie d'un environnement non pollué. Cependant, les valeurs des Canadiens ont considérablement évolué : les forêts comptent beaucoup plus comme moyen de protéger la qualité de l'air, de l'eau et des sols (71 %) et comme milieu pour la faune et la flore (55 %) que comme source d'emplois et de prospérité (38 %).

Les attitudes des Canadiens ne sont pas toutes négatives comme l'a démontré un sondage Decima en 1992 qui a révélé que les Canadiens estiment que leur pays est l'un des précurseurs en matière de protection de l'environnement, précédé seulement par les pays scandinaves, et que l'indus-

trie fait des progrès. Ils estiment toutefois que beaucoup reste encore à accomplir. Bien qu'ils reconnaissent l'importance économique de la foresterie, ils ne sont pas prêts à sacrifier l'environnement pour sauver des emplois. Ils estiment que les deux objectifs peuvent être atteints grâce à une gestion intelligente.

La recherche indique que les Canadiens veulent que le Canada continue d'avoir une image positive à l'étranger en tant que pays qui protège l'environnement tout en réglant efficacement ses problèmes de gestion des ressources.

iii. Contexte public européen

Les préoccupations des Européens en matière d'environnement sont principalement axées sur la pollution, surtout celle de l'eau et de l'air, et sur ses répercussions sur la santé.

La recherche révèle trois tendances importantes en Europe.

- . Les Européens sont davantage préoccupés par la qualité de l'air et de l'eau, les déchets toxiques et l'altération du paysage.
- . Les habitants du nord de l'Europe sont beaucoup plus préoccupés que ceux du sud.
- . Les préoccupations locales l'emportent sur le reste, bien que la sensibilisation aux problèmes mondiaux soit en hausse.

Les Européens s'inquiètent davantage de l'appauvrissement des ressources, et surtout des forêts. L'intérêt a porté sur la destruction des forêts ombrophiles tropicales. Comme on a présenté aux Européens des images et des rapports sur l'exploitation des forêts ombrophiles tempérées au Canada, ils s'inquiètent davantage de l'état de ces forêts.

Dans l'ensemble, les Européens conservent une image romantique de la nature canadienne, encore qu'elle soit plus fondée sur l'ignorance que sur des faits. Ce manque de connaissances est un terrain fertile pour les opposants qui ont recours à de puissants messages visuels dans le but de briser cette image et d'annuler nos efforts concertés pour mettre les choses au clair.

En outre, les législateurs européens deviennent la cible des écologistes et sont de plus en plus en faveur de règlements sur l'environnement compte tenu des préoccupations croissantes du public.

5. CONSIDÉRATIONS STRATÉGIQUES

Lors de l'élaboration du plan d'action, les facteurs qui suivent ont été pris en considération.

- i. Une stratégie qui vise uniquement à contrecarrer la critique à l'étranger sera infructueuse si des efforts concertés ne sont pas déployés afin de faire taire la critique au pays. Les communications à l'échelle du pays doivent être réexaminées pour s'assurer qu'elles répondent à la critique et qu'elles sont le complément des objectifs de la présente stratégie.
- ii. Compte tenu du fait que la coalition mène une campagne depuis plus de trois ans, une stratégie à court terme (un an) ne peut être qu'une mesure d'urgence et il est peu probable qu'elle ait une incidence considérable sur l'attitude des Européens ou qu'elle suscite efficacement une compréhension des réalisations canadiennes en matière d'environnement. En outre, il importe de reconnaître l'engagement financier de la coalition. À titre d'exemple, les écologistes allemands ont consacré 2,5 millions de dollars à une seule campagne postale. À ce coût, il faut ajouter le travail non rémunéré des bénévoles et d'autres activités (manifestations, collectes de fonds, campagnes de lettres, etc.) de la coalition au Canada et dans le monde entier.
- iii. Beaucoup de groupes canadiens s'intéressent à la question, à savoir, les ministères du gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, les entreprises, les syndicats et de nombreuses collectivités forestières. Grâce aux efforts du groupe consultatif national sur la foresterie, la coordination des activités a progressé. Le présent plan d'action procurera le cadre essentiel d'une future coordination nationale des efforts.
- iv. Certaines des méthodes d'aménagement forestier sont inacceptables, non seulement pour les Européens, mais encore pour les Canadiens. Bien que les méthodes aient évolué, et continueront de le faire, ces améliorations n'ont pas été présentées correctement au public européen. Il convient de se rappeler que certaines méthodes canadiennes d'aménagement forestier ne seront jamais acceptées par certains groupes écologistes internationaux.
- v. La mise en oeuvre d'un plan comporte des problèmes importants. En voici quelques-uns.

En règle générale, les médias européens connaissent très peu les forêts canadiennes et nos méthodes d'aménagement forestier. Leurs rapports sont essentiellement

fondés sur des renseignements trompeurs et dramatiques fournis par la coalition. De même, les Canadiens ignorent presque tout des médias européens et de la nature exacte des préoccupations environnementales des Européens.

- . Les mesures de communication risquent de précéder les changements apportés à la politique et aux méthodes d'exploitation. La politique doit d'abord retenir notre attention, suivie des activités de communication qui seront fondées sur ces changements.
- . Jusqu'à présent, la recherche quantitative des marchés a été minime. Certains aspects de la question sont bien compris et les activités de communication peuvent s'en charger à court terme. Cependant, il faut effectuer un examen immédiat du contexte pour mieux comprendre l'évolution des questions politiques et sociales. Les activités précises fondées sur des renseignements sûrs seront à la fois efficaces et beaucoup plus rentables.
- . Il nous faut davantage de renseignements pour s'attaquer à l'idée que l'exploitation forestière perturbe le mode de vie traditionnel des autochtones. Cette question pose un problème particulier en Allemagne et de plus en plus en Grande-Bretagne.
- . Il nous faut mieux comprendre comment surmonter la diversité culturelle et linguistique de l'Europe et comment ces divers publics voient les méthodes d'exploitation forestière canadiennes.

vi. Jusqu'à présent, les pressions exercées par la coalition ont été essentiellement orientées vers l'aménagement forestier en Colombie-Britannique (C.-B.). Si les producteurs de la C.-B. perdent leur marché européen, leurs produits seront placés sur d'autres marchés, entreront en compétition avec les produits d'autres provinces, nuiront à leur prix ou les remplaceront directement. La coalition a indiqué qu'elle prévoit s'attarder à des lieux ou à des questions partout au Canada et les relier à certains produits et détaillants à l'étranger. Bien que la foresterie relève de la compétence des provinces, il est évident que le gouvernement fédéral et les provinces, par l'intermédiaire du Conseil canadien des ministres des forêts, ont tous un rôle à jouer dans l'élaboration d'une réaction efficace à la campagne internationale. L'objectif ultime de la coalition consiste à diriger la critique vers tous les produits forestiers canadiens et de menacer ainsi les efforts du Canada de conserver et d'accroître sa part du commerce international des produits forestiers.

- vii. Les valeurs sous-jacentes des Canadiens à l'égard de leurs forêts reflètent la façon dont notre société prise cette ressource et la manière dont elle estime que la ressource devrait être exploitée. La querelle qui fait rage au Canada au sujet de l'aménagement forestier traduit des intérêts opposés qui démontrent ces valeurs divergentes. Les Canadiens partagent bon nombre des préoccupations à l'étranger, y compris la coupe rase, la surexploitation et la protection des peuplements mûrs. Les valeurs de la population des pays industrialisés évoluent et les politiques en matière d'aménagement forestier sont modifiées pour tenir compte de cette évolution. Cependant, la coalition fait savoir que ces changements ne sont pas aussi rapides que souhaité.
- viii En se fondant sur la recherche et les renseignements de missions européennes au sujet de l'orientation des efforts de la coalition, il importe de concentrer d'abord les activités en Allemagne, en G.-B. et auprès de la CEE, et de tenter de limiter les dégâts dans ces régions. Bien que toutes les missions européennes aient besoin de documents de référence qui expliquent la situation au Canada, il n'est pas encore nécessaire d'examiner la possibilité d'une campagne de communication intensive ailleurs en Europe, bien que cette position sera réexaminée semestriellement. La mise en oeuvre du plan d'action et la détermination des marchés cibles seront régies par une matrice de gestion des questions d'intérêt (voir annexe A).

6. PLAN D'ACTION PROPOSÉ

i. Organisation de l'appareil

On créera un Groupe de gestion des questions d'intérêt (GGQI) au sein du ministère fédéral des Affaires extérieures et du Commerce extérieur à Ottawa. Le groupe aura pour tâche principale de mettre en oeuvre le plan d'action et de coordonner les efforts à l'étranger. La création de ce groupe garantira une cohérence des activités fédérales-provinciales et des entreprises, la transmission des messages et la coordination améliorée de la livraison des moyens de communication en Europe et ailleurs.

Le Comité de sous-ministres du Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF) dirigera le plan d'action et recevra un rapport semestriel et une évaluation annuelle de la mise en oeuvre du programme. On créera un nouveau comité de gestion des questions d'intérêt (CGQI) qui relèvera des sous-ministres du CCMF et qui sera composé d'un représentant chacun de Forêts Canada et d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, de représentants provinciaux, de deux observateurs de l'industrie (secteur des pâtes et

papiers, secteur du bois d'oeuvre) ainsi que d'un observateur d'Industrie, Sciences et Technologie Canada. Le comité surveillera la mise en oeuvre du plan, dirigera les travaux du GGQI et présentera aux sous-ministres du CCMF un rapport sur la mise en train du plan. Il sera également chargé d'examiner la mise en oeuvre de projets du point de vue des objectifs des activités et de la réalisation des projets prévus par le plan. Le comité se réunira au moins à quatre reprises par année et recevra un rapport d'étape mensuel du GGQI.

Un groupe consultatif national composé de représentants de toutes les provinces et d'associations industrielles choisies continuera de se réunir pour examiner le plan et discuter des événements récents dans le but de garantir une coordination et une collaboration de tous les intéressés. Le groupe jouera un rôle consultatif auprès du GGQI.

Le plan est conçu afin d'avoir recours aux ambassades et aux missions canadiennes à l'étranger comme foyers de toutes les activités. Les missions travailleront en étroite collaboration avec les représentants du COFI, de l'ACPPP et des provinces à l'étranger. Les décisions relatives à la nature des activités seront fondées sur les recommandations des missions.

ii. Publics visés au cours de la première année

On reconnaît que le coût de la publicité générale dans les médias est entièrement hors de portée des gouvernements. Puisque le grand public est l'objectif ultime de la campagne de la coalition, la présente stratégie a pour but d'avoir recours à divers groupes, à savoir les entreprises, les médias, les leaders d'opinion et d'autres personnes qui influencent le public, afin d'atteindre le public de manière indirecte. On estime que cette démarche est la plus efficace et rentable.

La démarche et les cibles de la coalition en Europe indiquent que deux groupes clés, soit les entreprises et les médias, devraient être visés au cours de la première année afin d'atteindre le public voulu. Plusieurs autres publics renforceront davantage ces efforts. L'efficacité et l'à-propos du choix de ces cibles seront évalués à la fin de la première année et des corrections seront apportées au besoin.

a. Commerce

Les agents, les importateurs, les acheteurs et les éditeurs doivent être conscients de l'étendue de la forêt canadienne, des méthodes sûres d'aménagement

forestier au Canada et du caractère écologique des produits forestiers canadiens.

b. Médias

On vise aussi les correspondants canadiens en Europe ainsi que les journalistes européens en général, en accordant une attention particulière aux journalistes qui se spécialisent en économie et en environnement ainsi qu'aux médias qui s'intéressent au commerce. On communiquera également avec les comités de rédaction. En plus des médias et du secteur commercial, plusieurs autres publics sont visés.

c. Professionnels et corps scientifique

Les associations professionnelles, les forestiers, les chercheurs et les professeurs d'universités.

d. Leaders d'opinion

Il s'agit des hommes d'affaires, des décideurs, des diplomates et des membres des chambres de commerce, des conseils de commerce et des clubs de services.

e. Élus, gouvernements et organismes multilatéraux

Les députés, etc. de pays, les représentants de gouvernements, les membres du parlement européen, le personnel et les élus de la CEE, le personnel d'autres organismes multilatéraux comme la FAO, l'OCDE, etc.

iii. Activités

Une gamme de mesures ont été prises au Canada afin de rassurer le public au sujet de la foresterie. La présente stratégie se sert de ces mesures et de leurs activités de communication connexes comme point de départ : mesures et orientations provinciales en matière d'aménagement forestier, CNUED au Brésil, Plan vert, Stratégie forestière nationale, accord forestier canadien. Des démarches diplomatiques permanentes se grefferont à la stratégie afin de renforcer la réputation internationale du Canada et de représenter le pays comme un État soucieux de l'environnement.

a. Démarches diplomatiques

Les consultations diplomatiques bilatérales et multilatérales se poursuivront afin d'éviter que cette question ne soit l'objet d'un débat politique comme cela a été le cas avec les droits des autochtones, la chasse

aux phoques ou les exportations de bois d'oeuvre tropical. Les pressions permanentes seront accrues. Les missions surveilleront étroitement le contexte législatif et signaleront tout projet de réglementation susceptible d'avoir un impact sur les intérêts canadiens. Les représentants provinciaux à l'étranger joueront également un rôle clé en participant à la réalisation du plan d'action et on s'efforcera d'y arriver. Ils travailleront en étroite collaboration avec les missions dans le but de mettre en oeuvre le plan, d'exercer des pressions ainsi que de réunir et d'échanger des renseignements avec tous les intéressés.

La question de la conservation et du développement durable des forêts à l'échelle planétaire est l'une des questions internationales prioritaires. Les méthodes forestières canadiennes sont sévèrement critiquées au pays et à l'étranger. En conséquence, il est dans l'intérêt économique et environnemental du Canada de fixer des normes forestières qui pourront résister à un examen minutieux par des organismes nationaux et internationaux. On cherche actuellement à élaborer un code précis de méthodes d'aménagement forestier, de fournir des lignes directrices respectueuses de l'environnement et de formuler des critères de mise en valeur durable des forêts qui seront acceptés par la communauté internationale.

Au cours des réunions préparatoires de la CNUED et du Sommet de la Terre, les forêts ont été l'un des domaines qui ont accaparé l'avant-scène. Le Canada a joué un rôle de premier plan dans ce débat et a souligné la nécessité de négocier une convention internationale pour la conservation et le développement durable des forêts. Une convention sur les forêts peut être le point de départ de normes internationales en matière d'aménagement forestier à laquelle les méthodes forestières canadiennes peuvent être comparées équitablement.

Bien que l'objectif canadien d'une convention sur les forêts n'ait pas été atteint lors de la CNUED, un ensemble de principes directeurs relatifs à la conservation et au développement durable des forêts de la planète a été rédigé au cours de la CNUED sous la houlette du Canada. Ces principes directeurs, ainsi que l'initiative canadienne de forêts modèles au pays et à l'étranger, seront le point de départ de négociations additionnelles sur l'élaboration de normes internationales en matière d'aménagement forestier.

e. Relations avec les médias

Les responsables des relations publiques en poste à Londres, Bruxelles, Bonn et Dusseldorf intensifieront leurs relations avec les médias. Les interventions de certaines missions ont déjà réduit la virulence de certains rapports des médias et on consacra davantage de temps à fournir aux missions la formation et les moyens nécessaires pour améliorer leurs relations publiques. On prendra soin de bien cerner les relations avec les médias afin d'éviter que ces efforts ne produisent l'effet contraire dans certains cas. De plus, des troupes seront préparées à l'intention des médias. Des images vidéo seront fournies aux médias qui s'intéressent aux forêts canadiennes.

f. Relations avec l'industrie

La coalition a déjà pressenti les représentants de l'industrie étrangère (représentants, importateurs, producteurs) pour qu'ils appuient sa campagne contre les produits forestiers et les méthodes d'aménagement forestier du Canada. Pour devancer les efforts de la coalition, ces représentants recevront des renseignements précis et soigneusement présentés sur le point de vue canadien. On distribuera une trousse d'information destinée à l'industrie. La campagne menée auprès de l'industrie sera reliée au programme de séjour de professionnels à l'étranger et aux délégations commerciales et ministérielles ainsi qu'aux activités permanentes de promotion du commerce par les missions européennes. On encouragera les représentants de l'industrie canadienne à collaborer avec les gouvernements provinciaux pour renforcer les relations commerciales à l'étranger.

g. Documents d'information

Des documents d'information basés sur des faits doivent être distribués dans toute l'Europe. Ce type de documents et les photographies représentatives sont peu nombreux. On a besoin de documents sur une gamme de sujets. Il faut également adapter les documents plutôt que les traduire. Bien que les documents soient l'un des moyens les plus efficaces de transmettre notre message, la diversité culturelle et linguistique en Europe exige une mise à l'essai des documents. En outre, il faut des plans de distribution précis, fondés sur une recherche, pour tous les documents.

b. Visites au Canada

On organisera et on financera, en collaboration avec l'industrie, des visites des régions forestières clés par des leaders d'opinion, y compris des journalistes européens choisis. Les missions à l'étranger continueront d'identifier les leaders d'opinion appropriés qui seront invités à examiner de près les méthodes d'aménagement forestier au Canada. Les visites seront coordonnées par AECEC.

c. Délégations commerciales et de ministres

Ces délégations tireront profit des mesures prises et auront pour but de s'assurer que les participants échangent des messages communs et favorisent les intérêts du Canada à l'étranger.

Les voyages de ministres fédéraux et provinciaux seront l'occasion de rencontrer des leaders d'opinion et des législateurs importants et peuvent favoriser la communication. Les représentants de l'industrie participeront à ces missions au besoin.

On doit préparer des messages logiques axés sur un programme bien planifié. Toutes les délégations de ministres en Europe profiteront de toutes les occasions possibles pour promouvoir le modèle canadien en matière d'aménagement forestier.

d. Programme de séjour de professionnels à l'étranger

La participation dynamique de forestiers, de chercheurs et de décideurs constitue un élément clé du plan d'action. La présence en Europe de professionnels canadiens s'ajoutera aux visites de l'industrie organisées par l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers et des entreprises membres. On recherchera les occasions de recueillir la coopération de l'industrie pour le programme. Les professionnels habiteront en Europe pendant une période déterminée (de 3 à 6 mois ou parfois davantage) pour rencontrer leurs homologues et participer à des programmes qui visent le secteur commercial, les leaders d'opinion, les professionnels et les médias. Le GGQI et les missions organiseront des conférences et des réunions avec divers publics cibles (leaders d'opinion, professeurs d'université, fonctionnaires, médias choisis, professionnels).

h. Formation du personnel des missions

Le corps diplomatique jouera un rôle de premier plan dans tous les efforts et a donc besoin de s'y connaître dans le domaine. Le personnel doit éprouver un engagement dû à l'acquisition d'une connaissance approfondue de la situation. On prévoit tenir un séminaire annuel de formation, à Ottawa ou à Bruxelles. On étudiera la possibilité de faire participer les représentants de l'industrie en Europe. Tout le corps diplomatique en provenance ou à destination de l'Europe sera renseigné régulièrement. Certains membres recevront une formation liée aux médias.

i. Forêts modèles

La création proposée d'un réseau international de forêts modèles dans les pays industrialisés et en développement sera poursuivie. Ce projet contribuera à promouvoir la sensibilisation aux différences qui existent entre le Canada et l'Europe en matière de foresterie ainsi que la connaissance des méthodes forestières canadiennes. Par les forêts modèles, le Canada jouera un rôle de premier plan et on assistera peut-être à l'élaboration de codes d'exploitation et de normes internationaux.

j. Conseils sur les programmes, examen et évaluation du contexte

Le personnel des missions est bien placé pour administrer et appliquer beaucoup d'éléments du plan d'action en Europe. Cependant, il faudra obtenir le concours de professionnels compétents oeuvrant en Europe et qui connaissent les particularités des marchés et des publics pour conseiller le corps diplomatique sur les mesures précises à prendre.

L'examen du contexte est un élément essentiel du plan d'action. Il permettra de mieux comprendre la nature de la question au sein d'un marché, de surveiller la situation, de définir les activités futures de la coalition et de s'assurer que les activités et les documents d'information reflètent les intérêts de chacun des publics.

Cet examen comprendra de meilleurs efforts de surveillance des médias et de liaison avec des groupes clés, comme les groupes écologistes, l'industrie et les gouvernements, pour suivre l'évolution de la question. Une analyse de marché est également nécessaire pour avoir une connaissance approfondie du public, de la

nature et de l'ampleur de ses préoccupations et de la réceptivité de nos messages. On veillera particulièrement à ce que les messages ne deviennent une «pollution», c.-à-d. qu'ils ne soient transmis dans des secteurs où la question est sans grand intérêt. Cependant, chaque moment compte en ce qui concerne le lancement d'une campagne. Il faut effectuer une recherche à court terme et utiliser les résultats de sondages récents pour prendre des mesures opportunes.

Les ministres auront besoin d'évaluations périodiques sur les progrès du programme. Une gamme de critères d'évaluation seront utilisés, dont la surveillance fondamentale, les études qualitatives semestrielles du personnel des missions, des représentants provinciaux et industriels en poste en Europe et de clients choisis. Les sous-ministres du CCMF effectueront annuellement un examen officiel.

7. THÈMES ET MESSAGES

À partir d'un certain nombre de thèmes dominants, on définira des messages en étroite collaboration avec le personnel des missions. Ces messages seront le reflet des préoccupations et des attitudes des publics cibles au sein de marchés particuliers. Ainsi, les publics seront plus réceptifs aux messages, les questions qui ne préoccupent pas certains publics ne seront pas soulevées et il existera un lien avec les attitudes, les valeurs et les connaissances du public visé.

Voici quelques-uns des thèmes dominants dont seront tirés des messages individuels.

- Le Canada possède une vaste ressource ligneuse diversifiée qui représente 10 p. 100 de la forêt mondiale. L'étendue et la diversité de la forêt exigent souvent des plans d'aménagement forestier qui diffèrent de ceux employés ailleurs au monde.
- Les Canadiens sont concernés par la propreté de l'environnement et partagent cette préoccupation avec d'autres peuples de la planète. Le recyclage, la lutte contre la pollution, les espèces menacées, la protection de la faune, etc., voilà des gestes concrets.
- Le Canada reconnaît que des erreurs ont été commises en matière d'aménagement forestier, surtout en raison de connaissances ou de renseignements insuffisants. L'innovation nous aidera à éviter de commettre dorénavant les mêmes erreurs.
- Les valeurs du public des pays développés au sujet de la forêt mondiale ont évolué rapidement : la forêt joue maintenant un rôle écologique d'atténuation et d'assainissement de l'environnement. Au Canada, la politique et les méthodes d'aménagement forestier évoluent pour tenir compte de ces valeurs.
- Nous faisons face à beaucoup de problèmes communs. Grâce à des programmes coordonnés de recherche et de développement, à l'échange de renseignements et à des coentreprises, nous pouvons maintenant apprendre à exploiter nos forêts de manière durable.
- Une gestion responsable, une réduction des déchets et une utilisation efficace : voilà les éléments clés d'un approvisionnement correct en bois d'oeuvre des forêts canadiennes.

8. BUDGET

Les possibilités budgétaires, présentées ci-dessous, représentent des dépenses annuelles pour un programme qui s'échelonne sur trois ans. De nouveaux plans seront élaborés chaque année et mis à jour pour refléter les résultats obtenus et la recherche menée. Le coût de chacune des activités sera rajusté annuellement alors que certaines activités seront ajoutées, réduites ou supprimées. Un budget proposé sera présenté aux sous-ministres du CCMF pour qu'ils l'approuvent. Certains coûts, comme les traitements et les travaux du groupe des questions d'intérêt d'AECCEC, seront pris en charge par le gouvernement fédéral. Tous les fonds devront s'ajouter aux contributions courantes des membres.

Tableau III

Budget du programme (Année 1 de 3)

<u>Activité</u>	<u>Possibilité 1</u>	<u>Possibilité 2</u>
Stratégie diplomatique	-	-
Conseils, examen de l'environnement, évaluation	150	200
Visites	70	150
Missions commerciales, de ministres	-	-
Professionnels à l'étranger	300	500
Relations avec les médias	75	150
Relations avec l'industrie	25	25
Documents d'information	300	395
Formation des médias et du personnel en mission	80	80
Forêts modèles	-	-
TOTAL	1,0 million \$	1,5 million \$

Possibilité 1 : Les documents seront disponibles en quantités raisonnables (en anglais, français et allemand) et distribués aux publics primordiaux. Un programme efficace de stage de professionnels à l'étranger sera lancé. Deux visites de leaders d'opinion européens peuvent être financées. Les efforts déployés en collaboration avec l'industrie peuvent aussi être subventionnés à un niveau raisonnable. Le programme peut être réalisé en Allemagne, en Grande-Bretagne et à Bruxelles. Les documents fondamentaux seront disponibles dans toutes les missions.

Possibilité 2 : Tous les publics des marchés visés dans un certain nombre de langues. Activités exhaustives à l'échelle de l'Europe.

**CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUED)**

NOTE D'INFORMATION

QUESTION : CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT
ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUED)

POINT À L'ORDRE DU JOUR : Exposé et décision

En juin 1992, les sous-ministres du CCMF ont créé un comité directeur du suivi de la CNUED sous la présidence de M. Jag Maini, sous-ministre adjoint (Environnement), Forêts Canada. En guise d'étape préliminaire, un groupe consultatif extraordinaire, composé de nombreux intéressés, s'est réuni à Vancouver, le 23 septembre 1992, pour étudier les questions. M. Maini fera un exposé sur les délibérations de la réunion et demandera aux ministres d'appuyer les recommandations formulées à cette occasion. (Voir page i) du document d'information)

CONTEXTE

Depuis le début des années 1980, les forêts sont apparues dans les programmes scientifiques et politiques internationaux en raison essentiellement d'une perspective environnementale. Dans le contexte de ces événements et de l'image ternie du Canada en matière de foresterie, la CNUED était l'occasion unique de faire progresser les trois points stratégiques suivants du programme forestier canadien :

1. l'aménagement forestier durable au Canada;
2. la protection du commerce international des produits forestiers canadiens;
3. le partage des connaissances canadiennes avec les pays en développement.

Les deux documents suivants, liés aux forêts, ont été parachevés lors du Sommet de la Terre à Rio, du 3 au 13 juin 1992 :

1. les Principes directeurs sur les forêts, qui ont une dimension à la fois nationale et internationale;
2. Agenda 21, qui est essentiellement à la base de l'aide internationale canadienne en foresterie.

SUIVI DE LA CNUED PAR LE CCMF

RÉSUMÉ

Au début des années 1980, la question des forêts s'est taillée une place parmi les questions scientifiques et stratégiques qui dominaient la scène internationale. Compte tenu de ces événements et de l'image ternie du Canada en matière de forêts, la CNUED a été une occasion exceptionnelle de faire progresser les trois points stratégiques suivants qui dominent au Canada :

- i) l'aménagement forestier durable au Canada;
- ii) la protection du commerce international des produits forestiers canadiens;
- iii) le partage des compétences du Canada avec les pays en développement.

Il est évident que les points i) et ii), en guise de réaction au consummateurisme «vert» qui exige des produits forestiers «verts», sont étroitement imbriqués. Les deux documents mentionnés ci-dessous ont été parachevés lors du Sommet de la Terre à Rio :

- o les Principes directeurs (PD) sur les forêts qui ont à la fois une dimension nationale et internationale;
- o l'Agenda 21 qui jette dans une large mesure les fondements de l'aide internationale canadienne en foresterie.

En juin 1992, les sous-ministres du CCMF ont créé un comité directeur du suivi de la CNUED sous la présidence de Jag Maini de Forêts Canada. En guise de mesure préliminaire, un groupe consultatif spécial, composé de nombreux intéressés, s'est réuni à Vancouver le 23 septembre pour étudier la question. À partir des discussions, on recommande :

- i) que le Canada continue de prendre fait et cause pour le développement durable des forêts au Canada et à l'étranger;
- ii) que le CCMF serve de plaque tournante du suivi de la CNUED par le Canada;
- iii) que les mesures de suivi de la CNUED soient intégrées, dans la mesure du possible, dans les mesures de suivi de la SFN; une comparaison préliminaire des deux initiatives indique que leurs objectifs sont fortement convergents;
- iv) que les ministres provinciaux et territoriaux conviennent d'assumer la responsabilité de l'application des mesures de suivi de la CNUED dans les provinces et les territoires et que le ministre fédéral des Forêts continue de diriger les discussions et les mesures internationales ultérieures;
- v) que le CCMF favorise l'élaboration de lignes directrices nationales sur l'aménagement forestier durable à partir des critères approuvés à l'échelle internationale;

**SUIVI DE LA CNUED
PAR
LE CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES FORÊTS**

**J.S. Maini
Président, Comité du CCMF
sur
le suivi de la CNUED
Le 1^{er} octobre 1992**

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
RÉSUMÉ	i
CONTEXTE	1
CONFÉRENCE DES NU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CNUED)	2
SUIVI DE LA CNUED PAR LE CANADA	3
Réunion du groupe consultatif spécial - Vancouver	3
Points communs entre le suivi de la CNUED et le suivi de la SFN	4
Recommandations	4
Généralités	4
Principes directeurs	4
CONCLUSION	6

3. Il est évident que la protection de l'environnement et le développement économique sont étroitement imbriqués tout comme le sont les points i) et ii) ci-dessus. Possédant 10 p. 100 du manteau forestier international et responsable de près de 25 p. 100 du commerce international de produits forestiers, le Canada a des intérêts considérables dans toute négociation internationale sur les forêts, la foresterie et le commerce de produits forestiers. Cet intérêt est notamment primordial à une époque où les méthodes forestières canadiennes sont surveillées de près au pays et à l'étranger et où l'image du Canada en matière de foresterie est ternie.

CONFÉRENCE DES NU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CNUED)

4. Le Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio du 3 au 13 juin 1992 a été précédé, pendant deux ans, par des discussions et des négociations intergouvernementales qui se sont déroulées lors de quatre réunions du comité préparatoire. Les forêts et l'aide financière des pays du Nord aux pays du Sud sont devenues les deux principales questions litigieuses abordées lors de quatre réunions de ministres à Rio. La question des forêts est malheureusement apparue comme un microcosme des relations houleuses nord-sud au lieu de servir à mobiliser la coopération internationale en vue d'une conservation et d'un développement durable des forêts, comme l'avait souhaité le Canada.
5. Lors de la première réunion du comité préparatoire à Nairobi en août 1990, la question des forêts a été définie en grande partie dans une perspective écologique et a été intitulée «Lutter contre le déboisement». Grâce aux efforts de la délégation canadienne, le débat a été remanié pour porter le nom de «Aménagement, conservation et développement durable des forêts». En outre, les représentants de la foresterie mondiale, à l'exclusion du Canada, étaient absents à Nairobi et la question a été débattue surtout par les diplomates et les environnementalistes. La délégation canadienne a reconnu qu'il fallait réunir les représentants canadiens et internationaux de la foresterie pour s'entendre et formuler un programme forestier. En conséquence, le Canada a inscrit un quatrième article à son ordre du jour de la CNUED : la participation des forestiers.
6. Le Canada a adopté un rôle de chef de file en soulignant la nécessité d'élaborer une entente internationale exécutoire (c.-à-d. une convention) sur les forêts mondiales et a recueilli l'appui des pays de l'OCDE. Les pays industrialisés (membres du G-7) tenaient cette initiative venant du Nord pour suspecte. Lors de la deuxième réunion du comité préparatoire, qui s'est tenue à Genève, les délégués sont

Les représentants de la C.-B., de l'Alberta, de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse étaient présents. Le Manitoba avait l'intention de participer mais n'a pu se rendre à Vancouver.

POINTS COMMUNS ENTRE LE SUIVI DE LA CNUED ET LE SUIVI DE LA SFN

9. Avant la réunion à Vancouver, Forêts Canada a mené une analyse préliminaire des caractéristiques communes des Principes directeurs de la CNUED et de la Stratégie forestière nationale (SFN). Cet exercice a démontré que les principes directeurs et la SFN possèdent des objectifs convergents et qu'il doit être possible, dans une certaine mesure, d'entreprendre le suivi national par l'intermédiaire de la Stratégie.

RECOMMANDATIONS

10. À partir des travaux du groupe consultatif spécial, on soumet à l'approbation du CCMF les recommandations qui suivent.

Généralités

- o Le Canada devrait continuer de prendre fait et cause pour le développement durable des forêts au Canada et à l'étranger et devrait recueillir la participation de divers intéressés canadiens et internationaux pour atteindre cet objectif et promulguer finalement une convention internationale sur les forêts.

(Cette démarche aurait une influence positive considérable sur l'image du Canada, ses intérêts commerciaux internationaux ainsi que ses intérêts économiques et environnementaux au pays.)

Principes directeurs

La mise en oeuvre des Principes directeurs a un caractère à la fois national et international. Il faut éclaircir le mandat des mesures générales de suivi ainsi que des mesures précises de mise en oeuvre, et peut-être dans le cadre des directions qui suivent.

- o Veiller, à l'échelle internationale, à ce que la commission proposée des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) prenne de manière prévisionnelle des mesures de suivi de la CNUED relatives aux forêts et qu'elle conserve le rythme. La CNUDD devrait être la tribune principale à partir de laquelle des mesures ultérieures seraient prises pour éventuellement mener à une convention internationale sur les forêts.

initiatives comme les critères, les codes et les normes internationaux. Ces travaux devraient être coordonnés étroitement avec les mesures prises pour améliorer l'image internationale. Le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle de chef de file dans ce domaine.

- o Le ministre fédéral des Forêts devrait présenter périodiquement un rapport au CCMF sur les activités d'aide internationale dans le cadre d'Agenda 21 : Forêts.

CONCLUSION

On demande au CCMF :

- o d'affirmer son engagement et celui du Canada de promouvoir, en jouant chacun un rôle permanent de chef de file à l'échelle nationale et internationale, la conservation et l'exploitation durable des forêts au Canada et à l'étranger;
- o d'accepter le rôle de «fiduciaire» des mesures de suivi de la CNUED au Canada;
- o d'accepter que les ministres provinciaux et territoriaux seront responsables de l'exécution des mesures de suivi de la CNUED sur leur territoire, conformément à un plan d'action bien défini et approuvé;
- o d'accepter que le ministre fédéral des Forêts dirige les discussions et les négociations internationales, y compris l'élaboration de critères internationaux et la préparation d'événements susceptibles d'aboutir à une convention internationale sur les forêts;
- o d'entreprendre la rédaction des directives nationales sur la conservation et l'exploitation durable des forêts;
- o de favoriser autant que possible l'intégration des mesures de suivi de la CNUED et de la SFN ainsi que leur évaluation (avec rapports) périodique.

1^{er} octobre 1992

J.S. Maini, président
Comité directeur du CCMF
sur le suivi de la CNUED

STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS

NOTE D'INFORMATION

QUESTION : MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LES FORÊTS, DURABILITÉ DES FORÊTS : UN ENGAGEMENT CANADIEN

POINT À L'ORDRE DU JOUR : Exposé et décision

M. André Rousseau, conseiller principal en politiques, secrétariat du CCMF, fera un exposé sur les possibilités de mise en oeuvre de la Stratégie nationale sur les forêts. On demandera aux ministres d'appuyer un certain nombre de recommandations relatives à la mise en oeuvre, à l'examen, à l'évaluation, aux communications, à l'appareil de coordination et au financement (voir de la page i) à iii) du document d'information).

CONTEXTE

En novembre 1990, le Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF) a entrepris l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale sur les forêts par une vaste consultation du public. Des carrefours régionaux, organisés partout au pays, ont réuni un éventail de Canadiens qui s'intéressent à l'avenir de leurs forêts.

Ces discussions fructueuses ont abouti à une nouvelle Stratégie nationale sur les forêts, Durabilité des forêts : Un engagement canadien, qui a été présentée lors du Congrès forestier national en mars 1992. Au cours du Congrès, les objectifs de la Stratégie ont été appuyés davantage par la signature du premier accord forestier canadien par les représentants de tous les gouvernements provinciaux, de Forêts Canada, de l'industrie et de groupes de protection de la nature. Le CCMF a entrepris de jouer le rôle de fiduciaire ainsi que de diriger et surveiller les travaux dans le but d'atteindre les objectifs de la Stratégie.

Un groupe de travail, composé de représentants des signataires de l'accord, a préparé une proposition en prévision de la réunion annuelle du CCMF. Cette proposition doit veiller à ce que la planification, l'application, le suivi, l'évaluation et les rapports de la stratégie soient effectués correctement et uniformément au pays et à l'étranger.

Nota : M. Rousseau se servira des 12 pages qui suivent pour son exposé aux ministres.

DURABILITÉ DES FORÊTS : UN ENGAGEMENT CANADIEN

PLAN D'ACTION «PROPOSÉ» DU CCMF (ébauche)

Engagement :	1.6	Définitions de travail de la biodiversité
Orientation stratégique :	1.0	Intendance des forêts : Environnement forestier
Objectif :		Veiller à ce que les activités d'aménagement forestier maintiennent la diversité de nos forêts.
Réalisations :		Beaucoup d'organismes nationaux et internationaux ont proposé diverses définitions qui peuvent servir de point de départ à l'élaboration d'une définition de travail au Canada.
Définition du produit :		D'ici 1995, les gouvernements élaboreront, en consultation avec les milieux forestiers et la population, des définitions pratiques de la biodiver- sité en ce qui concerne les forêts canadiennes.
Responsabilité :	Chef de file Partenaires	Membres du CCMF Forêts Canada Gouvernements provinciaux Gouvernements territoriaux Milieu forestier (notamment les écoles de foresterie) Le grand public
Liens :	Autres engagements	1.7 Rapport sur la biodiver- sité forestière 3.4 Programme de base de données nationale 3.5 Indicateurs
	Autres initiatives	Élaboration d'une stratégie nationale sur la biodiversité, dans le cadre de la Convention des NU Mise en oeuvre nationale de la stratégie planétaire sur la biodiversité

Calendrier de réalisation

Réalisation	Resp.	Délai	Date de parachèv.	Observations
1. Création du Comité technique (CT)	CCMF	Mars 1993		Membres du CCMF et universités représ.
2. Examen des exigences relatives aux définitions de travail	TC	Déc. 1993		
3. Examen des définitions existantes	TC	Déc. 1993		Nat. et international
4. Ébauche de la proposition d'une définition de travail	TC	Mars 1994		
5. Rapport au CCMF	TC	Oct. 1994		
6. Consultation du secteur forestier	TC	Déc. 1994		Atelier
7. Rapport final	TC	Mars 1995		Recommandations
8. Mise en oeuvre	CCMF	Déc. 1995		

Données fondamentales

- Résultats d'une recherche sur la diversité génétique des arbres et de la faune au Canada.
- Comité sur les espèces animales menacées d'extinction au Canada, base de données sur les écorégions animales et végétales.
- Systèmes de classification fédéral et provinciaux.
- Nombre de définitions, 1992 par rapport à 1995.

Communication

- Divulcation de renseignements sur la création et la composition du comité technique.
- Publication de l'ébauche du rapport et de la version définitive.
- Renseignements sur la mise en oeuvre.

Ressources (estimatives)

Actuelles	10 000 \$ (votés)
Nouvelles	30 000 \$ (appui des universités)

Total	40 000 \$

Date : 23 septembre 1992

DURABILITÉ DES FORÊTS : UN ENGAGEMENT CANADIEN

PLAN D'ACTION DU CCMF (ébauche)

Engagement :	1.7	Système d'information national sur l'état de la biodiversité forestière
Orientation stratégique :	1.0	Intendance des forêts : Environnement forestier
Objectif :		Veiller à ce que les activités d'aménagement forestier maintiennent la diversité de nos forêts.
Réalisations :		Des analyses préliminaires de la diversité des essences ont été effectuées, et des contrats ont été accordés pour approfondir la question. La recherche sur la collecte de données est également en train.
Définition du produit :		D'ici 1995, établir un système d'information national sur l'état de la biodiversité forestière.
Responsabilité :	Chef de file Partenaire	CCMF Service de rapport sur l'état de l'environnement (SREE)
Liens :	Autres engagements	1.6 Définitions de travail sur la biodiversité 3.4 Programme de base de données nationale 3.5 Indicateurs
	Autres initiatives	Comité de classification des sites, dans le cadre du Plan vert, cherche à améliorer la compatibilité des systèmes canadiens. Le SREE et les responsables de la base de données nationale favorisent la coopération pour la création de la base de données. Évaluation préliminaire de la conservation de la diversité génétique entreprise et améliorée.

Calendrier de réalisation

Réalisation	Resp.	Délai	Date de parachèv.	Observations
1. Évaluation achevée de la diversité des essences	ForCan	Mars 1993		En cours
2. Appui de la recherche sur les indicateurs	CCMF	Mars 1993		Participation du SREE
3. Examen des indicateurs déjà utilisés	ForCan	Déc. 1993		National et internat.
4. Ébauche de la proposition d'un syst. de compte rendu	ForCan	Mars 1994		Examen par le Com. de l'Inventaire des forêts du Canada
5. Rapport au CCMF	ForCan	Oct. 1994		
6. Consultation du secteur forestier	CCMF	Déc. 1994		Ateliers
Mise en oeuvre	CCMF	Déc. 1995		

Données fondamentales

- Systèmes de compte rendu existants.
- Propositions nationales de compte rendu environnemental.
- Résultats préliminaires de l'évaluation de la diversité des essences.
- Systèmes fédéral et provinciaux de classification des sites.
- Système national de compte rendu en vigueur.

Communication

- Publication des résultats sur la diversité des essences.
- Rapports préliminaires dans les rapports sur l'état des forêts.
- Renseignements sur la mise en oeuvre.

Ressources (estimatives)

Actuelles	30 000 \$ (contrats de ForCan)
Nouvelles	150 000 \$ (appui à la recherche)

Total	180 000 \$

Date : 23 septembre 1992

DURABILITÉ DES FORÊTS : UN ENGAGEMENT CANADIEN

PLAN D'ACTION DU CCMF (ébauche)

Engagement :	3.7	Plan d'amélioration de la base de données nationale
Orientation stratégique :	3.0	Participation du public : élargissement du dialogue
Objectif :		Donner un meilleur accès à la population à des renseignements faciles à comprendre dans le domaine forestier.
Réalisations :		<u>Abrégé de statistiques forestières canadiennes, 1991</u> , le premier document du Programme de base de données nationale sur les forêts (PBDNF) à l'intention du public, a été rendu public en juin 1992, en tant que publication du CCMF.
Définition du produit :		D'ici 1993, établir un plan d'amélioration de la base de données nationales sur les forêts pour améliorer les données sur la régénération forestière et renseigner les gens sur des valeurs hors ligniculture comme la faune, les milieux sauvages et les loisirs.
Responsabilité :	Chef de file	CCMF
Liens :	Autres engagements	1.6 Définitions de travail sur la biodiversité 1.7 Rapport sur la biodiversité 2.1 Étendre le champ d'application des inventaires 2.4 Examen des ressources récoltées et remplacées 3.5 Indicateurs 3.6 Rapports sur l'état des forêts 3.7 Disponibilité de données 3.11 Fournir au public une information équilibrée
	Autres initiatives	

Calendrier de réalisation

Réalisation	Resp.	Délai	Date de parachèv.	Observations
1. Méth. proposée de présentation des résultats	CD PBDNF mars 1992		Mars 1992	
2. Essai et amélioration prov/terr. de la méthodologie		Oct. 1992		
3. Ateliers sur la présentation des résultats	ForCan	Nov. 1992		
4. Doc. de travail/ prop. sur les valeurs hors ligniculture	CD PBDNF Nov. 1992			
5. Mise en oeuvre nat. de la méth. de présentation des résultats	prov/terr., ForCan	jan. 1993		Essai
6. Rapport sur la démarche pour de meilleurs renseignements sur la régénération	CD PBDNF mars 1993			
7. Plan d'action pour des données sur les valeurs hors ligniculture	CD PBDNF			

Données fondamentales

- Forêts Canada et les organismes provinciaux et territoriaux d'aménagement forestier, sauf ceux du Québec, participent à part entière au Programme de base de données nationale sur les forêts (PBDNF). On a obtenu des données comparables pour le Québec à partir de publications provinciales et d'autres sources publiques.
- Par le truchement du Comité de direction du PBDNF (CD PBDNF), tous les organismes participent à l'élaboration et à la mise en oeuvre des plans d'enrichissement et d'amélioration des données.
- Plan prévoit, entre autres :
 - a) meilleure information sur la régénération des forêts
 - b) données sur des valeurs hors ligniculture

oui/non

oui/non

Communication

- Les renseignements statistiques seront publiés dans les documents publics relatifs au PBDNF, comme l'Abrégé de statistiques forestières canadiennes. On prévoit des rapports de type public pour la communication de meilleurs renseignements sur la régénération forestière.

Ressources (estimatives)

Actuelles	(oui)
Nouvelles	(sans objet)

Date : 23 septembre 1992

DURABILITÉ DES FORÊTS : UN ENGAGEMENT CANADIEN

PLAN D'ACTION «PROPOSÉ» DU CCMF (ébauche)

Engagement :	3.5	Système national d'indicateurs
Orientation stratégique :	3.0	Participation du public : Élargissement du dialogue
Objectif :		Donner accès à la population à des renseignements faciles à comprendre dans le domaine forestier.
Réalisations :		Groupe de travail fédéral-provincial a mis au point des indicateurs à partir des carrefours régionaux de la Stratégie. Premiers indicateurs publiés en 1991 dans le document sur l'état des forêts au Canada.
Définition du produit :		D'ici 1993, concevoir un jeu d'indicateurs permettant de mesurer et de faire régulièrement connaître les progrès de l'aménagement forestier durable.
Responsabilité :	Chef de file	CCMF 'Forêts Canada'
	Partenaires	
Liens :	Autres engagements	1.6 Définitions de travail de la biodiversité 1.7 Rapport sur la biodiversité forestière 3.4 Plan d'amélioration de la base de données nationale 3.6 Rapports sur l'état de la forêt 3.7 Disponibilité de renseignements
	Autres initiatives	OCDE met au point des indicateurs de développement durable, y compris pour les forêts Plan vert effectuée la même chose. Environnement Canada accepte d'employer les indicateurs mis au point par le CCMF.

Calendrier de réalisation

Réalisation	Resp.	Délai	Date de parachèv.	Observations
1. Création du groupe travail des indicateurs	CCMF	Jan. 1993		Un rep. de chaque membre du CCMF. Peut-être aussi des ONG.
2. Examen des indicateurs actuels. Amélioration au besoin. Consensus sur l'ensemble des indicateurs nat.	GTI	Mai 1993		
3. Observations et examen avec le Comité du prog. de base de données nationale sur les forêts	GTI/CPBDNF	Sep. 1993		
4. Fournir des données pour appuyer les indicateurs	CPBDNF	Oct. 1993		
5. Parachever les indicateurs et le programme de base de données	CCMF	Nov. 1993		

Données fondamentales

- | | | |
|----|---|---------|
| 1) | Ensemble d'indicateurs nat. approuvé par le CCMF | oui/non |
| 2) | Plan approuvé mis en oeuvre pour recueillir les données nécessaires pour appuyer les indicateurs dans le cadre du PBDNF | oui/non |

Communication

- Communiqué du CCMF à l'automne 1993
- Employer les indicateurs remaniés dans le rapport annuel au Parlement sur l'état des forêts au Canada

Ressources (estimatives)

Actuelles	25 000 \$	(voyages, réunions - tous les gouv.)
Nouvelles	?	\$ Programme de la base de données nécessitera peut-être des ressources supplémentaires. On l'ignore pour le moment.

Total 25 000 \$

Date : 23 septembre 1992

DURABILITÉ DES FORÊTS : UN ENGAGEMENT CANADIEN

PLAN D'ACTION DU CCMF (ébauche)

Engagement :	4.7	Évaluation des possibilités d'approvisionnement en bois et atelier national
Orientation stratégique :	4.0	Perspectives économiques : Un cadre en évolution
Objectif :		Accroître la quantité, la qualité et la permanence des approvisionnements en ressources forestières.
Réalisations :		
Définition du produit :		Évaluation de l'état actuel de l'approvisionnement en bois, cerner les possibilités de conserver et d'accroître l'approvisionnement durable en bois des terres à la fois privées et domaniales, et organiser un atelier nationale pour étudier les résultats de l'évaluation et se pencher sur leur incidence.
Responsabilité :	Chef de file Partenaires	CCMF Forêts Canada Gouvernements provinciaux Gouvernements territoriaux Industrie
Liens :	Autres engagements	2.4 Examen de l'exploitation et de la régénération d'ici 1995 3.7 Organismes privés et publics d'aménagement forestier vont favoriser l'accès à l'information par le public 8.6 Améliorer les renseignements disponibles sur les forêts privées
	Autres initiatives	Initiative pour la prospérité du CCSF Étude nationale sur les approvisionnements en bois de Forêts Canada

Calendrier de réalisation

Réalisation	Resp.	Délai	Date de parachèv.	Observations
Ébauches des rapports sur l'évaluation des approv. en bois	ForCan	Mai 1994		Rapport initial fondé sur l'apport des gouv. prov. et terr. et de l'industrie
Atelier	CCMF	Mai 1994		Étudier l'évaluation et se pencher sur son incidence
Rapport déf. sur l'évaluation des approv. en bois	ForCan	Mars 1995		Incorporer les observations de l'atelier

Données fondamentales

- Pourcentage de provinces qui fournissent des renseignements
- Ébauche du rapport est disponible pour l'atelier
- Atelier réalisé
- Rapport définitif publié

Communication

- Rapport d'étape (automne 1993)
- Ébauche du rapport pour les débats à l'atelier
- Atelier
- Rapport définitif
- État des forêts au Canada en 1995

Ressources (estimatives)

Actuelles	\$
Nouvelles	50.000 \$ (atelier)

Total	\$

Date : 23 septembre 1992

DURABILITÉ DES FORÊTS : UN ENGAGEMENT CANADIEN

PLAN D'ACTION DU CCMF (ébauche)

Engagement :	6.5	Faisabilité d'un régime d'agrément des travailleurs de la sylviculture et de l'aménagement forestier
Orientation stratégique :	6.0	Main-d'oeuvre : Exigences croissantes
Objectif :		Permettre aux travailleurs forestiers de jouer pleinement leur rôle dans l'aménagement forestier durable et dans l'enrichissement des perspectives économiques
Réalisations :		
Définition du produit :		D'ici 1994, évaluer la faisabilité d'un régime d'agrément des travailleurs de la sylviculture et de l'aménagement forestier pour accroître la mobilité, la sécurité et la compétence de la main-d'oeuvre.
Responsabilité :	Chef de file Partenaires	CCMF Organismes gouvernementaux appropriés Syndicats Industrie
Liens :	Autres	6.1 Analyse et prévision des besoins d'emploi et de formation 6.2 Stratégies de formation et de perfectionnement 6.3 Examen des programmes et des cours pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins plus vastes d'un aménagement forestier durable 6.4 Possibilités d'enseignement et de perfectionnement professionnel avancés
	Autres initiatives	Principe n° 8 de l'EMVRF : perfectionnement des ressources humaines Études de la CEIC sur les besoins en ressources humaines des pâtes et papiers, des terres forestières et des peuples autochtones Commission canadienne de mise en valeur de la main-d'oeuvre

Calendrier de réalisation

Réalisation	Resp.	Délai	Date de parachèv.	Observations
1. Création du Comité nat. d'évaluation de l'accréditation (CNEA)	CCMF	Nov. 1992		
2. Évaluation préliminaire de la faisabilité d'un régime national d'agrément en sylviculture	CNEA	Juin 1993		
3. Présentation au CCMF	CNEA	Oct. 1993		
4. Rapport définitif sur l'évaluation de la faisabilité d'un régime national d'agrément et recommandations	CNEA	Mars 1994		

Données fondamentales : Rapport définitif distribué. oui/non

Communication : Élaborer un plan fondé sur les résultats de l'évaluation.

Ressources (estimatives)

Actuelles	oui
Nouvelles	10 000 \$

Total	10 000 \$

Date : 23 septembre 1992

INITIATIVE DE LA PROSPÉRITÉ :
CONSEIL CONSULTATIF DU SECTEUR DES FORÊTS

L'INDUSTRIE CANADIENNE DES FORÊTS : UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

OBJET : Rapport du Conseil consultatif du secteur des forêts (CCSF) intitulé «L'industrie canadienne des forêts : une stratégie de développement»

ÉTAT DE LA SITUATION

À la suite de l'Initiative de la prospérité du gouvernement fédéral et sous l'égide du CCSF, les dirigeants de l'industrie, des syndicats et des milieux de l'enseignement ont mené une vaste consultation et élaboré un rapport intitulé «L'industrie canadienne des forêts : une stratégie de développement». Des groupes de travail se sont penchés sur huit grands thèmes :

- | | |
|--|--|
| 1. L'apprentissage et les ressources humaines | 5. La valeur ajoutée et l'expansion des marchés - produits du bois |
| 2. Le commerce et l'accès au marché | 6. La base de ressources |
| 3. Les finances et les investissements | 7. L'environnement |
| 4. La valeur ajoutée et l'expansion des marchés - produits du papier | 8. Les sciences et la technologie. |

Ce rapport fait état des problèmes actuels dans chacun des secteurs en jeu et recommande des plans d'action afin de s'attaquer à ces problèmes, tout en précisant quelle instance (l'industrie, l'administration fédérale ou les administrations provinciales) doit être chargée de leur exécution.

Ce rapport a été acheminé à toutes les administrations provinciales à la mi-août.

INCIDENCE

ADMINISTRATIONS PROVINCIALES :

Parmi les nombreuses recommandations formulées à l'intention des administrations provinciales, deux revêtent une importance particulière :

1. Les administrations provinciales doivent fournir les structures et les stimulants appropriés afin de permettre et de favoriser la gestion des forêts par les entreprises du secteur des produits forestiers dans une perspective de durabilité. Par exemple, le manque de tenures basées sur la superficie au Canada nuit aux investissements à long terme. (Ce problème ne se pose pas en Saskatchewan.) Les frais réclamés à l'industrie doivent être déterminés en fonction du prix de la fibre de bois dans les secteurs de compétence qui leur font concurrence et ils ne doivent pas dépasser ce prix. Par exemple, les frais d'approvisionnement en matières premières sont à la hausse au Canada, car il faut transporter le bois sur des distances de plus en plus grandes pour l'acheminer aux usines de transformation. Selon le CCSF, en examinant la situation dans d'autres secteurs de compétence, on pourrait réduire certains frais, par exemple, ceux qui sont liés aux droits de coupe et au reboisement, afin de compenser les frais supplémentaires qu'entraîne le transport.

2. Les principes relatifs à l'établissement de points de repère quant aux frais et aux règlements doivent s'appliquer à tous les aspects de la prise de décisions par les administrations provinciales. Par exemple, le CCSF est d'avis que les frais d'énergie hydroélectrique et les politiques en matière de services publics doivent soutenir la compétitivité à l'échelle internationale. Les règlements et les mesures de contrôle en matière d'environnement doivent aussi soutenir la compétitivité, obéir au principe du guichet unique et être harmonisés parmi les divers secteurs de compétence au Canada.

CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES FORÊTS (CCMF) :

Le rapport du CCSF fait état de quatre domaines à l'égard desquels la participation du CCMF sera sollicitée :

1. Le CCSF recommandera au CCMF que chaque province ou territoire élabore une stratégie d'utilisation foncière exigeant une approche qui fait appel à plusieurs organismes aux fins de la prise des décisions relatives à l'utilisation foncière, une démarche descendante ou ascendante en matière de planification de l'utilisation foncière, un mécanisme de règlement des différends, un inventaire des ressources tributaires de la forêt plus approprié, une méthode de gestion intégrée ainsi que le versement d'une indemnité ou la prestation d'aide aux travailleurs déplacés et à l'industrie. On souhaite ainsi définir la forêt pouvant faire l'objet d'une exploitation commerciale en ouvrant la voie aux systèmes de tenure basée sur la superficie. Ce genre de tenure devrait contribuer à la viabilité à long terme de l'industrie et attirer les investisseurs.
2. Forêts Canada et le CCSF communiqueront au CCMF les résultats d'une étude visant à déterminer l'incidence qu'ont sur la compétitivité de l'industrie des forêts divers systèmes de tenure en vigueur au Canada et à formuler des recommandations dans une optique constructive. Cette démarche vise à appuyer le CCMF, qui a exprimé au Congrès forestier de 1986 sa volonté d'instaurer le système de tenure basée sur la superficie partout au Canada.
3. Le CCSF s'adressera au CCMF concernant la nécessité de mettre sur pied des vérifications forestières impartiales. Cette mesure devrait permettre au public de bien comprendre les pratiques en matière de gestion des forêts dans chaque province et dans l'ensemble du pays. On espère ainsi éliminer tout malentendu pouvant découler de la publicité négative diffusée par des organismes de protection de l'environnement qui font montre de partialité.
4. Le CCSF recommandera au CCMF que l'on continue de travailler à l'élaboration d'un code international des pratiques forestières, faisant écho à une gestion responsable des ressources disponibles, en vue d'accroître le commerce international.

GROUPES CIBLES

L'industrie, les syndicats, le CCMF, les administrations provinciales et l'administration fédérale.

CONSEIL CONSULTATIF DU SECTEUR DES FORÊTS

Le Conseil consultatif du secteur des forêts (CCSF) a pour mandat :

1. De conseiller et d'orienter d'une manière continue le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, le ministre des Forêts et, par l'intermédiaire des ministres, le gouvernement du Canada, sur toute question relative au rendement et au bien-être de l'industrie forestière et des industries connexes ainsi que des personnes qui y travaillent.
2. De poursuivre les efforts déployés par les deux organismes qui l'ont précédé, en l'occurrence le Comité consultatif de l'industrie forestière et le Conseil consultatif canadien des forêts, dont la fusion a donné naissance au Conseil consultatif du secteur des forêts.
3. D'aider les ministres à établir les priorités et à élaborer des stratégies appropriées qui profiteront au secteur des forêts en améliorant sa compétitivité et en augmentant sa contribution à l'économie nationale et régionale.
4. D'évaluer la pertinence des politiques et des programmes fédéraux existants et de recommander à l'occasion la création de nouveaux programmes ou des changements d'orientation.

La présidence du CCSF est assumée conjointement par M. J. Munro, président de la Forest Alliance de la Colombie-Britannique et M. G. Petty, président et chef de la direction des Entreprises Repap Inc. Ce conseil se compose de vingt-six personnes (dont deux observateurs), qui occupent toutes des postes de niveau supérieur dans les milieux d'affaires, les syndicats et les milieux de l'enseignement. Ces membres désignés par les ministres pour un mandat de trois ans nomment par voie d'élection deux coprésidents, dont l'un provient des syndicats et l'autre des milieux d'affaires.

CONTRÔLE PHYTOSANITAIRE : NÉMATODE DU PIN

NOTE D'INFORMATION**QUESTION : NÉMATODES DU PIN****POINT À L'ORDRE DU JOUR :** Exposé et décision

La Nouvelle-Écosse a demandé que cette question soit inscrite à l'ordre du jour. Elle entamera la discussion.

CONTEXTE

Il semble actuellement que les pays de la CEE craignent que les nématodes du pin parasitent leurs essences et aient des répercussions aussi néfastes que celles de la maladie hollandaise de l'orme au Canada.

Des données biologiques indiquent que les nématodes du pin (qui se nourrissent de cellules ligneuses) nécessitent une température de 22 ° celsius pendant une période prolongée pour se reproduire en nombre suffisant pour infester le milieu. Ce n'est qu'à ce moment qu'ils peuvent perturber le développement de l'arbre. Selon nos connaissances, ce type d'infestation létale ne s'est jamais produite au Canada et nous ne voyons pas pourquoi cela serait le cas dans l'un des pays importateurs. Les nématodes ont également besoin d'un vecteur (un cérambycidé) pour les transmettre du bois importé à d'éventuels hôtes, ce qui rend les risques d'infestation très minimes dans les pays importateurs.

En outre, il existe en Europe des nématodes indigènes qui s'apparentent tellement aux nématodes canadiens qu'ils pourraient vraiment se reproduire. Il semble que les nématodes européens ne posent pas de problèmes. Il est difficile de croire que les nématodes canadiens causeraient plus de dégâts que leurs cousins européens.

Compte tenu de ce qui précède, les nématodes du pin semblent être une bien petite «menace».

Il s'agit en fait d'un «problème» politique. En interdisant l'importation de bois vert du Canada, les pays de la CEE qui ont une importante industrie forestière peuvent concurrencer le Canada ou même accaparer la part de ce marché.

ÉTAT DE LA SITUATION

Le comité phytosanitaire de la CEE étudie actuellement la possibilité d'imposer une norme générale de traitement thermique de tout le bois en provenance du Canada à l'aide d'un programme de certification phytosanitaire. Le Canada a répliqué en proposant une distinction des essences selon qu'elles sont plus ou moins facilement parasitées par les nématodes du pin et le vecteur, accompagnée du traitement approprié. Selon cette proposition, les essences les plus susceptibles d'être parasitées (à savoir tous les pins) seraient soit séchées au séchoir, soit traitées à la chaleur. Les essences non parasitées (comme le thuya) ne seraient pas traitées, mais écorcées et accompagnées d'un document qui préciserait le type d'essence. Les essences qui comportent peu de risques continueraient de subir le traitement prévu au programme d'accrédita-

tion des usines.

La proposition prévoyait également une normalisation des produits séchés au séchoir et un engagement d'élaborer un programme de vérification pour le bois traité à la chaleur.

Le comité phytosanitaire s'est réuni récemment et a examiné la proposition canadienne. La réaction a été généralement négative, mais aucune décision n'a été prise pour le moment. On prévoit qu'une décision sera prise lors de la réunion des 26 et 27 octobre 1992.

LE 30 SEPTEMBRE 1992

À : DISTRIBUTION

DE : AECEC, RWM, JOHN KLASSEN

--NÉMATODES DU PIN

PRIÈRE DE TROUVER CI-JOINT UNE MISE À JOUR DE LA QUESTION. VOICI LES POINTS PRINCIPAUX :

- . SUIVI DE LA RÉUNION DU COMITÉ PHYTOSANITAIRE, LE 28 SEPTEMBRE;
- . RAPPORT SUR LES REPRÉSENTATIONS DES FONCTIONNAIRES ET DES MINISTRES FÉDÉRAUX;
- . CONFIRMATION QUE LA FRANCE A MODIFIÉ SA POSITION AU SUJET DE LA DÉROGATION ACTUELLE ET LA PROLONGERA JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE, CONFORMÉMENT À LA POSITION DES AUTRES PAYS MEMBRES.

LE DIRECTEUR,
DIVISION DE LA CE,

JOHN KLASSEN

LE POINT AU 30 SEPTEMBRE 1992

À L'INTENTION DES FONCTIONNAIRES SEULEMENT

LE CANADA ET LA CEE - LES NÉMATODES DU PIN

La question des nématodes du pin (NP) a évolué rapidement au cours des dernières semaines. Des fonctionnaires fédéraux ont élaboré des modes d'action en étroite collaboration avec des représentants de l'industrie provenant de l'est et de l'ouest du pays et souvent dans des délais très serrés en raison des réunions du comité phytosanitaire permanent de la CEE et des vacances estivales. Le présent document, qui s'adresse aux fonctionnaires provinciaux, a pour but de faire le point sur les événements récents car nous nous dirigeons vers une période cruciale de prise de décisions par la CEE.

Vous n'ignorez sans doute pas que les résultats des recherches scientifiques communes ont été présentés au comité phytosanitaire en avril et qu'un second rapport a été soumis au début du mois de juillet à la suite d'autres essais sur le terrain au Canada. Les scientifiques ont rédigé dans les deux cas des rapports communs sur les résultats de leurs recherches. Le second rapport en particulier (intitulé «Joint Technical Statement») comportait un certain nombre de déclarations clés relatives à une entente sur la durée du traitement thermique nécessaire pour tuer les NP et leur vecteur, la validité du séchage au séchoir comme mesure phytosanitaire et l'absence d'installations spécialisées de traitement thermique au Canada.

À partir de cette recherche et des résultats des études menées au Canada sur les NP et leur vecteur, des fonctionnaires fédéraux et des représentants de l'industrie ont proposé une solution de rechange à la norme exigée de traitement thermique de tout le bois vert de conifères. La proposition est fondée sur une distinction entre essences selon qu'elles sont plus ou moins facilement parasitées par les NP et leur vecteur, accompagnée du traitement approprié. Selon cette proposition, les essences les plus susceptibles d'être parasitées (à savoir tous les pins) seraient soit séchées au séchoir, soit traitées à la chaleur. Les essences non parasitées (comme le thuya) ne seraient pas traitées, mais écorcées et accompagnées d'un document qui préciserait le type d'essence. Les essences qui comportent peu de risques continueraient de subir le traitement prévu au programme d'accréditation des usines. En outre, la proposition prévoyait également une normalisation des produits séchés au séchoir et un engagement d'élaborer un programme de vérification pour le bois traité à la chaleur, conformément à l'une des déclarations faites dans le dernier énoncé technique.

La proposition a été discutée officiellement avec la CEE au début du mois de juillet, puis présentée officiellement, sous forme de lettre, le 15 juillet par les ministres Wilson et Oberle au commissaire Mac Sharry. Les ministres ont demandé que la CEE ne décide pas de revoir la norme relative aux NP avant que le comité phytosanitaire se réunisse une fois de plus en septembre (aucune réunion en août) pour que le Canada ait le temps d'étayer la proposition. En outre, les ministres ont laissé entendre clairement que si notre proposition n'était pas acceptée et que si la CEE approuvait une norme

générale relative au traitement thermique, l'industrie aurait alors besoin de plus de temps pour s'adapter à la nouvelle norme.

Nous savons que la Commission a en fait retiré la question des NP de l'ordre du jour d'une réunion du comité phytosanitaire à la fin de juillet, mais qu'elle a subi un tollé de la part des pays membres. Les dispositions relatives aux NP ne sont qu'un élément du remaniement de l'ensemble de la directive de la CEE en matière de lutte phytosanitaire. Cet objectif n'a été atteint qu'après des efforts considérables de la part des pays membres, car le nouveau système doit être en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1993 (la directive doit toujours faire l'objet d'une loi nationale). Dans ces conditions, les pays membres n'étaient pas prêts à ce qu'une partie de la directive soit levée et ont menacé de ne pas l'approuver à moins que la directive demeure une entité. La Commission a acquiescé, mais a déclaré que le comité examinerait la question des NP et la proposition canadienne au début du mois de septembre.

Nous avons finalement obtenu à la mi-août un exemplaire de l'annexe de la directive qui traite des NP. Les renseignements étaient fâcheux, car ils ne concordaient pas, dans divers cas, avec les résultats des recherches scientifiques, étaient éventuellement discriminatoires à l'égard du bois séché au séchoir par rapport au bois importé d'autres pays qui n'apparaît pas sur la liste des NP, présentaient des contradictions et certaines exigences excessives qui imposent des garanties doubles. L'annexe n'apportait pas de précisions sur les indicateurs et les démarches de vérification, mais précisait simplement que le comité phytosanitaire trancherait plus tard la question. Cependant, le peu qui était précisé laissait place à une vaste interprétation et à des appréhensions considérables sur l'éventuelle imposition d'un abus de documents sur le bois séché au séchoir.

Il a été impossible d'obtenir en août une interprétation de l'annexe par les fonctionnaires de la CEE et la position de la Commission. Sachant que le comité phytosanitaire devait se réunir les 10 et 11 septembre, les fonctionnaires fédéraux et les représentants de l'industrie ont rédigé la trousse de renseignements visant à étayer la proposition canadienne qui avait été exposée dans ses lignes générales en juillet. Cette tâche a été parachevée le 2 septembre, puis les documents ont été reliés et transmis par porteur à nos ambassades de chacun des pays membres. Des membres des ambassades dans ces pays ont présenté, les 8 et 9 septembre, le document accompagné d'une note verbale du gouvernement canadien qui demandait officiellement à la CEE d'étudier sérieusement la proposition canadienne comme solution au problème, laquelle répondrait aux exigences légitimes du comité phytosanitaire tout en n'imposant pas un fardeau excessif à l'industrie canadienne.

Une note verbale est officiellement présentée à ce qui correspond au ministère des affaires étrangères du pays hôte. Les ambassades ont également reçu comme directive de communiquer avec les fonctionnaires des ministères du commerce. Les fonctionnaires du contrôle phytosanitaire ont reçu des exemplaires de la proposition. Ce mode de livraison a été un choix délibéré afin de s'assurer que les hommes politiques et les fonctionnaires du commerce sont conscients qu'il s'agit d'un problème sérieux dans le cadre plus vaste des relations entre le Canada et la CEE.

En outre, compte tenu de l'influence du R.-U. au sein du comité phytosanitaire et de l'importance de son marché pour les fournisseurs canadiens, un groupe de fonctionnaires fédéraux s'est rendu à Londres, le 6 septembre, pour présenter en détail la proposition à des hauts fonctionnaires de la commission forestière du R.-U. Les hauts fonctionnaires ne sont pas engagés, mais ont tout de même soulevés un certain nombre de points au sujet du mode de distinction des essences. Le lendemain, les fonctionnaires fédéraux ont rencontré des représentants du ministère du Commerce et de l'Industrie et du ministère des Affaires étrangères du R.-U. Le groupe s'est rendu à Bruxelles et a rencontré des fonctionnaires de la Commission le 9. En ce qui concerne un point crucial, les représentants de la Commission ont apaisé les craintes d'une imposition par la CEE de certificats phytosanitaires pour le bois séché au séchoir. Il semble que la CEE visera une uniformisation ou cherchera à obtenir des documents de vérification additionnels pour le bois séché au séchoir et non un certificat phytosanitaire officiel.

Comme prévu, le comité phytosanitaire s'est réuni les 10 et 11 septembre. La proposition canadienne a été présentée, appuyée fermement par un document des É.-U. La réaction initiale du comité a été négative au sujet de la validité d'une démarche fondée sur une distinction des essences, mais aucune décision n'a été prise. Certains pays membres ont également demandé une exemption pour le bois clair et de grande taille (correspondant à 200 mm). La réaction a été une fois de plus négative pour des raisons phytosanitaires. Aucune décision n'a été prise. La Commission a demandé aux pays membres de fournir par écrit et dès que possible leurs observations sur la proposition canadienne.

Le comité a réexaminé la question lors de sa réunion du 28 septembre et aurait apparemment discuté en profondeur de la proposition canadienne. À partir de cette discussion, la CEE élaborera maintenant une proposition pour modifier la directive. Le comité étudiera cette proposition les 12 et 13 octobre et prendra probablement une décision les 26 et 27 octobre.

Nous cherchons toujours à connaître exactement le sujet de discussion de la réunion du 28 septembre ainsi que l'orientation, facteur certes plus important, qu'adoptera la Commission dans sa proposition aux pays membres. Cependant, il semble indubitable que les pays membres ont rejeté l'argument canadien en faveur d'une distinction des essences, fondé sur les résultats de recherches fournis dans la proposition canadienne. Ils affirment que l'échantillon n'est pas assez grand pour être valable. Il est probable que la CEE souhaitera examiner d'autres données scientifiques sur les essences (comme celles qui ont été présentées pour le thuya géant et celles qui seront fournies pour la pruche), mais elle ne s'engagera pas de manière préalable. Il est possible que la CEE acceptera de prolonger la dérogation pour le MCP, mais peut-être seulement jusqu'au 1^{er} avril 1993. Le régime qui sera en vigueur au-delà de cette date est au cœur de la proposition de la Commission. Il est encourageant d'apprendre que les pays membres jugent qu'un système d'indicateurs peints n'est pas une solution utile pour le moment et qu'il serait une solution de rechange même si les travaux se poursuivaient. Tout porte à croire que les pays membres seront peut-être capables de s'entendre sur un mode de vérification et de contrôle semblable à ceux de la proposition canadienne.

Les représentants fédéraux ont récemment fait pression sur la CEE dans plusieurs domaines. En plus des réunions de hauts fonctionnaires à Londres et Bruxelles, le sous-ministre du Commerce international a soulevé la question des NP lors d'une réunion avec son homologue du R.-U. le 8 septembre. Ont fait de même l'honorable McDougall lors d'une rencontre avec M. Lennox-Boyd, ministre des Affaires étrangères, le 16 septembre ainsi que l'honorable Wilson lorsqu'il a rencontré, le 20 septembre, M. Andriessen, commissaire de la CEE responsable des relations étrangères et du commerce dans le cadre de la réunion annuelle des ministres canadiens et de la CEE. Dans tous les cas, les représentants canadiens ont transmis le même message important : le moment est crucial si nous voulons conserver ce commerce important et la CEE doit étudier sérieusement la proposition canadienne qui représente la meilleure façon de régler le problème en tenant compte des facteurs phytosanitaires et commerciaux.

On nous a informé le 23 septembre que le gouvernement français a accepté, à la suite de nos représentations officielles, d'adopter la démarche des autres pays membres, c'est-à-dire de prolonger la dérogation en vigueur jusqu'au 31 décembre.

LES NÉMATODES DU PIN

APERÇU

FORÊTS CANADA

LE 5 OCTOBRE 1992

- 1981 CEE exige des certificats phytosanitaires pour le bois de conifères afin de se protéger contre les scolytes. Bois sera écorcé ou séché au séchoir.
- Août 1982 Mise en oeuvre de certificats d'écorçage au R.-U. Usines ou les expéditeurs peuvent préparer eux-mêmes les certificats.
- 1983-1994 Finlande détecte des NP dans des copeaux provenant d'Amérique du Nord. Accélération des mesures d'interdiction dans les pays scandinaves et craintes de l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP).
- Février 1986 Suède interdit l'importation de produits forestiers (de conifères) en provenance d'Amérique du Nord.
- Mai 1986 Finlande (copeaux) et la Norvège adoptent des interdictions semblables.
- Début 1988 R.-U. soulève ses préoccupations au sujet des NP.
- Mai 1988 R.-U. force l'adoption d'un programme plus rigoureux d'auto-certification de l'écorçage par l'industrie, sous la houlette d'Agriculture Canada.
- Septembre 1988 OEPP approuve des normes précises de quarantaine pour la lutte contre les NP, c.-à-d. une interdiction des importations ou un traitement recommandé par l'OEPP (comme le séchage au séchoir, mais non défini).
- Novembre 1988 Nouveau programme plus rigoureux d'écorçage en vigueur, c.-à-d. certificats normalisés, liste des participants approuvés par Agriculture Canada, application par les organismes, surveillance d'Agriculture Canada. R.-U. cherche des méthodes de lutte contre les trous des larves.
- Décembre 1988 R.-U. remporte une cause contre un importateur du R.-U. qui a importé du bois canadien dont l'écorçage était insuffisant. Création du comité des NP de l'OEPP. R.-U. demande que le programme tienne compte des trous des larves.
- Mai 1989 R.-U. fait savoir qu'il ne proposera ou n'appuiera pas un programme d'accréditation des usines comme solution de rechange au séchage par séchoir dans le cadre des discussions permanentes de la CEE sur les NP à moins que le programme établisse une classification des trous dus aux larves. En accord

avec l'industrie, le Canada offre de lancer le 1^{er} janvier 1990 un programme d'écorçage et de lutte contre les larves.

9 juillet 1992 Énoncé technique commun sur les travaux effectués en juin, présenté au comité phytosanitaire de la CEE.

Nouvelle proposition canadienne présentée officiellement. Elle est fondée sur un nouveau rapport rédigé par Forêts Canada et qui résume toutes les données des recherches effectuées sur les NP entre 1985 et 1992.

Canada demande que la CEE reporte à septembre le vote sur la législation relative aux NP.

15 juil. 1992 Ministres Oberle et Wilson envoient la proposition canadienne à la CEE. Ils demandent que notre proposition soit entièrement étudiée dès que possible et ajoutent que si la CEE insiste pour un traitement thermique, une mise en oeuvre de deux ans sera nécessaire.

La proposition canadienne peut être résumée de la façon suivante :

1. les essences à risques élevés, comme les pins, seront séchées au séchoir ou traitées à la chaleur;
2. les essences à faibles risques continueront d'être l'objet d'un programme d'écorçage et de lutte contre les larves;
3. les essences qui ne présentent aucun risque, comme les thuyas, ne seront pas traitées;
4. l'industrie lancera une uniformisation volontaire des indicateurs de séchage au séchoir;
5. la mise en oeuvre d'un programme de vérification du traitement thermique par l'industrie; la surveillance par le gouvernement;
6. la mise en oeuvre de la proposition le 1^{er} avril 1993.

23 juil. 1992 CEE reporte le vote sur les règlements. Pays membres indiquent qu'ils refuseront d'adopter des révisions importantes de la directive sur la protection des plantes si les règlements relatifs aux NP sont exclus.

30 juil. 1992 Comité phytosanitaire de la CEE approuve une modification de 89 pages de la directive sur la protection des plantes (77/93). Quatre paragraphes traitent des NP. La CEE s'engage à étudier la proposition canadienne lors de sa réunion en septembre. Les recommandations approuvées précisent :

1. que le coeur de chaque pièce de bois sera soumis à une température de 56 °C pendant 30 minutes.

4. que l'indicateur thermique sera retiré;

5. que la date de mise en oeuvre sera le 1^{er} avril 1993.

23 sept. 1992 Canada apprend que la France a étendu la dérogation au 31 décembre 1992.

24 sept. 1992 Compromis rejeté par le Canada qui insiste que notre proposition est raisonnable et qu'elle doit être examinée par le comité.

28 sept. 1992 Réunion du comité phytosanitaire de la CEE. Résultats :

1. les pays membres n'accepteront pas une distinction des essences fondée sur des recherches canadiennes sur les insectes et les vecteurs;

2. la vérification du traitement thermique est possible dans le cadre de la proposition canadienne;

3. le système d'indicateur thermique ne sera pas prévu par le mandat;

4. une certaine marge de manoeuvre sur le moment de l'application bien que certains détails diffèrent;

5. une certaine ouverture en ce qui concerne les grandes dimensions et la classification des bois clairs, bien que certains détails diffèrent.

La CEE a maintenant le mandat de formuler des recommandations. Tout porte à croire qu'elles ressembleront à ce qui suit :

1. tout le bois de pin sera traité à partir du 1^{er} janvier 1993;

2. d'autres espèces seront assujetties au programme d'écorçage et de lutte contre les larves pendant une période de six mois (jusqu'à juillet 1993) pour permettre d'étudier les données relatives à certaines essences précises en vue d'une exemption;

4. le bois de grandes dimensions pourrait faire l'objet d'une exemption qui s'étendrait au-delà de six mois;

5. le traitement du bois clair n'est pas encore défini.

Les recommandations seront présentées lors de la réunion des 12 et 13 octobre. Il y aura un vote les 26 et 27 octobre.

CENTRE INTERSERVICES DES FEUX DE FORÊT DU CANADA (CIFFC)
10^e ANNIVERSAIRE

SOMMAIRE

LA QUESTION : 10^e ANNIVERSAIRE DU CENTRE INTERSERVICES DES FEUX DE FORÊTS
DU CANADA (CIFFC)

À L'ORDRE DU JOUR :

Point d'information :

Participants en provenance du CIFFC :

M. Bob Peters : président, conseil des fiduciaires
M. Wayne Fisher : président, conseil d'administration
M. Allan Jeffrey : directeur général du CIFFC

M. Bob Peters fera un résumé des dix dernières années et remettra à chaque ministre une plaque commémorant le 10^e anniversaire du CIFFC.

HISTORIQUE :

Le CIFFC a été créé en 1982 sous l'égide du Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement (CCMRE) qu'a remplacé le CCMF. Le Centre est chargé de recueillir auprès des provinces et de territoires ainsi que de leur transmettre des renseignements sur la protection contre les feux de forêt. Il identifie en outre les ressources pour lutter contre les feux de forêts (tels les hélicoptères, les avions-citernes, etc.) qui sont susceptibles d'être prêtés en cas de besoin. Il est subventionné par le gouvernement fédéral et l'ensemble des provinces dans des proportions respectives d'un tiers (1/3) et de deux tiers (2/3). Cette deuxième tranche est partagée entre les dix provinces au prorata de la superficie de forêts productives dans chacune.

Le CIFFC est une corporation privée constituée en vertu de lettres patentes fédérales. Il compte deux niveaux de gestion :

1. Le conseil des fiduciaires est composé des sous-ministres responsables des forêts qui représentent chaque province et le gouvernement fédéral. Ce groupe établit les politiques et approuve le budget annuel du Centre.
2. Le conseil d'administration est constitué de quatre personnes dont trois sont chefs/directeurs de la protection contre les feux de forêt dans les provinces dont c'est le tour à occuper ces postes tandis que la quatrième est un représentant du gouvernement fédéral. Ce groupe élabore des politiques et les budgets et il exerce un contrôle sur le fonctionnement et les dépenses du Centre.

M. Robert (Bob) Peters, sous-ministre des Forêts et de l'Agriculture de Terre-Neuve, est président du conseil des fiduciaires tandis que M. Wayne Fisher, directeur du bureau central, Ressources naturelles du Manitoba, est président du conseil d'administration.

Le CIFFC a son bureau central à Winnipeg et compte quatre employés permanents. M. Allan Jeffrey en est le directeur général.

L'assemblée annuelle du Centre a lieu en même temps que la réunion du CCMF. Le CIFFC et les sous-ministres ont un déjeuner de travail à huis clos.

CENTRE INTERSERVICES DES FEUX DE FORÊT DU CANADA

210-301, rue WESTON, WINNIPEG (MANITOBA), R3E 3H4

Le 30 septembre 1992

Monsieur R. D. Peters
Sous-ministre
Ministère des Forêts et de l'Agriculture
C.P. 4750, 5^e étage, Édifice de la Confédération,
St. John's (T.-N.), A1C 5T7

Monsieur le sous-ministre,

Objet : 10^e anniversaire du CIFFC

À l'occasion de la réunion qui aura lieu à Saskatoon, le 14 octobre, les membres du Conseil canadien des ministres des forêts prendront quelques minutes pour réfléchir aux principes dont s'est inspiré le Centre interservices des feux de forêt du Canada au cours des dix dernières années ainsi qu'à l'évolution du Centre et à son fonctionnement au cours de la période en question. En votre qualité de président du conseil des fiduciaires, vous serez invité à expliquer en quelques mots l'origine du Centre et à décrire certaines de ses réalisations les plus notoires. De plus, on a fait fabriquer des plaques qui pourraient être présentées aux ministres et aux sous-ministres présents. Vous m'avez signalé que certains ministres et sous-ministres risquent d'être absents. Je vous transmettrai par conséquent des lettres que vous pourrez signer afin que je leur envoie directement leur plaque.

Vous trouverez avec la présente lettre non seulement les notes pour la remise de la plaque que j'ai moi-même rédigées, mais également des renseignements de base que vous pourriez juger intéressants et instructifs.

À mon humble avis, vous devriez surtout mettre en relief non pas les activités ordinaires du centre des feux de forêt proprement dit, mais le principe du partage de ressources lorsque le besoin s'en fait sentir, principe dont s'inspire l'Accord d'aide mutuelle en cas d'incendie de forêt ainsi que d'autres réalisations. Ces dernières sont notamment les suivantes : les normes nationales en matière de formation, l'accord d'achat coopératif de CL-215, et d'autres aspects de la coopération internationale, par exemple l'accord réciproque entre le Canada et les États-Unis sur la lutte contre les feux de forêt.

M. Wayne Fisher, qui est président du conseil d'administration, et votre serviteur se rendront à Saskatoon en voiture. Nous devrions arriver au début de l'après-midi du 13 octobre. Nous communiquerons avec vous peu après notre arrivée afin de vous donner des précisions sur tout aspect qui vous intéresse.

J'anticipe le plaisir de vous voir à Saskatoon et vous prie d'agréer, Monsieur le sous-ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

C. Allan Jeffrey, directeur

c.c.: sous-ministres, membres du conseil d'administration et G.J. Flemming

CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES FORÊTS
NOTES POUR LA REMISE DE LA PLAQUE

1. La conception et la mise sur pied du Centre interservices des feux de forêts du Canada s'est faite sous l'égide du Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement (CCMRE) qui a été remplacé par le Conseil canadien des ministres des forêts.
2. Le besoin d'un centre orienté en ce sens s'est fait sentir longtemps avant sa mise en place en 1981-1982, mais ce besoin est devenu plus criant en raison de la situation qui a prévalu au Canada sur le plan des feux de forêts au cours des saisons propices d'incendies en 1980 et 1981.
3. De nombreuses solutions furent envisagées pour la gestion du Centre, mais on a décidé de donner à celui-ci la forme d'une corporation privée comprenant des représentants des gouvernements et cette solution a donné d'excellents résultats (voir l'annexe).
4. Le financement du CIFFC s'effectue par le truchement d'une formule qui lui est propre. La part versée par le gouvernement fédéral (au nom de Forêts Canada, du MAIN et de Parcs Canada) correspond à 1/3 du budget tandis que l'autre part de 2/3 est répartie au prorata des superficies forestières productives telles que répertoriées. Le budget annuel est approuvé par le conseil des fiduciaires (sous-ministres) et toutes les dépenses font l'objet d'une vérification avant d'être incorporées au rapport annuel.

RÉALISATIONS DIGNES DE MENTION

- A) La production d'un Accord d'aide mutuelle en cas d'incendie de forêt (AAMIF) et de lignes directrices complémentaires pour sa mise en oeuvre. L'accord en question facilite, régit et contrôle l'échange de personnel, d'aéronefs et d'équipement dans l'ensemble du pays.
- B) La conception et la mise en application d'une entente sur l'achat coopératif de CL-215 qui s'est traduit par l'achat de vingt-neuf (29) avion de ce type par six provinces et deux territoires.
- C) L'élaboration de normes nationales acceptées dans l'ensemble du pays pour doter les principaux postes au sein de l'organisation responsable de la lutte contre les feux de forêt.
- D) La mise en oeuvre d'un accord réciproque entre le Canada et les États-Unis sur la lutte contre les feux de forêt et la formulation de lignes directrices qui facilitent les prêts de personnel, d'aéronefs et de matériel général et spécialisé entre les deux pays.

- CC
- E) La mise sur pied du groupe de travail sur la gestion des ressources a largement favorisé la normalisation du matériel et de la formation du personnel pour qu'on soit en mesure, en cas de besoin, d'effectuer rapidement les prêts et le remplacement ainsi que de retourner le matériel emprunté.
 - F) La mise au point d'un système national de numérotation des aéronefs d'après la catégorie, la base et le propriétaire.
 - G) Le Centre a suscité beaucoup d'intérêt à l'échelle internationale et, pour cette raison, de nombreux spécialistes d'organismes membres sont venus en aide à des organismes étrangers de lutte contre les incendies, notamment en Équateur, en Colombie, au Chili et, plus récemment, en Malaysia. De plus, le Centre et ses membres ont grandement aidé les fabricants canadiens de matériel de lutte contre les incendies à atteindre leur objectif qui consiste à exporter leurs produits et leurs services partout dans le monde.

Le succès de la formule retenue pour le Centre interservices des feux de forêt a été rendu possible grâce à la générosité et à l'apport des organismes qui en font partie. Cette générosité et cet apport continuent de croître et contribuent à améliorer la lutte contre les feux de forêt au Canada.

Le Centre a bien servi le pays. Il a en effet entraîné une diminution considérable des frais totaux que doivent absorber les organismes pour lutter contre les incendies. Il ne fait aucun doute que le Centre continuera de jouer un rôle de premier plan au chapitre de la lutte contre les feux de forêt.

Le président du conseil des fiduciaires

R.D. Peters

CONSEIL CANADIEN DES
MINISTRES DES FORÊTS

MEMBRES
Ministre

Actionnaires

Alb. Man. T.N.-O.

I.-P.-É. Conseil des I.-P.-É.
fiduciaires

N.-É. 1990 Can.

Alb. T.-N.
président sortant vice-président
N.-É. Sask.

président
Qc

Programme

Can. Man.
vice-président secrétaire

Conseil d'administration

T.-N. Alb.

président direction directeur
CIFFC

Opérations

CIFFC

Groupes de travail

RÔLE

1. Orientations générales
2. Approbation du budget
3. Approbation de l'élaboration de programmes Sous-ministre
4. Orientation de la planification à long terme
5. Choix du vérificateur

1. Production du budget
2. Contrôle des dépenses
3. Approbation Directeur/chef
 - a) guide d'administration
 - b) guide de fonctionnement
4. Élaboration de politiques pour approbation

1. Assurer la bonne marche du Centre :
 - a) instructions du conseil d'administration
 - b) guide d'administration Personnel CIFFC
 - c) guide de fonctionnement
 - d) recours aux groupes de travail

1. Effectuer des tâches précises
2. Se conformer au mandat Personnel
3. Publier les résultats détaché

CENTRE INTERSERVICES DES

FEUX DE FORÊT DU CANADA

- BREF HISTORIQUE -

J.W. Paisley
Décembre 1983

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Introduction	ii
Les débuts	1
L'aggravation de la situation sur le plan des incendies	2
Le Centre obtient les autorisations	8
Conclusion	11
Résumé (chronologie)	12
 <u>Graphiques et tableaux :</u>	
Graphique 1 Superficies ravagées par le feu, 1977 à 1982	15
Graphique 2 Exportations nettes du Canada, 1980	16
Tableau 1 Emplois dans l'industrie forestière	17
Tableau 2 Formule de financement du CIFFC	18

Introduction

Le présent document fait une récapitulation rapide des événements qui ont débouché sur la création du Centre interservices des feux de forêt du Canada. Les principaux intervenants dans la décision de créer le Centre furent les ministres fédéral et provinciaux des Richesses naturelles, le Comité canadien de protection des forêts contre le feu, et de hauts fonctionnaires.

Les dommages sans précédent causés par les feux de forêt en 1979, 1980 et 1981 ont fait prendre conscience au public de l'importance de mieux coordonner les ressources affectées à la lutte contre les incendies en périodes de crise (graphique 1).

Les produits forestiers sont le plus important secteur d'exportations nettes (graphique 2) du Canada. Les recettes fiscales issues du secteur forestier s'établissent chaque année à quelque 3,5 milliards de dollars et les industries de ce secteur, bois ou autres, procurent des emplois directs à un grand nombre de Canadiens (tableau 1).

Au cours de 1980 seulement, le feu a ravagé une superficie de forêt cinq fois plus importante que celle qui a été exploitée¹ et on a consacré environ 260 millions de dollars à la lutte contre les incendies². La décision de créer un centre canadien des feux de forêt est en large partie le résultat de pressions politiques suscitées par l'ampleur de ces pertes et de ces dépenses.

1. Statistique Canada 1980 (total des recettes fédérales et provinciales).

2. Centre interservices des feux de forêt du Canada.

Chronologie des événements qui ont débouché sur la création du Centre interservices des feux de forêt du Canada :

LES DÉBUTS

Il a été question du principe d'une aide réciproque du gouvernement fédéral et des provinces en matière de lutte contre les incendies de forêts à une réunion du Conseil canadien des ministres des ressources tenue à Winnipeg en 1970. On a alors convenu du besoin d'un tel programme, mais il n'y a eu aucun énoncé de principe officiel.

Le 5 février 1979, M. D.F. Merrill, secrétaire exécutif du Comité canadien de protection des forêts contre le feu, demandait à connaître l'opinion des provinces sur le principe de la création d'un centre national des feux de forêt qui serait subventionné à la fois par les provinces et le gouvernement fédéral. Plusieurs provinces ont répondu, mais leurs observations n'étaient guère encourageantes.

Le 13 mars 1979, M. D.M. Taylor, directeur de la protection des forêts en Saskatchewan, transmettait la réponse suivante :

(traduction) «...cette idée ne comporte que très peu d'avantages pour les organismes concernés en raison des frais prévus et probables.»

De son côté, le 30 mars 1979, M. D.H. Owen, directeur de la protection des forêts de la Colombie-Britannique, écrivait :

(traduction) «Eu égard au démantèlement récent de l'Institut de recherche sur les feux de forêt, il ne me semble pas approprié d'envisager la création d'un centre national des feux de forêt...L'élection fédérale imminente...constitue un obstacle à une évaluation valable de cette possibilité.»

Traduisant les réactions à sa lettre, le 27 avril 1979, M. Merrill résumait la situation dans une note destinée aux membres de la direction du

Comité canadien de protection des forêts contre le feu :

«...Le projet [d'un centre national des feux de forêt] ne recueille que très peu d'appuis...Je constate même une certaine dose de scepticisme à l'égard de l'ensemble de la question...De toute évidence, des considérations politiques aux niveaux fédéral et provincial constituent le principal obstacle à l'établissement, à l'échelon fédéral, d'un programme national d'aide en matière de lutte contre les feux de forêt...Je crois qu'il y a également lieu de se demander dans quelle mesure les provinces ont réellement besoin d'une aide de ce genre et en veulent vraiment.»

L'aggravation de la situation sur le plan des incendies

En règle générale, au Canada, la période de risque pour les feux de forêt s'étend de mai à septembre. En 1979, la saison en question a été particulièrement désastreuse dans de nombreuses régions du pays et quelque 6,5 millions d'acres de forêt se sont «envolés en fumée» (graphique 1). Les faibles précipitations de neige au cours de l'hiver en question ont continué d'aggraver l'état de sécheresse. Par conséquent, en 1980, la saison des feux de forêt fut la pire depuis de nombreuses années en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et dans les Territoires du Nord-Ouest.

La multiplication des foyers d'incendie a eu des conséquences terribles surtout en Ontario parce qu'environ 79 000 personnes y travaillent directement dans l'industrie du bois (tableau 1). Bon nombre d'exploitations forestières furent complètement interrompues et, impuissantes, les entreprises devaient se contenter de regarder brûler leur précieuse réserve de bois. Le ministère des Ressources naturelles a cédé à la panique devant l'insuffisance évidente des ressources en main-d'oeuvre et en matériel. C'est dans ce contexte que, le 7 juillet 1980, James Auld, ministre des Richesses naturelles de l'Ontario, a écrit la lettre suivante à John Roberts, ministre d'Environnement Canada :

(traduction)

Monsieur le ministre,

Comme vous le savez, plusieurs provinces subissent ce qui pourrait bien devenir l'une des pires saisons de feux de forêt de notre siècle. L'Ontario et les Prairies sont particulièrement touchés, avec comme conséquence que nous nous retrouvons tous, tant individuellement que collectivement, avec un grave problème de matériel insuffisant.

...Aucun gouvernement n'a les moyens de se préparer seul à faire face à des situations aussi extrêmes...Par exemple, les gouvernements fédéral et provinciaux pourraient contribuer financièrement à la création d'une réserve commune de gros avions-citernes susceptibles d'être loués aux provinces pour combattre les feux de forêt.

J'aimerais connaître votre opinion et celle de mes homologues provinciaux responsables des forêts à ce sujet...

Le 13 août 1980, John Roberts donnait la réponse suivante à la lettre de

M. Auld citée ci-dessus :

(traduction)

Monsieur le ministre,

J'ai bien reçu votre lettre du 7 juillet qui traite de la mise en commun de ressources pour combattre les feux de forêt. Cette proposition me semble intéressante et je voudrais connaître les réactions de nos homologues des autres provinces. Je suis tout à fait disposé à donner mon appui pour que le Conseil (des ministres des ressources et de l'environnement) discute de cette question...

Je suis très préoccupé par l'ampleur que prennent cette année les feux de forêt en Ontario, dans les Prairies et dans les territoires. Non seulement à l'échelon régional, mais également à la dimension du pays nous avons subi des pertes économiques incalculables et les conséquences pour les gens et les organisations sont sûrement énormes. Je propose qu'on évalue le plus exactement possible le coût de ces incendies sur le plan socio-économique afin que la protection des forêts obtienne une attention prioritaire légitime dans ce pays.

Le 29 août 1980, James Auld, ministre des Richesses naturelles de l'Ontario,

écrivait de nouveau à John Roberts, ministre de l'Environnement :

(traduction)

Monsieur le ministre,

J'ai bien reçu votre lettre du 13 août 1980 qui traite des besoins en matière de lutte contre les feux de forêt au Canada. À mon avis, ce qu'il nous faudrait ici, c'est un centre des feux de forêt analogue à celui qui existe à Boise (Idaho) aux États-Unis.

Le Boise Interagency Fire Centre est d'abord et avant tout un carrefour de cueillette de renseignements sur les feux de forêt en provenance non seulement des États-Unis, mais également du Canada...

Le centre en question s'est constitué un immense réserve de matériel pour lutter contre les feux de forêt...s'il est incapable de

fournir les ressources requises, ce centre sait où se les procurer aux États-Unis et au Canada et il entre en communication avec d'autres services pour venir en aide à l'organisme en difficulté.

Je suis convaincu que chaque province concernée effectuera ou effectuera une évaluation des conséquences socio-économiques des feux de forêt de l'été dernier...

Je transmettrai une copie de la présente lettre à mes homologues provinciaux et je souhaiterais que le Conseil [des ministres des ressources et de l'environnement] se penche bientôt sur cette question.

Dans leurs réponses à la lettre de James Auld datée du 7 juillet, les provinces se prononçaient en faveur d'un accord de coopération en matière de protection des forêts. Les plus enthousiastes étaient celles qui se trouvaient à l'ouest du Québec et qui avaient été plus durement touchées en 1979-1980. Nous citerons maintenant des extraits de trois lettres transmises à M. Auld.

(traduction)

Monsieur le ministre Auld,

Le ministre et le personnel responsable de la protection des forêts au sein du ministère partagent vos inquiétudes au sujet des instruments communs inadéquats dont nous disposons pour lutter contre les feux de forêt et de l'énorme drainage de ressources humaines dans les provinces où la saison des feux de forêts est anormalement destructrice...

Soyez assuré que la Colombie-Britannique sera intéressée à connaître la réaction du ministre fédéral à vos propositions et prête à participer à d'éventuelles discussions qui porteraient sur nos préoccupations communes en matières de prévention des feux de forêt et de lutte pour les éteindre.

T. M. Waterland
ministre des Forêts de la C.-B.
le 21 août 1980

(traduction)

Monsieur le ministre Auld,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la lettre que vous avez adressée à l'honorable John Roberts le 7 juillet et je comprends les inquiétudes que vous causent les feux de forêt désastreux qui ont touché les forêts de l'Ontario...

Je sais que la période de sécheresse intense qui a sévi cet été dans la région qui se situe entre le Yukon et le lac Supérieur finira par avoir des répercussions dans l'est du Canada. Pour cette raison, j'appuie votre proposition visant à accroître la coopération entre tous les organismes de prévention des incendies au Canada.

Yves Bérubé

ministre de l'Énergie et des Ressources du Québec
le 15 septembre 1980

(traduction)

Monsieur le ministre Auld,

J'ai bien reçu copie de la lettre que vous avez envoyée à l'honorable John Roberts le 7 juillet... Il ne serait pas pratique de se fixer comme objectif d'être entièrement prêts à faire face à des conditions aussi catastrophiques que celles que nous avons vécues cette année. Toutefois, de nombreuses mesures peuvent être prises pour améliorer notre capacité de lutter contre les incendies de forêt...

Je crois qu'il serait utile de faire en sorte que le Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement se penche sérieusement et prochainement sur la question de la protection des forêts contre les incendies.

Reg Gross

ministre des Ressources renouvelables de la Saskatchewan
le 15 septembre 1980

Pendant que les ministres s'échangeaient des lettres, les sous-ministres et le personnel des ministères correspondaient également. Le 25 août 1980, M. J.B. Seaborn, sous-ministre d'Environnement Canada, écrivait à J.K. Reynolds, sous-ministre des Richesses naturelles de l'Ontario, pour lui proposer de mettre sur pied un groupe de travail chargé de rédiger une déclaration en vue de la prochaine conférence des sous-ministres.

(traduction)
Monsieur Reynolds,

Comme vous le savez, les provinces des Prairies, le nord-ouest de l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest subissent cette année la pire saison de feux forêts inscrites dans les annales et, de plus, c'est la deuxième année de suite que la situation sur ce plan est éprouvante. Les feux ont eu de graves conséquences non seulement pour les forêts fédérales et provinciales, mais également pour les forêts privées.

L'honorable John Roberts a donné ordre au Service canadien des forêts d'évaluer les coûts économiques, sociaux et environnementaux des multiples feux de forêt survenus au cours de l'année. Cette évaluation servira à orienter les interventions futures possibles du gouvernement fédéral...

J'estime donc qu'il serait dans notre intérêt réciproque qu'un membre de votre ministère se joigne à des homologues des trois autres provinces [de l'Ouest] et du Service canadien des forêts pour constituer un groupe de travail fédéral-provincial restreint qui évaluerait la situation engendrée par les feux au cours de l'année. Un mécanisme de ce genre favoriserait des échanges efficaces de renseignements et d'idées.

Je propose que le groupe de travail en question se réunisse à la mi-septembre afin de rédiger un mandat qui nous serait soumis.

Peu après la saison d'incendies de forêt de 1980, M. D.W. Simkin, directeur du Secrétariat de coordination des politiques (Ontario), transmettait à M. Reynolds une note dans laquelle il faisait état de la décision de sa province de présenter une proposition plus complète sur le plan technique en vue de la création d'un centre canadien des feux de forêt.

(traduction)

«M. Auld privilégie le principe de la mise en commun des ressources du gouvernement fédéral et des provinces pour combattre les incendies... Il a fait connaître son point de vue à M. Roberts en faisant ressortir le besoin d'un centre canadien des feux qui ressemblerait au Boise Interagency Fire Centre que l'on retrouve aux États-Unis...

Nous avons en main une lettre datée du 26 septembre 1980 que M. D.L. Eldridge adressait aux délégués participant à la conférence des sous-ministres et des chefs forestiers. En sa qualité de secrétaire de séance, l'auteur précisait qu'il avait été entendu qu'à des fins de discussion plus poussée, l'Ontario produirait une proposition révisée axée davantage sur des considérations techniques...

Lors d'une réunion avec Dick Barrens du CCMRE [Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement] le 20 octobre, je lui ai fait part de notre volonté que le CCMRE traite de cette question avant la prochaine réunion du Conseil qui doit avoir lieu en septembre 1981..."

Le 17 mars 1981, les sous-ministres des Forêts autorisait la création d'un groupe de travail sur le contrôle des feux de forêt et le conseil d'administration du CCMRE donnait son aval. Le groupe de travail en question devait formuler des recommandations pratiques à soumettre au Conseil des ministres des ressources et de l'environnement lors de la réunion de ce dernier à l'automne 1981.

Le groupe de travail était constitué de fonctionnaires responsables de la protection des forêts en provenance de l'Ontario, de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique, du gouvernement du Canada et du CCMRE. M. John Goodman, directeur du Centre ontarien d'aviation et de lutte contre les incendies, était nommé président du groupe de travail.

En 1981, la saison des feux de forêt fut encore plus catastrophique que celle de l'année précédente (graphique 1). Le problème consistant à contrôler 12 millions d'acres de forêts en feu était exacerbé par un grave manque de matériel et de données. Les hommes politiques ont subi des pressions de toutes parts. À l'unanimité, le personnel des richesses naturelles, les sociétés d'exploitation du bois, les exploitants de camps touristiques, les entrepreneurs indépendants, les trappeurs, les localités septentrionales et une multitude d'autres groupes ont réclamé qu'on accorde plus d'attention à la protection de la forêt.

Le groupe de travail n'a pas perdu de temps et dès le mois d'août 1981, il était prêt à présenter un document de travail au Conseil canadien des

ministres des ressources et de l'environnement. Ce document renfermait les affirmations suivantes :

(traduction)

«Il est évident qu'il existe un besoin d'établir un système national d'information permettant de recueillir, d'analyser et de diffuser un vaste éventail de données sur la gestion des feux. ce système devra être assorti d'ententes officielles facilitant l'échange de ressources et l'aide mutuelle.

Il est recommandé :

1. De mettre en place un système national d'information sur les feux de forêt.
2. De se doter d'un programme élargi de recherche sur les feux de forêt ainsi que d'un programme de formation uniformisé et coordonné.
3. Conformément à des ententes officielle à être négociées entre les gouvernements :
 - a) de constituer des réserves de matériel supplémentaire et spécialisé dans les régions;
 - b) de mettre à la disposition des régions plus de moyens de lutter contre les incendies par la voie des airs et plus de matériel à cette fin; et
 - c) de remplacer et de moderniser les flottes d'aéronefs vieillissants.

Le Centre obtient les autorisations

Le 29 septembre 1981, le Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement se retrouvait à Ottawa pour sa 20^e réunion annuelle.

Voici un extrait tiré du procès-verbal de la réunion en question :

(traduction)

«Les ministres ont convenu d'améliorer les programmes de recherche et de formation se rapportant aux feux de forêt ainsi que de créer un centre national d'information pour permettre les prêts de ressources humaines et de matériel entre diverses régions du pays. Il a toutefois été impossible de s'entendre sur les moyens de corriger les lacunes sur le plan du matériel.

Les participants étaient d'accord pour créer un centre d'information, mais ils ne s'entendaient pas sur la démarche à suivre. Il est irréaliste de songer à un transfert inconditionnel de ressources

financières fédérales. Un tel transfert s'accompagnerait inévitablement d'une exigence d'influence et de visibilité ainsi que d'une diminution des prérogatives provinciales. Toutes les provinces s'opposent à ce qu'on laisse le gouvernement fédéral exercer un contrôle central. Il sera impératif de clarifier les rôles et les responsabilités pour faire en sorte que le centre et les dispositions relatives au matériel garantissent aux provinces une influence de premier ordre en matière de lutte contre les feux de forêt.»

Peu après, le gouvernement fédéral convenait dans son discours du budget de novembre 1981 de lancer des nouveaux projets pour soutenir les cinq industries principales axées sur les ressources. L'un des projets nommés était la protection des forêts.

Le 10 décembre 1981, le groupe de travail initial créé par les sous-ministres des Forêts tenait une réunion pour discuter des aspects pratiques de la mise en oeuvre des recommandations du Conseil des ministres des ressources et de l'environnement et on s'entendait sur les objectifs suivants :

(traduction)

«Établir un système national d'information sur les feux de forêt qui, conformément à une entente entre tous les gouvernements, recueillera, analysera et diffusera des données relatives à la gestion des incendies de manière à faciliter l'échange de ressources en vue de réduire le coût total des feux de forêt au Canada et les dommages qu'ils causent.»

Le groupe de travail a étudié plusieurs formes d'organisation possibles :

1. incorporer le centre au Service canadien des forêts;
2. faire en sorte que le centre relève d'un gouvernement provincial;
3. constituer le centre en corporation fédérale/provinciale sans but lucratif;
4. exploiter le centre par le truchement d'une société privée orientée vers le profit.

Or, les richesses naturelles étant traditionnellement un champ de compétence de chaque province, aucune d'elles n'était disposée à accepter une présence fédérale de l'ampleur prévue par la première possibilité. Même si la collaboration fédérale était jugée indispensable, aucune province ne pouvait se prononcer en faveur d'un centre qui serait entièrement (100 %) contrôlé par le gouvernement fédéral.

Par ailleurs la vocation nationale du centre éliminait la deuxième possibilité. Puisque toutes les provinces devaient contribuer au fonctionnement du centre, il était illogique d'en confier le contrôle à un seul gouvernement provincial.

D'un autre côté, les organismes fédéral et provinciaux éprouvaient des réticences à laisser une entreprise privée libre de chercher à faire des profits en se servant de ressources provinciales destinées à lutter contre les incendies. La quatrième possibilité était donc exclue.

Par conséquent, on a retenu la troisième possibilité (constituer le centre en corporation fédérale-provinciale sans but lucratif) comme étant la meilleure pour le nouveau centre des feux de forêt. Les organismes de financement (c.-à-d. du gouvernement fédéral et des provinces) se sont entendus sur une formule de financement reposant sur le principe des superficies forestières productives répertoriées (tableau 2). Dans une recommandation antérieure au Conseil, le groupe de travail avait proposé que le centre soit établi à Winnipeg afin de minimiser les frais des communications à l'échelle du pays.

Le groupe de travail a créé un groupe de quatre personnes chargé de régler les questions administratives et techniques rattachées à la mise sur pied du centre. Les membres du groupe en question furent choisis en fonction

de leur spécialisation dans différents domaines de la gestion des incendies. Ces membres étaient : Eric Astley (Ont.), Bob Sutton (C.-B.), Bob Buck (Man.), et Peter Paul (gouvernement fédéral).

Le groupe avait le mandat de faire en sorte que le centre devienne opérationnel le plus tôt possible après le début de la saison de feux de forêt 1982. L'objectif fut atteint et le Centre interservices des feux de forêt du Canada a commencé ses opérations le 2 juin 1982.

Conclusion

La décision de créer conjointement un centre fédéral/provincial des incendies au Canada a été profitable aux organismes concernés. Le centre sert en quelque sorte de « police d'assurance » pour les provinces et les territoires. Chaque administration verse une prime annuelle relativement minime pour garder le service opérationnel et les données qui émanent de ce dernier peuvent être extrêmement utiles pour sauver du temps et de l'argent au moment d'un incendie de proportions effrayantes.

La formule de financement a permis aux provinces de garder le contrôle de leurs propres richesses naturelles sans perdre l'avantage que comporte, sur le plan financier, une participation fédérale.

La multiplication de feux de forêt graves est un phénomène relativement rare qui ne se produit pas à des intervalles réguliers. Toutefois, si jamais les événements de la période 1979 à 1981 devaient se répéter, les provinces et les territoires seraient mieux préparés à y faire face.

RÉSUMÉ

Chronologie des événements qui ont conduit à la création du Centre interservices des feux de forêts du Canada

- | | |
|----------------------|---|
| le 5 février 1979 | Le Comité canadien de protection des forêts contre le feu demandait à connaître l'opinion de toutes les provinces sur le principe de la création d'un centre national des feux de forêt. |
| mars 1979 | Les réactions des directeurs provinciaux de la protection des forêts traduisent en général un rejet du principe. |
| mai à septembre 1979 | 6,5 millions d'acres de forêt brûlent au cours d'une saison de feux de forêts particulièrement destructrice. |
| mai à juin 1980 | L'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest subissent la pire saison de feux de forêt en plus de 50 ans. |
| le 7 juillet 1980 | Le ministre des Richesses naturelles de l'Ontario demande par lettre à ses homologues provinciaux et au ministre d'Environnement Canada de faire connaître leur point de vue sur la mise en commun des ressources fédérales/provinciales pour combattre les feux de forêt en périodes de crise. |
| le 13 août 1980 | Dans sa réponse, le ministre d'Environnement Canada donne son appui à la proposition et suggère que la question soit étudiée à la prochaine réunion du Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement. |
| | Tous les ministres provinciaux responsables des richesses naturelles se prononcent en faveur d'une coopération accrue entre les organismes canadiens qui s'occupent de la prévention des feux de forêt. |
| le 29 août 1980 | Le ministre des Richesses naturelles de l'Ontario écrit de nouveau au ministre d'Environnement Canada pour lui signaler, qu'à son avis, on a besoin d'un centre canadien des feux de forêt qui ressemblerait au centre à vocation analogue qui existe aux États-Unis. |
| le 17 mars 1981 | Les sous-ministres des Forêts autorisent la création d'un groupe de travail chargé de formuler des recommandations pratiques à soumettre aux ministres des Ressources et de l'Environnement lors de leur réunion à l'automne. |

L'Ontario et la Colombie-Britannique présentent des exposés de principe portant sur le besoin d'un centre national des incendies.

- mai à septembre 1981 Une autre saison de feux qui est encore pire que la précédente.
- le 29 septembre 1981 Le Conseil des ministres des ressources et de l'environnement donne son accord à la création d'un centre canadien des feux de forêt.
- novembre 1981 Dans le discours du budget, le gouvernement fédéral promet d'accroître les mesures pour protéger les forêts.
- le 10 décembre 1981 Le groupe de travail déjà constitué crée un groupe de spécialistes des feux de forêt pour s'occuper des aspects techniques et administratifs de la mise en place du centre.
- le 2 juin 1982 Le centre commence ses opérations.

GRAPHIQUES ET TABLEAUX

**SUPERFICIES RAVAGÉES
PAR LE FEU***

MILLIONS D'ACRES

mai à sept.

77

78

79

80

81

82

ANNÉE

Graphique 1

* Source : Service canadien des forêts

**EXPORTATIONS NETTES
DU CANADA, 1980***

MILLIARDS DE \$	PRODUITS FORESTIERS	AGRICULTURE ET PÊCHE	MINES ET PÉTROLE	MACHINERIE ET TRANSPORT
-----------------	------------------------	-------------------------	---------------------	----------------------------

Graphique 2

* Source : Statistique Canada

Tableau 1

EMPLOIS DIRECTS DANS L'INDUSTRIE FORESTIÈRE
PAR RÉGION¹

Atlantique	26 000
Québec	88 000
Ontario	79 000
Prairies	19 000
C.-B.	98 000
<hr/>	
TOTAL	310 000

AUTRES DONNÉES RELATIVES À L'EMPLOI :

- On évalue à dix pour cent la proportion de l'ensemble de la population active canadienne qui travaille directement ou indirectement dans l'industrie des produits forestiers.
- Plus de 300 localités canadiennes survivent uniquement grâce à l'industrie forestière et aux industries connexes de traitement du bois.

¹ Source : Statistique Canada, 1980

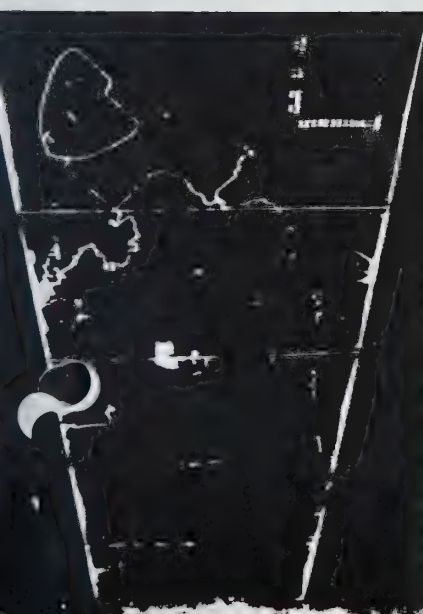
Tableau 2

FORMULE DE FINANCEMENT DU
CENTRE INTERSERVICES DES FEUX DE FORÊT DU CANADA*

CANADA (comprend le Yukon et les T.N.-O.)	33	%
Terre-Neuve	2,8	%
Île-du-Prince-Édouard	0,1	%
Nouvelle-Écosse	1	%
Nouveau-Brunswick	2,1	%
Québec	16,9	%
Ontario	12,3	%
Manitoba	4,6	%
Saskatchewan	3	%
Alberta	6,9	%
Colombie-Britannique	17	%
	<hr/>	
	100	%

* Les chiffres représentent la contribution aux frais de fonctionnement annuels totaux du Centre.

Le calcul de la contribution est fondé sur la superficie forestière productive répertoriée dans chaque province ou territoire.



L'industrie forestière est l'industrie la plus importante au Canada. Elle fournit des emplois à des milliers de personnes, fait vivre des millions d'habitants et engendre annuellement des milliards de dollars au niveau du produit national brut et des exportations.

À la suite de plusieurs saisons de feux qui se sont avérées particulièrement difficiles dans la majeure partie du Canada, il est devenu évident que la survie de cette industrie reposait largement sur l'amélioration de la protection des forêts contre le feu. Il en résulta la création du Centre interservices des feux de forêt du Canada qui a pour mission d'appuyer tous les organismes du pays chargés de la lutte contre les incendies.

FEUILLET D'INFORMATION

CCIFFC

CANADIAN INTERAGENCY FOREST FIRE CENTRE
CENTRE INTERSERVICES DES FEUX DE FORÊT DU CANADA

210 - 301 Weston Street
Winnipeg, Manitoba R3E 3H4
Tel: (204) 966-4467 Telex: 07-575321
Telecopier: (204) 966-8888

784-2030

FEUX DE FORÊT

C'est le rôle du Centre?

Le Centre est chargé de recueillir et de diffuser des renseignements sur la protection des forêts contre le feu aux provinces et aux Territoires. En outre, le Centre identifie les ressources servant à la protection des forêts contre le feu (tels les hélicoptères, les avions-citernes, le personnel et l'équipement) susceptibles d'être échangées en cas de besoin.

Le Centre des feux de forêt **n'a pas pour mission d'éteindre les feux de forêt**. Il fait cependant fonction de coordonnateur auprès des organismes responsables de la lutte contre les incendies de chaque province et des Territoires du Canada.

C'est-ce qui a engendré la création du Centre?

En 1981, des représentants de plusieurs provinces présentèrent au Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement (C.C.M.R.E.) des mémoires faisant état de la situation difficile dans laquelle ils se trouvaient dans le domaine de la protection des forêts contre le feu au Canada.

Le C.C.M.R.E. donna son appui à la création d'un centre national de renseignements sur les incendies, ce qui donna lieu à l'ouverture du Centre interservices des feux de forêt du Canada au printemps 1982.

Il est responsable du fonctionnement du Centre?

Quelques employés permanents s'occupent du fonctionnement du Centre. L'un d'eux est le directeur du Centre et est chargé d'établir le rôle du Centre et de promouvoir à l'échelle nationale les services qu'il assure. L'un est coordonnateur des opérations et se charge de recueillir les renseignements et de les diffuser aux organismes.

membres, d'établir et de tenir à jour un inventaire des ressources disponibles et de coordonner de façon générale les activités aériennes et terrestres. Un autre est gestionnaire des aéronefs; il dirige et coordonne la flotte nationale d'avions-citernes CL-215. Enfin, un commis s'acquitte des tâches de secrétaire.

Comment fonctionne le Centre?

Le Centre des feux de forêt est une corporation privée constituée en vertu de lettres patentes fédérales. Les affaires du Centre sont gérées à trois niveaux.

► Le Conseil des fiduciaires est composé des sous-ministres responsables des forêts et représentant chacune des provinces et le gouvernement fédéral. Cette assemblée établit les politiques et approuve le budget annuel du Centre.

► Le Conseil d'administration est constitué de chefs ou directeurs responsables de la protection des forêts contre le feu dans chacune des provinces ainsi que d'un représentant du gouvernement fédéral présent en tout temps. Cette assemblée propose des politiques ainsi que le budget annuel et exerce un contrôle sur le fonctionnement et les dépenses du Centre.

► Les employés du Centre voient à la bonne marche de ce dernier et à la mise en oeuvre des programmes approuvés par le Conseil d'administration et le Conseil des fiduciaires. En outre, le Centre dirige ou coordonne des groupes de travail formés pour réaliser des mandats spécifiques.

De quelle façon les ressources sont-elles partagées?

Chaque membre (les dix provinces, le service canadien des forêts, Parcs Canada, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest) identifie les ressources qu'il est disposé à partager.

L'Accord d'aide mutuelle en cas d'incendie de forêt définit légalement les procédures d'échange; il stipule, entre autres, les modalités pour rendre les ressources disponibles, pour partager les coûts et pour retourner les ressources empruntées.

La signature d'une autre entente, celle sur l'achat coopératif d'avions-citernes, entraînera l'achat de Canadair CL-215 et la formation d'une flotte nationale d'avions-citernes; ainsi ces ressources très coûteuses seront partagées par tous les organismes membres. De plus, un accord réciproque entre le Canada et les États-Unis sur la lutte contre les feux de forêt prévoit l'échange des ressources entre ces deux pays.

En quoi consiste un résumé de la situation?

L'une des tâches quotidiennes du Centre des feux de forêt pendant la saison de protection consiste à compiler un rapport, à partir de renseignements obtenus de tous les membres, sur l'information pertinente aux incendies, c'est-à-dire sur les dangers d'incendie, le nombre de feux en activité, les feux qui posent des problèmes, les ressources disponibles, les sommes d'argent consacrées au combat des incendies et tout autre renseignement relatif à une région donnée. Ces renseignements sont compilés par le Centre et renvoyés à tous les membres de sorte que la situation prévalant dans chaque région du pays soit connue partout ailleurs.

D'où provient le financement du Centre?

Le Centre des feux de forêt est financé par les gouvernements fédéral et provinciaux. La part fournie par le gouvernement fédéral représente le tiers (1/3) du budget annuel de fonctionnement du C.C.F.C. Les dix provinces se partagent les deux tiers (2/3) restant au prorata de leurs superficies forestières productives respectives. La Colombie-Britannique, le Québec et l'Ontario contribuent pour la plus grande part des fonds car elles possèdent les plus vastes étendues de forêt.

Quels sont les projets futurs du C.C.F.C.?

Les ministres du C.C.M.R.E. demandèrent que le Centre s'occupe d'améliorer la protection des forêts contre le feu à l'échelle nationale. Le Centre s'orientera dans cette direction en établissant des programmes nationaux de formation en protection des forêts contre le feu. Ainsi, des employés ayant reçu une formation spéciale pourront être identifiés, certifiés et échangés en vertu de l'Accord d'aide mutuelle en cas d'incendie de forêt.

D'autres programmes consistent à mettre sur pied un système national de gestion du matériel de lutte ainsi qu'un réseau uniforme de communications pour les aéronefs. Ces programmes, alliés aux programmes déjà existants en protection des forêts contre le feu, contribueront à améliorer l'organisation de lutte contre les incendies du pays et à la rendre plus efficace.

Le Centre envisage l'établissement de dépôts régionaux de matériel de lutte afin de constituer une réserve d'équipements pour faire face aux situations critiques.



QUESTIONS INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES/TABLE RONDE

NOTE D'INFORMATION

OBJET : LA FORESTERIE ET LES AUTOCHTONES / TABLE RONDE

ORDRE DU JOUR : Information

Le président, soit l'honorable Eldon Lautermilch, dirigera une table ronde portant sur la foresterie et les autochtones.

RAPPORT DU CONSEIL CONSULTATIF DE LA RECHERCHE FORESTIÈRE
DU CANADA (CCRFC)

**Les priorités de la recherche forestière au Canada en 1992 :
Aperçu à l'intention du Conseil canadien des ministres des forêts**

Produit par le Conseil consultatif de la recherche forestière du Canada en
coopération avec les comités consultatifs de recherche forestière des
provinces et des territoires

Ottawa, juillet 1992

Résumé

Ce quatrième aperçu annuel des priorités en matière de recherche forestière au Canada a été produit par le Conseil consultatif de la recherche forestière du Canada (CCRFC) à l'intention du Conseil canadien des ministres des forêts. Il reprend les cinq premières priorités de la recherche forestière mises en relief par les conseils consultatifs provinciaux de recherche forestière.

Les thèmes émanant des groupes furent cotés sur une échelle prévoyant cinq points pour la première priorité et un seul pour la dernière. En ordre de priorité décroissant, les dix thèmes de recherche forestière sont les suivants :

- . la gestion intégrée de la ressource et la justification des décisions;
- . le contrôle des ravageurs et des mauvaises herbes et les solutions de rechange aux produits chimiques;
- . les incidences de la gestion des forêts sur l'environnement;
- . les connaissances en écologie au service d'une exploitation intensive des forêts;
- . les données relatives à la croissance des forêts et à leur rendement;
- . les améliorations au chapitre de la productivité, de la qualité des arbres et de la régénération;
- . l'inventaire des forêts et le classement des sites;
- . la sylviculture, les méthodes de récolte et la réduction des frais;
- . la gestion et le contrôle des feux de forêt;
- . la gestion des peuplements mixtes.

On estime que la recherche portant sur le traitement du bois et la conception de nouveaux produits est également importante, mais ce domaine n'étant pas un sujet de préoccupation fondamental du CCRFC, il n'a pas été évalué. Les systèmes modernes de traitement de l'information, l'intelligence artificielle, et la biotechnologie sont également considérés importants, mais ces aspects n'ont pas été évalués parce que ce sont des instruments de recherche plutôt que des secteurs de la recherche forestière.

On s'est en outre penché sur l'évolution des priorités de recherche sur une période de quatre ans, soit depuis le début de la présentation de rapports. Il fut cependant impossible d'effectuer une comparaison en bonne et due forme parce que les méthodes retenues pour les deux premiers rapports étaient différentes de celles qui ont servi pour les deux derniers. On a quand même été en mesure de dire quel degré de priorité général (élevé, moyen, etc.) commandaient au cours des années antérieures les priorités mises en relief dans le présent rapport.

On n'a décelé aucun écart important. Par exemple, le thème «la gestion intégrée de la ressource et la justification des décisions» demeure une priorité de premier ordre. Il est significatif de constater l'augmentation du degré de priorité de trois thèmes qui ont trait à l'environnement. Ces questions occupent maintenant les positions 2, 3 et 4 et s'intitulent respectivement «le contrôle des ravageurs et des mauvaises herbes et les solutions de rechange aux produits chimiques»; «les incidences de la gestion

des forêts sur l'environnement»; et «les connaissances en écologie au service d'une exploitation intensive des forêts». Le thème «la sylviculture, les méthodes de récolte et la réduction des frais» a également gravi des échelons dans l'ordre de priorité tandis que deux autres questions reculaient. Ces deux dernières sont «les données relatives à la croissance des forêts et à leur rendement» et «les améliorations au chapitre de la productivité, de la qualité des arbres et de la régénération». Les autres priorités sont demeurées à peu près au même niveau. Il semble donc que l'évolution des priorités soit suffisamment lente pour que les organismes de recherche aient le temps de s'y adapter.

Douze éléments susceptibles d'influer sur les priorités de recherche futures furent bernés. Ce sont les suivants :

- les inquiétudes et les données au sujet de l'exploitation durable des forêts et de l'environnement;
- la gestion des espèces qui ne peuvent fournir du bois d'oeuvre et la diminution des terres de bois d'oeuvre;
- le commerce et la concurrence à l'échelle mondiale et l'opinion publique mondiale;
- le sous-financement et la disparition graduelle des accords fédéraux-provinciaux;
- la fiabilité des modèles utilisés aux fins d'une exploitation durable des forêts;
- les données insuffisantes sur la valeur des forêts sur le plan socio-économique;
- les revendications territoriales et les exploitations forestières sur les terres autochtones;
- l'exploitation intensive de la forêt boréale à peuplement mixte;
- les principes économiques régissant l'industrie des produits forestiers secondaires;
- le besoin accru de données fidèles à tous les niveaux;
- les nouvelles politiques provinciales touchant l'exploitation et la protection de la forêt;
- le bois produit par les fermes forestières et le principe du rideau-abri.

Le financement de la recherche varie grandement selon les régions du pays. Partout, les ressources que procurent les accords fédéraux-provinciaux sont fondamentales. Les domaines affligés par un sous-financement sont énumérés ci-dessous. Ils sont classés en ordre d'importance de la proportion dans la colonne de droite. Cette proportion indique le nombre d'administrations qui constatent un sous-financement par rapport au nombre d'administrations qui jugent cet aspect prioritaire.

Le contrôle des ravageurs et des mauvaises herbes et les solutions de rechange aux produits chimique	4/7
Les incidences de la gestion des forêts sur l'environnement	3/6
Les connaissances en écologie au service d'une exploitation intensive des forêts	2/4
Les données relatives à la croissance des forêts et à leur rendement	2/4
La gestion et le contrôle des feux de forêt	2/4

La gestion intégrée de la ressource et la justification des décisions	4/10
L'inventaire des forêts et le classement des sites	1/3
La sylviculture, les méthodes de récolte et la réduction des frais	1/3
Les améliorations au chapitre de la productivité, de la qualité des arbres et de la régénération	1/5
La gestion des peuplements mixtes	0/1

On est d'avis que la recherche forestière au Canada est axée convenablement sur les besoins, mais que des améliorations sont nécessaires au chapitre de l'application des résultats de la recherche au niveau local.

Introduction

Le Conseil consultatif de la recherche forestière du Canada (CCRFC) a produit ce quatrième aperçu annuel des priorités en matière de recherche à l'intention du Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF). Ce document est conforme à la proposition de 1987 voulant que chaque province et territoire établisse son propre conseil consultatif de la recherche forestière et que soit rédigé un aperçu annuel des priorités en matière de recherche forestière dans l'ensemble du pays. Il existe maintenant un conseil consultatif de la recherche dans chaque province et ces organismes jouent un rôle capital pour la production des aperçus. La plupart des conseils en question comptent des représentants des gouvernements, de l'industrie et des universités. Ils s'efforcent en outre d'étendre la participation à des groupes environnementaux, autochtones et autres que ceux du secteur du bois. Le conseil consultatif de la recherche forestière de la Colombie-Britannique a dans ses rangs un représentant de l'association des éleveurs de bétail de cette province.

Chaque année, les aperçus des priorités de recherche sont soumis aux ministres à leur réunion de l'automne et publiés par la suite dans *The Forestry Chronicle*. Le quatrième rapport s'inspire de documentation fournie par les groupes provinciaux au début de 1992.

Les méthodes de réunion des données ont continué d'évoluer dans le sens d'une plus grande simplification et concision des rapports des participants. Cette année, les participants ont répondu aux questions suivantes :

- . Énumérez les cinq premières priorités de la recherche forestière dans votre province ou territoire en ordre décroissant. Il s'agissait en fait de déterminer quelle recherche est requise pour améliorer l'exploitation forestière et faire en sorte que tous les bienfaits rattachés à la forêt soient durables.
- . Parmi les cinq points énumérés, veuillez indiquer ceux à l'égard desquels le financement et le soutien sont insuffisants.
- . Dites quels aspects nouveaux sont susceptibles d'avoir des répercussions sur les méthodes d'exploitation forestière et, par conséquent, sur les priorités de recherche.
- . Formuler des observations sur la pertinence tant de la qualité que de la quantité de recherche forestière dans votre région.

Les réponses furent transmises au secrétaire exécutif du CCRFC qui a rédigé une ébauche pour examen à la réunion mixte de ce conseil et de représentants du groupe consultatif provincial, tenue en mai 1992. Le rapport a ensuite fait l'objet de modifications en vue de sa présentation au CCMF.

On n'a reçu aucune réponse de l'Ontario parce que la structure consultative de cette province dans le secteur forestier est en pleine réorganisation. Toutefois, comme les priorités de recherche subissent rarement des transformations radicales d'une année à l'autre, on a incorporé au rapport

les réponses de l'Ontario pour l'année précédente. À l'instar des années passées, les territoires n'ont préparé aucune réponse.

Priorités de recherche

Les priorités de recherche furent classées en fonction de l'origine et du sujet. On a dressé une liste des dix thèmes qu'au moins l'un des groupes consultatifs considérait comme une de ses cinq premières priorités. Chaque administration accordait 5 points à la première priorité, 4 à la deuxième et ainsi de suite. La liste (tableau 1) présente ces priorités en ordre décroissant d'après les points obtenus. Le tableau ne comporte que quatre thèmes pour l'Ontario parce que l'un d'eux est le résultat d'une combinaison de deux questions de l'année précédente. Les points ont été rajustés en conséquence. Aucun des thèmes de la liste n'est nouveau en 1992. Le libellé et le regroupement des thèmes ainsi que l'accent qu'ils justifient ont changé, mais il a été question de tous ces éléments dans des aperçus antérieurs.

Les thèmes de recherche qui commandent un degré de priorité élevé sont interdépendants. Par exemple, il existe un lien étroit entre, d'une part, deux questions qui se classent en tête de liste, soit «la gestion intégrée de la ressource et la justification des décisions» et «les incidences de la gestion des forêts sur l'environnement» et, d'autre part, le thème «les connaissances en écologie au service d'une exploitation intensive des forêts».

Le recherche sur le traitement du bois, de nouveaux produits de valeur supérieure, le recyclage et la diminution de la demande d'énergie est jugée importante pour faire en sorte que le bois demeure un produit concurrentiel et que le Canada garde sa place parmi les nations commerçantes. On a également fait état du besoin de produits qui traduiront la meilleure utilisation possible de la réserve de bois actuelle. Toutefois, la recherche portant sur les produits n'étant pas le sujet d'intérêt primordial du CCRFC, ces diverses considérations ne furent pas évaluées.

Les systèmes modernes de traitement de l'information, l'intelligence artificielle et la biotechnologie sont également jugés importants, mais en tant qu'instruments de recherche plutôt que comme secteurs de recherche forestière. Pour cette raison, ces aspects ne furent pas évalués.

Les thèmes de recherche classés en ordre de priorité décroissant feront l'objet d'une analyse dans les parties qui suivront.

1. La gestion intégrée de la ressource et la justification des décisions

Cette année, la première priorité regroupe deux thèmes de l'année dernière, soit «les systèmes intégrés de gestion de la ressource» et «les systèmes de justification des décisions». Le public fait pression pour que la forêt serve à des fins récréatives et pour qu'une partie de la forêt soit laissée à l'état sauvage. Par conséquent, il faudra satisfaire la demande de bois d'oeuvre en exploitant une superficie réduite de terres.

Les progrès seront tributaires de renseignements de meilleure qualité. Il nous faudra des techniques améliorées pour répertorier et évaluer la faune,

l'écoulement de l'eau et les utilités récréatives. Nous devons élargir nos connaissances au sujet de l'évolution de la forêt, de l'habitat de la faune, et des réactions de la population aux stratégies de gestion forestière. Comme le révèlent certaines priorités, on aura également besoin de données plus complètes sur la croissance des forêts et le rendement de ces dernières ainsi que des renseignements sur les conséquences écologiques de certains traitements.

Des systèmes améliorés de justification des décisions seront nécessaires pour assurer une utilisation efficace des renseignements de qualité supérieure disponibles lorsqu'il faudra choisir parmi les possibilités qui s'offrent en matière de gestion des forêts et d'utilisation des terres. L'on devra adopter des modèles conviviaux et des systèmes d'intelligence artificielle qui présenteront toutes les données à faire entrer en ligne de compte pour pouvoir effectuer les choix relatifs à la gestion forestière et à l'utilisation des terres et évaluer les compromis qu'entraînerait la solution privilégiée. L'importance de faire porter des travaux sur deux autres priorités, soit les incidences environnementales de la forêt et l'obligation de mieux comprendre les écosystèmes forestiers est manifeste.

2. Le contrôle des ravageurs et des mauvaises herbes et les solutions de rechange aux produits chimiques

La deuxième priorité consiste à améliorer les techniques de gestion des ravageurs et le contrôle de la végétation indésirable tandis que la principale exigence est la demande de substituts aux produits chimiques. Les solutions à ces problèmes sont tributaires des progrès qui seront accomplis au titre d'autres priorités connexes, par exemple dans les secteurs de l'écologie forestière et de la gestion intégrée de la ressource. Il faudra procéder à une évaluation minutieuse des avantages et des risques que comporteraient toutes les solutions qui peuvent varier du statu quo à une intervention majeure. L'on doit également trouver de meilleurs moyens d'évaluer le danger d'une prolifération de parasites et les dommages qu'elle est susceptible de causer.

3. Les incidences de la gestion des forêts sur l'environnement

Il est capital de mieux comprendre les incidences des méthodes d'exploitation forestière actuelles et prévues sur l'ensemble de l'environnement forestier. Comme nous l'avons déjà dit, il faut déterminer toutes les utilisations possibles de la forêt et découvrir de nouvelles formules pour préparer les forêts et les adapter aux systèmes modernes de classement des sites forestiers de manière à accroître leur utilité dans le temps et l'espace. La surveillance à long terme destinée à cerner l'évolution et les méthodes requises à cette fin deviendront tout aussi essentielles que les moyens de corriger les effets néfastes. Une première étape fondamentale consisterait à mettre au point de nouvelles méthodes de récolte du bois plus souvent assorties d'un effort de reboisement. Toutefois, l'objectif ultime sera de se doter d'un système complet qui assurerait une coordination de l'ensemble des activités dès le stade de planification initiale et nous donnerait un programme de gestion des terres forestières conçu en fonction de l'ensemble des valeurs. Un facteur clé consistera à donner aux travailleurs une formation pour les sensibiliser davantage à l'environnement et leur faire

prendre conscience des répercussions de leur intervention sur l'ensemble de l'environnement. Cet aspect devra faire l'objet de recherches spécialisées comportant un apport des travailleurs proprement dits.

4. Les connaissances en écologie au service d'une exploitation intensive des forêts

La gestion des ressources forestières dans une optique globale et durable rend indispensable une meilleure connaissance fondamentale de la dynamique et du fonctionnement des écosystèmes forestiers. Cette condition établit des liens étroits avec les priorités antérieures qui mettent en relief le besoin de systèmes de gestion intégrés devant permettre d'évaluer soigneusement les répercussions de différents facteurs sur l'écosystème forestier. Ces facteurs sont la chasse, la récolte de bois, la pêche, le vent, les parasites, les incendies et les changements climatiques à l'échelle de la planète.

5. Les données relatives à la croissance des forêts et à leur rendement

Les données relatives à l'inventaire forestier, à la croissance des forêts et à leur rendement sont fondamentales pour planifier le volet de la gestion forestière qui a trait au bois. Il existe un besoin constant à ce chapitre dans de nombreuses administrations. Le perfectionnement de modèles informatisés de la forêt au fur et à mesure que de nouvelles données deviendront disponibles favorisera une meilleure compréhension des liens et nous donnera une idée plus exacte des différentes formules de gestion qui s'offrent.

6. Les améliorations au chapitre de la productivité, de la qualité des arbres et de la régénération

Une régénération plus rapide et plus efficace grâce à l'utilisation de plants améliorés, des soins sylvicoles de meilleure qualité, une protection accrue contre les parasites et les feux, et des méthodes de sylviculture perfectionnées peuvent permettre de répondre aux besoins du pays en bois même si la superficie de terres exploitée diminue. De semblables résultats élargiraient les possibilités qu'auraient les propriétaires d'affecter à d'autres fins leurs terres forestières. Une plus grande superficie pourrait être réservée aux loisirs, au maintien du caractère sauvage, à la protection de la faune, à des pâturages, et à d'autres utilités. Cette priorité à des liens étroits avec d'autres et, dans un certain sens, elle englobe toutes les autres. L'objectif visé consiste à faire une meilleure utilisation des données de base issues de la recherche effectuée dans le cadre de plusieurs autres priorités.

7. L'inventaire des forêts et le classement des sites

Les inventaires sont la source de renseignements la plus importants pour la gestion de la forêt. Le besoin d'inventaires plus complets et plus faciles à obtenir s'accroîtra au fur et à mesure que la gestion forestière s'élargira et deviendra davantage axée sur l'ensemble des ressources de la forêt. La conception et la mise en application de meilleurs systèmes de classement des

sites de production rendra plus fiables les extrapolations des résultats de recherche. Ainsi, les méthodes de gestion couronnées de succès à un endroit pourront être reprises en toute confiance par d'autres exploitations.

8. La sylviculture, les méthodes de récolte et la réduction des frais

Les conditions économiques difficiles que nous traversons en ce moment sont une des raisons pour lesquelles les méthodes de sylviculture et de récolte doivent devenir plus efficaces. D'autres raisons sont le besoin, dont on a déjà fait état, d'établir un lien plus étroit entre la récolte et la régénération, et la nécessité de concevoir des systèmes sains pour l'environnement et durables à long terme. Il importe de faire appel à des méthodes de sylviculture et de contrôle des parasites qui reposent davantage sur la dynamique naturelle de la forêt et qui influent dans une moindre mesure sur ses écosystèmes. On peut citer comme exemples la régénération naturelle par opposition aux plantations, le désherbage naturel par opposition à l'utilisation d'herbicides, la diversification par opposition à la monoculture. De telles solutions peuvent être rentables si l'on fait entrer en ligne de compte les considérations environnementales à long terme.

9. La gestion et le contrôle des feux de forêt

Le feu continue de causer beaucoup de dommages aux forêts canadiennes. Un peu plus d'un million d'hectares sont rasés par le feu à chaque année. Au cours des pires années, les pertes montent en flèche. Il est possible que le réchauffement de la planète aggrave la situation et il c'est pourquoi il faudra y accorder beaucoup d'attention. Les systèmes informatisés utilisés pour regrouper les données et gérer les instruments de lutte contre les feux de forêt ont accru considérablement notre capacité dans ce domaine. Un effort de recherche constant en vue de perfectionner nos méthodes et d'en étendre l'utilisation rapportera des dividendes.

10. La gestion des peuplements mixtes

La question de la gestion des peuplements mixtes illustre bien jusqu'à quel point les préoccupations relatives à la forêt varient au Canada. L'Alberta classait cet aspect deuxième parmi les priorités, ce qui s'explique par le fait que les forêts mixtes constituées de peupliers et de conifères y occupent une grande superficie. On s'intéresse surtout au retour des conifères dans les zones de peuplement mixte et aux moyens de les mettre à l'abri des incendies et des parasites et de leur permettre de bien se développer.

L'évolution des priorités

Un examen de l'évolution des priorités semble de mise dans le contexte de ce quatrième aperçu annuel des priorités de la recherche forestière. Une comparaison en bonne et due forme était difficile parce que la méthode employée pour les deux premiers rapports était différente de celle qui fut retenue pour les deux derniers. On a toutefois été en mesure d'attribuer un degré de priorité général (élevé, moyen, etc.) aux thèmes prioritaires du présent rapport qui revenaient également au cours des années antérieures. Il a néanmoins fallu prendre certaines libertés pour établir une correspondance

entre la classification antérieure des thèmes et la liste condensée issue de la mise en relief de seulement cinq priorités dans chaque administration. Les résultats, quoique non définitifs, révèlent quand même certaines tendances (tableau 2).

On constate qu'il n'y a eu aucun changement radical et que, par exemple, le premier thème, «la gestion intégrée de la ressource et la justification des décisions», a toujours reçu un degré de priorité élevé. Il est également révélateur que les trois thèmes qui viennent ensuite soient tous liés étroitement à l'environnement et qu'ils occupent maintenant les rangs 2, 3 et 4. Ces thèmes sont «le contrôle des ravageurs et des mauvaises herbes et les solutions de rechange aux produits chimiques», «les incidences de la gestion des forêts sur l'environnement», et «les connaissances en écologie au service d'une exploitation intensive des forêts». La question «la sylviculture, les méthodes de récolte et la réduction des frais» est passée d'un ordre de priorité bas à moyen tandis que les deux sujets «les données relatives à la croissance des forêts et à leur rendement» et «les améliorations au chapitre de la productivité, de la qualité des arbres et de régénération» baissaient dans la liste de priorités. Les autres points sont demeurés à peu près au même niveau depuis quatre ans.

Au cours des années antérieures, on a manifesté la crainte que les priorités de recherche forestière n'évoluent à un rythme tellement rapide que les organismes de recherche seraient incapables de suivre. Or, il semble bien que ce n'ait pas été le cas au cours des quatre dernières années.

Éléments susceptibles d'influer sur les priorités de recherche

On a fait ressortir douze questions qui risquent d'avoir des répercussions sur les priorités de recherche futures. Certaines d'entre elles n'étaient mentionnées que par une ou deux administrations (tableau 3).

Sauf un, tous les intervenants consultés ont fait état des inquiétudes des Canadiens et des étrangers à l'égard du développement forestier durable en accord avec l'environnement. Les priorités mises en relief dans le présent rapport traduisent cette préoccupation. On peut citer en exemple le degré de priorité élevé donné à la gestion intégrée de la ressource et aux incidences de la gestion des forêts sur l'environnement ainsi qu'à la recherche de solutions de rechange aux produits chimiques. L'harmonisation du principe du développement durable, qui pour les forêts doit être étalé sur une longue période, et des demandes changeantes de la société représentera un défi de taille. Pour être en mesure de le relever, il nous faudra effectuer des recherches plus poussées sur le fonctionnement des écosystèmes forestiers et les techniques de rechange en gestion forestière.

On prévoit que la demande mondiale ira en s'élargissant et de nouveaux marchés pourraient même s'ouvrir. Toutefois, les nouveaux producteurs livreront une concurrence serrée et les marchés actuels risquent de plafonner. Comme nous l'avons déjà dit, il sera indispensable d'offrir de nouveaux produits de faire en sorte que ceux qui existent déjà soient de meilleure qualité si l'on veut que l'apport du secteur des produits forestiers à l'économie canadienne demeure capital.

Financement

Comme on pouvait s'y attendre, le financement varie grandement selon les régions, mais les ressources financières affectées à la recherche par le truchement des accords forestiers entre le gouvernement fédéral et les provinces ont partout une importance considérable. Les secteurs de recherche qui sont considérés comme souffrant d'un financement insuffisant sont énumérés ci-dessous dans un ordre décroissant; ce qui veut dire que le premier est le plus durement touché. La proportion qui se trouve à la droite indique le nombre d'administrations qui constatent un sous-financement par rapport au nombre d'administrations qui jugent cet aspect prioritaire. Le sous-financement le plus marqué touche deux questions qui ont trait à l'environnement.

Le contrôle des ravageurs et des mauvaises herbes et les solutions de rechange aux produits chimiques	4/7
Les incidences de la gestion des forêts sur l'environnement	3/6
Les connaissances en écologie au service d'une exploitation intensive des forêts	2/4
Les données relatives à la croissance des forêts et à leur rendement	2/4
La gestion et le contrôle des feux de forêt	2/4
La gestion intégrée de la ressource et la justification des décisions	4/10
L'inventaire des forêts et le classement des sites	1/3
La sylviculture, les méthodes de récolte et la réduction des frais	1/3
Les améliorations au chapitre de la productivité, de la qualité des arbres et de la régénération	1/5
La gestion des peuplements mixtes	0/1

Parmi les dix thèmes, un seul ne souffre pas d'un financement insuffisant. Cette liste et celle des priorités peuvent donc être considérées comme étant révélatrices des secteurs auxquels il est impératif de consacrer des ressources financières et un soutien.

Mesure dans laquelle la recherche forestière est convenable

Un grand nombre de réponses à cette question faisaient ressortir le problème du financement. Dans cette partie du rapport, les personnes consultées étaient invitées à évaluer la pertinence de la recherche par rapport aux besoins et la qualité de la recherche. Ceux qui ont formulé des observations sur ces éléments sont d'avis que la recherche forestière dans leur région est de bonne qualité et bien adaptée aux besoins décelés, mais que des améliorations pourraient être apportées au chapitre de la mise en application des résultats.

Tableau 1. Priorités de recherche, 1992

Thème de recherche	TN	NÉ	ÎPE	NB	QC	ON	MA	SK	AL	CB	Total
Gestion intégrée de la ressource et justification des décisions	2	2	4	2	4	1	4	5	2	4	30
Contrôle des ravageurs et des mauvaises herbes et solutions de rechange aux produits chimiques		3	3	3	2	8	2	1			22
Incidences de la gestion des forêts sur l'environnement	3	1					5	3	3	5	20
Connaissances en écologie au service d'une exploitation intensive des forêts	4		5		5					3	17
Données relatives à la croissance des forêts et à leur rendement	5			5			3			1	14
Améliorations au chapitre de la productivité, de la qualité des arbres et de la régénération	1	4				2			5	2	14
Inventaire des forêts et classement des sites			2	4				4			10
Sylviculture, méthodes de récolte et réduction des frais		5		1	3						9
Gestion et contrôle des feux de forêt			1			4	1	2			8
Gestion des peuplements mixtes									4		4

Note 1 : La priorité la plus élevée obtient 5 point tandis que la plus basse en obtient 1.

Note 2 : Toutes les priorités sauf une souffrent d'un financement insuffisant et une augmentation progressive de l'aide leur serait utile.

Tableau 2. Évolution des priorités de recherche, 1989-1992

Thème de recherche	priorité 89	priorité 90	priorité 91	priorité 92
Gestion intégrée de la ressource et justification des décisions	ÉLEVÉE	ÉLEVÉE	MI-ÉLEVÉE	ÉLEVÉE
Contrôle des ravageurs et des mauvaises herbes et solutions de rechange aux produits chimiques	MOYENNE	ÉLEVÉE	ÉLEVÉE	ÉLEVÉE
Incidences de la gestion des forêts sur l'environnement	MOYENNE	MI-ÉLEVÉE	ÉLEVÉE	MI-ÉLEVÉE
Connaissances en écologie au service d'une exploitation intensive des forêts	FAIBLE	MOYENNE	MI-ÉLEVÉE	MI-ÉLEVÉE
Données relatives à la croissance des forêts et à leur rendement	ÉLEVÉE	ÉLEVÉE	MOYENNE	MOYENNE
Améliorations au chapitre de la productivité, de la qualité des arbres et de la régénération	ÉLEVÉE	ÉLEVÉE	MI-FAIBLE	MOYENNE
Inventaire des forêts et classement des sites	MOYENNE	MOYENNE	MOYENNE	MOYENNE
Sylviculture, méthodes de récolte et réduction des frais	FAIBLE	MOYENNE	MOYENNE	MI-FAIBLE
Gestion et contrôle des feux de forêt	MOYENNE	MOYENNE	MOYENNE	MI-FAIBLE
Gestion des peuplements mixtes	BLANC	BLANC	BLANC	FAIBLE

Tableau 3. Éléments susceptibles d'influer sur les priorités de recherche, 1992

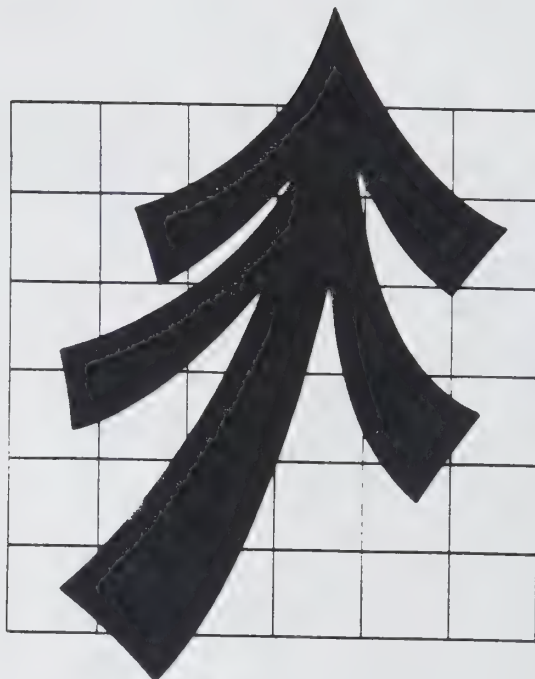
Élément repéré	TN	NÉ	ipe	NB	QC	ON	MA	SK	AL	CB	Total
Inquiétudes et données au sujet de l'exploitation durable des forêts et de l'environnement	1	1	1		1		1	1	1	1	8
Gestion des espèces qui ne fournissent pas du bois d'oeuvre et diminution des terres de ce bois	1		1	1				1	1	1	6
Commerce et concurrence à l'échelle mondiale et opinion publique mondiale	1	1	1		1				1	1	6
Sous-financement et disparition graduelle des accords féd.-prov.	1	1								1	3
Fiabilité des modèles utilisés pour une exploitation durable des forêts		1					1				2
Données insuffisantes sur la valeur de la forêt sur le plan socio-économique					1		1				2
Revendications territoriales et exploitations forestières sur les terres autochtones							1	1			2
Exploitation intensive de la forêt boréale à peuplement mixte								1	1		2
Principes économiques régissant l'industrie des produits forestiers secondaires								1			1
Besoin accru de données fiables à tous les niveaux					1						1
Nouvelles politiques provinciales touchant l'exploitation et la protection de la forêt					1						1
Bois produit par les fermes forestières et principe du rideau-abri								1			1



Forêts
Canada

Forestry
Canada

Canada



Conseil consultatif de la recherche forestière du Canada

Rapport annuel 1991

Conseil consultatif de la recherche forestière du Canada

Rapport annuel 1991

Mai 1992

Résumé

Ce rapport porte sur l'année civile 1991. Le Conseil consultatif de la recherche forestière du Canada (CCRFC) a été créé en 1983 pour conseiller Forêts Canada sur les priorités et les politiques en matière de recherche forestière. En 1987, le Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) a accepté de mettre sur pied des groupes consultatifs de la recherche forestière dans chaque province et territoire et a chargé le CCRFC de coordonner la préparation d'un survol national annuel des priorités et des préoccupations en recherche forestière. Depuis ce temps, le Conseil prépare ce survol national annuel pour le CCMF avec l'aide et l'étroite collaboration des groupes consultatifs de la recherche forestière des provinces et des territoires; ce rapport est publié dans la revue *The Forestry Chronicle*.

En 1991, Forêts Canada a déposé son premier rapport annuel au Parlement. Le Conseil voit d'un bon oeil ce nouveau processus qui sera très utile pour sensibiliser les députés et le public aux enjeux de la foresterie et à l'importance de la recherche forestière. Pendant l'année, Forêts Canada s'est avancé dans la préparation des énoncés de mission de ses établissements. Ces énoncés sont non seulement importants pour définir le rôle du Ministère, mais le processus lui-même de rédaction est également tout aussi important pour obtenir le soutien des employés et créer un esprit de corps. Le CCRFC est heureux de voir que Forêts Canada prend des initiatives positives dans d'autres domaines, plus précisément: l'inclusion des principaux éléments de recherche dans les nouvelles ententes sur les forêts conclues avec les provinces; le Plan vert et ses éléments portant sur la recherche forestière et les forêts modèles; les progrès accomplis dans le domaine de la biotechnologie; et l'élaboration du programme stratégique de partenariat dans la recherche auquel participent l'industrie et le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada.

Le Conseil formule les recommandations suivantes:

1. Que Forêts Canada entreprenne ou parraine rapidement une étude portant sur l'offre et la demande de chercheurs dans les diverses disciplines que regroupe la recherche forestière afin de bien définir la rareté apparente de chercheurs en foresterie.
2. Que Forêts Canada offre de plus nombreuses possibilités d'emplois d'été aux étudiants de premier cycle, accorde aux universités son entière collaboration à des programmes conjoints destinés aux élèves de premier et deuxième cycle et améliore ses programmes de «stage» à l'intention des étudiants ayant récemment obtenu un doctorat, par l'attribution, par exemple, de bourses d'études postdoctorales au sein du Ministère et dans les universités. Ces mesures permettront de mieux faire connaître les possibilités qu'offre une carrière de chercheur et d'aider les jeunes chercheurs à s'établir.
3. Que Forêts Canada ait davantage recours au fonds spécial et fort utile qu'il a créé et où il verse un pourcentage relativement faible de son budget afin de donner rapidement suite à de nouvelles pistes de recherche prometteuses.

4. Que Forêts Canada élargisse ses programmes de recherche internes et conjoints destinés à mieux comprendre le fonctionnement de l'écosystème forestier afin de s'assurer que la gestion des ressources forestières du Canada soit conforme aux principes du développement durable.

5. Que Forêts Canada tienne de vastes consultations et envisage de mettre sur pied, au niveau national ou régional, des programmes de recherche conjoints auxquels participeront ses propres employés, les universités, les provinces, l'industrie et les organisations non gouvernementales comme l'Institut de recherches politiques afin d'intensifier la recherche sur la gestion intégrée des ressources forestières, notamment sur ses aspects politiques et socio-économiques.

6. Que Forêts Canada mette davantage l'accent sur l'information technique compte tenu de la demande croissante du public pour de l'information technique sur les forêts et les questions environnementales; le Conseil appuie fortement les efforts actuellement déployés par Forêts Canada pour améliorer son programme de transfert technologique et promouvoir la mise en application des résultats de la recherche.

7. Que Forêts Canada évalue et modifie, dans la mesure du possible, le système de reconnaissance professionnelle des chercheurs pour donner plus d'importance aux activités de transfert technologique, y compris la préparation de publications pratiques du genre «manuel», afin d'encourager les chercheurs à viser la mise en application des résultats qu'ils ont obtenus.

8. Que Forêts Canada s'assure que des groupes consultatifs de recherche existent dans tous ses établissements et élargisse la gamme des intervenants parmi ces groupes consultatifs de recherche et les autres groupes établis aux niveaux régional, provincial et national.

9. Que Forêts Canada continue d'accorder de l'importance au moral de ses employés en les faisant participer à la gestion, qu'il appuie fortement les déplacements et le dialogue entre les établissements ainsi que la participation aux conférences et ateliers scientifiques importants.

10. Que Forêts Canada accroisse les possibilités de congés sabbatiques et de perfectionnement des chercheurs et du personnel technique afin d'empêcher l'apathie de s'installer et de favoriser une plus grande productivité.

11. Que Forêts Canada envisage toutes les possibilités pour mettre en oeuvre un programme similaire au programme américain McIntyre-Stennis afin de favoriser davantage la recherche forestière à long terme dans les universités au Canada.

12. Que Forêts Canada élabore une méthode afin que des critères économiques et sociaux interviennent dans la sélection des projets de recherche et qu'il les incorpore à son processus de planification de la recherche.

Le Conseil tiendra trois réunions en 1992 et se penchera sur les questions suivantes: mise à jour de l'inventaire des projets de recherche forestière entrepris en 1987 par A.J. Kayll; exécution, mécanismes, structures et financement de la recherche par opposition aux processus de planification;

peut changer très rapidement dans le temps. Il y a peu de perspectives d'emploi dans certaines disciplines, ce qui détourne les étudiants d'une carrière en recherche forestière. Pour un scientifique récemment diplômé, la recherche d'un emploi est une opération d'infiltration d'un réseau en grande partie tributaire de contacts informels, du bouche à oreille et des contacts de son professeur.

Plusieurs raisons expliquent pourquoi les gens n'entreprennent pas de carrière scientifique. Bon nombre d'entre eux ne comprennent pas la valeur de la science et considèrent que ce type de carrière se déroule dans l'ombre. Les professeurs de premier cycle peuvent faire toute la différence. Les cours de premier cycle ne soulignent souvent pas l'importance de la recherche, les lacunes des connaissances et l'excitation et le défi qu'offre la recherche.

Les facultés de foresterie ne semblent pas bien promouvoir les carrières de chercheurs en foresterie. D'autres facultés et écoles donnent en apparence l'impression d'aborder des problèmes écologiques et environnementaux importants et attirent ainsi de bons étudiants. Le manque de soutien financier offert aux étudiants diplômés des facultés de foresterie est un autre facteur important. Un emploi d'été fructueux dans un domaine de la recherche a souvent une influence déterminante dans le choix d'une carrière scientifique.

Les scientifiques ont identifié plusieurs obstacles entravant une carrière en recherche et la mise en application des résultats. Trop souvent, un financement à court terme ne pousse pas les chercheurs à s'attaquer aux problèmes de foresterie difficiles qui exigent des travaux de longue haleine et leur permettent de perfectionner leurs compétences scientifiques. Le système de reconnaissance professionnelle est quelquefois capricieux et lent à réagir de sorte que de bons projets de recherche offrant d'excellentes perspectives de résultats passionnants et utiles ne sont pas nécessairement appuyés par une augmentation des ressources; les précieux efforts qu'il faut déployer pour amener un projet au stade pratique peuvent ne pas être reconnus et récompensés. Forêts Canada a eu une heureuse initiative en mettant sur pied, à l'administration centrale, un fonds spécial accessible aux établissements de recherche sur demande et destiné à fournir rapidement du financement à de nouveaux projets de recherche innovateurs.

Recommandation 1. Que Forêts Canada entreprenne ou parraine rapidement une étude portant sur l'offre et la demande de chercheurs dans les diverses disciplines que regroupe la recherche forestière afin de bien définir la rareté apparente de chercheurs en foresterie.

Recommandation 2. Que Forêts Canada offre de plus nombreuses possibilités d'emplois d'été aux étudiants de premier cycle, accorde aux universités son entière collaboration à des programmes conjoints destinés aux élèves de premier et deuxième cycles, et améliore ses programmes de «stage» à l'intention des étudiants ayant récemment obtenu un doctorat, par l'attribution, par exemple, de bourses d'études postdoctorales au sein du Ministère ainsi que dans les universités. Ces mesures permettront de mieux faire connaître les possibilités qu'offre une carrière de chercheur et d'aider les jeunes chercheurs à s'établir.

Recommandation 3. Que Forêts Canada ait davantage recours au fond spécial et fort utile qu'il a créé et où il

verse un pourcentage relativement faible de son budget afin de donner rapidement suite à de nouvelles pistes de recherche prometteuses.

Fonctionnement de l'écosystème et gestion intégrée des ressources forestières

Le Conseil reconnaît que l'élaboration d'une gestion véritablement intégrée et équilibrée de toutes les ressources du milieu forestier a progressé, mais il doit souligner qu'il reste encore beaucoup à faire. Sur le plan biologique, la complexité écologique des forêts est lentement élucidée par la recherche effectuée par les universités, les provinces et Forêts Canada; il reste néanmoins beaucoup à apprendre.

Sur le plan socio-économique, la situation est plus compliquée parce que le gestionnaire de la ressource forestière est aux prises avec des attentes souvent divergentes et en constante évolution à l'égard des forêts du pays. Les progrès dans ce domaine semblent moins évidents. Ces dernières questions exigent une recherche de pointe sur la politique publique et le Conseil a peur que trop peu soit fait et que des décisions soient prises sans que les données pertinentes aient été recueillies et analysées minutieusement. Il est vrai que ce genre de décisions doit tenir compte des opinions politiques et d'autres considérations, mais une recherche approfondie, une analyse minutieuse des données et l'élaboration et l'évaluation de solutions de rechange accroissent les chances de faire des choix judicieux.

Recommandation 4. Que Forêts Canada élargisse ses programmes de recherche internes et conjoints destinés à mieux comprendre le fonctionnement de l'écosystème forestier afin de s'assurer que la gestion des ressources forestières du Canada soit conforme aux principes du développement durable.

Recommandation 5. Que Forêts Canada tienne de vastes consultations et envisage de mettre sur pied, au niveau national ou régional, des programmes de recherche conjoints auxquels participeront ses propres employés, les universités, les provinces, l'industrie et les organisations non gouvernementales comme l'Institut de recherches politiques afin d'intensifier la recherche sur la gestion intégrée des ressources forestières, notamment sur ses aspects politiques et socio-économiques.

Transfert technologique

Le transfert des résultats de recherche aux praticiens de la foresterie sur le terrain est un problème incessant. Les jeunes chercheurs ont eux aussi relevé ce sujet qui semble révenir dans presque toutes les discussions portant sur la recherche forestière. Comme nous l'avons noté précédemment, le système de reconnaissance professionnelle des chercheurs ne récompense pas toujours les efforts déployés pour mettre en pratique les résultats de la recherche. La mise en application de résultats de la recherche est souvent à double sens, ce qui est très souvent ignoré. D'une part, les chercheurs ont souvent de la difficulté à transférer les résultats de la recherche à l'utilisateur et, d'autre part, les utilisateurs sont souvent peu enclins à définir leurs problèmes et besoins et à chercher des scientifiques et des résultats de recherche qui peuvent leur être utiles. On pourra améliorer les processus en motivant à la fois les scientifiques et les praticiens

de recherche intense et les rendrait plus enclins à utiliser dans leur travail quotidien les résultats de recherche.

Recommandation 11. Que Forêts Canada envisage toutes les possibilités pour mettre en oeuvre un programme similaire au programme américain McIntyre-Stennis afin de favoriser davantage la recherche forestière à long terme dans les universités au Canada.

Changement climatique

Le Conseil a été heureux d'apprendre que le programme de recherche de Forêts Canada mettrait davantage l'accent sur le changement climatique. Le changement climatique a des incidences énormes sur la gestion des ressources forestières du Canada et il est important que ces incidences soient évaluées et que des solutions d'aménagement durable soient élaborées le plus rapidement possible.

Recherche sur l'économie et la politique forestières

Le Conseil attache beaucoup d'importance à la recherche sur l'économie et les politiques et, comme il a été mentionné précédemment, il est persuadé qu'il faudrait intensifier la recherche visant à mettre au point des solutions et des méthodes de gestion intégrée des ressources forestières afin qu'elles procurent au pays toute la gamme des avantages possibles. Un autre aspect important est l'élaboration et l'utilisation de critères économiques et sociaux pour la sélection des projets de recherche forestière et la gestion des programmes de recherche. Forêts Canada a bien sûr accompli des progrès appréciables dans l'élaboration de son processus de planification de la recherche et a tenu le Conseil au courant de cette progression, mais le Conseil estime qu'il devrait en faire davantage afin que des considérations d'ordre économique et social interviennent dans le processus de sélection des programmes et des projets de recherche.

Recommandation 12. Que Forêts Canada élabore une méthode afin que des critères économiques et sociaux interviennent dans la sélection des projets de recherche et qu'il les incorpore à son processus de planification de la recherche.

Priorités de la recherche forestière au Canada: Survol

Le troisième survol annuel des priorités de la recherche forestière au Canada a été compilé pour le CCMF, comme le précise l'introduction. Le président du CCRFC, Jack Toovey, a présenté les résultats de ce survol lors de la réunion du CCMF qui s'est tenue à Ottawa en octobre 1991. Le rapport a été publié dans le numéro de février 1992 de *The Forestry Chronicle*.

Aux fins de ce survol, les groupes consultatifs de la recherche forestière des provinces et des territoires devaient identifier leurs cinq grandes priorités de recherche forestière. Les priorités qu'ils ont identifiées ont été regroupées en une liste de 10 sujets de recherche qui sont présentés ci-dessous par ordre décroissant d'importance:

- Systèmes de gestion intégrée des ressources et d'appui à la décision.
- Lutte contre les ravageurs et la végétation concurrente et solutions de rechange aux produits chimiques.
- Effets de l'aménagement forestier sur l'environnement.

- Connaissances écologiques en vue d'un aménagement intensif des forêts.
- Données sur la croissance et le rendement.
- Augmentation de la productivité, de l'amélioration des arbres et de la régénération.
- Inventaires forestiers et classification des stations.
- Méthodes de sylviculture et de récolte et réduction des coûts.
- Gestion des incendies de forêts et méthodes de lutte.
- Aménagement des peuplements mixtes.

La recherche sur la transformation du bois et la mise au point de nouveaux produits a également été reconnue comme importante, mais ce domaine n'est pas la priorité du CCRFC et il n'a donc pas été coté. Les systèmes modernes de traitement des données, l'intelligence artificielle et la biotechnologie ont aussi été jugés importants, mais il s'agit d'outils de recherche plutôt que de sujets de recherche forestière, et ils sont également absents du classement.

Contrairement aux années précédentes, cette liste de priorités a révélé la crainte que cet ordre de priorité n'évolue plus rapidement que ne peuvent le faire les programmes de recherche. Toutefois, aucun des sujets prioritaires de 1991 n'est nouveau. La façon dont ils sont énoncés et leur groupement peuvent être différents en 1991, mais ils figuraient tous dans le survol des priorités de la recherche forestière au Canada de 1990 et ont été traités comme tels par la plupart des provinces et territoires. En demandant à chaque province et territoire de n'identifier que leurs cinq grandes priorités en 1991, nous avons fait converger l'attention vers les grands problèmes et ainsi réduit la longueur de la liste.

Tous sont d'avis que très peu de sujets de recherche reçoivent un financement suffisant dans les régions et que l'attention accordée aux effets sur l'environnement de l'aménagement forestier souffre d'un sous-financement chronique. Les ententes fédérales-provinciales sur les forêts sont essentielles au soutien de la recherche. Ce soutien sera renforcé si l'on met davantage l'accent sur les programmes coopératifs et l'approche concertée devant les organismes de financement. Le regroupement de sources spéciales de financement provenant de l'industrie et des gouvernements et leur gestion conjointe offrent une autre possibilité, au même titre que la réattribution des fonds consacrés à des travaux d'importance moindre, si possible.

Douze problèmes qui peuvent influencer sur les priorités de la recherche ont été identifiés:

- Préoccupation et activités canadiennes et internationales à l'égard de la foresterie durable et de l'environnement.
- Aménagement tenant compte des valeurs non ligneuses et diminution des superficies consacrées à la production de bois.
- Mondialisation des marchés, augmentation de la concurrence et opinion publique internationale.
- Sous-financement de la foresterie et fin des ententes fédérales-provinciales.
- Besoin de modèles plus précis en aménagement forestier durable.
- Besoins de meilleures données sur l'importance socio-économique des forêts.
- Réclamations territoriales et sylviculture sur les terres indiennes.
- Aménagement plus intensif de la forêt boréale mixte.
- Économie des industries secondaires rentables du secteur forestier.

207 Queen's Quay West
C.P. 102
Toronto (Ontario)
M5J 2P5

M. Robert W. Udell
Surintendant de la
planification stratégique
Weldwood of Canada Limited
Hinton Division
760 Switzer Drive
Hinton (Alberta)
T7V 1V7

Tél. : (403) 865-2251
Téléc. : (403) 865-8129

Représentant de l'Institut forestier du Canada

M. William J. Brown
Directeur général
Algonquin Forestry Authority
22 Main Street
Huntsville (Ontario)
POA 1K0

Tél. : (705) 789-9647

Représentants des universités

M. Peter J. Murphy
Faculté d'agriculture et de foresterie
Département de Sciences forestières
Université de l'Alberta
Edmonton (Alberta)
T6G 2H1

Tél. : (403) 492-2359
Téléc. : (403) 492-4323
Rés. : (403) 458-9706

M. Gilles Frisque
Directeur (vice-président)
Centre de recherche forestière multirégionale
Université du Québec
2875, boul. Laurier, 3^e étage
Sainte-Foy (Québec)
G1V 2M3

Tél. : (418) 657-3551

Représentant de l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers

M. Gérald Lapointe
Division des bois et forêts

Tél. : (514) 866-6621
Téléc. : (514) 866-3035

Association canadienne des
producteurs de pâtes et papiers
1155, rue Metcalfe, 19^e étage
Montréal (Québec)
H3B 4T6

Fédération canadienne de la nature

M. Paul Griss
Directeur exécutif
Fédération canadienne de
la nature
453 Sussex Drive
Ottawa (Ontario)
K1N 6Z8

Tél. (613) 238-6154
Téléc. (613) 230-2054

Membre ordinaire

M. Claude Godbout, Doyen
Faculté de foresterie et
de géomatique
Université Laval
Québec (Québec)
G1K 7P4

Tél. (418) 656-2116
Téléc. (418) 656-3177

Membre d'office

M. Fred C. Pollett
Directeur des Sciences
et du Développement durable
Forêts Canada
Place Vincent-Massey
351, boul. Saint-Joseph
Hull (Québec)
K1A 1G5

Tél. : (819) 997-1107
Téléc. : (613) 990-3437

Secrétaire administratif

M. R.J. Bourchier
R.R. 1,
C.P. 255
Cantley (Québec)
J0X 1L0

Tél. : (819) 827-0903

Annexe II

Commentaires de Forêts Canada à l'égard des recommandations de 1990 du Conseil consultatif de la recherche forestière du Canada

Recommandation 1. Que Forêts Canada fasse en sorte qu'une large gamme d'intéressés participe à son processus consultatif sur la recherche forestière et qu'il encourage les autres organismes à faire de même.

Réponse. Forêts Canada est en principe d'accord avec cette recommandation.

Mesure prise. La recherche sur l'aménagement forestier et la pratique de cette activité ont maintenant recours à une approche plus globale en réponse aux préoccupations du public et à la faveur d'une sensibilisation grandissante, au sein du secteur de forêts, au fait que toutes les utilisations et les valeurs des forêts et des terrains forestiers doivent être prises en compte afin d'arriver à obtenir un développement

durable. Le programme de recherche de Forêts Canada est de plus en plus axé sur des questions comme le fonctionnement de l'écosystème et la gestion intégrée des ressources et cette tendance sera encore plus marquée lorsque les projets du nouveau Plan vert seront entièrement opérationnels. Il est clair que les processus de consultation sur la recherche forestière doivent s'adapter à ces mêmes tendances en élargissant la gamme des intervenants; de tels changements commencent à se produire, mais Forêts Canada est conscient qu'il a encore beaucoup à faire à cet égard. Pour atteindre un tel objectif, il faudra toutefois obtenir le soutien et la participation active de tous les grands organismes de foresterie. Cette question doit, croyons-nous, être abordée dans le cadre d'un processus de consultation multi-organismes sur la recherche auquel a souscrit le CCMF en 1987; Forêts Canada ne pourra la résoudre seule.

Parmi les mesures prises, mentionnons la participation de la Direction des politiques et de l'économie aux composantes appropriées du Plan vert et à d'autres activités relatives à l'environnement et au développement durable. Il a également créé un groupe de travail sur la recherche en économie forestière.

Recommandation 7. Qu'on s'efforce sérieusement d'augmenter la notoriété des deux instituts spécialisés de Forêts Canada de façon à faire davantage connaître leur rôle, notamment quant aux préoccupations écologiques auprès des cercles de forestiers et d'écologistes. Un changement de nom pourrait être envisagé. À la lumière des suggestions des scientifiques et du personnel, qu'on recherche des dénominations qui insisteraient davantage sur la notion de développement durable et d'équilibre écologique.

Réponse. Forêts Canada accepte cette recommandation en principe.

Mesure prise. Tous les établissements de Forêts Canada, y compris, mais non pas uniquement, ses deux instituts, se préoccupent constamment du profil et de la qualité du programme de recherche du Ministère. Comme l'indiquait la réponse à la recommandation n° 1, le programme de recherche de Forêts Canada met maintenant beaucoup plus l'accent sur les questions relatives à l'environnement et au développement durable, et il est capital que ses clients et ses collaborateurs le comprennent bien. Les scientifiques participent activement à l'élaboration, à la coordination et la gestion des nouvelles initiatives dans ces domaines. L'initiative stratégique sur les rôles et responsabilités en matière de recherche dont nous avons parlé précédemment aborde également les questions de la qualité et du profil scientifique tant au sein de Forêts Canada que dans l'ensemble du secteur forestier en général. Dès qu'ils seront disponibles, les résultats de cette étude, qui porte en partie sur les rôles respectifs et les noms des établissements régionaux et des instituts de Forêts Canada, seront transmis au CCRFC afin qu'il puisse en discuter et formuler ses commentaires.

Recommandation 8. Que la pratique de consulter le personnel et de le faire participer à la planification et à l'exécution des programmes de recherche soit intensifiée et intégrée en profondeur à la culture de la haute direction de Forêts Canada.

Réponse. Forêts Canada accepte cette recommandation

Mesure prise. Forêts Canada continue de promouvoir la participation du personnel à la planification et à l'exécution de la recherche. Dans une très large mesure, il en a toujours été ainsi au niveau des projets de recherche et des études, mais ce n'est que plus récemment qu'on a commencé à faire appel à cette pratique au niveau de l'identification stratégique des priorités. Les exemples les plus flagrants sont les nouvelles initiatives de recherche axées sur l'environnement prises en vertu du Plan vert. Forêts Canada continuera d'appuyer et de promouvoir cette tendance qui est très conforme à la philosophie de gestion du personnel du gouvernement fédéral qui est énoncée dans Fonction publique 2000. Simultanément, le Ministère est conscient qu'il lui faudra rester vigilant et gérer avec soin la participation des employés afin de s'assurer que soient en place des mécanismes leur permettant de contribuer de façon significative sans surcharger les scientifiques de responsabilités administratives.

Recommandation 9. Que Forêts Canada fasse participer activement ses scientifiques d'élite à l'élaboration de stratégies et de plans nationaux et à la création de réseaux de recherche.

Réponse. Forêts Canada accepte cette recommandation.

Mesure prise. Cette recommandation et les mesures prises à cet égard par Forêts Canada découlent directement de la recommandation 8. La création de réseaux de recherche, la mise sur pied de partenariats et l'élaboration de plans stratégiques touchant des domaines particuliers de la recherche forestière retiennent de plus en plus l'attention de Forêts Canada, tout comme la recherche de mécanismes appropriés et économiques pour atteindre les objectifs de recherche. On fait énormément appel aux chercheurs émérites pour diriger ces initiatives, pratique qui se poursuivra.

RAPPORT CONCERNANT LE PROGRAMME NATIONAL DE DONNÉES SUR LES FORÊTS (PNDF)

RAPPORT DE LA SITUATION
PROGRAMME NATIONAL DE DONNÉES SUR LES FORÊTS (PNDF)

OBJECTIF DU PROGRAMME

Le PNDP a été créé aux fins de l'élaboration d'une vaste base de données nationale sur les forêts visant à répertorier les activités de gestion des forêts au Canada.

FAITS SAILLANTS EN 1992-1993

1. Au terme de la première année d'application du Programme, le CCMF a publié l'Abrégé de statistiques forestières canadiennes - 1991. Les éditions ultérieures de l'Abrégé refléteront les améliorations apportées à la base de données au fil du temps.

Compte tenu de la forte demande, cette publication a fait l'objet d'une seconde impression. Les commentaires reçus à l'égard de l'Abrégé sont favorables.

2. On a donné suite à la proposition présentée l'an dernier aux ministres membres du Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF) en ce qui a trait à l'élargissement de l'inventaire des forêts du Canada visant à exprimer une vision plus globale.

Il a été convenu d'élaborer des données conformes à la structure de classification internationale des aires protégées et des travaux en cours visant à intégrer cette démarche à l'échelle provinciale. Les données provinciales pourront par la suite être regroupées dans un rapport-synthèse national.

D'ici là, on convient de se servir des estimations nationales existantes aux fins de l'établissement de rapports.

3. Le projet d'élaboration d'une convention à l'égard de la présentation de rapports sur l'état de la régénération des terrains forestiers après la coupe de bois est en voie de réalisation.

Trois provinces mettent en oeuvre à l'heure actuelle des projets pilotes visant à vérifier et à démontrer l'utilité de la méthode proposée.

Point en suspens

La mise en oeuvre du volet du programme axé sur l'information du public est plus lente que prévu, dans une large mesure en raison d'un manque de ressources. On accordera une plus grande priorité à ce volet au cours du prochain exercice.

1^{er} octobre 1992

RAPPORT DU COMITÉ DES COMMUNICATIONS SUR LES FORÊTS CANADIENNES (CCFC)

NOTE D'INFORMATION

OBJET : COMITÉ DES COMMUNICATIONS SUR LES FORÊTS CANADIENNES (CCFC)

ORDRE DU JOUR : Information

Le rapport annuel du CCFC est présenté ci-joint.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Le CCFC, comité permanent du Conseil canadien des ministres des forêts, se compose de représentants des provinces, des territoires et de Forêts Canada. Tous ses membres sont des communicateurs professionnels qui s'intéressent à la promotion d'une image nationale en matière de foresterie. Le Comité se réunit sur une base périodique pour discuter des projets en cours ainsi que pour partager de la documentation et des idées.

SITUATION ACTUELLE

La Saskatchewan assume la présidence du CCFC. Cette province a été l'hôte de la dernière réunion du Comité, qui s'est déroulée à Saskatoon les 17 et 18 juin dernier. Cette réunion, à laquelle ont participé les représentants de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, des Territoires du Nord-Ouest, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et de Forêts Canada, portait principalement sur l'éducation en matière de foresterie. De nombreuses provinces sont à mettre sur pied des programmes d'éducation et les participants ont pu partager une grande quantité d'information utile.

En outre, le Comité a reçu une mise à jour au sujet de la Stratégie nationale sur les forêts et examiné diverses options en matière de communication.

Dans le contexte des restrictions financières actuelles, les provinces continuent d'envisager des possibilités d'unir leurs efforts. En partageant de l'information, par le truchement du CCFC ou par d'autres moyens, elles peuvent tirer avantage de l'expérience des autres et produire la documentation dont elles ont besoin en respectant les normes de qualité et de rentabilité appropriées.

La récente réunion du CCFC tenue à Saskatoon a servi de tribune pour faire un tour d'horizon des divers programmes d'éducation en foresterie dans l'ensemble du pays. Ce partage de renseignements très utiles a été particulièrement avantageux pour les provinces qui sont en train d'élaborer ou d'adapter des programmes d'éducation.

CONSENSUS :

Le CCFC inscrira l'éducation en matière de foresterie à l'ordre du jour de toutes les réunions à venir. Toutefois, le CCFC continue d'avoir pour mandat de conseiller le CCMF sur toutes les questions liées aux communications, notamment en ce qui a trait à l'éducation.

OBJET :

Programme national de données sur les forêts

**ÉTAT DE LA
SITUATION :**

À sa réunion d'avril 1991, le Comité directeur de la base de données nationale sur les forêts a approuvé un programme d'information du public élaboré et présenté par Forêts Canada. Cependant, compte tenu de la réduction des niveaux de financement, on n'a pas encore exécuté ce programme.

L'Abrégé des données statistiques portant sur l'exercice 1990-1991 sera présenté aux sous-ministres dans le cadre de leur réunion de juin.

CONSENSUS :

Chaque secteur de compétence diffusera l'Abrégé selon sa propre stratégie. Sous réserve de l'autorisation budgétaire, on envisagera peut-être de créer un programme national d'information du public au cours du prochain exercice financier.

RÉUNION DES TROIS CONSEILS - PARTICIPATION DU CCMP

NOTE D'INFORMATION

OBJET : RÉUNION DES TROIS CONSEILS CONCERNANT LES AIRES PROTÉGÉES

ORDRE DU JOUR : Discussion

Le président, soit l'honorable Eldon Lautermilch, dirigera les discussions portant sur la réunion des trois conseils du 25 novembre 1992, à laquelle participeront les ministres de l'environnement, de la faune et des parcs et qui a pour objet de discuter de l'achèvement du réseau canadien d'aires protégées. Compte tenu de la proposition visant à faire porter les discussions sur la Convention de la diversité biologique plutôt que sur les aires protégées, il y a lieu d'inviter les ministres des forêts à participer à la réunion. En effet, ces derniers sont les plus directement intéressés par cette question.

ÉTAT DE LA SITUATION

En mars dernier, l'honorable Pauline Browes, ministre d'État à l'Environnement, a fait part au Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) de la nécessité de terminer d'ici l'an 2000 le réseau canadien d'aires protégées. De concert avec le président du Conseil fédéral-provincial des ministres des parcs et le président du Conseil canadien des ministres de la faune, M^{me} Browes a invité le CCME à se joindre aux ministres des parcs et de la faune dans le cadre d'une séance spéciale portant sur les aires protégées. La réunion des trois conseils est prévue le 25 novembre 1992.

Cette réunion tripartite vise avant tout à accélérer l'achèvement du réseau canadien d'aires protégées en renforçant l'engagement politique à l'égard de cette démarche, en lui donnant une plus grande visibilité, en faisant valoir son urgence et en faisant brièvement état des mesures à prendre. On a mis sur pied un comité de planification interconseils, dont la responsabilité première consiste à rédiger au nom des conseils un engagement formel quant à l'achèvement du réseau canadien d'aires protégées. L'engagement proposé est présenté ci-après.

Le CCME s'efforce de faire modifier l'ordre du jour de la réunion de sorte qu'on discute non pas des aires protégées proprement dites, mais plutôt de la Convention de la diversité biologique. En outre, le CCME souhaite que les ministres des forêts participent à cette réunion.

On espère en arriver à une ratification concertée, à un engagement quant à l'élaboration d'une stratégie nationale sur la diversité biologique (processus dont il a été convenu). Par ailleurs, tous les ministres s'entendent sur le fait que le CCME doit devenir le siège du suivi de la Convention de la diversité biologique sur le plan politique.

ENGAGEMENT FORMEL

PRÉAMBULE

Le présent engagement constitue une déclaration publique par laquelle les autorités politiques du Canada s'engagent, d'un commun accord, à terminer, d'ici l'an 2000, le réseau canadien des aires naturelles à protéger. La réalisation de ce réseau sera le fruit de plus d'un siècle d'efforts pour conserver notre milieu naturel. Le fait que trois conseils fédéraux-provinciaux distincts soient parties à cet engagement constitue un signe de l'importance d'une coopération non seulement inter-gouvernementale mais aussi interdisciplinaire. Cet engagement fait suite à bien des résolutions et déclarations internationales - la Stratégie mondiale pour la conservation, la Charte mondiale de la nature, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Sauvez la planète : stratégie pour la durabilité de la vie et, plus récemment, en février 1992, la déclaration du quatrième congrès international sur les parcs et les aires protégées (Caracas); toutes soulignent l'importance qu'il y a à terminer, en toute urgence, partout dans le monde, les réseaux des aires protégées. La Commission mondiale sur l'environnement et le développement a recommandé qu'au moins 12 p. 100 de la superficie de la planète soit réservée à titre d'aires protégées.

Il est entendu que rien dans le présent engagement ne doit nuire aux négociations relatives aux droits ancestraux ou issus de traités, aux revendications territoriales ou à l'autonomie gouvernementale des autochtones.

LES CANADIENS ET CANADIENNES VEULENT PARTICIPER AUX DÉCISIONS RELATIVES
AUX AIRES PROTÉGÉES;

PAR CONSÉQUENT, AU NOM DES GÉNÉRATIONS ACTUELLES ET FUTURES, LES MEMBRES DES
CONSEILS METTRONT TOUT EN OEUVRE :

POUR COMPLÉTER, D'ICI L'AN 2000, LES RÉSEAUX D'AIRES PROTÉGÉES DU CANADA
QUI SONT REPRÉSENTATIVES DES RÉGIONS TERRESTRES NATURELLES DU CANADA ET
ACCÉLÉRER LA PROTECTION DES AIRES REPRÉSENTATIVES DES RÉGIONS MARINES
NATURELLES DU CANADA;

POUR HÂTER L'IDENTIFICATION ET LA PROTECTION DES PRINCIPAUX HABITATS
FAUNIQUE DU CANADA;

POUR ADOPTER DES STRUCTURES, DES STRATÉGIES ET DES ÉCHÉANCIERS POUR LE
PARACHÈVEMENT DES RÉSEAUX D'AIRES PROTÉGÉES;

POUR CONTINUER À COOPÉRER AVEC LES AUTRES POUR LA PROTECTION DES
ÉCOSYSTÈMES, DES SITES NATURELS ET DES HABITATS FAUNIQUE;

POUR VEILLER À CE QUE LES AIRES PROTÉGÉES FASSENT PARTIE INTÉGRANTE DE
TOUTES LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

RÉUNION ANNUELLE DE 1993

SOMMAIRE

LA QUESTION : LA RÉUNION ANNUELLE DU CCMF EN 1993

À L'ORDRE DU JOUR : Point d'information;

Décision quant au choix de l'hôte de la réunion annuelle de 1993.

Formule de financement

VALEUR DES EXPORTATIONS
EN 1991

	CCMF	CIFFC	ICRGP		
Canada	33,3	33,3	3,38	50 %	750 000 \$
Terre-Neuve	3	2,6	,35	1 %	15 463
île-du-Prince-Édouard	1,1	,1	3,66	0 %	93
Nouvelle-Écosse	3,0	,9	5,94	1,4 %	21 561
Nouveau-Brunswick	3,0	1,9	25,70	3,1 %	47 026
Québec	13,8	15,8	23,98	12,5 %	187 354
Ontario	13,8	11,5	4,15	9,5 %	141 804
Manitoba	6,0	4,3	4,49	,4 %	6 319
Saskatchewan	6,0	2,8	6,89	,5 %	7 111
Alberta	8,5	6,4	21,46	1,7 %	25 140
Colombie-Britannique	8,5	15,9	---	19,9 %	298 117
Territoires du Nord-Ouest	---	4,5	---	0 %	0
Yukon	---	---		0 %	12
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	1 500 000 \$

CANADIAN COUNCIL OF FOREST MINISTERS ANNUAL MEETING

Briefing Book

Canadian Council of Forest Ministers

Canadian Interagency Forest Fire Centre

Forest Research Advisory Council of Canada

Canadian Forestry Communicators Committee

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 14 octobre 1992

The Honourable Eldon Lautermilch will welcome the delegates.

CANADIAN INTERNATIONAL IMAGE

EXECUTIVE BRIEFING

ISSUE: CANADIAN INTERNATIONAL IMAGE

TODAY'S AGENDA: Decision Item

Mr. Tom Lee, Assistant Deputy Minister of Policy for Forestry Canada will make a presentation after which the Minister's will be asked if their province supports the Action Plan and at what level they will be willing to fund it.

BACKGROUND:

A committee chaired by Forestry Canada with membership from other provinces has developed the Action Plan in response to a three year old international campaign against Canadian forest management practices, focused primarily in Germany and the United Kingdom. The attack is being led by a coalition of Canadian and European-based environmental groups.

The campaign has focused on Canadian practices of logging old growth and rain forests, clearcutting and overcutting. The negative images used are primarily from BC but are being used to represent forest management across Canada.

Concern exists that the campaign could damage Canada's international reputation and spill over into other world markets, causing Canadian exporters to lose market share.

The three-year Strategic Action Plan proposes to respond to the criticism, targeting trade representatives, opinion leaders, elected officials and government representatives in Europe. Methods used to reach this audience will include diplomatic initiatives, media and industry relations, tours of Canada by key opinion leaders and professional exchanges between Canadian and European foresters. The Action Plan would be directed by the CCFM Deputies Committee.

It is proposed that the elements of the plan be funded according to the CCFM formula (See TAB P). For the first year of the plan, three budget options are included in the proposal, for consideration by the Deputies: \$500,000, \$1 million and \$1.5 million (See Page 11 of the background material).

**INTERNATIONAL FOREST PRODUCTS TRADE
AND THE ENVIRONMENT**

STRATEGIC ACTION PLAN

October 5, 1992

EXECUTIVE SUMMARY

The attached Action Plan is in response to a three year old international campaign against Canadian forest management practices, focused primarily in Germany, and to a lesser extent the United Kingdom. The campaign:

- threatens to damage Canada's international reputation;
- is resulting in the loss of some of the \$4 billion in annual European trade in forest products; and
- could spill over into other markets around the world.

The attack is led by a Coalition of Canadian and European-based environmental organizations whose stated aim is to reduce global consumption of pulp and paper. It focuses on Canadian practices of logging old growth and rain forests, clearcutting and overcutting. It uses negative images of forestry practices - primarily from BC - and projects them on Canada as a whole.

This Action Plan will, in the short term:

- Correct misinformation about Canadian forestry practices;
- Ensure that European environmental trade barriers are not erected; and
- Protect our access to the European market.

In the longer term it will position Canada as an environmentally responsible and sensitive forestry nation, and will reinforce market acceptance of forest products as an environmentally friendly, renewable resource.

The Action Plan will be implemented by a new Issues Management Unit (IMU) located in the Department of External Affairs and International Trade under the direction of the Canadian Council of Forestry Ministers. The IMU will coordinate Canadian activities of federal and provincial agencies, industry associations and companies.

During the first year, this Action Plan will target trade representatives, opinion leaders (including the scientific and professional community), elected officials and government representatives and selected media audiences. Various activities will be undertaken to reach these audiences including diplomatic initiatives, re-establishing industry relations. It also promotes tours of Canada by key European opinion leaders and includes a Professionals Overseas Program, under which professional foresters, researchers or policy makers reside in Europe for a period of time and interact with their counterparts and with other target groups.

A comprehensive evaluation program is included to ensure that the plan remains responsive to the needs of funding partners and reflects the nature of the tactics/approaches utilized by the Coalition.

1. ISSUE

Whether to ~~develop~~ and implement a program to respond to the international campaign against Canadian forest management practices, led by a Coalition of Canadian and European-based environmental organizations which:

- threatens to bring unwarranted and ill-informed political pressure to bear on the foundation of forest management policy;
- threatens to damage our international reputation as an environmentally-responsible nation;
- is resulting in the loss of some of the \$4 billion annual trade in forests products to Europe, and could affect our exports to the United States and the Pacific Rim;
- could have an impact on other areas of export trade and on tourism.

2. PROPOSAL

At the request of federal/provincial Deputy Ministers of Forestry, a federal-provincial committee, with input from industry, has developed a three-year Strategic Action Plan to address these threats facing Canada's forest sector.

This Plan represents a shift from a reactive to a more proactive stance in responding to environmental criticism abroad and is designed to complement sectoral efforts to ultimately position Canada as a world leader in environmentally-sound forest management.

The proposal recognizes that governments have the responsibility to ensure the integrity of the public policy process related to forest management policy and practice. Proposed initiatives complement the industry's efforts which are aimed at responding to environmental pressures, which are having an impact on product sales and market access.

3. OBJECT

The Action ~~has~~ been developed recognizing that the Coalition's campaign has been underway ~~for~~ years, and has been successful in raising concerns over Canada's environmental record in forestry. To counter the campaign and to position Canada in international minds as a responsible steward of the global forest resource, a longer-term program will be needed, one that must involve intensive marketing efforts by industry, a public policy which reflects the changing values of the international and domestic public and active, targeted promotional and educational efforts by both governments and industry.

Immediate objectives of the plan include:

- ensuring that Canadians control their forest policy agenda;
- ensuring that Canada is recognized as a credible and important participant in European debates about global forest management policy and practice;
- correcting misinformation effectively and quickly;
- ensuring that environmental trade barriers against Canadian forest products are not seen by European legislators as relevant or legitimate mechanisms to deal with forest management issues;
- maintaining unrestricted or open access to the European community for our forest products, in order to take advantage of opportunities for future market growth;
- reinforcing Canadian environmental positions on forest management issues.

The long-term objectives are:

- to contribute towards the overall positioning of Canada as a world leader in environmentally-responsible forestry;
- to reinforce Canada's reputation as an environmentally-sensitive nation and as a responsible steward of its forest resources in the global context.
- to reinforce market acceptance of forest products as an environmentally-friendly, renewable resource.

4. PUBLIC ENVIRONMENT

i. ~~Overview~~

The **European** issue is escalating rapidly. It is promoted by a coalition of environmental groups **and** **many** affiliates/associates throughout Europe. The Coalition has publicly said that its **number one** priority is to reduce the global consumption of pulp and paper. It is pursuing its goals by stirring and moulding public opinion, focusing on issues such as the logging of old growth and rain forests, clearcutting, overcutting, excessive industrial development and recycling. Calls for boycotts of certain manufacturer's products has been one tactic utilized in Switzerland, Germany and the United Kingdom. The Coalition has, apart from their focus on forestry practices, launched a campaign against production processes portrayed as environmentally irresponsible (chlorine-bleaching), resulting in

sales ~~levels~~ throughout Europe. To date, the Coalition has used primarily negative images of forestry practices in western Canada, in a generic way, to discredit all forestry practices in Canada as a whole. However, there has been some attention paid to other regions, or producers in Nova Scotia, Ontario and Quebec, and the Coalition has indicated that it plans to broaden their focus to include other contentious sites across Canada. Campaigns of varying effectiveness are under way in a number of countries around the world, but most effort is currently focused in Europe, particularly in Germany and, to a lesser degree in the United Kingdom.

ii. Domestic Public Environment

Forestry Canada has been tracking public attitudes related to forestry for five years. Throughout this period, increased levels of awareness and concern have been evidenced over forest management practices. Despite the recession, the public's concern over assurance of a healthy environment has remained strong. However, there has been a substantial shift in the values that Canadians ascribe to their forests, with forests valued more for the protection of air, water and soil systems (71 percent) and providing habitat for animal and plant life (55 percent), than as a source of economic wealth and jobs (38 percent).

All Canadian attitudes are not negative, as was evidence by a 1992 Decima survey which showed that Canadians give their country a high ranking – second only to Scandinavian countries – in the area of environmental protection and acknowledge that the industry is making progress on the environment, but they think there is still much to do. While recognizing the economic importance of forestry, they are not prepared to sacrifice the environment to maintain jobs. They believe that both goals can be achieved through wise stewardship.

The research indicates that Canadians want Canada to continue to maintain a good environmental image abroad, while effectively addressing its resource management issues at home.

iii. European Public Environment

The ~~public's~~ public's environmental concerns are overwhelmingly focused on the issue of ~~po~~ mainly of air and water – and its health implications.

Research indicates three main trends in Europe:

- Europeans care most about air and water quality, toxic waste and damage to the landscape.
- Higher levels of environmental concern exist in northern Europe than in southern Europe.
- Local concerns still take precedence over others, although levels of concern about the global environment are mounting.

There is increasing concern over resource depletion, and this is centred on forests. Concern has concentrated on the destruction of tropical rain forests, although as Europeans are faced with images and reports of the harvesting of temperate rain forests in Canada, concern is mounting there too.

Overall, Europeans continue to have a romantic wilderness image of Canada, albeit based more on ignorance than fact. This lack of knowledge makes it simple for opponents to use powerful visuals to shatter this image and negate our concerted efforts to set the record straight.

As well, European legislators are becoming a target of environmentalists' messages and are increasingly sensitive to environmental regulations in the face of growing public concern.

5. STRATEGIC CONSIDERATIONS

In developing the Action Plan, a number of considerations have been taken into account which include the following:

- i. A strategy based solely on countering criticism abroad will be ineffective without concerted effort aimed at countering and responding to our domestic critics. Domestic communications activities should be re-examined to ensure that they are addressing these criticisms and are complementary with the objectives of this strategy.
- ii. Recognizing that the Coalition's campaign has been under way for more than three years, a short-term (one-year) strategy could only be viewed as a stop-gap measure, and is unlikely to have considerable impact on European attitudes or effectively promote understanding of Canada's environmental record. Moreover, it is necessary to recognize the financial commitment being made by the campaigners. For example, the cost of a single direct mail campaign by environmentalists in Germany was \$2.5 million. Added to this are the unpaid labors of volunteers and other activities (demonstrations, fund raising, letter campaigns, etc.) of the Coalition in Canada and around the world.
- iii. Many Canadian stakeholders have an interest in this issue — federal government departments, provincial governments, business, labour and numerous forestry-dependent communities. Through the efforts of the National Forestry Advisory Group, established three years ago, progress has been made in co-ordinating activities. This Action Plan will provide the essential framework for future national co-ordination of efforts.
- iv. Some of Canada's forest management practices are unacceptable, not only to Europeans but also to Canadians. While practices have changed, and will continue to change, these improvements have not been adequately presented to European audiences. It is worth remembering that some of Canada's forest management practices will never be acceptable to some elements of the international environmentalist community.

- v. Major ~~problems~~ that must be recognized in implementing a plan include:
- The European media generally understand little about Canada's forests and forest management practices. Their reports are based largely on misleading, sensational information disseminated by the Coalition. By the same token, Canadians understand little about European media and about the exact nature of European environmental concerns.
 - Communications initiatives run the risk of getting ahead of changes in operational policy and practices. Policy considerations must come first with communications activities capturing and capitalizing on these changes.
 - To date, there has been little quantitative market research. Some aspects of the current issue are well understood, and communications activities can address them in the short term. However, some immediate environmental scanning is needed to better understand evolving political and social issues. Targetted activities based on sound knowledge will not only be more effective but also much more ~~cost~~ efficient.
 - More information is needed to address the perception of disrupted aboriginal lifestyles as a result of forestry management practices. This is a particular problem in Germany, although criticism is increasing in the U.K.
 - Work is needed to gain a better understanding of how to overcome the cultural and linguistic differences throughout Europe and how these various publics differ in their views of Canadian forestry practices.
- vi. To date, the main focus of coalition pressure has been directed at forestry practices in British Columbia (B.C.). If B.C. producers lose their European market, their products will be moved into other markets, directly displacing, competing with or affecting the pricing of products from other provinces. The Coalition has indicated that it plans to focus on sites/issues across Canada, linking these with certain products and retailers overseas. Notwithstanding the fact that forestry is a provincial area of responsibility, it is clear that the federal government and the provinces, through the Canadian Council of Forestry ~~Products~~, all have a role to play in developing an effective Canadian response to the international campaign. The ultimate goal of the Coalition is to direct criticism at all Canadian forest products and thus create a threat to Canada's efforts to secure and enhance forest products trade globally.
- vii. The underlying values that Canadians place on their forests reflect the way in which our society values this resource and how they feel it should be managed. The current conflicts in Canada over forest management reflect the competing interests that exemplify these divergent forest values. Canadians share concern about many of the issues being

raised by overseas critics -- including clearcutting, overcutting and the preservation of old-growth forests. There is a shift in public values throughout the developed world, and while resource management policies are changing to reflect these shifts, this is being portrayed as not occurring as quickly as desired by the Coalition.

- viii. Based on research and intelligence provided by European missions as to the focus of campaigners' efforts, there is a definite need to initially concentrate activities in Germany, the U.K., and with the European Commission, and try to limit the extent of the problem to these locations. While all European Posts require support material explaining Canada's forest management record, there is no need at the present time to consider intensive communications activities elsewhere in Europe, though this focus will be re-evaluated on a semi-annual basis. Implementation of the Action Plan and the determination of target markets will be governed by an issues management matrix, attached as Appendix A.

6. PROPOSED ACTION PLAN

i. Organizational Structure

An Issue Management Unit (IMU) will be established within External Affairs and International Trade Canada in Ottawa. This group will have primary responsibility for implementing the Action Plan and coordinating efforts overseas. Establishment of this unit will ensure consistency of federal/provincial/industrial activities, messaging and improve co-ordination of the delivery of communications products in Europe and elsewhere.

The Action Plan will be directed by the Canadian Council of Forest Ministers (CCFM) Deputies Committee, which will receive a semi-annual report and an annual evaluation on the implementation of the program. A new Issue Management Committee (IMC) reporting to the CCFM Deputies will be formed, comprised of one representative each from Forestry Canada, External Affairs and International Trade Canada, provincial representatives, two observers from industry (representing the pulp and paper and lumber sectors), and one observer from Industry, Science and Technology Canada. The IMC will oversee the Plan's implementation, direct the activities of the IMU, and will report to CCFM Deputies on the implementation of the Plan. This Committee will also be responsible for reviewing project implementation in terms of targetting of activities and the delivery of projects under the plan. It will meet no fewer than four times a year and will receive a monthly activity report from the IMU.

A national advisory group composed of all provinces and selected industry associations will continue to meet to review the Plan and discuss developments to ensure co-ordination and collaborations with all stakeholders. This group will play a consultative role to the IMC.

The Plan is designed to utilize the personnel of Canadian Embassies and Missions abroad as the focal point of all activities. Posts will work closely with COFI, the CPPA and provincial representatives overseas. Decisions about the type and nature of response/activities will be based on the recommendations of the Posts and Missions.

ii. Audiences to be addressed in Year 1

It is accepted that the cost of directly reaching the general public through mass media advertising is completely beyond the financial reach of governments. Recognizing that the ultimate target of the environmental campaign is the general public, the aim of this strategy is to work through various groups -- the trade, media, opinion leaders and other influencers of public opinion -- to reach them in an indirect manner. This is deemed the most efficient and cost-effective means at our disposal.

The approach and targetting of activities utilized by the campaigners in the European market indicates that two key groups -- the trade and the media in Europe -- should be used during the first year to reach the intended public audience. Several other audiences will further strengthen these efforts. The effectiveness and appropriateness of targetting these audiences will be evaluated at the end of the first year, and adjustments made as required.

a. *Trade*

Agents, importers, buyers and publishers must be made aware of the magnitude of the Canadian forest, of the soundness of Canadian forestry practices and of the environmental friendliness of Canadian forest products.

b. *Media*

Included are Canadian-based European correspondents and European journalists in general, with special emphasis on business and environmental reporters and on the trade media. Editorial Boards will also be contacted. In addition to the media and trade group, there are several other target audiences:

c. *Professional/scientific community*

Professional associations, foresters, research scientists, academics.

d. *Opinion leaders*

These include the business community, policy-makers, diplomatic community, Chambers of Commerce, Boards of Trade and service clubs.

e. *Selected officials/governments/multilateral organizations*

Parliamentarians, etc. in individual countries, government representatives, and Members of the European Parliament and staff of the commission, EC Commissioners as well as other multilateral organizations such as FAO, OECD, etc.

iii. *Activities*

A variety of initiatives are under way in Canada to address public concern regarding forestry. This strategy builds on these initiatives and their related communications activities – provincial forest management initiatives and policies, the UNCED meeting in Brazil, the Green Plan, the National Forest Strategy and the Canada Forest Accord. The strategy will be complemented by ongoing diplomatic initiatives designed to reinforce Canada's international reputation and positioning as an environmentally-responsible nation.

a. *Diplomatic Initiatives*

Diplomatic consultations through a variety of bilateral and multilateral mechanisms will continue, aimed at ensuring that this issue does not move into the political arena in a manner similar to that experienced with other issues such as native rights, sealing or tropical hardwood lumber exports. Ongoing lobbying efforts will be reinforced. Posts will closely monitor and report on any regulatory initiatives which may be directed against or have an impact on Canadian interests. Provincial representatives overseas will also be key players in delivery of the Action Plan and efforts made to actively involve them in the delivery of the Action Plan. They will work closely with Posts/Missions abroad in implementing the plan, in lobbying efforts, and in gathering/sharing information with all concerned parties.

The issue of the conservation and sustainable development of forests world-wide among the priority items on the international agenda. Canadian forestry is under severe national and international criticism; it is, therefore, in Canada's economic and environmental interest to establish standards of forestry practices that can face national and international scrutiny. Efforts are underway to establish a clear code of forestry practices, provide environmentally sound forest management guidelines and formulate internationally accepted criteria for sustainable forestry.

Forests emerged as one of the most high profile issues during the preparatory process towards UNCED and at the Earth Summit. Canada played a leading role in this debate and promoted the need to negotiate an International Convention on the Conservation and Sustainable Development of Forests. A Forests Convention can provide the basis for establishing internationally agreed norms of forestry practices against which Canada's forestry practices can be judged fairly.

While the Canadian objective of a Forests Convention was not realized at UNCED, a set of Guiding Principles on the Conservation and Sustainable Management of Global Forests was formulated at the Earth Summit under Canadian leadership. These Guiding Principles, as well as Canada's domestic and international model forests initiative, will form the basis for further negotiations on formulating internationally agreed norms of forestry practices.

b. Canadian tours

Tours of Canada's key forest regions by opinion leaders, including selected European journalists, will be organized and funded, in co-operation with industry. Posts abroad will continue to identify appropriate opinion leaders to be invited to see, first hand, Canada's forest management operations. The tours will be coordinated by EAITC.

c. Ministerial/Trade Missions

These missions will build on existing initiatives, and will be designed to ensure that participants share common messages and promote Canada's interests abroad.

Federal and provincial ministerial missions will be used as an opportunity to meet with key opinion leaders and legislators and can play a key role in advancing communications efforts. Industry representatives will be included in these missions with audiences as appropriate.

Consistent messages focused on a well-planned agenda must be developed. All ministerial missions to Europe will, when appropriate, incorporate opportunities to promote Canada's forest management record.

d. Professionals Overseas Program

The active participation of professional foresters, researchers and/or policy makers, is a key initiative of this Action Plan. The presence in Europe of Canadian professionals will complement industry tours now being staged by the Canadian Pulp and Paper Association and member companies. Opportunities will be pursued to ensure co-operation with the industry in this program. The professionals will reside in Europe for a specified period of time (3-6 months or longer) to interact with their counterparts and participate in programs directed at the trade, opinion leaders, the professional community and media. Speaking

engagements and meetings with various target groups (opinion leaders, academics, **government** officials, select media, professional meetings) will be arranged by the IMU and Posts.

e. *Media relations*

Media relations activities will be intensified by Public Affairs Officers at Posts in London, Brussels, Bonn and Dusseldorf. Interventions by Posts have already taken the "bite" out of some media reports, and more time will be spent providing Posts with the necessary training and tools to enhance their public affairs efforts. Care will be taken in identifying media contacts and opportunities so as not to raise the profile of the issue in those instances where such efforts may be counter-productive. In addition, media packages will be developed. Stock video footage will be provided to the media covering Canadian forestry issues.

f. *Industry relations*

Foreign industry representatives (agents, importers, producers) have already been approached to support the Coalition's campaign against Canadian forestry practices and products. To forestall the Coalition's efforts, these representatives will receive accurate and carefully-packaged information representing the Canadian point of view. An industry information kit will be distributed. The industry relations initiative will be linked to the Professionals Overseas program and ministerial/trade missions, as well as with ongoing industrial trade promotion activities in European missions. Canadian industry representatives will be encouraged to collaborate with provincial governments in strengthening relations with the trade overseas.

g. *Support Materials*

Factual printed information must be widely distributed in Europe. There is a lack of adequate material including graphic photographs. Publications are needed on a variety of topics. Proper "linguistic adaptation" of materials, rather than translation, is also needed. While printed information is one of the most effective of getting our message out, cultural and linguistic differences in Europe **and** focus testing of materials. In addition, targeted distribution plans, based on research, are needed for all publications.

h. *Post personnel training*

Diplomatic personnel will play a key role in all efforts, and therefore need to be knowledgeable about the issues. Staff need to have a sense of commitment developed through acquiring an intimate knowledge of the situation. Plans are to hold an annual training seminar, either in Ottawa or Brussels. Consideration will be given to involving industry representatives based in Europe. All outgoing and incoming mission staff will be briefed regularly. Media training will also be provided to certain personnel.

i. ***Model forests***

The proposal to develop an international network of Model Forests in both the developed and developing world will be pursued. This will help to both promote awareness of the differences in forestry between Canada and Europe and also promote awareness and understanding of Canadian forestry practices. Model forests will also demonstrate Canadian leadership and may help pave the way for the development of international codes of practice and standards

j. ***Program advice/environmental scanning/evaluation***

Post personnel are well situated to manage and deliver many elements of the Action Plan in Europe. However, the expert advice of experienced professionals based in Europe with knowledge of the peculiarities and differences between, and within, target markets and audiences, will be essential to advise staff overseas of specific activities required.

Environmental scanning is an integral part of the Action Plan, and will provide a better understanding of the nature of the issue within a target market, will allow for the monitoring of developments, will help to determine future activities of the Coalition and will ensure that activities and support material reflect the interests of individual target audiences.

Such scanning will include enhanced media monitoring efforts and liaison with key groups -- environmental, industry, government -- to track the issue and monitor developments. Market research is also needed to have a thorough understanding of the audience, the depth/nature of their concerns and their receptivity to our messages. Efforts will be taken to ensure that the messages are not "over-communicated", that is to say that the issue is not raised in markets where it is not currently an issue of concern. However, time is of the essence in launching a campaign. Some short-term research is needed, coupled with the use of existing poll results to proceed with timely action.

Ministers will require regular assessments of the progress achieved under this plan. A variety of evaluation criteria will be utilized, including baseline data, semi-annual qualitative surveys of mission personnel, provincial and territorial representatives based in Europe and selected clients. A formal annual review exercise will be carried out and provided to CCFM Deputies.

7. THEMES/MESSAGES

Based on a number of overriding themes, messages will be developed in close collaboration with the Posts/Missions, and will reflect the concerns/attitudes of target publics in individual markets. This will ensure the receptivity of the audience to the messages, will forestall raising the profile of issues which are not of concern within a given market, and will allow linkage with the attitudes/values/knowledge of the intended target audience.

The over-riding themes from which individual messages will be developed include:

- Canada possesses a vast and diverse forest resource, representing 10% of the world's forests. The magnitude and diversity often require forest management regimes different from those in other parts of the world.
- Canadians care about ensuring a healthy environment and share this concern with people around the world. Concrete action is being taken in terms of recycling, pollution control, endangered species, wilderness preservation, etc.
- Canada recognizes that errors have been made in forest management practices, largely because of inadequate knowledge or information and innovation will help us learn to avoid mistakes in the future.
- The values the public in the developed world places on global forests have been changing rapidly, expanding to embrace forests' ecological role in moderating and cleaning the environment. In Canada, forest management policy and practice are changing to reflect these values.
- Many problems and concerns we face are common to all forest nations. Through coordinated research and development programs, shared information and joint ventures, we can all learn how to ensure our forests are managed on a sustainable basis.
- The key to ensuring an adequate supply of timber from Canada's forests is through responsible management, waste reduction and efficient utilization.

8. BUDGET

The budget options outlined below represent annual expenditures for a program to be conducted over three years. New plans will be developed each year, updated to reflect results achieved and research carried out. The cost of individual activities will be adjusted annually, certain activities added, reduced or eliminated, and a proposed budget presented to CCFM Deputies for approval. Certain costs, such as those associated with salaries and the operation of the Issue Management Unit at EAITC, will be funded federally. All funding is to be incremental to regular funding of all contributing parties.

Table III

PROGRAM BUDGET (Year 1 of 3)		
ACTIVITY	OPTION 1	OPTION 2
Diplomatic Strategy	—	—
Program Advice/Environmental Scan/Evaluation	150	200
Tours	70	150
Min/Trade Missions	—	—
Professionals Overseas	300	500
Media Relations	75	150
Industry Relations	25	25
Support Materials	300	395
Post Pers/Media Training	80	80
Model Forests	—	—
TOTAL	\$1.0M	\$1.5M

Option 1: At this level of funding, material will be available in reasonable quantities (in English, French and German), and will be distributed to primary audiences. An effective Professional Business program will be undertaken. Two visiting tours of European opinion-leaders can be funded, and collaborative efforts with industry can also be funded at reasonable levels. The program can be delivered in Germany, the U.K. and at Brussels, and basic material will be available at all Posts.

Option 2: This option ensures broad coverage of all audiences in target markets in a number of languages. It will allow for in-depth and comprehensive activities throughout Europe.

**UNITED NATIONS CONFERENCE ON
ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT (UNCED)**

EXECUTIVE BRIEFING

ISSUE: UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT
(UNCED)

TODAY'S AGENDA: Decision Item:

In June, 1992, the CCFM Deputy Ministers established a Steering Committee on UNCED Follow-up under the Chairmanship of Dr. Jag Maini, Forestry Canada. As a preliminary step a multiple stakeholder Ad Hoc Advisory Group met in Vancouver on September 23 to review the issues. Dr. Maini will give a presentation of the deliberations of the meeting and the Ministers will be asked to support the recommendations formulated at the meeting. (See page (i) of the background material).

BACKGROUND:

Since the early 80's, forest have emerged on the international policy and science agenda, largely from an environmental perspective. In context for these developments and of Canada's tarnished forestry image, UNCED provided a unique opportunity to advance the following three strategic items on the Canadian forestry agenda:

1. Practice sustainable forest management in Canada
2. Protect Canada's international trade in forest products, and
3. Share Canadian know-how with developing countries.

The following two forest related documents were finalized at the Earth Summit in Rio, June 3 to 13, 1992:

1. Guiding Principles (GPs) on forests which have both national and international dimensions.
2. Agenda 21 which largely provides the basis for Canada's international assistance in Forestry.

**UNCED FOLLOW-UP
BY
CANADIAN COUNCIL OF FOREST MINISTERS**

**J.S. Maini
Chairman, CCFM Committee
on
UNCED Follow-Up**

1 October 1992

UNCED FOLLOW-UP BY CCFM

EXECUTIVE SUMMARY

Forests emerged on the international policy and science agenda in early 80s, largely from an environmental perspective. In context of these developments and of Canada's tarnished forestry image, UNCED provided a unique opportunity to advance the following three strategic items on the Canadian forestry agenda:

- (i) Practise sustainable forest management in Canada,
- (ii) Protect Canada's international trade in forest products, and
- (iii) Share Canadian know-how with developing countries.

The cross-connection between items (i) and (ii), as a response to "green" consumerism demanding "green" forest products is obvious. The following two forests-related documents were finalized at the Earth Summit in Rio:

- o Guiding Principles (GPs) on Forests which have both national and international dimensions
- o Agenda 21 which largely provides the basis for Canada's international assistance in Forestry

In June 1992, the CCFM Deputies established a Steering Committee on UNCED Follow-up under the Chairmanship of Jag Maini, Forestry Canada. As a preliminary step a multiple stakeholder Ad Hoc Advisory Group met in Vancouver on September 23 to review the issue. Based on the deliberations at this meeting, it is recommended that:

- (i) Canada continue to champion the cause of sustainable forest development in Canada and world-wide.
- (ii) CCFM serve as the focal point to implement UNCED follow-up by Canada
- (iii) The UNCED follow-up actions be integrated, as far as possible, with the NFS follow-up actions. A preliminary comparison of the two initiatives shows significant convergence in their objectives.
- (iv) Provincial and Territorial Ministers agree to take the responsibility to implement the UNCED follow-up actions in the Provinces and the Territories and the Federal Minister of Forests to continue to lead future international deliberations and initiatives.
- (v) CCFM foster the formulation of national guidelines on sustainable forest management based on internationally accepted criteria.
- (vi) In developing UNCED follow-up action plan, consultations with multiple stakeholders be undertaken under the guidance of the CCFM Steering Committee on UNCED Follow-up. An action plan be prepared for the consideration and approval of the CCFM at their meeting in 1993. This plan will include explicit proposals for integrating UNCED follow-up with NFS follow-up actions.

TABLE OF CONTENTS

	PAGE
EXECUTIVE SUMMARY	(i)
CONTEXT	1
UN CONFERENCE ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT (UNCED)	1
UNCED FOLLOW-UP BY CANADA	3
Ad Hoc Advisory Group Meeting - Vancouver	3
Commonality between UNCED Follow-up and NFS Follow-up	3
Recommendations	3
General	3
Guiding Principles	4
CONCLUSIONS	5

UNCED FOLLOW-UP ON 'FORESTS'

CONTEXT

1. Forests emerged on the international policy and science agenda in early 80s, largely from the point of view of their environmental role, particularly in terms of:
 - o tropical deforestation and the associated loss of biodiversity as well as an increase in the concentration of greenhouse gasses leading to global warming;
 - o forest decline associated with acid rain, particularly in Europe.

These environmental concerns have lead to the need to protect world's forests and to a rise in "green" consumerism that demands "green" forest products from "green" forests, manufactured with "green" technologies. While it is technologically possible to develop and employ "green" technologies we face the challenge to define "green" forestry, to protect our international trade interest. "Green" or environmentally sound forestry practices must be defined in terms of national guidelines based on internationally accepted criteria for sustainable forest management. There is an urgent need to improve Canada's tarnished image vis-a-vis forestry practices, and to protect Canadian international trade interests.

2. The UN Conference on Environment and Development (UNCED) provided a unique opportunity to advance the following three strategic items on the Canadian forestry agenda:
 - (i) Practice sustainable forest management in Canada
 - (ii) Protect and maintain international trade in forest products, and
 - (iii) Share Canadian know-how and knowledge (i.e., international assistance) with developing countries to promote conservation and sustainable forest development.
3. The cross-connection between the environment and economic development and between items (i) and (ii) above is obvious. Canada, a forest nation with 10% of world's forest cover and with nearly 25% of international trade in forest products, has a major stake in any international deliberations on forests, forestry, forest environment and trade in forest products. This is particularly crucial when the Canadian forestry practices are under national and international scrutiny and Canada's forestry image tarnished.

CONFERENCE ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT (UNCED)

4. Two years of intergovernmental deliberations and negotiations at four meetings of the Preparatory Committee preceded the Earth Summit at Rio held during June 3 to 13, 1992. Forests, along with financial assistance from the North to the South, became the two most contentious issues negotiated during four Ministerial level meetings at Rio. Unfortunately, the Forests issue emerged as the microcosm of the North-South conflict and confrontation, instead of serving as a rallying point to mobilize international cooperation towards the conservation and sustainable forest development, as Canada had hoped.
5. At the first meeting of the Preparatory Committee held in Nairobi during August 1990, the Forests issues was formulated largely from an environmental perspective, under the title "Combating Deforestation". Through the efforts of the Canadian delegation the

debate was structured under the title "Management, Conservation and Sustainable Forest Development". Also, the world forestry community, except Canada, was absent at Nairobi and the issue was largely deliberated among the environmental and diplomatic communities. The Canadian delegation recognized the need to engage the Canadian and the international forestry community in order to formulate, manage and eventually deliver on the forests agenda. Consequently, the involvement of the Forestry community was added as the fourth additional item on Canada's UNCED agenda.

6. Canada took the lead in advancing the need to formulate a legally binding international agreement (i.e., Convention) on global forests and mobilized the OECD countries to support this initiative. The developing countries ("G-77") were suspicious of this North-driven initiative. At the second Preparatory Committee held meeting in Geneva, there was a general agreement to formulate a set of "Guiding Principles on Global Forests". During the two-year period leading to, and at the Earth Summit, Canada continued to play a leadership role through world-wide networking and preparation of a number of multilingual concept papers that attempted to clarify the issues and propose draft "Statement of Principles". These initiatives influenced the international debate, actively engaged the Canadian and international forestry communities with the forests issue and situated Canada in a position of influence and leadership.

7. Finally, the following two documents on forests were negotiated at Rio:

- o Guiding Principles on Forests

These Principles have both national and international follow-up implications.

- o Agenda 21: Forests

Most of this document provides the basis for international cooperation and assistance.

UNCED FOLLOW-UP BY CANADA

AD HOC ADVISORY GROUP MEETING - 23 SEPTEMBER 1992 - VANCOUVER

8. It is in the interest of the Canadian forests sector (e.g., international trade, competitiveness, economic and environmental considerations) that Canada pursue the UNCED follow-up action seriously and engage different stakeholders in its implementation. During June 92 meeting of the CCFM Deputies it was agreed to form a CCFM Implementation Committee, under the Chairmanship of J.S. Maini, Forestry Canada, to review the implementation of the UNCED follow-up actions. Considering the high profile of the forests issue in Canada and based on the past experience with the consultation process undertaken during the preparations towards the UNCED, it was considered essential to "legitimize" the follow-up actions process in a step-by-step approach. Consequently, a small Ad Hoc Advisory Group composed of the Provinces, Industry, Aboriginals, NGOs, Labour, Forestry Deans, and CIF, was invited to a one-day meeting in Vancouver on UNCED follow-up. The meeting was open to all members of the CCFM and to only selected individuals from the other stakeholder groups. Representatives of the provinces of B.C., Alberta, Ontario and Nova Scotia participated in the meeting. Manitoba indicated its intention to participate, but was unable to do so.

COMMONALITY BETWEEN UNCED FOLLOW-UP AND NFS FOLLOW-UP

9. Prior to the meeting in Vancouver, Forestry Canada undertook a preliminary analysis of the features that were common to the UNCED Guiding Principles and the National Forest Strategy. This preliminary assessment suggests that both the UNCED Guiding Principles and the NFS have convergent objectives and that to a considerable extent, it should be possible to undertake the domestic follow-up through the NFS plan.

RECOMMENDATIONS

10. Based on the deliberations of the Ad Hoc Advisory Group, the following recommendation are made for the consideration of CCFM.

General

- o Canada should continue to champion the cause of sustainable forest development in Canada and worldwide and should engage various Canadian stakeholders and international partners in achieving this objective, and eventually an International Convention on Forests.

(This would contribute positively to Canada's image, international trade interests, and to Canadian economic and environmental interests).

Guiding Principles

The implementation of the Guiding Principles has both domestic and international dimensions. There is a need to clarify the responsibility for the overall follow-up actions as well as for specific implementation actions, possibly along the following lines.

- o Internationally, ensure that the proposed UN Commission on Sustainable Development (UNCSD) is proactively engaged in the UNCED follow-up actions on the forests initiative and to maintain the momentum. UNCSD should serve as the main forum for pursuing post-UNCED forests agenda, hopefully leading to an International Convention.
- o Domestically, on behalf of Canada and through the Federal Minister of Forests, CCFM should assume the role of the "trustee" of the UNCED follow-up actions on Forests.
- o The Provincial and Territorial Ministers have primary responsibility for the implementation of the follow-up actions in the Provinces and the Territories.
- o The Minister, in consultation with the Provincial and Territorial Ministers, should lead national initiatives such as Canada's continued international leadership role, reporting Canada in the development of the international criteria for sustainable forest development and continue to work towards an International Convention on Forests.
- o Consideration should be given to the role of aboriginal people in context of the current deliberations on the Constitution and the third level of the government.
- o As far as possible, integrate UNCED follow-up actions with the NFS follow-up actions, with a clear assignment of responsibility, accountability, periodic assessment and reporting.
- o Under the guidance of the CCFM Steering Committee on UNCED Follow-Up, undertake a Canada-wide consultation process on the formulation of the national implementation plan on the UNCED follow-up actions.

- CCFM should provide the leadership on the formulation of national guidelines on the conservation and sustainable forest development, based on internationally accepted criteria. This should involve harmonization of numerous codes of practices and guidelines developed by the provinces and professional organizations. THIS IS THE MOST CRITICAL FOLLOW-UP ACTION FOR CANADA.
- CCFM-lead follow-up actions should be open, transparent and inclusive, and undertaken with the active involvement of a wide variety of stakeholders, in accordance with the new standards set by Canada during the UNCED process, known as the "Rio Way".
- The talents and considerations involved in managing the international agenda are different from those engaged in the implementation of the Guiding Principles and NFS domestically. Consideration should be given to the establishment of a separate group to deal with international dimensions of the Guiding Principles, Agenda 21: Forests and other initiatives such as international criteria, codes and standards. These activities should be closely coordinated with the international image initiatives. The federal government should play a lead role in the implementation of this item.
- The Federal Minister of Forests should periodically report to CCFM on Canada's international assistance activities in support of Agenda 21: Forests.

CONCLUSIONS

The CCFM is requested to:

- Affirm commitment to CCFM's and Canada's continued national and international leadership roles respectively in promoting the conservation and sustainable development of forests in Canada and world-wide.
- Accept the role of the "trustee" to UNCED follow-up actions in Canada
- Agree that the Provincial and Territorial Ministers will assume the responsibility for the implementation of UNCED follow-up in their area of jurisdiction in accordance with a well defined and approved plan of action.
- Agree that the Federal Minister of Forests lead the international deliberations and negotiations, including the formulation of international criteria and developments leading to an International Convention on Forests.
- Undertake the formulation of national guidelines on the conservation and sustainable development of forests.
- Foster, as possible, integration of UNCED and NFS follow-up actions, and of their periodic assessment and reporting.

1 October 1992

J.S. Maini, Chairman
CCFM Steering Committee
on UNCED Follow-Up

NATIONAL FOREST STRATEGY

EXECUTIVE BRIEFING

ISSUE: IMPLEMENTATION OF THE NATIONAL FOREST STRATEGY,
SUSTAINABLE FORESTS: A CANADIAN COMMITMENT

TODAY'S AGENDA: Decision Item:

Mr. Andre Rousseau, Senior Policy Advisor with the CCFM Secretariat, will be giving a presentation on the options for the implementation of the National Forest Strategy. The Minister's will be asked to support a number of recommendations relating to implementation, review and evaluation, communications, co-ordinating structure and the financing (See Pages (i) to (iii) of the background material).

BACKGROUND:

In November of 1990, the Canadian Council of Forest Ministers (CCFM) began the development of a new national forest strategy with extensive public consultation. Regional forums, held in locations across the country, involved a broad cross-section of Canadians with an interest in the future of their forests.

These productive discussions led to the new National Forest Strategy Sustainable Forests: A Canadian Commitment, which was presented to the National Forest Congress in March 1992. Commitment to the goals of the Strategy was further confirmed with the first Canada Forest Accord, signed at the Congress by representatives of all provincial governments, Forestry Canada, industry and conservation organizations. The CCFM undertook the role of trustee, to lead and to monitor the pursuit of the goals outlined in the Strategy.

A task force, made up of representatives of Accord signatories, has prepared a proposal, to be presented at the CCFM's annual meeting, to ensure the Strategy is planned, implemented, monitored, evaluated and reported in a consistent manner across the country and internationally.

Note: The following 12 pages will be used by Mr. Rousseau in his presentation to the Ministers.

SUSTAINABLE FORESTS: A CANADIAN COMMITMENT

"PROPOSED" CCFM ACTION PLAN (draft)

Commitment:	1.6	Working definitions of biodiversity
Strategic Direction:	1.0	Forest Stewardship: The Forest Environment
Objective:	Ensure forest management activities maintain the diversity of our forests.	
Accomplishments to date:	Various definitions have been proposed by many domestic and international agencies, which can be used as the basis for developing a working definition in Canada	
Product definition:	By 1995, governments, in consultation of the forest community and the public, will develop working definitions applicable to Canada's forests.	
Accountability:	Leader: Partners:	CCFM <governments> Forestry Canada Provincial governments Territorial governments Forest community (especially forestry schools) The public
Linkages:	Other commitments:	1.7 Report on forest biodiversity 3.4 National Database Program 3.5 Indicators
	Other initiatives:	- Development of National Strategy for Biodiversity, under U.N. Convention - Domestic implementation of the Global Biodiversity Strategy

Delivery schedule:

Deliverables	Account-ability	Due Date	Completion Date	Comments
1. Technical Committee (TC) established	CCFM	March 93		CCFM members and universities represented
2. Requirements for working definitions reviewed	TC	Dec. 93		
3. Current definitions reviewed	TC	Dec. 93		Domestic and international
4. Draft proposal of working definition	TC	March 94		
5. Report to CCFM	TC	Oct. 94		
6. Forest sector consultation	TC	Dec. 94		Workshop
7. Final report	TC	March 95		Recommendations
8. Implementation	CCFM	Dec. 95		

Baseline Data:

- Results of genetic diversity research on Canadian trees and wildlife
- Committee on a Status of Endangered Wildlife in Canada listings, plant/animal ecoregion data base
- Federal and provincial classification systems
- Number of definitions, 1992 versus 1995

Communications:

- Release of information on formation and cooperative composition of technical committee
- Publication of draft and final reports
- Information on implementation

Resources (estimate):

Existing:	\$ 10,000 (A-base)
New:	\$ 30,000 (Support of Universities)
Total:	<u>\$ 40,000</u>

Date: September 23, 1992

SUSTAINABLE FORESTS: A CANADIAN COMMITMENT

CCFM ACTION PLAN (draft)

Commitment:	1.7	National reporting system on state of forest biodiversity
Strategic Direction:	1.0	Forest Stewardship: The Forest Environment
Objective:		Ensure forest management activities maintain the diversity of our forests.
Accomplishments to date:		Some preliminary analyses of tree species diversity have been undertaken, and contracts established to undertake further refinements. Research on data collection is also underway.
Product definition:		By 1995, establish a system for reporting nationally on the state of forest biodiversity.
Accountability:	Leader: Partners:	CCFM State of the Environment Reporting Service (SOER)
Linkages:	Other commitments:	1.6 Working definitions of biodiversity 3.4 National Database Program 3.5 Indicators
	Other initiatives:	<ul style="list-style-type: none">- Site Classification Committee, under Green Plan, seeking to improve compatibility of Canadian systems- SOER and National Forestry Database promoting cooperation in database structure- Preliminary assessment of genetic diversity conservation undertaken and being refined

Delivery schedule:

Deliverables	Account-ability	Due Date	Completion Date	Comments
1. Reporting assessment of tree species diversity completed	ForCan	March 93		Underway
2. Support of research on indicators	CCFM	March 93		SOER involved
3. Review of indicators already in use	ForCan	Dec. 93		Domestic and international
4. Draft proposal of reporting system Inventory Committee	ForCan	March 94		Review by Canadian Forest
5. Report to CCFM	ForCan	Oct. 94		
6. Forest sector consultation	CCFM	Dec. 94		Workshops
7. Implementation	CCFM	Dec. 95		

Baseline Data:

- Existing reportint systems
 - National accounts environmental proposals
 - Preliminary results of tree species diversity assessment
 - Federal and provincial site classification systems
 - National reporting system in place
- yes / no

Communications:

- Publication of tree species diversity results
- Preliminary reports in State of Forests reports
- Information on implementation

Resources (estimate):

Existing:	\$ 30,000 (ForCan contracts)
New:	\$ 150,000 (Research support)
<hr/>	
Total:	\$ 180,000

Date: September 23, 1992

SUSTAINABLE FORESTS: A CANADIAN COMMITMENT

CCFM ACTION PLAN (draft)

Commitment: 3.4 Plan to upgrade national database

Strategic Direction: 3.0 Public Participation: Expanding the Dialogue

Objective: Improve public access to easy-to-understand information on forests.

Accomplishments to date: Compendium of Canadian Forestry Statistics 1991, the first public information product from the National Forestry Database Program (NFDP), was released in June, 1992 as a CCFM publication.

Product definition: By 1993, prepare a plan to upgrade the national database on forests to improve information on forest regeneration, and to include data on non-timber values such as wildlife, wilderness and recreation.

Accountability: Leader: CCFM
Partners:

Linkages:

Other commitments:	1.6	Working definitions of biodiversity
	1.7	Report on forest biodiversity
	2.1	Broaden the scope of inventories
	2.4	Review quantity of resources harvested and replaced
	3.5	Indicators
	3.6	State of forests reports
	3.7	Availability of information
	3.11	Provide public with balanced information

Other initiatives:

- Forestry Canada and the provincial and territorial forest management agencies, except Quebec, are participating fully in the National Forestry Database Program (NFDP). Comparable data for Quebec are compiled from provincial publications and other public sources for inclusion in NFDP publications.
- Through the NFDP Steering Committee (NFDP SC), all agencies are participating in the development and implementation of the plans for data expansion and enhancement.
- Plan includes:

a) improved information on forest regeneration	Yes / No
b) data on non-timber values	Yes / No

Statistical information will be published in NFDP public information products, such as Compendium of Canadian Forestry Statistics. Public information style report is anticipated for communication of the improved information on forest regeneration.

Existing: (yes)
New: (not applicable)

SUSTAINABLE FORESTS: A CANADIAN COMMITMENT

"PROPOSED" CCFM ACTION PLAN (draft)

Commitment: 3.5 System of national indicators

Strategic Direction: 3.0 Public Participation: Expanding the Dialogue

Objective: Improve public access to easy-to-understand information on forests.

Accomplishments to date: Federal-provincial working group developed initial indicators based on regional forums for Strategy. Initial indicators published in 1991 State of Canada's Forests Report.

Product definition: By 1993, develop a system of national indicators to measure and report regularly on progress in achieving sustainable forest management

Accountability: Leader: CCFM <Forestry Canada>
Partners:

Linkages: Other commitments:

- 1.6 Working definitions of biodiversity
- 1.7 Report on forest biodiversity
- 3.4 National database upgrade plan
- 3.6 State of forests reports
- 3.7 Availability of information

Other initiatives:

- OECD devising indicators of sustainable development, including forests
- Green Plan developing same. Environment Canada agrees to use indicators developed for forestry by CCFM

Delivery schedule:

Deliverables	Account-ability	Due Date	Completion Date	Comments
1. Indicators task force (ITF) established	CCFM	Jan. 93		One rep. from each CCFM member; can include NGO's
2. Existing indicators reviewed, refined as necessary, and consensus reached on set of national indicators	ITF	May 93		
3. Comments sought and review with National Forestry Database Committee (NFDPC)	ITF/NFDPC	Sept. 93		
4. Plan to provide data to support indicators	NFDPC	Oct. 93		
5. Indicators and appropriate data program finalized	CCFM	Nov. 93		

Baseline Data:

- | | | |
|----|---|----------|
| 1) | Set of national indicators agreed upon by CCFM | yes / no |
| 2) | Approved plan in place to provide the data necessary to support indicators as part of NFDPC | yes / no |

Communications:

- Communiqué announcement by CCFM in fall 1993
- Use revised indicators in annual report to parliament on State of Canada's forests

Resources (estimate):

Existing: \$ 25,000 (travel, meeting cost - all gov'ts)

New: \$ unknown - data program may require additional resources - unknown at this point

Total: \$ 25,000

Date: September 23, 1992

SUSTAINABLE FORESTS: A CANADIAN COMMITMENT

CCFM ACTION PLAN (draft)

Commitment: 4.7 Assessment of timber supply opportunities and National workshop

Strategic Direction: 4.0 Economic Opportunities: A Changing Framework

Objective: Improve the quantity, quality and continuity of supply of forest resources

Accomplishments to date:

Product definition: An assessment of the current state of timber supply, identification of opportunities to maintain and expand the sustainable supply of timber from both public and private lands, and a national workshop to review the results of the assessment and consider their implications.

Accountability:

Leader:	CCFM
Partners:	Forestry Canada Provincial governments Territorial governments Industry

Linkages:

Other commitments	2.4 Review of quantity harvested and replaced by 1995
	3.7 Private and public forest management agencies will promote availability of information to public
	8.6 Improve the information available on private forests
Other initiatives:	FSAC Prosperity initiative Forestry Canada National Timber Supply Study

Delivery schedule:

Deliverables	Accountability	Due Date	Completion Date	Comments
Draft Wood Supply Assessment Reports	ForCan	May 94		- Initial report based on inputs from prov./terr. govts., and industry
Workshop	CCFM	May 94		- to review assessment and consider implications
Final Wood Supply Assessment Report	ForCan	March 95		- incorporates comments from workshop

Baseline Data:

- percentage of provinces contributing information
- draft report available for workshop
- workshop carried out
- final report published

Communications:

- status report (fall 93)
- draft report for discussion at workshop
- workshop
- final report
- State of Forests Report Chapter in 1995

Resources (estimate):

Existing:	\$
New:	\$50,000 (workshop)
<hr/>	
Total	\$

Date: September 23, 1992

SUSTAINABLE FORESTS: A CANADIAN COMMITMENT

CCFM ACTION PLAN (draft)

Commitment:	6.5	Feasibility of a certification system for silviculture and forest workers
Strategic Direction:	6.0	A Workforce: The Demands are Growing.
Objective:		Enable the workforce to contribute fully to sustainable forest management and enhanced economic opportunities.
Accomplishments to date:		
Product definition:		By 1994, assess the feasibility of a certification system for silviculture and forest workers to increase the mobility, safety and skills of the workforce
Accountability:	Leader:	CCFM
	Partners:	Appropriate government agencies Labour Industry
Linkages:	Other commitments:	6.1 Analysis and forecast of employment and training needs 6.2 Training and development strategies 6.3 Review of programs and courses to meet broader needs of sustainable forest management 6.4 Availability/Access to advanced education and skills upgrading
	Other initiatives:	- FRDA's #8 Principle "Human Resource Development" - CEIC's Industrial Adjustment Studies on Human Resource Needs of Pulp and Paper, Woodlands, and Aboriginal Peoples - Canadian Labour Force Development Board

Delivery schedule:

Deliverables	Account-ability	Due Date	Completion Date	Comments
1. National Certification Assessment Committee (NCAC) created.	CCFM	Nov. 92		
2. Preliminary assessment of feasibility of national silviculture certification system.	NCAC	June 93		
3. Presentation to CCFM	NCAC	Oct. 93		
4. Final report on assessment of feasibility of a national certification system and recommendations	NCAC	March 94		

Baseline Data: Final report printed and distributed. yes / no

Communications: Plan to be developed based on outcome of assessment of feasibility.

Resources (estimate):

Existing: \$ yes
New: \$ 10,000.

Total: \$ 10,000.

Date: September 23, 1992

**PROSPERITY INITIATIVE:
FOREST SECTOR ADVISORY COUNCIL REPORT**

EXECUTIVE BRIEFING

ISSUE: THE FOREST SECTOR ADVISORY COUNCIL'S (FSAC) REPORT
CANADA'S FOREST INDUSTRY: A STRATEGY FOR GROWTH

TODAY'S AGENDA: Discussion Item:

A presentation of the highlights of the FSAC report will be given by Mr. John Houghton, President and CEO of Quebec and Ontario Paper Co. Ltd. and Mr. Mike Innes, Manager of Forestry for Abitibi-Price Inc. followed by a question and answer period. The Honourable Frank Oberle will then lead a discussion of the presentation with the Ministers.

BACKGROUND:

In response to the federal government's Prosperity Initiative, and under FSAC's leadership and direction, industry, labour and academic leaders have held comprehensive consultations and produced the report "Canada's Forest Industry: A Strategy for Growth. Eight sectors of concern were approached by series of working groups. These sectors include:

- | | |
|--|---|
| 1. Learning and Human Resources | 5. Value Added and Market Development - Wood Products |
| 2. Trade and Market Access | 6. Resource Base |
| 3. Finance and Investment | 7. Environment |
| 4. Value Added and Market Development - Paper Products | 8. Science and Technology |

The report identifies the current problem areas in each of the above sectors and recommends "Action Plans" which should be taken to address the problems and who (industry, federal or provincial governments) should be responsible for delivering them.

The report was sent out to all provincial governments in mid-August.

IMPLICATIONS:

PROVINCIAL GOVERNMENTS:

The recommendations directed at the provincial governments are extensive, but two are ear-marked as being the most critical:

1. Provincial governments must provide the proper structures and incentives that permit and encourage forest product companies to manage the resource on a sustainable basis. For example, there is a strong concern that the lack of area based tenures in Canada discourage long-term investors. The cost to industry must be benchmarked against fibre costs in those jurisdictions with which they must compete, and must not exceed these levels. For example, the cost of raw material procurement is rising in Canada as

the wood is having to be hauled further and further to get it to the processing plants. By examining other jurisdictions, the FSAC feel that other costs eg. stumpage, reforestation fees etc. could be reduced to help off-set increased haul distances.

2. The principles associated with benchmarking costs and regulations should be ones that are applied to all aspects of provincial government decision-making. For example the FSAC believes that hydro-electric energy costs and utility policies should be internationally competitive. Environmental regulations and controls should also be competitive, subject to "one-window" principles, and harmonized among Canadian jurisdictions.

CANADIAN COUNCIL OF FOREST MINISTERS (CCFM):

The FSAC report identifies 4 areas in which the CCFM will be asked to participate in. These include the following:

1. FSAC will recommend to the CCFM that each province and territory develop land-use strategies which require: a multi-agency approach to land-use decision-making, a top down/bottom up approach to land-use planning, a dispute resolution system, an improved inventory of forest-based resources, an integrated management approach, and compensation for or assistance to displaced workers and industry. The intent here is to define the working commercial forest in an effort to lead the way for area-based tenure systems. This type of tenure should help confirm the long-term viability of the industry and attract investors.
2. The results of a study to examine the effect of different Canadian tenure systems on the competitiveness of the forest industry and to make recommendations for improvements, will be presented by Forestry Canada and FSAC to the CCFM to assist them in their resolve, expressed at the 1986 Forest Congress, to adopt the area-based tenure systems across Canada.
3. FSAC will address the CCFM concerning the necessity of instituting independent forest audits. The intent here is to give the public a clear understanding of forest management practices in each province and the nation as a whole. This will hopefully clear up any existing mis-understandings resulting from negative advertising by biased environmental groups.
4. FSAC will recommend to the CCFM that efforts be pursued to create an international code of forest practices, demonstrating responsible management of the resource base, as a means of enhancing international trade.

FOREST SECTOR ADVISORY COUNCIL

The Forest Sector Advisory Council (FSAC) was formed to:

1. Provide advice and guidance on a continuing basis to the Minister of Industry, Science and Technology and the Minister of Forestry and through the Ministers to the Government of Canada on any matter concerning the performance and well-being of the forest and related industries and their employees.
2. Continue the endeavours of its two predecessor committees, namely : The Forest Industries Advisory Committee and the Canadian Forestry Advisory Council, which have been combined to form the Forest Sector Advisory Council.
3. Assist the Ministers in identifying priorities and formulating appropriate strategies that benefit the forest sector in improving competitiveness and increasing its contribution to national and regional economies.
4. Assess the appropriateness of existing federal policies and programs and to make recommendations from time to time for new initiatives and/or policy changes.

The FSAC is Co-chaired by Mr. J. Munro, Chairman of the Forest Alliance of British Columbia and Mr. G. Petty, Chairman and CEO of Repap Enterprises Inc. and is comprised of a total of 26 members including 2 observers. The members are senior representatives from their respective organizations and are drawn from business, organized labour and the academic community. The members are appointed to the Council for a period of 3 years by the Ministers. The members elect two Co-chairmen, one from the business group and one from the labour group.

PROSPERITY INITIATIVE

In October 1991, the federal government launched a national discussion on the factors that stimulate Canada's prosperity. It is called the Prosperity Initiative and it is still on-going. The initiative is an opportunity for all Canadians to work together to ensure a prosperous future for themselves and their children. National consultations have been held and a plan of action is being developed for governments, business, labour, the academic and scientific communities, and individual Canadians. The initiative concentrates on two main areas of concern:

1. **Learning for the Future:** There is a need to implement a strategy for excellence in learning to give Canadians and their children the skills they need to compete globally. We must develop better ways of preparing our children for the world of work and to ensure there are better linkages between formal learning and the existing workforce.
2. **The Competitiveness Challenge:** Meeting the competitiveness challenge entails developing new approaches to innovation, financing and trade, and building new partnerships among all levels of society. This includes such ideas as adapting new technology; creating appropriate tax regimes; helping to ensure the free movement of goods, persons, services and capital across the country - creating a fully integrated domestic market; being more aggressive in the pursuit of more and better foreign markets and; finding the means to overcome internal differences among varied stakeholders and develop broad support for important economic strategies and priorities.

The Prosperity Secretariat in Ottawa is responsible for the Prosperity Initiative, but it is being delivered through the provincial offices of Industry, Science and Technology Canada.

The Forest Sector Advisory Council's (FSAC) report examines the current status of the Canadian forest industry sector in light of the Prosperity Initiative and its goals.

PLANT HEALTH: PINWOOD NEMATODE

EXECUTIVE BRIEFING

ISSUE: PINWOOD NEMATODE (PWN)

TODAY'S AGENDA: Discussion Item:

The Province of Nova Scotia requested that this topic be included on the agenda. They will lead off the discussion.

BACKGROUND:

Current information on this problem indicates that the EC countries are afraid of pinewood nematode infesting their pines and devastating them much like the Dutch Elm Disease beetle has done to our elms.

Biological information indicates that before the PWN (which feeds on tree cells) can reproduce to a life threatening infestation, they require climatic conditions of 22° Centigrade for prolonged periods. Only then can they interfere with the tree's ability to sustain itself. To our knowledge, this type of lethal infestation has never happened in Canada and we cannot see any reason why this would happen in any of the importing countries. The PWN also need a vector (a sawyer beetle) to transport it from the imported lumber to potential hosts so making the incidence of infestation in importing countries very small.

Further, there is native nematode in the European Countries which is so similar to the Canadian PWN that they could actually breed and there appears to be no problem with their nematode infestations. It is hard to perceive the PWN causing any more damage than the native species do.

The "threat" of PWN seems very small given the above.

The actual "problem" appears to be one of politics. By banning the imports of Canadian green lumber to the European Countries, the forestry-based countries of the EC can compete with Canada or even replace Canadian imports in this portion of the market.

CURRENT SITUATION:

The EC Plant Health Committee is currently looking at looking at imposing a blanket requirement for heat-treatment of all lumber shipped from Canada, with the requirement of phytosanitary certification program. Canada has countered this approach with a proposal based on the differentiation of species, according to the susceptibility to infestation by PWN and the vector, with corresponding levels of treatment, rather than the blanket-approach to heat treatment. Under the proposal, species most susceptible to infestation (identified as all pines) would be either kiln-dried or

heat-treated; species that have a free-of-pest status (eg. cedar) would not be treated, but would be de-barked and accompanied by a standardized marking of document identifying the species; and species with very low to negligible risk would continue to move under what is essentially the current Mill Certificate Program.

The proposal also provided for a standardization marking of Kiln-dried products, and commitment to develop a verification program for heat-treated lumber.

Meetings of the Plant Health Committee have been held recently and the Canadian proposal has been discussed. Most of the reaction has been negative, but no decisions have been made yet. A decision is expected at the meeting scheduled for October 26-27, 1992.

30 SEPTEMBER 1992

TO: DISTRIBUTION

FROM: EAITC/RWM/JOHN KLASSEN

--PINWOOD NEMATODE

ATTACHED FOR YOUR INFORMATION IS AN UPDATE ON THE STATUS OF THE PWN ISSUE. THE MAIN, ADDITIONAL POINTS CONCERN:

.FOLLOW-UP TO THE SEPTEMBER 28 MEETING OF THE PLANT HEALTH COMMITTEE

.REPORT ON REPRESENTATIONS MADE BY FEDERAL OFFICIALS AND MINISTERS

.CONFIRMATION THAT FRANCE HAS CHANGED ITS POSITION ON THE CURRENT DEROGATION AND WILL NOW EXTEND IT TO DECEMBER 31, IN LINE WITH THE OTHER MEMBER STATES

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'J. Klassen', is written over the typed name 'JOHN KLASSEN'.

JOHN KLASSEN
DIRECTOR
EUROPEAN COMMUNITY DIVISION

UPDATE 30 SEPTEMBER 1992

FOR OFFICIAL USE ONLY

CANADA-EC: THE PINWOOD NEMATODE ISSUE

The pinewood nematode (PWN) issue has evolved quickly in recent weeks. Federal officials have worked closely with industry representatives from eastern and western Canada to develop approaches, often under the press of very short deadlines responding to the timing of meetings of the EC Standing Committee on Plant Health, and the complication of holiday schedules through the summer. The purpose of this note is to bring provincial officials up-to-date on developments as we move into a critical period of decision-making in the EC.

As you know, the conclusions of the joint scientific effort were presented to the Plant Health Committee in April and a second report was tabled in early July following further field tests in Canada. On both occasions, the scientists developed agreed joint reports on the outcome of the research. The second joint report (entitled the Joint Technical Statement) in particular had a number of key statements concerning agreement on the thermal death time required to control PWN and its vector, the validity of the kiln-drying process as a plant health measure, and the absence of any specialized heat treatment facilities in Canada.

Based on this research, and the results of host and vector surveys for PWN in Canada, federal officials and industry representatives developed a proposal designed as an alternative to a requirement for the heat treatment of all green coniferous lumber. The proposal is based on the differentiation of species according to susceptibility to infestation by PWN and the vector, with corresponding levels of treatment, rather than a blanket-approach to heat treatment. Under the proposal, species most susceptible to infestation (identified as all pines) would be either kiln-dried or heat-treated; species that have a free-of-pest status (e.g. cedar) would not be treated, but would be debarked and accompanied by a standardized marking or document identifying the species; and species with very low to negligible risk would continue to move under what is essentially the current Mill Certificate Program. In addition, the proposal provided for a standardized marking of KD products, and a commitment to develop a verification program for heat-treated lumber in conformity with one of the statements made in the final Joint Technical Statement.

The proposal was discussed informally with the European Commission in early July and then formally presented, in outline, under cover of a letter of July 15 from Ministers Wilson and Oberle to EC Commissioner Mac Sharry. Ministers requested that the EC not decide on the revision of the PWN requirements until the Plant Health Committee met again in September (there were no meetings through August), to give time to the Canadian side to develop a thorough substantiation of the proposal. Ministers also clearly registered the fact that if our proposal were not accepted, and the EC proceeded with a blanket requirement for heat-treatment, then industry would require a much longer time to adjust to the new requirements.

Our information is that the Commission did in fact pull PWN off the table in a meeting of the Plant Health Committee at the end of July, but immediately faced strong opposition from the Member States. The provisions dealing with PWN are only part of a revision the EC's entire plant health Directive. This was arrived at after considerable effort by the Member States under tight deadlines imposed by the need to have the new system in place for January 1, 1993 (the Directive must still be transposed into national legislation). In these circumstances the Member States were not prepared to see any one part of the Directive lifted out, and threatened not to approve it unless the Directive remained a single package. The Commission acquiesced, but stated that the Committee would return to the question of PWN and the Canadian proposal in early September.

We finally obtained a copy of the annex of the Directive that refers to PWN in mid-August. It presented a most unwelcome surprise because, in various aspects, we found it inconsistent with the results of the joint scientific studies, potentially discriminatory in its treatment of KD lumber compared to other imports from other countries not on the PWN list, internally inconsistent in some of its requirements, and excessive in a number of requirements that effectively impose double safeguards. The annex was not clear about indicator and verification procedures, but simply stated that the Plant Health Committee would later decide on those points on its own authority; however, what it did say led to broad interpretation and considerable concern about the possible imposition of excessive documentation requirements on KD lumber.

Through August, EC officials were not available for follow-up to provide an interpretation of the annex and the EC's thinking. Knowing that the Plant Health Committee was scheduled to meet September 10-11, federal officials and industry representatives focused on developing the package of information required to substantiate the Canadian proposal presented in outline in July. This was completed on September 2, printed and bound as a formal Canadian proposal, and sent by courier to our

embassies in each of the Member States. On September 8-9 embassy officials in those countries presented the document under cover of a Note Verbale from the Canadian government that formally requested that the EC seriously consider the Canadian proposal as a means of resolving the issue in a way that would meet legitimate plant health concerns while not imposing excessive burdens on Canadian industry.

A Note Verbale is formally presented to the equivalent of the department of foreign affairs in the host country. Embassies were also instructed to copy officials in the trade departments. Plant health officials received copies of the proposal, but this delivery method was deliberately chosen to engage political and trade officials to make certain that they are aware of the seriousness of the issue in the broader context of Canada-EC relations.

In addition, given the influence of the UK in the Plant Health Committee and the importance of its market to Canadian suppliers, a team of federal officials travelled to London to present and discuss the proposal in detail with senior officials from the UK Forestry Commission on September 6. The UK officials were non-committal, but did raise a number of questions on the species differentiation approach. This was followed by meetings with the UK Department of Trade and Industry, and the Foreign and Commonwealth Office on September 7. The team then travelled to Brussels and met with Commission officials on September 9. On one critical point, Commission officials allayed concerns that the EC might impose a requirement for phytosanitary certificates to accompany KD lumber; it appears that the EC will seek some standardization or additional verification document for KD shipments, but not to the extent of a formal phytosanitary certificate.

The Plant Health Committee met, as scheduled, September 10-11. The Canadian proposal was tabled, as was a submission from the USA which fully supported the Canadian line. Initial reactions in the Committee were negative concerning the validity of an approach based on species differentiation, but no decisions were taken. Requests were also made by certain Member States for exemptions from heat-treatment for clear and large-size lumber (defined as 200 mm); again the reaction was negative on plant health grounds, but no decisions were taken. The Commission requested that member states provide written comments on the Canadian proposal as soon as possible.

The Committee returned to the issue at its meeting of September 28 and reportedly had an in-depth discussion of the Canadian proposal. Based on this discussion, the European Commission will now draw up a proposal to amend the Directive for discussion at the next meeting of the Committee (October 12-13) with a decision likely to be taken at the subsequent meeting (October 26-27).

We are still trying to determine what exactly was discussed on September 28 and, more importantly, the direction that the Commission will take in its proposal to the Member States. However, it does seem clear that the Member States have rejected the Canadian argument for species differentiation based on the insect and survey data provided in the Canadian proposal; they argue that the sample size is too small for reliability. It is likely that the EC will express a willingness to examine further species-specific scientific data (as was presented for Western red cedar, and is being developed for hemlock), but without any prior commitment. It is possible that the EC will agree to an extension of the derogation for use of the MCP, but perhaps only up to April 1, 1993. The question of what regime would apply after that date is central to the terms of the proposal the Commission will table. One positive development is recognition by the Member States that a paint-indicator system is not a viable option at this time, and even if work were to proceed, it would only be presented as an option to other verification systems. Indications are that the Member States may be able to agree on a verification/control scheme similar to those developed in the Canadian proposal.

Federal representatives have recently pressed the EC on a number of fronts. In addition to the officials-level meetings noted above in London and Brussels in early September, the Deputy Minister for International Trade raised PWN in a meeting with his UK counterpart on September 8; Minister McDougall raised the issue in a meeting with Mr. Lennox-Boyd, UK Minister of State for Commonwealth and Foreign Affairs on September 16; and on September 20, Minister Wilson raised it again when he met EC Commissioner Andriessen, responsible for External Relations and Trade Policy, in the annual Canada-EC ministerial meeting. In all instances, the principal message was that the timing is critical if this substantial trade is to be maintained, and that the EC should give serious consideration to the Canadian proposal as the best means of resolving the issue with due respect to plant health and trade requirements.

On a related question, we were advised September 23 that following our formal representations to the government, France has agreed to follow the practice of the other Member States i.e. extend the current derogation until December 31.

PINEWOOD NEMATODE

OVERVIEW REPORT

FORESTRY CANADA

5 OCTOBER 1992

- 1981 - EC requires phytosanitary certificates for coniferous wood to protect against spread of bark beetles. Wood to be debarked or kiln dried.
- August 1982 - Use of millcertificats of debarking implemented for UK. Mills or shippers allowed to prepare certificates on their own letterhead.
- 1983-94 - Finland detects PWN in wood chips originating in North America. It precipitates moves to prohibitions in Scandinavian countries and concerns within European Plant Protection Organization (EPP0).
- February 1986 - Sweden imposes total ban on imports of coniferous wood products from North America.
- May 1986 - Similar bans enacted in Finland (wood chips) and in Norway.
- Early 1988 - UK introduces concerns about PWN.
- May 1988 - UK forces a more disciplined debarking industry self-certification program under the supervision of Agriculture Canada.
- September 1988 - EPP0 approves specific quarantine requirements for control of PWN re prohibition of import or an EPP recommended treatment (e.g., kiln drying, but not defined).
- November 1988 - New disciplined debarking program in force i.e. standardized certificate, participants listed and approved by Agriculture Canada, grading agencies enforce, Agriculture Canada monitors. UK looking for grub hole controls.
- December 1988 - UK successfully prosecutes a case against a UK importer for landing improperly debarked Canadian wood.
EPP0 Panel on PWN formed.
UK demands inclusion of grub holes in program.
- May 1989 - UK gives notice that it can/will not propose or support mill certification program as an alternative to kiln drying in ongoing EC discussions on regulations covering PWN unless grub hole grading is incorporated into the program. Canada, in agreement with industry, offers to initiate on 1 January 1990 a Debarking and Grub Hole Control Program.

- 9 July 1992 - Joint technical statement on the work done in June presented to the EC Plant Health Committee.
- A new Canadian proposal is tabled as a non-paper. The proposal is based on a new report produced by Forest Canada and summarizing all the survey data for PWN done during 1985 to 1992.
- Canada requests that the EC delay voting on PWN legislation to September
- 15 July 1992 - Minister Oberle and Wilson send Canadian proposal to EC; request that our proposal be fully considered at the earliest and indicate that if EC insists on heat treatment for species, a two year implementation period will be required.
- The Canadian proposal can be summarized as follows:
1. High risk species i.e. pines, will be kiln dried or heat treated.
 2. Low risk species will continue under the debarking and grub hole control program.
 3. No risk species i.e. cedars, will require no treatment.
 4. Industry to initiate a voluntary standardization of kiln drying marking.
 5. A government monitored but industry lead heat treatment control program to be implemented.
 6. The proposal to be implemented on 1 April 1993.
- 23 July 1992 - EC delays vote on PWN regulations. Member states indicate that they will refuse to accept comprehensive revisions of plant health directive if PWN regulations is excluded.
- 30 July 1992 - EC Plant Health Committee approves an 89-page amendment to Plant Health Directive (77/93) with four paragraph dealing with PWN. The EC commits to review the Canadian proposal at its September meeting. The approved recommendations stipulates that:
1. All lumber be heat treated to 56 °C for 30 minutes at centre of each piece.

4. The individual piece thermal indicator system to be withdrawn.

5. Implementation date to be 1 April 1993.

23 September
1992

- Canada is informed that France has extended the derogation to 31 December 1992.

24 September
1992

- Compromise is rejected by Canada who insists that our proposal is reasonable and must be considered by the EC Committee.

28 September
1992

- EC Plant Health Committee meets. Discussions resulted in the following:

1. Member states will not accept differentiations of species risk based on Canadian insect/vector surveys.

2. Verification of heat treatment possible along the lines of Canadian proposal.

3. Thermal indicator system not to be mandated.

4. Some flexibility on timing although particulars differ.

5. Some movement on large sizes and clear grades although particulars differ.

EC now has the mandate to prepare a recommendation for consideration. Indications are that the recommendations might be structured as follows:

1. All pines to be heat treated effective January 1, 1993.

2. Other species to be admitted under debarking and grub hole control program for up to six months (July 1993) to allow for study of species-specific data on exemption.

4. Large sizes might be dealt with through exemption that would go beyond six months.

5. Clear grade treatment yet confused.

The recommendations will be tabled at the 12-13 October meeting and voted on 26-27 October.

**CANADIAN INTERAGENCY FOREST FIRE CENTRE (CIFFC)
10TH ANNIVERSARY**

EXECUTIVE BRIEFING

ISSUE: CANADIAN INTERAGENCY FOREST FIRE CENTRE (CIFFC) 10TH ANNIVERSARY

TODAY'S AGENDA: Information Item:

There will be in attendance from the CIFFC:

Mr. Bob Peters: Chairman, Board of Corporate Trustees
Mr. Wayne Fisher: Chairman, Board of Directors
Mr. Allan Jeffrey: Executive Director of the CIFFC.

Mr. Bob Peters will be give an overview of the past 10 years and give out plaques to each of the Ministers in celebration of the 10th anniversary of the CIFFC .

BACKGROUND:

The CIFFC was established in 1982 under the auspices of the Canadian Council Resource and Environment Ministers (CCREM), the predecessor to the CCFM. It is responsible for gathering and disseminating Fire Management information from and to the provinces and Territories. The CIFFC also identifies Fire Management resources such as helicopters, air tankers, etc. which can be shared in a time of need. It is funded 1/3 by the Federal Government and 2/3 by the provinces. This 2/3 is shared by the 10 provinces on the basis of productive forest land.

The CIFFC operates as a private Federal Letters Patent Corporation. There are two levels of management:

1. The Board of Corporate Trustees is made up of Deputy Ministers responsible for Forestry representing each of the provinces and the Federal Government. This group gives policy direction and approves annual budgets for the centre.
2. The Board of Directors is made up of four people of which three are filled from the Head/Directors responsible for Forest Fire Management for each of the provinces on a rotational basis and the fourth being filled by a representative of the Federal Government. This group prepares budgets and policies and controls the operation and expenditures of the centre.

Mr. Robert (Bob) Peters, Deputy Minister of the Department of Forestry and Agriculture of Newfoundland is Chairman of the Board of Corporate Trustees and Mr. Wayne Fisher, Headquarters Manager, Manitoba Natural Resources is Chairman of the Board of Directors.

The CIFFC office is headquartered in Winnipeg and has four permanent staff. Mr. Allan Jeffrey is the Executive Director.

The CIFFC holds their annual meeting in conjunction with the CCFM meeting. The CIFFC and the Deputy Ministers hold an "in-camera" luncheon meeting together.



CANADIAN INTERAGENCY FOREST FIRE CENTRE
CENTRE INTERSERVICES DES FEUX DE FORÊT DU CANADA

210 - 301 WESTON STREET, WINNIPEG, MANITOBA R3E 3H4

September 30, 1992

Mr. R.D. Peters
Deputy Minister
Dept. of forestry & Agriculture
P.O. Box 4750, 5th flr, Confederation Bldg.
St. John's, NF A1C 5T7

Dear Mr. Peters:

RE: CIFFC 10th year anniversary

The Canadian Council of Forest Ministers will take a few minutes at their meeting in Saskatoon on October 14th to reflect on the concept, development and operation of the Canadian Interagency Forest Fire Centre over the past 10 years. You, as Chairman of the Board of Corporate Trustees, will be asked to say a few words about how the Fire Centre came about and some of the accomplishments which have been recognized. In addition plaques have been developed which can be presented to each of the Ministers and Deputy Ministers present. I understand from you that some of the Ministers and Deputy Ministers will not be there and I will have for you letters which you might sign and I will forward their plaques directly.


In addition to the Notes for the Plaque Presentation which I have prepared, I have also enclosed some background information which you might find interesting and informative.

I believe your emphasis should be, not on the day to day operation of the Fire Centre itself, but on the concept of sharing resources in times of need under the Mutual Aid Resources Sharing Agreement and some of the other accomplishments such as: National Training standards, the CL-215 Cooperative Supply Agreement, and other aspect of international participation such as the Canada/United States Reciprocal Forest Fire Fighting Arrangement.

Wayne Fisher, Chairman of the Board of Directors and I will be driving to Saskatoon and should arrive in the early afternoon of October 13. We will contact you shortly after our arrival in order that we might discuss any matters which concern you.

I look forward to seeing you in Saskatoon.

Yours truly,


C. Allan Jeffrey
Director
CAJ/ak

CC: Deputy Ministers
Board of Directors
G.J. Fleming

Feeding is America's largest industry. It employs 100,000 people, supports millions of jobs, and is the backbone of the nation's economy. It is the source of food for the nation and the world. It is the source of the nation's wealth. It is the source of the nation's power. It is the source of the nation's life.

Import and Export

Canadian Forest Service, which is the national authority for the forest industry, is pleased that the continued survival of this industry would be healthy in the hands of Improved Forest Fire Management. As a result, the Canadian Interagency Forest Fire Centre was established to coordinate and support fire fighting operations throughout Canada.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE

230, 241 Western Street
Worcester, Massachusetts 01604
Tel. 857-718-7287 Telex 67-57228
Telegrams: 604 000-1000

The Fire Centre is responsible for gathering and disseminating fire information and coordinating fire management activities between the provinces and territories. As well, the Fire Centre identifies fire management resources (such as helicopters, air tankers, personnel and equipment) which can be shared in a time of need.

The Fire Centre does not undertake forest fires. It does, however, act as a coordinator for the Fire Centre agencies in each province and the territories of Canada.

In 1981 several provinces made presentations to the Canadian Council of Ministers of the Environment (CCME) regarding their concerns with the Forest Fire Management studies in Canada.

CCME endorsed the creation of a National Fire Information/Intelligence Centre which resulted in the opening of the Canadian Interagency Forest Fire Centre in the spring of 1982.

A small permanent staff runs the Fire Centre. They include a Director who is responsible for developing the role of the Centre and providing its services on a national basis; an Operations Coordinator who gathers and disseminates information to Member agencies, finds and keeps an inventory of available resources and is general coordinator for the Fire Centre's day-to-day operations; an Aircraft Manager who checks and recharges the National Air Tanker Fleet of Cessna CL-440's and a Clerk who carries out the Secretariat duties.

The Fire Centre operates as a private Federal/Provincial Corporation. There are two levels of management which direct the operation of the Fire Centre.

The Board of Corporate Trustees is made up of Deputy Ministers responsible for forestry representing each of the provinces and the Federal Government. This group gives policy direction and approves annual budgets for the Centre.

The Board of Directors is made up of the Head/Deputy responsible for Forest Fire Management for each of the provinces and a representative of the Federal Government, which is represented on a rotating basis at all times. This group prepares budgets and policies and controls the operation and expenditures of the Centre.

The staff operates the Fire Centre and implements programs approved by the Board of Directors and the Board of Corporate Trustees. In addition the Centre coordinates and directs Working Groups assembled to address special issues.

Each Member agency (the 10 provinces, the Canadian Forestry Service, Parks Canada, the Yukon and N.W.T.) has identified resources it is prepared to share. Through a Mutual Aid Resource Sharing Agreement, the sharing of these resources is made available, when needed, to be involved. An Air Tanker Cooperative Supply Agreement has been signed which has resulted in the purchase of the Cessna CL-440 and the development of a National Air Tanker Fleet which will allow this costly equipment to be made available to all Member agencies. The Canadian Interagency Forest Fighting Arrangement is the basis for resource sharing between the two countries.

One of the daily tasks of the Fire Centre, during the fire season, is the compilation of a report from all Members regarding pertinent fire information. This includes data on fire conditions, money spent on fire control and other information relative to each specific area. This information is compiled by the Centre and sent back to all Members so that the status of every specific area is known throughout the country.

The Fire Centre is funded by the Federal and Provincial governments. The Federal presence accounts for 1/3 of the Centre's annual operating budget; the remaining 2/3 is shared by the 10 provinces on the basis of productive forest land. British Columbia, Quebec and Ontario pay the largest share as they are the most heavily forested provinces.

CCREM directed that the Centre promote improved Fire Management on a national level and it will be acting toward this end with the establishment of National Training Programs for Forest Fire Management. In this way, specially trained personnel will be identified, certified, and shared through the Canadian Interagency Mutual Aid Resource Sharing Agreement.

Other programs include the setting up of a National Equipment Management System, as well as standards about communication resources. These programs in concert with existing member Fire Management programs will all contribute to a better organization and a more efficient fire control system for the country.

The Centre will be looking at establishing Regional Equipment Centres in order to assure the availability of fire fighting equipment during periods of severe fire activity.

CANADIAN COUNCIL OF FOREST MINISTERS

PLAQUE PRESENTATION NOTES

1. The need for the concept and the development of the Canadian Interagency Forest Fire Centre was carried out under the auspices of the Canadian Council Resource and Environment Ministers (CCREM) - a predecessor to the Canadian Council of Forest Ministers.
2. The need for and the concept of a national Fire Centre was recognized long before its development in 1981-82, but was made clearly evident by the fire situation which occurred in much of Canada during the 1980 and 1981 fire seasons.
3. Many alternatives to the management of the Fire Centre were considered but the concept of a private corporation with government membership was agreed to and has worked extremely well. (attachment)
4. The funding for the Fire Centre has been carried out under what is now known as the CIFFC formula. This is 1/3 Federal participation (on behalf of Forestry Canada, DIAND and Parks Canada) and the other 2/3 of the funding based on inventoried productive forest land. The Budget is approved by the Board of Corporate Trustees (Deputy Ministers) on an annual basis and all expenditures are audited and become part of the annual reporting structure.

SOME SUBSTANTIAL SUCCESSES

- A) Development of the Mutual Aid Resources Sharing Agreement (MARS) and complementary Implementation Guidelines. This Agreement facilitates, directs and controls exchanges of personnel, aircraft and equipment across Canada.
- B) Development and implementation of the CL-215 Cooperative Supply Agreement which resulted in the purchased of twenty-nine (29) CL-215s for six provinces and two territories.
- C) Development of national standards for key positions within the fireline organization which are recognized on a Canada wide basis.
- D) Implementation of the Canada/United States Reciprocal Forest Fire Fighting Arrangement and Operational Guidelines which has facilitated the international sharing of personnel, aircraft and equipment including specialized equipment to and from the United States.

- E) The ~~operation~~ of the Resource Management Working Group has done much to ~~standardize~~ equipment and personnel for their movement during times of need. This ~~standardization~~ has facilitated the quick movement, refurbishing and return of borrowed equipment.
- F) The development of a National Aircraft Numbering System which identifies aircraft types, location and ownership.
- G) There has been considerable interest internationally in the concept of the Fire Centre and as such many specialists from Member agencies have participated in assisting fire management agencies on an international basis such as Ecuador, Columbia, Chile and most recently Malaysia. In addition the Fire Centre and its Members have significantly contributed to Canadian manufacturers of fire fighting equipment in their goal of exporting their product and service worldwide.

The success of the concept of a national Fire Centre has come to fruition due to the generous support and participation by the Member agencies. This participation and support continues to grow and helps to improve the level of forest fire management in Canada.

The concept of the Fire Centre has been a good one for Canada. It has significantly reduced the overall costs to fire management agencies and will undoubtedly continue to play a large role on the forest fire management scene in the future.

R.D. Peters
Chairman,
Board of Corporate Trustees



*In recognition of
ten years of
Fire Management
Cooperation through
mutual aid sharing*

*En reconnaissance de
dix années d'échange
et de coopération en
protection des forêts
contre le feu*

*Canadian Council of Forest Ministers
Conseil canadien des ministres des forêts*

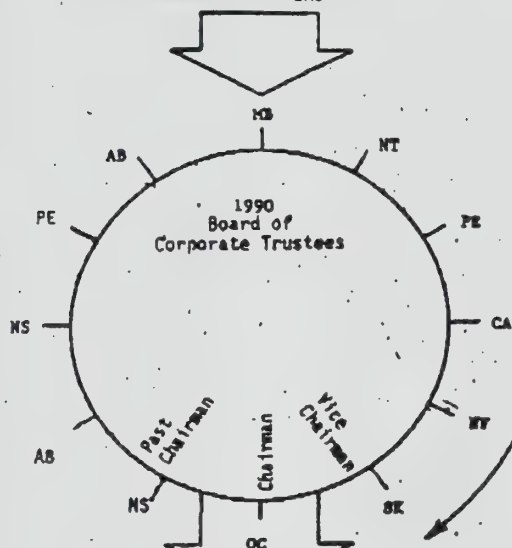
1982 - 1992

CANADIAN COUNCIL OF
FOREST MINISTERS

MEMBERSHIP

Minister

SHAREHOLDERS

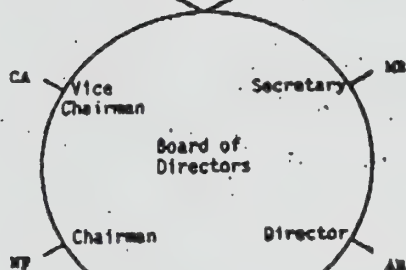


ROLE

1. Policy Direction
2. Budget Approval
3. Program Development Approval
4. Long Range Planning Direction
5. Appoint Auditor

Deputy Minister

PROGRAM



1. Prepare Budget
2. Control Expenditures
3. Approve
 - a) Manual of Administration
 - b) Manual of Operation
4. Prepare Policy for Approval

Director/Head

CIFFC
Director

OPERATIONS



1. Operate Centre Via
 - a) Direction of Board of Directors
 - b) Manual of Administration
 - c) Manual of Operations
 - d) Use of Working Groups

CIFFC STAFF

Working
Groups

1. Address Specific Tasks
2. Adhere to Terms of Reference
3. Publish Results

Seconded Staff

THE CANADIAN INTERAGENCY
FOREST FIRE CENTRE

- A BRIEF HISTORY -

J. W. Paisley
December 1983

CONTENTS

	<u>Page</u>
Introduction	ii
Early History	1
The Fire Situation Worsens	2
The Fire Centre is Approved	7
Conclusion	9
Summary (Chronology)	10

Figures and Tables :

Figure 1	Area Burned 1977 - 1982	12
Figure 2	Canada Net Exports 1980	13
Table 1	Employment in the Forest Industry	14
Table 2	CIFFC Funding Formula	15

Introduction

This paper briefly reconstructs the major events leading to the formation of the Canadian Interagency Forest Fire Centre. Key 'actors' in the decision to establish the Centre were federal and provincial Ministers of Natural Resources, the Canadian Committee on Forest Fire Control, and senior Department personnel.

The unprecedented forest fire damage during 1979, 1980 and 1981 brought much public attention to the need for better coordination of fire fighting resources during crises situations (Figure 1).

Forest products represent Canada's largest source of net exports (Figure 2); tax revenues from the forest sector amount to approximately \$3.5 billion annually; and a significant number of Canadians are directly employed in logging and related industries (Table 1).

During 1980 alone, five times as much forest burned as was harvested,¹ and some \$260 million was spent on fire suppression.² A large part of the decision to establish a Canadian Forest Fire Centre evolved as a result of political pressure stemming from these huge losses and expenditures.

The information used in this report was obtained, with permission, from the Centre's files. Thanks is extended to Allan Jeffrey, Paul McBay and Leanne Martinuk at the Forest Fire Centre for their assistance and cooperation.

1 Statistics Canada 1980 (Total of federal and provincial revenues).

2 Canadian Interagency Forest Fire Centre

A chronology of events leading to formation of the Canadian Interagency Forest Fire Centre:

EARLY HISTORY

At a meeting of the Canadian Council of Resource Ministers in Winnipeg in 1970, the concept of federal - provincial mutual aid for forest fire control was discussed. Although there was general agreement on the need for such a program, no official policy statements were forthcoming.

On February 5, 1979, Mr. D. F. Merrill - Executive Secretary of the Canadian Committee on Forest Fire Control, requested the opinion of the provinces on the concept of an independent National Forest Fire Centre, to be funded jointly by the provinces and the federal government. Several provinces responded, but none of the replies were very encouraging.

Mr. D. M. Taylor - Director of Forest Protection for the Province of Saskatchewan, replied on March 13, 1979:

"... the idea offers very limited value to operational agencies, considering proposed and likely costs."

On March 30, 1979, Mr. D. H. Owen - Director of Forest Protection for the Province of British Columbia, wrote:

"In light of the recent demise of the Forest Fire Research Institute, it seems incongruous that we consider the establishment of a National Forest Fire Centre . . . The impending federal election . . . precludes and worthwhile evaluation of this option."

In response to the replies received as a result of his letter, Mr. Merrill summed up his feelings in a note, written on April 27, 1979, to the Executive members of the Committee on Forest Fire Control:

"... There is very limited support for the proposal [of a National Forest Fire Centre]... I also detect some skepticism about the whole business... The main obstacle to getting an acceptable national federal forest fire control assistance program is obviously federal/provincial politics... I think we might also question to what extent the provinces want and need this type of assistance."

The Fire Situation Worsens . . .

The forest fire season in Canada generally lasts from May to September. In 1979, many parts of the country experienced an unusually severe fire season during which approximately 6.5 million acres of forest 'went up in smoke' (Figure 1). Low snowfall that winter resulted in a continued drying trend. Consequently, 1980 proved to be the worst fire season in many years for Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta and the Northwest Territories.

The effects of this disastrous outbreak of fires were especially hard-felt in Ontario, where some 79,000 people are directly employed by the woods industry (Table 1). Many forestry operations were completely shut down and the companies could do little but watch their valuable timber burn. The Dept. of Natural Resources was in a panic and faced critical shortages of manpower and equipment. It was under these circumstances on May 2, 1980 that James Auld - Ontario Minister of Natural Resources, wrote to John Roberts - Minister of Environment Canada:

Dear Mr. Roberts:

As you are well aware, several provinces are in the midst of a forest fire season which may well rank as one of the most severe in this century. Ontario and the Prairie Provinces have all been especially hard hit. As a result, we are all — both individually and collectively — experiencing severe shortages of equipment.

... No single government can afford to prepare for these extreme circumstances on its own... By way of example, the federal and provincial governments could finance a pool of heavy water-bombing planes which could be rented by the provinces to fight forest fires.

I would much appreciate hearing your views and those of my provincial forestry colleagues...

John Roberts replied to the letter on August 13, 1980:

Dear Mr. Auld:

Thank you for your July 7 letter about pooled resources for fighting forest fires. I believe your proposal has merit and I will be interested in the response of our other provincial colleagues. I am quite prepared to support the discussion of this topic by the Council [of Resource and Environment Ministers] . . .

I have been extremely concerned about this years forest fire situation in Ontario, the Prairies and the Territories. Untold economic losses, not just regional but national in consequence have been sustained and the impact on people and organizations must have been severe. I suggest that the socio-economic costs should be calculated as nearly as practical, in order for forest protection to be given its rightful priority in this country.

On August 29, 1980 James Auld - Ontario Minister of National Resources again wrote to John Roberts - Minister of Environment:

Dear Mr. Roberts:

Thank you for your letter of August 13, 1980 on forest fire needs in Canada. I feel that what is needed in Canada is a Canadian fire centre similar to the one that is in operation in the United States at Boise, Idaho.

Primarily, the Boise Interagency Fire Centre is a central location that collects forest fire intelligence not only in the U.S. but from Canada as well . . .

The centre stocks large amounts of forest fire fighting equipment . . . If the resources are not available at the Boise Interagency Fire Centre, the centre has knowledge of where resources may be in the United States and Canada, and will interface with the other agencies in order to assist the agency in trouble.

I am confident that each province affected is either doing or will be looking into the socio-economic impact of this past summer's forest fire . . .

I am sending copies of this letter to my provincial colleagues and urge that this topic receive early consideration by the Council [of Resource and Environment Ministers].

Provincial replies to James Auld's July 7th letter were supportive of the idea of a cooperative forest protection agreement, especially the provinces west of Quebec who were hardest hit by the 1979 - 80 fires. Following are excerpts from three of the letters sent to Mr. Auld:

Dear Mr. Auld:

The concern you have expressed regarding the inadequacy of fire fighting equipment pools and the severe strain imposed on staff resources of individual provinces when faced with abnormally severe fire seasons is shared by myself and Ministry protection personnel. . .

You may be assured that British Columbia will be interested in the reaction of the federal Minister of Environment to your proposals and will be prepared to participate in any discussions that may be initiated to address our mutual concerns in forest fire prevention and suppression.

T. M. Waterland
B. C. Minister of Forests
August 21, 1980

Dear Mr. Auld:

I was extremely interested to read your letter of July 7 to the Hon. John Roberts and I can understand your deep concern over the disastrous forest fires which have affected the Ontario forests . . .

I realize that the extremely dry period which has prevailed this summer in the area between the Yukon and Lake Superior, will eventually be felt in eastern Canada and I therefore endorse your suggestion for increased cooperation among all fire prevention agencies in Canada.

Yves Berube
Minister of Energy & Resources
Quebec Sept. 15, 1980

Dear Mr. Auld:

Thank you for sending me a copy of your letter of July 7th to Hon. John Roberts . . . Preparedness to the level of totally coping with extreme conditions such as were experienced this year is not a practical goal. Nevertheless much can be done to raise the existing levels of capability in forest fire protection . . .

I think it would be useful to have the topic of forest fire protection receive early and serious consideration by the Canadian Council of Resource and Environment of Canada.

Reg Gross
Minister of Renewable Resources
Sask. Sept. 15, 1980

While the Ministers were sending letters back and forth, the Deputy Ministers and department staff were also corresponding. On August 25, 1980, Mr. J. B. Seaborn - Deputy Minister of Environment Canada wrote to J. K. Reynolds - Ontario Deputy Minister of Natural Resources, suggesting the establishment of a 'task force' to prepare a statement for an upcoming Deputy Ministers Conference:

Dear Dr. Reynolds:

As you know, the forest fire situation in the Prairie Provinces, Northwestern Ontario and the Northwest Territories this year is the worst on record, as well as the second bad fire season in a row. The fires have had serious consequences on federal and provincial forest land as well as on private land.

The Hon. John Roberts has instructed the Canadian Forestry Service to assess the economic, social and environmental consequences of this year's forest fire crises. This assessment will serve as a guide for possible future action by the federal government . . .

I would like to suggest that it would be to our mutual benefit if a member of your staff were to join with his counterparts from the other three [western] provinces and the Canadian Forestry Service to form a small provincial-federal task force to assess this year's fire situation. This arrangement would facilitate an efficient exchange of information and ideas.

I suggest that the task force meet toward the middle of September to draft terms of reference for our consideration.

Shortly after the 1980 forest fire season, Mr. D. W. Simkin - Director, Policy Coordination Secretariat (Ontario), sent a memo to Dr. Reynolds indicating that the province of Ontario would put together a more technical proposal for a Canadian forest fire centre:

"Mr. [redacted] has pursued the concept of pooled resources between the provinces and the federal government for fire fighting . . . Mr. [redacted] outlined his thinking on the topic to Mr. Roberts indicating a need for a Canadian fire centre similar to the U.S. Boise Interagency Fire Centre . . .

We have a letter dated September 26, 1980 from Mr. D. L. Eldridge to delegates of the Deputy Ministers and Chief Foresters Conference who, in his capacity as recording secretary for the Conference, indicated that it was agreed Ontario should send a revised proposal on a more technical level for further discussion . . .

At a meeting with Dick Barrens of CCREM [Canadian Council of Resource and Environment Ministers] on October 20, I expressed to him our desire to have this subject dealt with by CCREM sometime before the next scheduled meeting of the Council which is scheduled for September 1981 . . ."

On March 17, 1981 a 'Task Force' on forest fire control was authorized by the Deputy Ministers of Forestry and approved by the Board of Directors of CCREM. The force's task was to prepare policy recommendations for consideration of the Council of Resource and Environment Ministers, at its meeting in the fall of 1981.

The Task Force included forest protection officials from Ontario, Newfoundland, Nova Scotia, New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan, British Columbia, the Gov't of Canada and CCREM. Mr. John Goodman - Director of the Ontario Aviation and Fire Management Centre, was appointed Chairman.

The 1981 forest fire season was even worse than the previous year (Figure 1). The problem of trying to contain 12 million acres of burning forest was compounded by a serious lack of equipment and information. Pressure was put on the politicians from all sides. Natural Resources staff, timber companies, tourist camp operators, independent contractors, trappers, northern communities and a multitude of other groups all agreed that more emphasis should be placed on forest protection.

The Task Force wasted no time, and by August 1981 a discussion paper was ready for consideration by the Canadian Council of Resource and Environment Ministers. The paper stated:

"A clear need exists for a national information/intelligence system for the collection, analysis and dissemination of a wide range of fire management data, together with formal agreements to facilitate the sharing of resources and mutual aid.

It is recommended that:

1. A national forest fire information/intelligence system be established.
2. An expanded program of forest fire research and a standardized and coordinated training program be implemented.
3. Under formal agreements to be negotiated between governments:
 - a) supplementary and specialty equipment caches in regional locations be created;
 - b) additional regional air attack and associated equipment capabilities be provided; and
 - c) replacement and modernization of aging aircraft fleets."

The Fire Centre is Approved

On September 29, 1981 the Canadian Council of Resource and Environment Ministers met in Ottawa for their 20th Annual Meeting. Following is a portion of the minutes from that meeting:

"The Ministers agreed to improve forest fire research and training programs and to create a national information centre to permit sharing of manpower and equipment among various regions of the country. There was no agreement on how the inadequate equipment situation could be improved.

Although there is agreement on an intelligence centre, there is no agreement on how it should be done. An unconditional transfer of federal funds is unrealistic. Tied to federal funds will be influence and visibility and a loss of provincial prerogative. All provinces oppose a central federal control. Clarification of roles and responsibilities will be imperative for the centre and the equipment arrangements to ensure the provinces primary influence over forest fire control."

Shortly thereafter, the federal government, in their November 1981 Budget Speech agreed to "undertake new initiatives in support of five key resource based industries". Forest protection was named as one of the initiatives.

On December 10, 1981 the Task Force originally appointed by the Deputy Ministers of Forestry met to discuss the practical aspects of implementing the recommendations of the Council of Resource and Environment Ministers. The following objective was agreed upon:

"To establish a national forest fire information/intelligence system that will see arrangement of all governments collect, analyse and disseminate fire management data to facilitate the sharing of resources which will reduce the total costs and damages caused by forest fires in Canada."

Several organizational options were considered by the task force:

1. Operate the Centre as part of the Canadian Forestry Service.
2. Operate the Centre under the control of a Provincial Government.
3. Operate as a federal/provincial non-profit corporation.
4. Operate the Centre through a private profit-oriented company.

Since natural resources have been traditionally controlled by each province, none of the provinces were willing to allow a federal presence of the magnitude suggested by option number one. Although federal cooperation was required, no province could support the idea of a 100 percent federally controlled Centre.

The national scope of the Centre ruled out option number two. If all provinces were to contribute towards the operation of the Fire Centre, it did not make sense to have it under the control of one provincial government.

Similarly, the federal and provincial agencies involved did not like the idea of a private company trying to make a profit using provincial fire fighting resources. This precluded option number four.

As a result, option number three (ie. operate as a federal/provincial non-profit corporation), was chosen as the best way to organize the new Forest Fire Centre. The agencies (ie. federal government and provinces) agreed on a funding formula based on inventoried productive forest land (Table 2). In an earlier recommendation to Council, the Task Force proposed that the Centre be located in Winnipeg to minimize national communications costs.

The Task Force selected a four-man 'Working Group' to handle the administrative and technical details of setting up the Centre. This Working Group was selected on the basis of their expertise in different areas of fire management and consisted of: Eric Astley (Ont.), Bob Sutton (B.C.), Bob Buck (Man.) and Peter Paul (Gov't of Canada).

The Working Group was given a mandate to have the Centre operational as soon as possible after the start of the 1982 forest fire season. This goal was accomplished and operations commenced at the Canadian Interagency Forest Fire Centre on June 2, 1982.

Conclusion

The decision to establish a joint federal/provincial Forest Fire Centre in Canada has proven beneficial for the agencies involved. The Centre acts as a type of 'insurance policy' for the provinces and territories. Each contributes a relatively small annual premium towards operating the service, and the information provided can be extremely valuable in saving time and money during a 'fire flap'.

The funding formula has allowed the provinces to maintain control over their own natural resources, without losing the financial advantage of federal participation.

Serious and widespread forest fire situations do not occur very often or at regular intervals, but should the events of 1979 - 81 be repeated in the future, the provinces and territories will now be better prepared.

SUMMARY

Chronology of events leading to formation of the Canadian Interagency Forest Fire Centre

- Feb. 5, 1979 The Canadian Committee on Forest Fire Control requests the opinion of all provinces on the concept of a National Forest Fire Centre.
- March, 1979 Replies received from provincial Directors of Forest Protection are generally unsupportive.
- May - Sept. 1979 6.5 million acres of forest is burned in an unusually severe forest fire season.
- May - June 1980 Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta and the Northwest Territories are hit with the worst forest fire season in over 50 years.
- July 7, 1980 Ontario Minister of Natural Resources sends a letter to his provincial colleagues and the Minister of Environment Canada, requesting their views on pooling federal/provincial resources to fight forest fires during crises situations.
- Aug. 13, 1980 The Minister of Environment Canada replies in support of the proposal, and suggests discussion of the topic at the next meeting of the Canadian Council of Resource and Environment Ministers.
- All provincial Ministers of Natural Resources agree with the concept of increased cooperation among forest fire prevention agencies in Canada.
- Aug. 29, 1980 The Ontario Minister of Natural Resources again writes the Minister of Environment Canada, suggesting that what is needed is a Canadian Forest Fire Centre similar to the one currently operating in the United States.
- March 17, 1981 Deputy Ministers of Forestry authorize the formation of a Task Force to prepare policy recommendation, for consideration at the fall meeting of the Resource and Environment Ministers.
- The provinces of Ontario and British Columbia present position papers addressing the need for a National Fire Centre.
- May - Sept. 1981 Another fire season, this time even worse than the previous year.
- Sept. 29, 1981 The Council of Resource and Environment Ministers agree to establish a Canadian Forest Fire Centre.
- Nov. 1981 The Federal Government, in their budget speech, promise increased forest protection initiatives.
- Dec. 10, 1981 The previously appointed Task Force selects a Working Group of forest fire experts to handle technical and administrative details of setting up the centre.
- June 2, 1982 Operations commence at the Fire Centre.

FIGURES AND TABLES

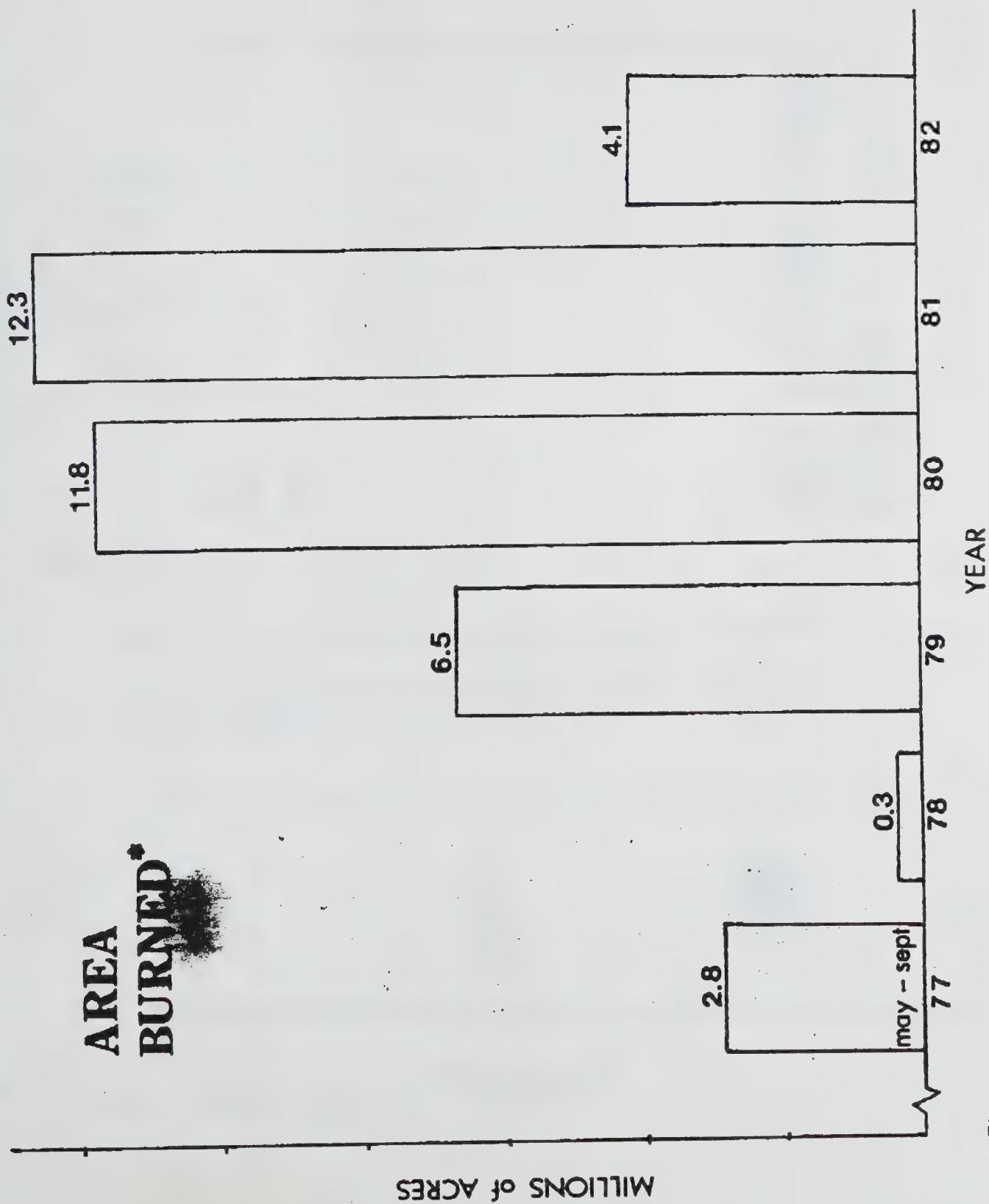


Fig. 1

CANADA NET EXPORTS 1980*

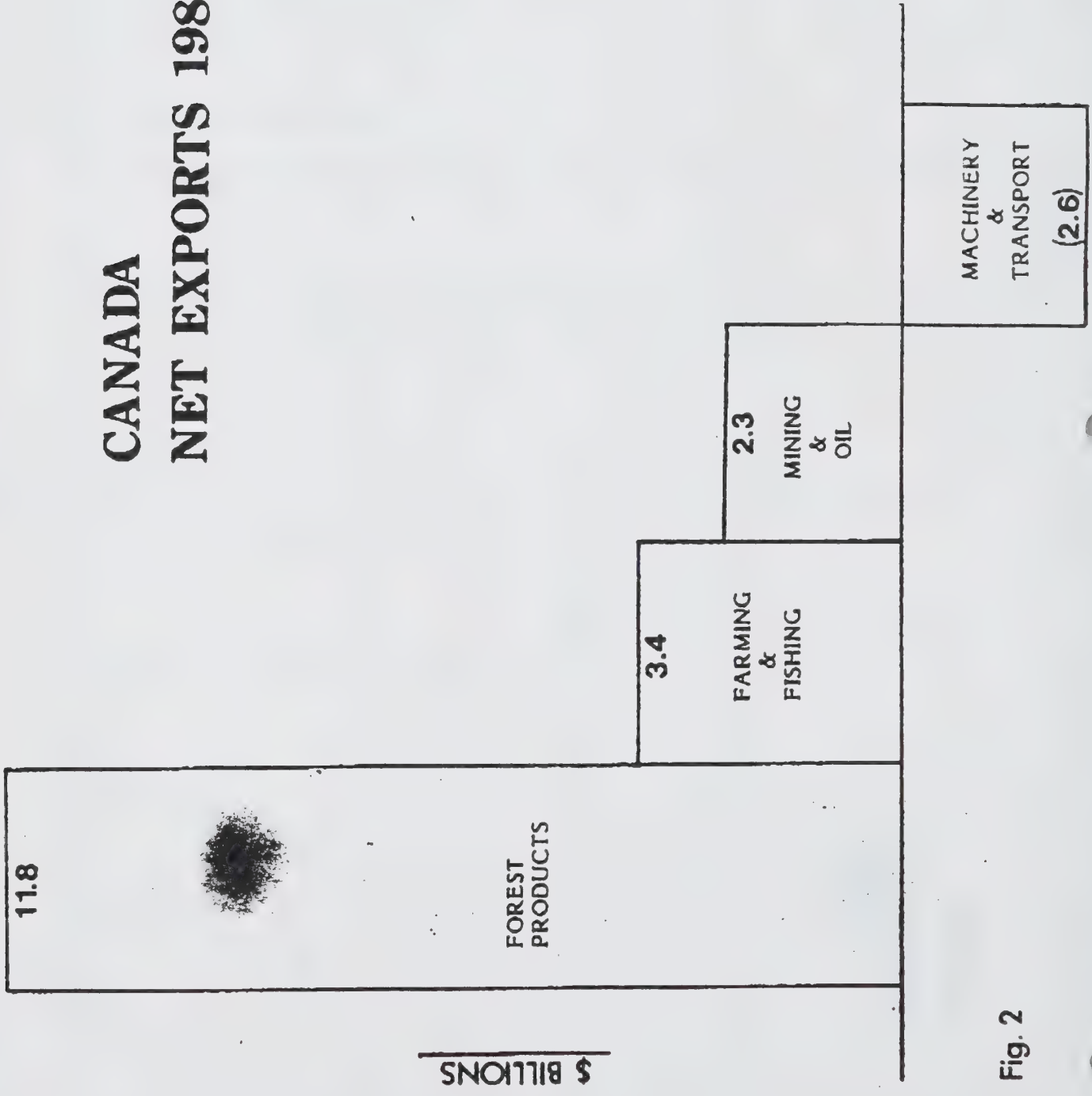


Fig. 2

* Source: Statistics Canada

Table 1

DIRECT EMPLOYMENT IN THE FOREST INDUSTRY
BY REGION¹

Atlantic	26,000
Quebec	88,000
Ontario	79,000
Prairies	19,000
B.C.	98,000
TOTAL	310,000

OTHER FORESTRY EMPLOYMENT FACTS:

- An estimated ten percent of the Canadian workforce is employed directly or indirectly by the forest products industry.
- Over 300 communities in Canada derive their livelihood solely from logging and related wood processing industries.

¹ Source: Statistics Canada 1980

Table 2
CANADIAN INTERAGENCY FOREST FIRE CENTRE
FUNDING FORMULA *

CANADA (Incl. Yukon & N.W.T.)	33.3 %
Newfoundland	2.8 %
P.E.I.	0.1 %
Nova Scotia	1.0 %
New Brunswick	2.1 %
Quebec	16.9 %
Ontario	12.3 %
Manitoba	4.6 %
Saskatchewan	3.0 %
Alberta	6.9 %
British Columbia	17.0 %
	<hr/>
	100 %

* Figures represent a contribution towards total annual costs to operate the Centre.

Contributions are based on the amount of inventoried productive forest land in each province or territory.

ABORIGINAL ISSUES/ROUND TABLE

EXECUTIVE BRIEFING

ISSUE: ABORIGINAL ISSUES/ROUND TABLE.

TODAY'S AGENDA: Information Item;

The Chairman, the Honourable Eldon Lautermilch will lead off a round table discussion of aboriginal forestry issues.

ABORIGINAL ISSUES/ROUND TABLE

1. This will be an open forum allowing the Ministers to update the CCFM on major aboriginal and forestry issues in their respective provinces.

FOREST RESEARCH ADVISORY COUNCIL OF CANADA (FRACC) REPORT

EXECUTIVE BRIEFING

ISSUE: FOREST RESEARCH ADVISORY COMMITTEE OF CANADA (FRACC)

TODAY'S AGENDA: Information Item:

Mr. Jack Toovey, chairman of FRACC, will give an overview of the research priorities in Canada.

BACKGROUND:

FRACC is the forest research coordinating committee for Canada. It is made up of representatives from the regional advisory councils across Canada, Forestry Canada, industry and the various forest oriented research organizations across Canada. Each year, FRACC compiles a report on research priorities for the CCFM, based on the combined input of the regional forest research advisory councils and Forestry Canada. A summary of this report can be found on pages 1 and 2 of the background material.

**Forestry Research Priorities in Canada, 1992:
An Overview for the Canadian Council of Forest Ministers**

Prepared by the Forestry Research Advisory Council of Canada
in Cooperation with the Forestry Research Advisory Committees
of the Provinces and Territories

Ottawa, July 1992

Summary

This fourth annual overview of Canadian forest research priorities has been compiled by the Forestry Research Advisory Council of Canada (FRACC) for the Canadian Council of Forest Ministers. It is based on the top five priorities for forest research as identified by the provincial forest research advisory bodies.

The topics from each group were scored on a scale of 5 points for top priority down to 1 point for lowest priority. The resulting 10 forest research topics are presented here in descending order of priority:

- Integrated resource management and decision support.
- Pest and weed management and alternatives to chemicals.
- Environmental effects of forest management.
- Ecological knowledge for intensive forest management.
- Forest growth and yield data.
- Increased productivity, tree improvement, and regeneration.
- Forest inventory and site classification.
- Silviculture and harvesting methods, and cost reduction.
- Forest fire management and control.
- Mixedwood management.

Slide 1+2

Research on wood processing and development of new products was also recognized as important, but it is not the primary focus of FRACC and hence was not rated. Modern information handling systems, artificial intelligence, and biotechnology were also judged important, but these are research tools rather than forest research topics and were not rated.

The evolution of priorities over the four years of reporting was examined. A strict comparison was not possible because the methods of the first two reports differed from those of the last two. However, it was possible to assign a general priority rating (high, medium, etc.) for the earlier years for the priority topics identified in this current report.

No drastic shifts were detected. "Integrated resource management and decision support" remains high priority. It is significant that three subjects, all bearing on the environment, have moved up in priority and are now rated 2, 3, and 4. These topics are "Pest and weed management and alternatives to chemicals"; "Environmental effects of forest management"; and "Ecological knowledge for intensive forest management." "Silviculture and harvesting methods, and cost reduction" has also moved up whereas two topics, "Forest growth and yield data" and "Higher productivity, tree improvement, and regeneration" have moved down. Other items have not changed appreciably. Research priorities do not seem to be changing faster than research agencies can adapt to them.

Twelve issues that are likely to affect future research priorities were identified as follows:

- Concern and input about sustainable forestry and the environment.
- Managing non-timber values and a shrinking timber land base.
- Global trade, competition, and world public opinion.
- Under-funding and phase-out of federal-provincial agreements.
- Accuracy of forest models for sustainable forestry.
- Lack of data on the socio-economic values of forests.
- Land claims and forestry on aboriginal lands.
- Intensive management of the boreal mixedwood forest.
- Economics of secondary forest products industry.
- Increasing need for accurate information at all levels.
- New provincial policies on forestry and forest protection.
- Farm forestry for wood and shelterbelts.

Research funding varies greatly across the country. Funds provided through the federal-provincial agreements are vital everywhere. Under-funded subjects are listed below; they are ranked by the ratio on the right, which represents the number of jurisdictions that classified the topic as under-funded over the number that identified it as a priority.

Pest and weed management and alternatives to chemicals	4/7
Environmental effects of forest management	3/6
Ecological knowledge for intensive forest management	2/4
Forest growth and yield data	2/4
Forest fire management and control	2/4
Integrated resource management and decision support	4/10
Forest inventory and site classification	1/3
Silviculture and harvesting methods, and cost reduction	1/3
Increased productivity, tree improvement, and regeneration	1/5
Mixedwood management	0/1

Forestry research in Canada is considered well focused on requirements but improvement is needed in the local application of research results.

Introduction

The Forestry Research Advisory Council of Canada (FRACC) has compiled this fourth annual overview of research priorities for the Canadian Council of Forest Ministers (CCFM). It is in line with the 1987 proposal that each province and territory establish a forestry research advisory body and that an annual Canada-wide overview of forestry research priorities be prepared. Research advisory bodies are now functioning in all provinces and play a major role in these overviews. Most of them have representation from governments, industry, and universities and are broadening their input to include non-timber, environmental, and native groups. The British Columbia Forest Research Advisory Council has added a representative of the British Columbia Cattlemen's Association.

Each year these overviews of research priorities are presented to Ministers at their fall meeting and subsequently published in *The Forestry Chronicle*. This fourth report is based on material provided by the provincial groups in early 1992.

The process for assembling the data has continued to evolve toward a simpler and more concise format for participants' reports. This year they responded to the following questions:

- Name the five top forest research priorities in your province or territory, in descending order of priority. The question posed is: "What research is needed to improve forest management and ensure a sustainable flow of all forest benefits?"
- Of the five topics identified, indicate those that are inadequately funded and supported.
- Describe emerging issues that are likely to affect forestry practices and hence affect research priorities.
- Comment on the adequacy of forest research in your area in terms of quality and quantity.

Responses were sent to the Executive Secretary of FRACC who prepared a draft for review at a joint meeting of FRACC and the provincial advisory group representatives in May 1992. The report was then revised for presentation to the CCFM.

No response was received from Ontario because that province's forest advisory structure is being reorganized. Since research priorities do not often change markedly from year to year, information from Ontario's previous response has been incorporated. As in previous years the territories did not prepare responses.

Research Priorities

Research priorities were tabulated by origin and subject, and a list was made of the ten topics identified by one or more advisory groups as one of their top five priorities. Top priority items were scored 5, second priority items scored 4, and so on for each jurisdiction. The list (Table 1) is in descending order of priority as established by these scores. There are only four topics from Ontario in the table because two topics from the previous year have been combined under one heading; the scores are adjusted accordingly. None of the topics in the list is new for 1992. The wording, the grouping, and the resulting emphasis have changed but all topics have been covered in previous overviews.

High-priority research topics are interdependent. For example, two highly rated subjects, "Integrated resource management and decision support" and "Environmental effects of forest management," are closely linked with "Ecological knowledge for intensive forest management."

Research on wood processing, new and higher-value products, recycling, and reducing energy demand was recognized as important in maintaining the competitive position of wood as a material and of Canada as a trading nation. The need for products that will make the best use of present feedstocks was also recognized. Forest products research, however, is not the primary focus of FRACC and these subjects were not rated.

Modern information handling systems, artificial intelligence, and biotechnology were also judged important but are research tools rather than forest research topics and were not rated.

The research subjects arranged in descending order of priority are discussed in the sections that follow.

1. Integrated Resource Management and Decision Support

The top priority this year combines two of last year's topics, "Integrated resource management systems" and "Decision support systems." Public pressure to use the forest for recreation and to set aside parts of it as wilderness means that demands for timber will be met from a smaller land base.

Progress will depend on having better information. Better inventory and evaluation techniques for wildlife, water flow, and recreation values will be needed, as will better knowledge of forest succession, wildlife habitat, and population responses to

forest management strategies. Better timber growth and yield data and information on the environmental consequences of treatments will also be required, as noted under other priorities.

To make effective use of the better information that will become available, improved decision support systems will be needed for selecting forest management and land use options. User-friendly models and artificial intelligence systems will be required to integrate all the data on factors that influence forest management and land use choices, and to evaluate the trade-offs required in choosing the best course of action. The importance of work on two other priorities, the environmental effects of forestry and the requirement for better understanding of forest ecosystems, is readily apparent.

2. Pest and Weed Management and Alternatives to Chemicals

Better pest management techniques including the control of competing vegetation is the second priority, and the demand for alternatives to chemicals is the most significant requirement. Solutions to these problems depend on progress in related priority areas, for example, forest ecology and integrated resource management. The benefits and the risks of all alternatives ranging from no action to major intervention must be carefully assessed. Better means of evaluating the hazards and potential damage of pest outbreaks are also important.

3. The Environmental Effects of Forest Management

Better understanding of the impacts of present and planned forestry practices on the total forest environment is needed. As noted, inventories of all values in the forest are required, and new methods are needed to prepare them and relate them to modern forest site classification systems so that their usefulness is extended in time and space. Long-term monitoring to detect changes and new methods for doing so will also be essential, as will the means to ameliorate deleterious effects. Development of alternative timber harvesting methods that are coupled more closely with reforestation is an important initial step. Ultimately, however, the goal is a total system that coordinates all activities from the early planning stage and produces a forest land management program that recognizes all values. Training workers to be more environmentally conscious and to understand how their performance affects the whole environment will also be important. This aspect will require some specialized research that must include input from the workers themselves.

4. **Ecological Knowledge for Intensive Forest Management**

Better fundamental knowledge of the dynamics and functioning of forest ecosystems is a vital foundation for managing forest resources in a holistic and sustainable way. This requirement is closely related to earlier priorities which set out the need for integrated management systems and for careful evaluation of the impacts of hunting, forest harvesting, fishing, wind, pests, fire, and global climatic change on the forest ecosystem.

5. **Forest Growth and Yield Data**

Forest inventory information and growth and yield data are basic requirements for planning the timber aspects of forest management and are a continuing need in many jurisdictions. The further development and refinement of computer models of the forest as new data become available will improve understanding of relationships and clarify management options.

6. **Increased Productivity, Tree Improvement, and Forest Regeneration**

Quicker and more effective regeneration with improved stock, improved forest stand tending, better protection against pests and fire, and better silvicultural practices have the potential to meet the nation's timber needs on less land. This result will increase the options available to land managers to use the forest land base for broader benefits. More land will be available for recreation, wilderness preservation, wildlife refuges, grazing, and other uses. This priority is closely associated with others and in a sense embraces them all. The objective is to improve the application of the basic information that comes from research under several other priorities.

7. **Forest Inventory and Site Classification Systems**

Inventory systems are the most basic information requirement for managing the forest. As forest management broadens and focuses on all the resources of the forest, the demand for better and more easily obtained inventories becomes more pressing. Development and application of improved site productivity classification systems will make it possible to extend research results more reliably, so that management practices that are successful in one location can be applied with confidence in other locations.

8. Silviculture and Harvesting Methods, and Cost Reduction

More efficient silviculture and harvesting methods are a priority, in part, because of the present severe financial climate. The previously mentioned need to link harvesting more closely to regeneration is another factor, as is the necessity to design systems that are environmentally sound and sustainable in the long run. Silvicultural and pest control methods that rely more on the natural dynamics of the forest and are less intrusive on the forest ecosystems are needed. Examples include natural regeneration versus planting, effective manual weeding versus herbicides, and diversity versus monoculture. Such approaches can be more cost effective when long-term environmental considerations are taken into account.

9. Forest Fire Management and Control

Fire continues to cause serious damage to Canada's forests. An average of just over one million hectares is burned annually and in severe years, losses skyrocket. Global warming may exacerbate the forest fire situation and needs careful attention. Computerized systems for integrating information and managing fire fighting resources have greatly improved fire control capability. Continued research to improve these methods and extend their application will pay dividends.

10. Mixedwood Management

Mixedwood management is an example of the varying forestry concerns across Canada. It was Alberta's second highest priority and reflects the large areas of mixed poplar-conifer forest in that province. Of particular concern is the reestablishment of conifers in mixedwood situations, and ways of protecting them against fire and pests and providing the conditions for them to thrive.

The Evolution of Priorities

With the completion of this fourth annual overview of forest research priorities, a review of how priorities have evolved seems appropriate. A strict comparison was impractical because the methodology for the first two reports differed from that of the last two. However, it was possible to assign a general priority (high, medium, etc.) for the earlier years for the priority topics identified in this current report. Some licence was required in adapting the earlier classification of topics to the simplified and condensed list that resulted from focusing on only the top five priorities in each jurisdiction. The results, while not definitive, do reveal some trends (Table 2).

No dramatic shifts are discernible; however, it is notable that the first topic, "Integrated resource management and decision support," has been a consistent high priority. It is also significant that the next three topics, all closely related to environmental concerns, have moved up in priority and are now rated 2, 3, and 4. These are "Pest and weed management and alternatives to chemicals"; "Environmental effects of forest management"; and "Ecological knowledge for intensive forest management." "Silviculture and harvesting methods, and cost reduction" has moved from low priority to medium whereas two topics, "Forest growth and yield data" and "Higher productivity, tree improvement, and regeneration," have tended downwards. The other items have not changed appreciably over the four years.

In earlier years concern was expressed that research priorities might change faster than research agencies could adapt to them. It seems that this has not been the case for forestry research priorities over the past four years.

Issues That May Affect Research Priorities

Twelve issues were identified as having the potential to affect future research priorities. Many were mentioned by only one or two respondents (Table 3).

The concern expressed by Canadians and those in other countries about sustainable forestry and the environment was mentioned by all but one respondent. The priorities outlined in this report reflect this concern. The high priority given to integrated resource management, to the environmental effects of forest management, and to the search for alternatives to chemical pesticides are examples. To harmonize the concept of sustainable development, which for the forest requires very long time horizons, with the changing demands of society will be a major challenge. Meeting that challenge will require more research on forest ecosystem functioning and alternative forest management techniques.

Wood demand for forest products is expected to rise and new markets possible, but there will be stiff competition from new products and existing markets may be restricted. As mentioned earlier, new forest products and higher quality in existing products will be needed for the forest products sector to continue to contribute significantly to the Canadian economy.

Funding

Not surprisingly, funding varies considerably across the country but the research funds provided through the Canada-provincial forestry agreements have a major impact everywhere.

Research topics considered to be under-funded are listed below, in descending order, so that the first topic is considered most seriously under-funded. The ratio on the right is the number of jurisdictions that classified the topic as under-funded over the number that identified it as a priority. The two topics most seriously under-funded are related to the environment.

Pest and weed management and alternatives to chemicals	4/7
Environmental effects of forest management	3/6
Ecological knowledge for intensive forest management	2/4
Forest growth and yield data	2/4
Forest fire management and control	2/4
Integrated resource management and decision support	4/10
Forest inventory and site classification	1/3
Silviculture and harvesting methods, and cost reduction	1/3
Increased productivity, tree improvement, and regeneration	1/5
Mixedwood management	0/1

Because all but one of the ten topics are considered under-funded, this list together with the priority listing can be read as a prescription for allocating new research funds and support.

The Adequacy of Forest Research

Many of the responses to this question focused on the question of funding. The relevance of the research to needs and the quality of the science are the criteria that respondents were asked to address for this section of the report, but these are of course difficult to apply. Those who commented on these factors felt that forestry research in their area is of good quality and well related to perceived needs but that application of results could be improved.

Table 1. Research priorities, 1992

Research topic	NF	NS	PE	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	Score
Integrated resource management and decision support	2	2	4	2	4	1	4	5	2	4	30
Pest and weed management and alternatives to chemicals		3	3	3	2	8	2	1			22
Environmental effects of forest management	3	1					5	3	3	5	20
Ecological knowledge for intensive forest management	4		5		5					3	17
Forest growth and yield data	5			5			3			1	14
Increased productivity, tree improvement, and regeneration	1	4				2			5	2	14
Forest inventory and site classification			2	4				4			10
Silviculture and harvesting methods, and cost reduction		5		1	3						9
Forest fire management and control			1			4	1	2			8
Mixedwood management									4		4

Note 1. Highest priority is scored 5; lowest priority is scored 1.

Note 2. All priorities but one are considered under-funded and are candidates for incremental support.

Table 2. Evolution of research priorities, 1989-1992

Research topic	Priority 89	Priority 90	Priority 91	Priority 92
Integrated resource management and decision support	HIGH	HIGH	MED HIGH	HIGH
Pest and weed management and alternatives to chemicals	MEDIUM	HIGH	HIGH	HIGH
Environmental effects of forest management	MEDIUM	MED HIGH	HIGH	MED HIGH
Ecological knowledge for intensive forest management	LOW	MEDIUM	MED HIGH	MED HIGH
Forest growth and yield data	HIGH	HIGH	MEDIUM	MEDIUM
Increased productivity, tree improvement, and regeneration	HIGH	HIGH	MED LOW	MEDIUM
Forest inventory and site classification	MEDIUM	MEDIUM	MEDIUM	MEDIUM
Silviculture and harvesting methods, and cost reduction	LOW	MEDIUM	MEDIUM	MED LOW
Forest fire management and control	MEDIUM	MEDIUM	MEDIUM	MED LOW
Mixedwood management	BLANK	BLANK	BLANK	LOW

Table 3. Issues that may affect research priorities, 1992

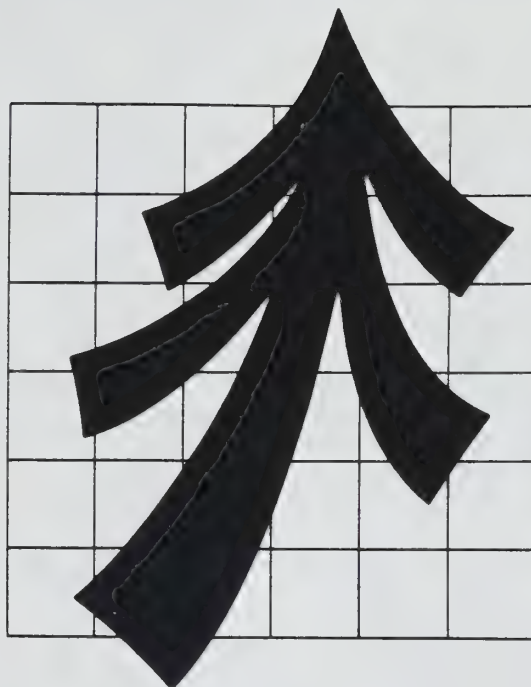
Issue identified	NF	NS	PE	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	Score
Concern and input re sustainable forestry and environment	1	1	1		1		1	1	1	1	8
Managing non-timber values and shrinking timber land base	1		1	1				1	1	1	6
Global trade, competition, and world public opinion	1	1	1		1				1	1	6
Under-funding and phase-out of fed-prov agreements	1	1								1	3
Accuracy of forest models for sustainable forestry		1					1				2
Lack of data on the socio-economic values of forests					1		1				2
Land claims and forestry on aboriginal lands							1	1			2
Intensive management of the boreal mixedwood forest								1	1		2
Economics of secondary forest products industry								1			1
Increasing need for accurate information at all levels					1						1
New provincial policies on forestry and forest protection					1						1
Farm forestry for wood and shelterbelts								1			1



Forestry
Canada

Forêts
Canada

Canada



Forestry Research Advisory Council of Canada

Annual Report 1991

© Minister of Supply and Services Canada 1992
Catalogue No. Fo41-14/1991
ISBN 0-662-59122-4
ISSN 0844-9007

Copies of this publication may be obtained free of charge from:

Forestry Canada
Public Enquiries Centre
Ottawa, Ontario
K1A 1G5

Phone: (819) 953-2312
Fax: (819) 953-7048

A microfiche edition of this publication may be purchased from:

Micromedia Ltd.
Place du Portage
165 Hôtel-de-Ville Street
Hull, Quebec
J8X 3X2

Reprinted from *The Forestry Chronicle*, August 1992,
published by the Canadian Institute of Forestry.

Printed
on recycled
paper



Imprimé
sur du papier
recyclé

Forestry Research Advisory Council of Canada Annual Report for 1991

May 1992

Summary

This report covers calendar 1991. Since 1983 the Forest Research Advisory Council of Canada (FRACC) has advised Forestry Canada on forestry research priorities and policies. In 1987 the Canadian Council of Forest Ministers (CCFM) agreed to establish forest research advisory groups in each jurisdiction, and requested FRACC to coordinate an annual countrywide review of forestry research priorities and concerns. Since then, and with the assistance and cooperation of the provincial and territorial research advisory bodies, FRACC has prepared an annual overview of forestry research priorities for CCFM; this report has subsequently been published in *The Forestry Chronicle*.

Forestry Canada made its first annual report to Parliament in 1991. Council considers it a good beginning for a process that will be valuable in alerting Members of Parliament and the public to forestry issues and the importance of forestry research. During the year Forestry Canada made good progress in preparing mission statements for its establishments. Not only are these statements important in explaining the Department's role, but also the process of preparing them is equally important in building support and esprit de corps. FRACC is pleased to see Forestry Canada taking positive initiatives in other areas, namely, the inclusion of major research components in the new forestry agreements with the provinces; the Green Plan with its elements of forestry research and model forests; the progress made in biotechnology; and the development of the strategic research partnerships program with involvement of the Natural Science and Engineering Research Council and industry.

Council makes the following recommendations:

1. To better define the perceived scarcity of forestry scientists, Forestry Canada should promptly undertake or sponsor a study of the supply and demand for scientists in the various disciplines that make up forestry research.

2. To foster a greater appreciation of the possibilities of a research career and to aid in establishing young scientists, Forestry Canada should provide more employment opportunities for undergraduate students through summer employment, participate fully with the universities in cooperative programs for graduate and undergraduate students, and enhance its "apprentice" type of programs for recent Ph.D.s such as post-doctorate fellowships both in-house and at the universities.

3. Forestry Canada should expand the useful initiative of setting aside a relatively small portion of its budget in a fund to be used for following up quickly on promising new research approaches.

4. To help ensure the sustainability of Canadian forest management, Forestry Canada should expand its in-house and cooperative research programs directed at a better understanding of the way forest ecosystems function.

5. To expand research on integrated forest management, particularly the policy and socio-economic aspects, Forestry Canada should consult widely and explore the possibility of

mounting cooperative research programs at national and regional levels involving its own forces, universities, provinces, industry, and non-government bodies such as the Institute for Research on Public Policy.

6. Council strongly supports Forestry Canada's current effort to improve its technology transfer program to promote the application of research results; however, to meet the growing public demand for technical information on forestry and environmental matters, Forestry Canada should increase its emphasis on this aspect of technical information.

7. To encourage scientists to work toward the application of their results, Forestry Canada should evaluate and modify, where possible, the scientists' rewards system so that it gives full recognition to technology transfer work including the preparation of effective "how-to" publications.

8. Forestry Canada should ensure that research advisory bodies are in place for all its establishments, and should broaden the range of forest stakeholders who participate in these research advisory bodies and in those at the regional, provincial, and national levels.

9. Forestry Canada should continue its emphasis on promoting high staff morale through participatory management, and should provide strong support to inter-establishment travel and dialogue, and for attendance at significant scientific conferences and workshops.

10. To help prevent stagnation and encourage greater research productivity, Forestry Canada should increase opportunities for working sabbaticals and retraining of scientists and technical staff.

11. To foster more long-range forestry research at universities in Canada, Forestry Canada should explore every avenue for implementing a program similar to the McIntyre-Stennis program in the United States.

12. Forestry Canada should develop a method for bringing economic and social criteria to bear on selection of research projects and should incorporate this into its research planning process.

Council will hold three meetings in 1992 and will give attention to the updating of the Forestry Research Inventory initiated in 1987 by Dr. A.J. Kayll; research execution, mechanisms, structures, and funding as distinct from planning processes; the document *Sustainable Forests, A Canadian Commitment*, with emphasis on the research aspects; further conclusions that might be drawn from the meeting with young scientists; means to encourage, support, and strengthen provincial and territorial research advisory bodies; further steps to strengthen technology transfer; Forestry Canada's headquarters forest economics program; forest workers' attitudes and training vis-à-vis environmental considerations in their daily work planning and execution; visiting a forest company's woodlands operations to learn their perceptions of research needs and views on research priority setting and management of research and technology transfer; and the major trends affecting the future of forestry and the implications for forestry research.

Introduction

This annual report of the Forestry Research Advisory Council of Canada (FRACC) covers the 1991 calendar year. Since 1983 FRACC has advised Forestry Canada on forestry research priorities and policies at the national level. In 1987 the Canadian Council of Forest Ministers (CCFM) agreed to establish forest research advisory groups in each jurisdiction, and requested FRACC to coordinate the preparation of an annual countrywide overview of forestry research priorities and concerns. FRACC is now pleased to report that forest research advisory bodies are now functioning in all provinces. Since 1987, with the close cooperation and help of the provincial advisory bodies, FRACC has prepared an annual overview of forestry research priorities for CCFM. This has been published each year in *The Forestry Chronicle*, usually the February issue.

Forestry Canada made its first annual report to Parliament in 1991. Council considers it a good beginning to what is sure to be a valuable and useful process for alerting Members of Parliament and the public to important forestry issues, including the vital importance of a vigorous and well supported program of research. The decision to feature forestry research as a major topic in the next annual report is to be applauded. Council was also pleased to see the continued progress being made in the preparation of mission statements for the various research establishments of Forestry Canada and the participation of staff in the process. These statements in themselves are important in explaining the Department's roles to both external and internal audiences and in helping build support and esprit de corps, but the process itself, when properly done with due attention to staff involvement, is equally important. In addition FRACC is pleased to note the progress made by Forestry Canada in a number of other areas, namely, the inclusion of major research components in the new generation of forestry agreements with the provinces; the forestry research elements and the model forests program of the government's Green Plan; the progress in biotechnology; and the development of the strategic research partnerships program with its involvement of the Natural Science and Engineering Research Council and industry.

Members of Council for 1991 are listed in Appendix I. Three meetings were held during the year: at Edmonton, February 26-28; at Petawawa, May 7-9; and at Toronto, September 26-27. Mr. Jean Claude Mercier participated at the meeting at Petawawa and members of council appreciate his continuing interest and input. They would also like to express their appreciation to the management and staff of Forestry Canada for their input and interest and particularly to thank those at Edmonton and Petawawa for the time and effort they spent in explaining their programs and plans.

Major Issues and Concerns in 1991

The Supply of Research Scientists

Council had learned from a variety of sources of a perceived shortage of Canadian forest research scientists, particularly in some disciplines such as forest mensuration, silviculture, and forest fire. Accordingly, Council planned a meeting with a group of young forest scientists to learn what had motivated them to take up forestry research and what impediments they face in pursuing their career. A half-day session was arranged with five scientists at Council's first meeting in 1991 at Edmonton, Alberta.

The five guests were Allison Nicholson from the Research Branch of the British Columbia Ministry of Forests; Elde MacDonald of the School of Forest Science at the University of Alberta; Yves Bergeron from the Biology Department of the University of Quebec at Montreal; Gina Mohammed from the Ontario Forest Research Institute at Sault Ste. Marie; and David Langor of the staff of Forestry Canada's Northwest Region. Of interest was the fact that none of them hold an undergraduate degree in forestry.

When invited to participate, the scientists were asked to consider a series of questions and come prepared to discuss them in detail. The questions were:

- Why is Canada short of certain forest scientists?
- Why are you in forest research?
- What are the frustrations you faced(d) as a graduate student?
- What are the frustrations you face or think you might face as a practicing scientist?
- What mechanisms steer people into forest research and are they sufficient?
- How important were summer employment experiences in making your career choice?
- Was there a mentor who markedly affected your career?

Discussion of what attracts students to consider a research career was lively and elicited several interesting insights. The lack of well-trained researchers in forestry is a fact in some disciplines, but certainly there are many fields relevant to forestry that are oversupplied. The situation varies from discipline to discipline and can change quite quickly over time. There are few job openings in some disciplines and this discourages people from considering a forest research career. Job hunting for newly trained scientists is an *ad hoc* networking operation that depends to large degree on informal contacts, word of mouth, and the contacts of one's professor.

There are significant reasons why people do not pursue scientific careers. Many people do not see the value of science and view it as a career off the mainstream. Teachers of undergraduate courses can make a big difference. The importance of research, the gaps in knowledge, and the excitement and challenge of doing research are often not mentioned in undergraduate courses.

The forestry faculties do not seem to be marketing forest research careers well. Other faculties and schools give the appearance of attacking the important ecological and environmental problems and thus attract the good students. The lack of financial support for graduate students in the forestry faculties is another important factor. A positive summer job experience in research is often a big influence in attracting people into scientific careers.

The scientists identified several impediments to pursuing research and applying the results. Too often short-term funding discourages attack on the more intractable forestry problems which require long-term work and lend themselves to developing scientific skills. The rewards system is sometimes capricious and slow to react, so that good research with excellent prospects for exciting and useful results may not be supported with increased research resources, and valuable work required to see a project through to the applications stage may not be recognized and rewarded. Forestry Canada has taken useful a step in setting up a fund at headquarters that is open to applications from its establishments and is designed to provide a rapid response and early funding for innovative new research proposals.

Recommendation 1. To better define the perceived scarcity of forestry scientists, Forestry Canada should promptly undertake or sponsor a study of the supply and demand for scientists in the various disciplines that make up forestry research.

Recommendation 2. To foster a greater appreciation of the possibilities of a research career and to aid in establishing young scientists, Forestry Canada should provide more employment opportunities for undergraduate students through summer employment, participate fully with the universities in cooperative programs for graduate and undergraduate students, and enhance its "apprentice" type of programs for recent Ph.D.s such as post-doctorate fellowships both in-house and at the universities.

Recommendation 3. Forestry Canada should expand the useful initiative of setting aside a relatively small portion of its budget in a fund to be used for following up quickly on promising new research approaches.

Ecosystem Functioning and Integrated Forest Management

Council recognizes that progress is being made in developing truly integrated and balanced management of all resources of the forest estate, but must emphasize that much remains to be done. On the biological side, the complex ecology of forests is slowly being clarified through research by the universities, the provinces, and Forestry Canada but there is much more to be learned.

On the socio-economic side the situation is more complex because the forest resources manager is faced with rapidly evolving and frequently conflicting public attitudes about what is wanted from the nation's forests. Here progress seems to be less evident. These latter matters require sophisticated public policy research and Council is concerned that too little is being done and decisions are being taken without thorough data gathering and analysis. Although it is true that political judgment and other considerations must be factored into these kinds of decisions, the chances for making wise choices are enhanced by careful research, analysis, and the development and weighing of options.

Recommendation 4. To help ensure the sustainability of Canadian forest management, Forestry Canada should expand its in-house and cooperative research programs directed at better understanding of the way forest ecosystems function.

Recommendation 5. To expand research on integrated forest management, particularly the policy and socio-economic aspects, Forestry Canada should consult widely and explore the possibility of mounting cooperative research programs at national or regional levels involving its own forces, the universities, the provinces, the private sector, and non-government bodies such as the Institute for Research on Public Policy.

Technology Transfer

The problem of making research results available to those who practice forestry in the field is a persistent problem. The topic came up again in the discussions with the young scientists as it seems to do in nearly all discussions of forestry research. As noted above, the rewards system for scientists does not always properly recognize efforts to transfer research into practice. Putting research to work is a two-way street and this is too frequently not well recognized. Researchers often

do a poor job of extending their results to the user but on the other hand the users often are unwilling to define their problems and needs and actively search out scientists and research results that can help them. The process can be improved by motivating both the scientists and practitioners.

Council commends Forestry Canada for its continuing efforts in this field. The in-house workshop on technology transfer held in Ottawa in November 1991 will help raise awareness and stimulate new efforts within Forestry Canada. More is required to broaden the discussion and bring forward the concerns and ideas of a wider spectrum of people. Council would like to stress again the importance of its recommendation of last year: "Forestry Canada should ensure that a broad spectrum of forest stakeholders have input to its forest advisory process." This recommendation applied to all aspects of the Forestry Canada mandate, but it is particularly important to have the participation of research users in defining research goals.

Another important aspect of technology transfer is the fact that the population is becoming increasingly aware of environmental and resource issues and needs good technical information. This public education facet of technology transfer efforts should not be overlooked.

Recommendation 6. Council strongly supports Forestry Canada's current effort to improve its technology transfer program promoting the application of research results; however, to meet the growing public demand for technical information on forestry and environmental matters, Forestry Canada should increase its emphasis on this aspect of technical information.

Recommendation 7. To encourage scientists to work toward the application of their results, Forestry Canada should evaluate and modify, where possible, the scientists' rewards system so that it gives full recognition to technology transfer work including the preparation of effective "how-to" publications.

Recommendation 8. Forestry Canada should ensure that research advisory bodies are in place for all its establishments, and should broaden the range of forest stakeholders who participate in these research advisory bodies and in those at the regional, provincial and national levels.

Staff Relations

In any organization, staff morale is very important to proper and effective operation and pursuit of stated goals. This is particularly true in a research organization where much of the work is self directed to at least some degree. Council has noted varying levels of staff morale in the Forestry Canada establishments it has visited in recent years. Invariably morale was high where professional and support staff was seriously involved in setting goals and making operating decisions. The "culture" of such establishments is positive and people like working there.

Management can improve research staff morale greatly by doing all in its power to reduce the isolation factor. Research in open organizations like Forestry Canada, as distinct from proprietary research groups, thrives on discussion and contact with colleagues and peers and with people in allied fields of science. Contact between Forestry Canada researchers at different locations is very important for it will materially

reduce duplication of effort and the growth of uncoordinated approaches to common problems. Contacts with universities and industrial laboratories are also important. Where Forestry Canada is located near another research group or near a campus this should be easy to accomplish. At more remote locations particularly, but not exclusively, provision of travel funds for conferences and visits to other research locations and strong support for long distance telephone calls and conference calls are essential. In a similar vein, the value of sabbaticals and short courses must not be overlooked.

Recommendation 9. Forestry Canada should continue its emphasis on promoting high staff morale through participatory management, and should provide strong support for inter-establishment travel and dialogue and for attendance at significant scientific conferences and workshops.

Recommendation 10. To help prevent stagnation and encourage greater research productivity, Forestry Canada should increase opportunities for working sabbaticals and retraining of scientists and technical staff.

Forestry Research at the Universities

For some years, Forestry Canada provided "block funding" for research at the forestry faculties and schools in Canada. The flexibility of this program was a major feature and made it particularly useful because the deans could use the funds in a variety of ways to support forestry research. On the other hand the program had its limitations in that it funded only the forestry schools.

In the United States forestry research at the universities has been supported since 1962 by the McIntyre-Stennis Cooperative Forestry Research Program. This program, initiated by the McIntyre-Stennis Act of the U.S. Congress, creates a partnership between the federal government and the states to support forestry research at designated universities. Federal funding is determined by a formula that concentrates funding where the natural resource economy and the commitment to research justify the investment, and is matched dollar for dollar by the states. The program has provided an important stable source of support for university research that is flexible in application and simple to administer.

A similar program could be implemented in Canada either through legislation or Cabinet approval. It would improve the quality and quantity of forestry research at the universities, help train the scientists needed to pursue high-quality research, and expose those graduating with bachelors' degrees to a more intense research culture and make them more receptive to using research results in their daily work.

Recommendation 11. To foster more long-range forestry research at universities in Canada, Forestry Canada should explore every avenue for implementing a program similar to the McIntyre-Stennis Program in the United States.

Climate Change

Council was pleased to learn of the increased emphasis being placed on climate change in the Forestry Canada research program. Climate change has tremendous implications for the management of Canada's forest resources and it is important that these implications be assessed and viable management options developed as soon as possible.

Economics and Policy Research

Council attaches great importance to economics and policy research and as mentioned above is convinced that more should be done to develop options and methods for managing the forest resource in an integrated way to produce the full array of possible benefits. Another important aspect is the development and use of economic and social criteria for the selection of forestry research projects and the management of research programs. Although Forestry Canada is making good progress in designing its research planning process and has kept Council well informed on developments, Council believes that more should be done to bring economic and social considerations to bear in the selection of research programs and projects.

Recommendation 12. Forestry Canada should develop a method for bringing economic and social criteria to bear on selection of research projects and should incorporate this into its research planning process.

Research Priorities Across Canada, the Overview Report

As noted in the introduction, the third annual overview of forest research priorities across Canada was compiled for CCFM. The results were presented to the CCFM meeting in Ottawa in October 1991 by FRACC chairman Jack Toovey. The report was published in the February 1992 issue of *The Forestry Chronicle*.

For this year's exercise, the provincial and territorial forest research advisory bodies were asked to identify their top five priorities for forestry research. The priorities so identified were assembled to produce a list of 10 forestry research topics, presented here in descending order of priority:

- Integrated resource management and decision support.
- Pest and weed management, and alternatives to chemicals.
- Environmental effects of forest management.
- Ecological knowledge for intensive forest management.
- Forest growth and yield data.
- Increased productivity, tree improvement, and regeneration.
- Forest inventory and site classification.
- Silviculture and harvesting methods, and cost reduction.
- Forest fire management and control.
- Mixedwood management.

Research on wood processing and the development of new products was also recognized as important, but it is not the primary focus of FRACC and hence was not rated. Modern information handling systems, artificial intelligence, and biotechnology were also judged important but they are research tools rather than forest research topics and accordingly were not rated.

In that it differs from previous years, this list of priorities raised some concern that priorities are changing faster than research programs can adjust to them. However, none of the 1991 priorities is new. The wording and the grouping may differ in 1991 but they all appeared in the 1990 research priorities overview and were given priority by most jurisdictions. Identifying only the top five priorities in each jurisdiction in 1991 focused attention more on major problems and reduced the list.

Very few of the topics are considered adequately funded in any region and attention to the environmental effects of forest management is undersupported in all regions. The federal-

provincial forestry agreements are vital in supporting research. Support for research can be improved by more emphasis on cooperative programs and joint approaches to funding agencies. The assembly of special pools of funds from industry and governments and their joint administration to support project proposals are another avenue, as is the reallocation of funds from work of lesser importance where feasible.

Twelve issues that may affect research priorities were identified:

- Canadian and international concern and input about sustainable forestry and the environment.
- Management for non-timber values and a shrinking land base for timber production.
- Global trade, increased competition, and world public opinion.
- Underfunding of forestry and phase-out of federal-provincial agreements.
- Need for more accurate forest models for sustainable forestry.
- Need for better data on the socio-economic values of forests.
- Land claims and forestry on aboriginal lands.
- More intensive management of the boreal mixedwood forest.
- Economics of viable secondary forest products industry.
- Increasing need for information at all levels.
- New provincial policies on forestry and forest protection.
- Farm forestry for wood and shelterbelts.

Some of these topics were in previous lists of research priorities, for example, small scale forestry and forestry on Indian lands. They are not in the priority listing this year because they were not in the top five priorities in any jurisdiction. However, these and other concerns, many of which are local, must figure in the final mix of research projects undertaken by any agency.

Ministers seem to value this annual research priorities overview as presented to them at their annual fall meeting. FRACC will continue to work with the provinces and territories to prepare and improve future editions.

Actions Stemming from Council's 1990 Report

Forestry Canada has again this year provided a year-end report to FRACC on actions it has taken on FRACC's recommendations of the previous year. Council members are

pleased that Forestry Canada is continuing this practice. The report is attached as Appendix II.

Plan of Action for 1992

Council will hold three regular meetings in 1992, at Ottawa in January, in Montreal in May, and in Vancouver in September. During the year it will give attention to the following:

1. The updating of the Forestry Research Inventory initiated in 1987 by Dr. A.J. Kayll.
2. Forestry Canada's work to develop a "Science and Technology Agenda." This will focus on research execution, mechanisms, structures and funding as distinct from planning processes.
3. Review of the document, *Sustainable Forests, A Canadian Commitment*, with particular emphasis on the research aspects.
4. Follow-up on conclusions to be drawn from the meeting with young scientists.
5. Consideration of possible means to encourage, support, and strengthen provincial and territorial research advisory bodies through greater involvement in FRACC activities where this seems appropriate.
6. Consideration of further steps to strengthen technology transfer.
7. Review of Forestry Canada's headquarters forest economics program.
8. Consideration of forest workers' attitudes and training and how these could be changed to incorporate environmental considerations in daily work planning and execution.
9. Visit to a forest company's woodlands operations to learn about the perceived research needs of forestry staff and their views on how research priorities should be identified and how research studies and technology transfer efforts should be developed and managed.
10. Consideration of the major trends affecting forestry and evaluation of their general implications for forestry research priorities.
11. The establishment and strengthening of linkages with other groups such as the Natural Science and Engineering Research Council (NSERC), the National Research Council, the Department of Industry, Science and Technology, and others.

Appendix 1

FRACC Membership for 1991

Provincial Representation

Dr. T.E. Baker
Research Branch
Ministry of Forests
31 Bastion Square
Victoria, British Columbia
V8W 3E7

Tel: (604) 387-6720
Fax: (604) 387-0046

Mr. C. David Rannard
Director
Forestry Branch
Department of Natural Resources
300-530 Kenaston Boulevard
Winnipeg, Manitoba
R3N 1Z4

Tel: (204) 945-7998
Fax: (204) 489-1360

Mr. John Goodman
ADM, Corporate Services
Ontario Ministry of Natural Resources
6th Floor, Whitney Block
Queen's Park
99 Wellesley Street West
Toronto, Ontario
M7A 1W3

Tel: (416) 965-1897
Fax: (416) 314-1910

M. Jean-Guy Davidson
Directeur de la recherche et du
développement
Ministère des Forêts
2700, rue Einstein, Bloc B.1.185
Sainte-Foy (Québec)
G1P 3W8

Tel: (418) 643-7994
Fax: (418) 643-2165

Industrial Representation

Mr. Bernard W. Burgess
Hillcrest Road
R.R. 3
Brockville, Ontario
K6V 5T3
Tel: (613) 345-2285
Fax: (416) 488-5262

Mr. Jack W. Toovey, R.P.F.
(Chairman)
2976 William Avenue
North Vancouver, B.C.
V7K 1Z6
Tel: (604) 985-8680
Fax: (604) 985-8528

Mr. Michael R. Innes
Manager of Forestry
Abitibi-Price Inc.
207 Queen's Quay West
Box 102
Toronto, Ontario
M5J 2P5
Tel: (416) 369-6742
Fax: (416) 369-6794

Mr. Robert W. Udell
Strategic Planning Superintendent
Weldwood of Canada Limited
Hinton Division
760 Switzer Drive
Hinton, Alberta
T7V 1V7
Tel: (403) 865-2251
Fax: (403) 865-8129

Canadian Institute of Forestry Representation

Mr. William J. Brown
General Manager
Algonquin Forestry Authority
222 Main Street
Huntsville, Ontario
P0A 1K0
Tel: (705) 789-9647

University Representation

Dr. Peter J. Murphy
Faculty of Agriculture and Forestry
Department of Forest Science
University of Alberta
Edmonton, Alberta
T6G 2H1
Tel: (403) 492-2359
Fax: (403) 492-4323
Home: (403) 458-9706

Dr. Gilles Frisque
Director (Vice Chairman)
Multiregional Forest Research Centre
University of Quebec
3rd Floor, 2875 boulevard Laurier
Sainte-Foy, Quebec
G1V 2M3
Tel: (418) 657-3551

Canadian Pulp & Paper Association Representation

Mr. Gerald Lapointe
Woodlands Section
Canadian Pulp and Paper Association
19th Floor, 1155 Metcalfe Street
Montreal, Quebec
H3B 4T6
Tel: (514) 866-6621
Fax: (514) 866-3035

Canadian Nature Federation

Mr. Paul Griss
Executive Director
Canadian Nature Federation
453 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
K1N 6Z8
Tel: (613) 238-6154
Fax: (613) 230-2054

Member at Large

M. Claude Godbout, Doyen
Faculté de foresterie et de géomatique
Université Laval
Québec (Québec)
G1K 7P4
Tel: (418) 656-2116
Fax: (418) 656-3177

Ex Officio

Dr. Fred C. Pollett, Director General
Science and Sustainable Development
Directorate
Forestry Canada, Place Vincent-Massey
351 St-Joseph Boulevard
Hull, Quebec
K1A 1G5
Tel: (819) 997-1107
Fax: (613) 990-3437

Executive Secretary

Dr. R.J. Bouchier
R.R. 1, P.O. Box 255
Cantley, Quebec
J0X 1L0
Tel: (819) 827-0903

Appendix II

Forestry Canada Comments on FRACC Recommendations of 1990

Recommendation 1. Forestry Canada should ensure that a broad spectrum of forest stakeholders have input to its forest research advisory process, and should encourage other agencies to do likewise.

Response. Forestry Canada agrees in principle with this recommendation.

Action. Forest management research and practice are now becoming more holistic in nature, in response to public concerns and through an increasing recognition within the forest sector that all uses and values of forests and forest lands must be taken into account in order to achieve sustainable development. Forestry Canada's research program is

becoming more strongly focused on issues such as ecosystem functioning and integrated resource management, and this trend will become even more pronounced when the new Green Plan projects are fully in place. Clearly, forest research advisory processes must adapt to these same trends by widening the spectrum of stakeholders involved; such changes are beginning to take place, but Forestry Canada recognizes that there is still a long way to go in this regard. To achieve such an objective will, however, require the active support and participation of all major forestry agencies. This issue is one that we believe must be addressed in the context of the multi-agency research advisory process endorsed by CCFM in 1987; it cannot be resolved by Forestry Canada alone.

Recommendation 2. Forestry Canada should seek every opportunity to connect its research work with site classification systems. This will broaden the use of research results in ways that maximize their application without having them misapplied in inappropriate situations.

Response. Forestry Canada accepts this recommendation.

Action. Substantial progress has been made in recent years in developing, applying, and integrating forest site classification systems across the country. A number of "how-to" interpretive manuals have been prepared to assist forest managers in linking these classification systems to operational practice. Work to make these systems as fully accessible and interlinked as possible is continuing, most particularly under the leadership of Forestry Canada's working group on site classification research. Work on site classification will be further reinforced through a number of Green Plan activities, including an enhanced research effort and, most particularly, through the direct application of site classification principles and systems within the planned network of model forests.

Recommendation 3. Forestry Canada should strengthen its linkages with the universities and urge them to do more to broaden their search for graduate students by emphasizing the very real challenges in forestry. Forestry Canada should also consider seconding scientists to universities for two to three years to alleviate a shortage of specific skills and to further the training of specialists in those disciplines.

Response. Forestry Canada accepts this recommendation.

Action. Over the past couple of years, Forestry Canada has taken a number of steps designed to reinforce forestry research at Canadian universities, both in forestry faculties and in other related departments. Initiatives that have been led or supported by Forestry Canada, such as the Networks of Centres of Excellence program, other special-purpose research networks such as Biocide and Microbionet, the Forestry Mission Statement of NSERC, and the Forestry Canada/NSERC Partnerships program (see below), have all been designed to strengthen university research in high-priority forestry topics. Forestry Canada has also continued to collaborate with, and support, universities through such mechanisms as adjunct professorships, graduate student supervision, and occasional lectures to enrich courses. Forestry Canada has been and continues to be willing to consider longer-term assignments of research staff to universities for special needs, but considers it important that any such arrangement not become a long-term substitute for the development of needed expertise within the university system itself. We agree with FRACC that universities should do more to attract graduate students in forestry (and that Forestry Canada should assist them in this where possible), but we believe this will only happen to the extent that they are able to develop and maintain world-class expertise and recognition in specific fields of forestry or allied subjects.

Recommendation 4. Forestry Canada should make every effort to develop other techniques and approaches to enhance cooperative programs along the lines of the NSERC partnerships model.

Response. Forestry Canada accepts this recommendation.

Action. Forestry Canada is pleased with the initial success of its partnership program with NSERC and with the degree to which industry has responded to it. During 1992, Forestry Canada will actively pursue the possibility of other similar arrangements, for instance, with the Social Sciences and Humanities Research Council (SSHRC). At the same time, Forestry Canada will also be taking another look at the strengths and weaknesses of all its collaborative research mechanisms, as one component of a broader strategic initiative concerning research roles and responsibilities.

Recommendation 5. In setting up cooperative programs of research with industry, Forestry Canada should ensure that the participating companies are fully aware of the steps necessary to qualify for favorable tax treatment for their contributions to research programs.

Response. Forestry Canada believes that officials of these companies should be aware of how they can qualify for favorable tax treatment, but it is up to each company to take the initiative, and to find out through Revenue Canada what is available.

Action. N.A.

Recommendation 6. Forestry Canada should carefully examine its forest economics and policy program to assess its adequacy and to determine whether sufficient linkage has been established with the provinces, industry, and the universities. An in-depth program review of this subject should be undertaken, with full program documentation being assembled and made available to FRACC and Forestry Canada clients and cooperators.

Response. Forestry Canada accepts this recommendation.

Action. A full evaluation of Forestry Canada's economics program is being carried out under the leadership of the department's Audit and Evaluation group. Results of this evaluation, and Forestry Canada's responses to any recommendations that may be forthcoming, will be made available to FRACC and other interested parties. At the same time, Forestry Canada has taken a number of steps to strengthen linkages between its economics and research programs. These include the involvement of Policy and Economics Directorate in appropriate components of the Green Plan and other activities related to the environment and sustainable development; and establishment of a working group on forest economics research.

Recommendation 7. A serious effort should be made to raise the profiles of Forestry Canada's two specialized institutes so that their role, particularly in relation to environmental concerns, is more widely appreciated in forestry and environmental circles. A change of names should be considered. Drawing on the views of scientists and staff, Forestry Canada should seek alternatives that would give much more stress to the ideas of sustainable development and ecological balance.

Response. Forestry Canada agrees in principle with this recommendation.

Action. The profile, and continued high standard, of Forestry Canada's research program is a matter of concern to the department at all its establishments, including (but not limited to) the two institutes. As indicated in response to Recommendation No. 1, Forestry Canada's research program is now giving much greater emphasis to environmental and sustainable development issues, and it is most important that this be well understood by clients and collaborators. Scientists are participating actively in developing, coordinating, and managing new initiatives in these fields. The strategic initiative on research roles and responsibilities referred to above is also addressing questions of science quality and profile, both within Forestry Canada and across the forest sector more generally. When available, the results of this study, which will include some consideration of the respective roles and names of Forestry Canada's regional establishments and institutes, will be provided to FRACC for discussion and comment.

Recommendation 8. The practice of consulting with staff and involving them in the planning and execution of research programs should be reinforced and firmly embedded in the management culture of Forestry Canada.

Response. Forestry Canada accepts this recommendation.

Action. Forestry Canada is continuing to promote the concept of staff involvement in research planning and execution.

To a very large extent, this has always been the case at the research project and study level, but it is only more recently that this has started also to occur at the strategic, priority-setting level. The most obvious example of the latter concerns the new environmentally oriented research initiatives under the Green Plan. Forestry Canada will continue to support and promote this trend, which is very much in line with the federal government's personnel management philosophy as expressed in PS 2000. At the same time, the department recognizes that it will need to remain vigilant and to manage staff involvement carefully, so as to ensure that mechanisms are in place to allow for meaningful input without overburdening scientific staff with administrative and management responsibilities.

Recommendation 9. Forestry Canada should actively involve its leading scientists in developing national strategies and plans and in developing research networks.

Response. Forestry Canada accepts this recommendation.

Action. This recommendation, and Forestry Canada's actions in respect to it, are a directly corollary to Recommendation No. 8. Networking, partnerships, and the development of strategic plans for specific areas of forestry research are receiving increasing emphasis, as appropriate and cost-effective ways for Forestry Canada to pursue its research objectives. Senior research scientists are being used extensively to head up these initiatives, and this will continue.

PLEASE REPLACE THE INFORMATION UNDER TAB L WITH THE ATTACHED

NATIONAL FOREST DATABASE PROGRAM (NFDP) REPORT

EXECUTIVE BRIEFING

ISSUE: NATIONAL FORESTRY DATABASE PROGRAM (NFDP)

TODAY'S AGENDA: Information Item:

The annual report for the NFDP which has been tabled is enclosed.

BACKGROUND:

The NFDP is run by the National Forestry Database Steering Committee, a standing sub-committee of the Canadian Council of Forest Ministers, and is composed of government representatives from the provinces, territories and Forestry Canada. All are professional people involved in forest inventory and who are concerned with the development of a national forestry database. The Committee has held three meetings: August 1990, April 1991, and April 1992. Key elements of the Steering Committee mandate are:

- 1) development of a comprehensive program of forestry data collection, compilation, analyses, reporting, and public information;
- 2) standardization of measurement and terminology;
- 3) development of a co-operative program of public information.

STATUS OF THE NATIONAL FORESTRY DATABASE PROGRAM (NFDP)

PURPOSE OF THE PROGRAM

The NFDP was established to develop a comprehensive forestry database at the national level which provides a description of forest management activities in Canada.

1992-93 HIGHLIGHTS

1. The program successfully completed its first operational year with the release of Compendium of Canadian Forestry Statistics 1991 as a CCFM publication. Future editions of the compendium will reflect ongoing refinements to the database, such as improved reporting on the status of cutover forest lands, more information on private forests and better information on non-timber uses of forests.

To date, the demand for the compendium has been strong, necessitating a second printing. As well, comments on the publication have been positive.

2. There has been follow-up to the proposal presented to the CCFM Ministers last year for broadening the description of Canada's forests to reflect a more holistic view. This description presents the forest land under the following headings:

- . Heritage Forests;
- . Protection Forests;
- . Commercial Forests, including Managed Forests and Unallocated Forests;
- . Open Forests

The Heritage Forest lands are identified on the basis of the classification framework promoted by the International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources (IUCN).

There is general agreement among provinces and territories that this is a workable framework. Work is currently under way in the provinces and territories to assess the feasibility of incorporating this into their inventory systems with the view to reporting in this format in the next national forest inventory.

In the meantime, Forestry Canada will continue to use the national estimates for reporting purposes in the State of Canada's Forests report.

3. As background to the database program, work is currently under way by Forestry Canada on refining the performance indicators presented in the 1991 State of Canada's Forests report. This is being done in consultation with provinces and territories, especially as it relates to the biodiversity indicator. It is expected that when this work is complete there will be new data to report on biodiversity under the database program.
4. The project to develop a convention for reporting on the status of regenerating forest land following harvest is on track.

Pilot projects are under way in three provinces to test and demonstrate the utility of the proposed methodology.

It is expected that the results of this work will be available for publication in the summer of 1993.

5. Forestry Canada will publish the new national forest inventory report in 1993.

Outstanding Issue

Implementation of the public information aspect of the program is slower than intended, due largely to lack of resources. This component of the program will be given higher priority next year.

CANADIAN FORESTRY COMMUNICATORS COMMITTEE (CFCC) REPORT

EXECUTIVE BRIEFING

ISSUE: THE CANADIAN FORESTRY COMMUNICATORS COMMITTEE (CFCC)

TODAY'S AGENDA: Information Item:

The annual report for the CFCC which has been tabled is enclosed.

BACKGROUND:

The CFCC, a standing committee of the Canadian Council of Forest Ministers, is composed of government representatives from the provinces, territories and Forestry Canada. All are professional communicators, concerned with the promotion of a national forestry image. The group meets regularly, to discuss ongoing projects and to share materials and ideas.

CURRENT SITUATION:

Saskatchewan, currently the chair of the CFCC, hosted the most recent meeting in Saskatoon June 17-18. Attending were representatives from Alberta, British Columbia, N.W.T., Ontario, New Brunswick, Newfoundland and Forestry Canada. The focus of the meeting was forestry education. Many provinces are undertaking educational initiatives and a great deal of useful information was shared.

As well, the committee got an update on the National Forest Strategy and discussed communications options.

CANADIAN FORESTRY COMMUNICATORS COMMITTEE (CFCC)

Chair's Report
October 1992

ISSUE: "Sustainable Forests: A Canadian Commitment" -- the National Forest Strategy

BACKGROUND: In 1991, the CCFM invited the public to participate in the development of a new National Forest Strategy via a series of public forums across Canada. The vision that emerged from those sessions was embodied in the Canada Forest Accord, signed by all CCFM members at the National Forestry Congress in March of 1992.

These goals and objectives were put forth in the final strategy document, "Sustainable Forests: A Canadian Commitment" and summarized in a brochure of the same name. These documents have been distributed abroad, in a variety of languages, through embassies, trade commissions, as well as at UNCED.

At the direction of the CCFM Deputy Ministers, André Rousseau is chairing a National Forest Strategy Implementation Task Force, which includes representation from the CFCC. The group met August 27-28 in Winnipeg to discuss the implementation framework for the Strategy. Mr. Rousseau will present the resulting document to the Ministers at the CCFM meeting in Saskatoon, October 14.

CONSENSUS: There is an identified need for a national communications and marketing plan for the Strategy to ensure consistent messages in each jurisdiction's communications efforts. The CFCC will continue, through its participation on the Implementation Task Force and with the development of each member's own action plan, to support the messages and objectives as defined by the CCFM in the implementation framework.

ISSUE: Forestry Education -- the CFCC's Role

BACKGROUND: Given efforts by governments to encourage public involvement in forest management decisions, there is a need for more and better forestry education programs. Most provinces have some programming already in place or have begun developing programs.

In the current climate of fiscal restraint, provinces continue to explore opportunities to work together. By sharing information, via the CFCC and other means, provinces can benefit from the experience of others and produce the quality and cost-effective materials they need.

The recent CFCC meeting in Saskatoon was used as a forum for an overview of forestry education programs across the country. Extremely useful information was shared, of particular benefit to those provinces currently developing or adapting education programs.

CONSENSUS: The CFCC will include forestry education as a standing agenda item at all future meetings. However, the mandate of the CFCC remains to advise the CCFM on all communications matters, including but not exclusive to education.

ISSUE: The National Forestry Database Program

BACKGROUND: The National Forestry Database Steering Committee, at their April 1991 meeting, approved a public information program as prepared and presented by Forestry Canada. Because of reduced funding levels, the program as outlined has not, so far, been implemented.

The Compendium of Data, statistical information for 1990-91, has been compiled and will be presented to the Deputies at their June meeting.

CONSENSUS: Strategies for the distribution of copies of the Compendium will be developed by each jurisdiction. A national public information program may be considered in the next fiscal year, subject to budgetary approval.

TRI-COUNCIL MEETING - CCFM INVOLVEMENT

EXECUTIVE BRIEFING

ISSUE: TRI-COUNCIL MEETING ON PROTECTED AREAS

TODAY'S AGENDA: Discussion Item.

The Chairman, the Honourable Eldon Lautermilch will lead a discussion on the November 25, 1992 Tri-council meeting involving the Ministers of Environment, Wildlife and Parks being held to discuss completing Canada's network of protected areas. Because of the proposed change in venue from protected spaces to the Biodiversity Convention, the Forest Ministers should be present at the meeting as they have the largest stake in the biodiversity question.

BACKGROUND:

Last March, the Honourable Pauline Browes, Minister of State (Environment) addressed the CCME on the need to complete Canada's systems of protected areas by the year 2000. Together with the Chair of the Federal/Provincial Parks Ministers and the Chair of the Canadian Council of Wildlife Ministers, the Honourable Ms. Browes invited the CCME to meet with the Parks and Wildlife Ministers in a special session on Protected Areas. The tri-council meeting is proposed for November 25, 1992.

The prime purpose of bringing the councils together is to expedite the completion of Canada's system of protected areas by consolidating political commitment to this initiative, raising its public profile, imparting a sense of urgency, and outlining required actions. An inter-council planning committee is in place with its main responsibility for drafting on behalf of the councils, a statement of commitment to the completion of Canada's systems of protected areas. A copy of the proposed statement is enclosed.

The CCME is trying to negotiate changes in the meeting's agenda, diverting it from protected areas per se to the Biodiversity Convention and have the Forest Ministers attend.

They are looking for agreement on ratification; a commitment to developing a National Strategy on Biodiversity (process agreed upon); and all Ministers agree that CCME become the political home for Biodiversity Convention follow-up.

THE STATEMENT OF COMMITMENT

PREAMBLE

This Statement is intended as a public statement of consolidated political will to complete Canada's networks of protected natural areas by the year 2000. Realization of this commitment will build upon more than a century of conservation efforts in Canada. The Statement's endorsement by three separate federal-provincial councils is a recognition of the need for both interjurisdictional and interdisciplinary cooperation. This Statement is the beneficiary of many international resolutions and declarations - the World Conservation Strategy, the World Charter for Nature, the World Commission on Environment and Development, Caring for the Earth: A Strategy for Sustainable Living; and most recently, in February, 1992 the Caracas Declaration from the Fourth World Congress on Parks and Protected Areas - all of which have signalled the urgency to complete the world's networks of protected areas. The World Commission on Environment and Development has recommended that at least 12% of the planet be set aside in protected areas.

It is understood that nothing in this Statement shall in any way prejudice Aboriginal or treaty rights, the land claims process or self-government negotiations.

**A STATEMENT OF COMMITMENT
TO COMPLETE CANADA'S NETWORKS OF PROTECTED AREAS**

ON THE OCCASION OF CANADA'S 125TH ANNIVERSARY, THE CANADIAN COUNCIL OF MINISTERS OF THE ENVIRONMENT, THE COUNCIL OF FEDERAL-PROVINCIAL PARKS MINISTERS, AND THE WILDLIFE MINISTERS COUNCIL OF CANADA HAVE COME TOGETHER TO RECOGNIZE THAT:

CANADA'S NATURAL HERITAGE - ITS WILDLANDS, WATERS AND WILDLIFE - UNITES AND DEFINES US ALL AS CANADIANS

CANADA HAS A SPECIAL GLOBAL RESPONSIBILITY TO PROTECT ITS NATURAL HERITAGE GIVEN THAT:

CANADA IS STEWARD OF *ALMOST* 20% OF THE PLANET'S WILDERNESS*, 20% OF ITS FRESHWATER, AND 24% OF ITS REMAINING WETLANDS

CANADA IS *ONE OF THE FEW NATIONS* THAT STILL HAS AN OPPORTUNITY TO REPRESENT ITS NATURAL *REGIONS AND FEATURES*, AND TO CONSERVE *ITS* CRITICAL WILDLIFE HABITAT

PROTECTED AREAS HAVE SCIENTIFIC, EDUCATIONAL, INSPIRATIONAL AND RECREATIONAL VALUES *FOR HUMANKIND AND CONTRIBUTE TO SUSTAINABLE DEVELOPMENT*

PROTECTED AREAS ARE ESSENTIAL TO CANADA'S ENVIRONMENTAL HEALTH, BIOLOGICAL DIVERSITY, *AND* ECOLOGICAL PROCESSES

THE ECOLOGICAL HEALTH OF PROTECTED AREAS IS AFFECTED BY THE QUALITY OF THE SURROUNDING ENVIRONMENT

THE OPPORTUNITIES TO PROTECT CANADA'S NATURAL REGIONS AND WILDLIFE HABITAT ARE QUICKLY BEING FORECLOSED

CANADA'S NATURAL HERITAGE *SHOULD* BE SAFEGUARDED THROUGH A VARIETY OF PROTECTED AREAS, INCLUDING NATIONAL AND PROVINCIAL PARKS, ECOLOGICAL RESERVES, WILDLIFE MANAGEMENT AREAS AND MIGRATORY BIRD SANCTUARIES

* (excluding Antarctica)

PROTECTED AREAS MUST BE COMPLEMENTED BY SOUND PUBLIC AND PRIVATE STEWARDSHIP OF ALL OF CANADA'S LANDS

ABORIGINAL PEOPLES HAVE A *SIGNIFICANT AND* UNIQUE ROLE IN THE PROTECTION OF CANADA'S NATURAL HERITAGE

THE PROTECTION OF CANADA'S NATURAL *HERITAGE* CANNOT BE ACHIEVED BY ANY ONE GOVERNMENT OR AGENCY

CANADIANS *WANT* TO BE INVOLVED IN DECISIONS AFFECTING *PROTECTED AREAS*

AND THEREFORE, IN THE INTEREST OF PRESENT AND FUTURE GENERATIONS OF CANADIANS, COUNCIL MEMBERS WILL MAKE EVERY EFFORT TO:

COMPLETE CANADA'S NETWORKS OF PROTECTED AREAS REPRESENTATIVE OF CANADA'S LAND-BASED NATURAL REGIONS BY THE YEAR 2000 AND ACCELERATE THE PROTECTION OF AREAS REPRESENTATIVE OF CANADA'S MARINE NATURAL REGIONS

ACCELERATE THE IDENTIFICATION AND PROTECTION OF CANADA'S CRITICAL WILDLIFE HABITAT

ADOPT FRAMEWORKS, STRATEGIES, AND TIME-FRAMES FOR THE COMPLETION OF THE PROTECTED AREAS NETWORKS

CONTINUE TO COOPERATE IN THE PROTECTION OF ECOSYSTEMS, LANDSCAPES, AND WILDLIFE HABITAT

ENSURE THAT PROTECTED AREAS ARE INTEGRAL *COMPONENTS OF* ALL SUSTAINABLE DEVELOPMENT STRATEGIES

1993 ANNUAL MEETING

EXECUTIVE BRIEFING

ISSUE: THE 1993 ANNUAL CCFM MEETING.

TODAY'S AGENDA: Information Item;

The host for the 1993 Annual Meeting will be decided.

Funding Formulae

	CCFM	CIFFC	FERIC	1991 EXPORT VALUE
Canada	33.3	33.3	3.38	50.0% \$750,000
Newfoundland	3.0	2.6	0.35	1.0% 15,463
Prince Edward Island	1.1	0.1	3.66	0.0% 93
Nova Scotia	3.0	0.9	5.94	1.4% 21,561
New Brunswick	3.0	1.9	25.70	3.1% 47,026
Quebec	13.8	15.8	23.98	12.5% 187,354
Ontario	13.8	11.5	4.15	9.5% 141,804
Manitoba	6.0	4.3	4.49	0.4% 6,319
Saskatchewan	6.0	2.8	6.89	0.5% 7,111
Alberta	8.5	6.4	21.46	1.7% 25,140
British Columbia	8.5	15.9	---	19.9% 298,117
Northwest Territories	---	4.5	---	0.0% 0
Yukon	---	---	---	0.0% 12
TOTAL	100%	100%	100%	100.0% \$1,500,000

PLAN TO ATTEND

The Silviculture Conference

*A follow up to the first
Silviculture Conference
of 1991*

September 13, 14, 15, 1993

Toronto, Ontario



**Organized in conjunction with SILVILOG '93
and Focusing on woodlot and stand level
silviculture and research, with SILVILOG '93
as the field tour**

Further information

Please contact:

Christopher Lee, Conference Secretariat
Ottawa, Ontario

Phone (613) 234-2242

Fax (613) 234-6181

Laurie Grant, Conference Secretariat
Vancouver, British Columbia

Phone (604) 683-8254

Fax (604) 683-8202

Sponsored by

Silviculture Magazine

The Canadian Institute of Forestry

The Canadian Silviculture Association

Endorsed by

- Ontario Ministry of Natural Resources
- Forestry Canada
- SILVILOG '93

Copeland Forest
Barrie, Ontario
September 15-18 1993



CANADIAN COUNCIL OF FOREST MINISTERS ANNUAL MEETING

Relationship Between Unced Guiding Principles and
National Forest Strategy
Responsibility for Implementation

Federal

SASKATOON, Saskatchewan
October 14, 1992

**RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION**

A PRELIMINARY ANALYSIS

**International Affairs Division
Forestry Canada
Place Vincent Massey
351 St-Joseph Blvd.
Hull, Québec
K1A 1G5**

**Tel: (819) 997-1107
Fax: (819) 953-7048.**

6 October 1992.

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

2

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY	NFS FRAMEWORK FOR ACTION	PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS				CC	PT	FD	AC	IN	WO	AB
PREAMBLE:										
(a) The subject of forests is related to the entire range of environmental and development issues and opportunities including the right to socio-economic development on a sustainable basis.										
(b) The guiding objective of these principles is to contribute to the achievement of the management, conservation and sustainable development of forests and to provide for their multiple and complementary function and use.										
(c) Forestry issues and opportunities should be examined in a holistic and balanced manner within the overall context of environment and development, taking into consideration the multiple functions and uses of forests, including traditional uses, and the likely economic and social stress when these uses are constrained or restricted as well as the potential for development that sustainable forest management can offer.			<p>Note: The Preamble of the UNCED Guiding Principles is very consistent with the National Forest Strategy</p> <p>This document provides a preliminary assessment, extent of convergence of objectives between the Guiding Principles and the National Forest Strategy. Attempt has been made to identify organizations that have responsibility in taking follow-up action.</p>							
(d) These principles reflect a first global consensus on forests. In committing themselves to the prompt implementation of these principles, countries also decide to keep them under assessment for their adequacy with regard to further international cooperation on forest issues.										
(e) These principles should apply to all types of forests, both natural and planted, in all geographic regions and climatic zones, including austral, boreal, sub-temperate, temperate, sub-tropical and tropical.										

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Academic Community, CC - Collective Action by CCFM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, P - Provinces or Territories, GP - Indians (Forestry Canada emphasis).

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

3

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS						CC	PT	FD	AC	IN	WO	AB
<p>PREAMBLE (cont'd.):</p> <p>(f) All types of forests embody complex and unique ecological processes which are the basis for their present and potential capacity to provide resources to satisfy human needs as well as environmental values, and as such their sound management and conservation is of concern to the Governments of the countries to which they belong and are of value to local communities and to the environment as a whole.</p> <p>(g) Forests are essential to economic development and the maintenance of all forms of life.</p> <p>(h) Recognizing that the responsibility for forest management, conservation and sustainable development is in many States allocated among federal/national/state/provincial and local levels of government, each State, in accordance with its constitution and/or national legislation, should pursue these principles at the appropriate level of government.</p>		<p>Note: The Preamble of the UNCED Guiding Principles is very consistent with the National Forest Strategy.</p>										
<p>1. (a) "States have, in accordance with the Charter of the United Nations and the principles of international law, the <i>sovereign right to exploit their own resources</i> pursuant to their own environmental policies, and the responsibility to <i>ensure that activities within their jurisdiction or control do not cause damage to the environment of other States or of areas beyond the limits of national jurisdiction</i>."</p>		<p>(2) Forest Stewardship - Management:</p> <p>The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various uses, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use.</p> <p>Sustainable forest management recognizes a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optional mix of uses.</p> <p>Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management.</p> <p>Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment.</p> <p>Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forests.</p> <p>Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices.</p>		<p>Note:</p> <p>- UNCED Guiding Principles 1.(a) reaffirms the sovereignty of nations, an area of concern to many developing countries. Canada subscribes to this Principle in the Stockholm Declaration.</p>								

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

4

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS		PRINCIPLES										
1. (b) The agreed full incremental cost of achieving benefits associated with forest conservation and sustainable development requires increased international cooperation and should be equitably shared by the international community.		(9) Global view: Maintaining the health of Canada's forest ecosystems will ensure their continued contribution to the health of the earth's environment. Cooperation among nations is essential to maintaining the health of the world's forests. Canada has a responsibility to assist other nations in the sustainable management of their forests.		Note: All the actions to be taken under NFS Framework for Action in Forest Stewardship - Environment, Forest Stewardship - Management respond to this UNCED Principle 1.(b). This Principle is essentially aimed at the developed countries to provide financial and technical assistance to the developing countries to practice sustainable development. Canada is the third largest donor of bilateral assistance in forestry with contributions totalling \$115 million per annum.								
		(2) Forest Stewardship - Management: The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various uses, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use. Sustainable forest management recognises a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optimal mix of uses. Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management. Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment. Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forests. Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices.		Note: Sovereignty is not an issue in Canada and provincial jurisdiction is clear. Canada's National Forest Strategy is a statement of national strategy and national commitment. All actions proposed under NFS are aimed at sustainable development of Canada's forests - nationwide.								
2. (a) States have the sovereign and inalienable right to utilize, manage and develop their forests in accordance with their development needs and level of socio-economic development and on the basis of national policies consistent with sustainable development and legislation, including the conversion of such areas for other uses within the overall socio-economic development plan based on rational land-use policies.												

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

5

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY							
PRINCIPLES/ELEMENTS						CC	PT	PD	AC	IN	WO	AB	
2. (b) Forest resources and forest lands should be <i>sustainably managed</i> to meet the social, economic, ecological, cultural and spiritual human needs of present and future generations. These needs are for forest products and services, such as wood and wood products, water, food, fodder, medicine, fuel, shelter, employment, recreation, habitats for wildlife, landscape diversity, carbon sinks and reservoirs, and for other forest products. Appropriate measures should be taken to <i>protect forests against</i> harmful effects of pollution, including air-borne pollution, fires, pests and diseases in order to maintain their full multiple value.		(1) Forest Stewardship - Environment: The ecological process operating within forest ecosystems are essential to maintaining life on earth and must be sustained. The use and management of forests on a sustainable basis must respect their productive ability and capacity for renewal. Forest use and management must maintain a diversity of wildlife species and habitats. (2) Forest Stewardship - Management: The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various uses, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use. Sustainable forest management recognizes a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optimal mix of uses. Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management. Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment. Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forests. Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices.		(2.1) Public and private forest management agencies will broaden the scope of their inventories to include the additional information needed to manage forests on an ecosystem basis, to provide for a full range of forest values and to forecast the growth and yield of various forest resources. (2.2) Research agencies will increase their research to assist resource managers in analyzing information on a variety of forest values and in assessing the impact of management options. (2.3) Governments will review and where necessary revise forest land use and resource planning processes to take into account: - the goal of sustainable production of forest resources; - the evaluation and selection of forest land use options; and - the integration of management for a range of forest values. (2.4) By 1995, governments will review the quantity of resources harvested and replaced on their lands, based on the best available information, opportunities for intensive silviculture, prevailing needs and guidelines for sustainable forestry. (2.5) Governments will insure that agreements to harvest various resources from public forest lands promote a holistic approach to forest management. (2.11) Governments will improve their fire management capabilities based on determining appropriate levels of protection against fire while recognizing the role fire plays in maintaining forest ecosystems. (2.12) Fire research and operational fire management organizations will strengthen their cooperative arrangements. (2.13) Public and private forest management agencies will expand their research into and use of ecological approaches to resource management, such as adapting harvest and silviculture techniques to create forest conditions that are less vulnerable to insects, disease and competing vegetation. (2.14) Public and private forest management agencies will minimize the use of chemicals in forest management, and continue to use only nationally and provincially regulated products, adhering strictly to government standards. (2.15) Research agencies will increase research into new ways of controlling pests as an alternative to chemical pesticides. (2.16) Governments and the forest community will expand their efforts to compile and disseminate information on integrated pest management to ensure the newest techniques are put into practice.		X	X	X	X	X	X	X	X
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		
							X	X	X	X	X		

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

6

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY	NFS FRAMEWORK FOR ACTION	PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS				CC	PT	FD	AC	IN	WO	AB
2. (c) The provision of <i>timely, reliable and accurate information</i> on forests and forest ecosystems is essential for public understanding and informed decision-making and should be ensured.	(3) Public Participation: The public is entitled to participate in forest policy and planning processes, recognizing that this carries with it obligations and responsibilities. Effective public participation requires an open, fair and well-defined process, with generally accepted procedures and deadlines for decisions. To participate effectively, the public must be aware and informed, with access to comprehensive and easy-to-understand information on forest resources.	(3.4) By 1993, the CCFM will prepare a plan to upgrade the national database on forests to improve information on forest regeneration, and to include data on non-timber values such as wildlife, wilderness and recreation. (3.5) By 1993, the federal government will develop a system of national indicators to measure and report regularly on progress in achieving sustainable forest management. (3.6) Governments will regularly publish reports on the state of our forests. (3.7) Public and private forest management agencies will promote the availability of information to help the public participate in forest management.	X							
(2) (d) Governments should promote and provide opportunities for the <i>participation of interested parties</i> , including local communities and indigenous people, industries, labour, non-governmental organizations and individuals, forest dwellers and women, in the development, implementation and planning of national forest policies.	(3) Public Participation: The public is entitled to participate in forest policy and planning processes, recognizing that this carries with it obligations and responsibilities. Effective public participation requires an open, fair and well-defined process, with generally accepted procedures and deadlines for decisions. To participate effectively, the public must be aware and informed, with access to comprehensive and easy-to-understand information on forest resources.	(3.1) By 1993, governments, in cooperation with appropriate stakeholders, will ensure that open, fair and well-defined processes of public involvement are used in: - developing and reviewing forest policies; - preparing plans for the use of public forest lands; - developing forest management plans for public lands; and - resolving conflicts among interested parties. (3.2) By 1995, in consultation with the public, governments will review and where appropriate revise strategic forest policies to ensure they meet the requirements of sustainable and integrated forest management. (3.3) By 1994, governments and industry will ensure that the results of formal reviews of licences or agreements for harvesting on public forest lands are made available to the public.	X	X						
			X		X			X		
									X	

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Atomic Community, CC - Collective Action by CCFM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Producers or Territories, GP - Indigenous Peoples (Forestry Canada emphasis).

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

7

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS		PRINCIPLES		ACTIONS		CC	PT	FD	AC	IN	WO	AB
3. (a) <i>National policies and strategies should provide a framework for increased efforts, including the development and strengthening of institutions and programmes for the management, conservation and sustainable development of forests and forest lands.</i>		(2) Forest Stewardship - Management: The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various users, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use. Sustainable forest management recognizes a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optimal mix of uses. Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management. Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment. Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forest. Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices.		(6.1) By 1994, labour, industry and governments will complete a forecast of employment and training needs in the forest sector. (6.2) Labour, industry and governments will cooperate to develop and put into operation training and development strategies and programs to meet these needs. (6.3) By 1994, post-secondary, technical and professional education institutions will review and where necessary revise their programs and courses to ensure that they meet the broader needs of sustainable forest management. (6.4) Professional and technical associations, educational institutions and governments will cooperate to provide opportunities for advanced continuing education and skills upgrading for resource professionals and technicians in each province and territory.			X	X		X		
(6) The Workforce: The Demands are Growing: Sustainable forest management demands an ever broader range of skills from diverse disciplines. Continuing education is essential to maintaining a skilled workforce and is the shared responsibility of employees and their organizations, governments, employers and their organizations and educators. Health and safety in the workplace remain as paramount priorities in Canada's forest sector.		Note: NFS in its entirety is a national strategy aimed at strengthening institutions and programs in order to practice sustainable forest development.					X	X		X		

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Academic Community, CC - Collective Action by CCFM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Provinces or Territories, GP Italics (Forestry Canada emphasis).

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

8

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY	NFS FRAMEWORK FOR ACTION	PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLE/ELEMENTS				CC	PT	FD	AC	IN	WO	AB
3. (b) <i>International institutional arrangements, building on those organizations and mechanisms already in existence, as appropriate, should facilitate international cooperation in the field of forests.</i>		(9) Our Forests - The Global View: Maintaining the health of Canada's forest ecosystems will ensure their continued contribution to the health of the earth's environment. Cooperation among nations is essential to maintaining the health of the world's forests. Canada has a responsibility to assist other nations in the sustainable management of their forests.	(9.8) Canada will continue to work in partnership with other nations by providing professional, financial and technical support and forest management information. Note: NFS does not deal directly with any international institutions such as FAO, ITTO, IUFRO, IUCN, UN Commission on Sustainable Development. However, Canada actively participated in the programs of numerous international institutions.			X				
(c) All aspects of <i>environmental protection and social and economic development</i> as they relate to forests and forest lands should be <i>integrated</i> and comprehensive.		(1) Forest Stewardship - Environment: The ecological process operating within forest ecosystems are essential to maintaining life on earth and must be sustained. The use and management of forests on a sustainable basis must respect their productive ability and capacity for renewal. Forest use and management must maintain a diversity of wildlife species and habitats. (2) Forest Stewardship - Management: The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various uses, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use. Sustainable forest management recognizes a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optimal mix of values. Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management. Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment. Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forests. Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices.	Note: NFS does not deal directly with integrating forest policy with other policies.							
Note: - The term "environmental protection" as employed in this principle is in the sense of environment preservation (i.e., national parks, non-consumptive uses).										

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Academic Community, CC - Collective Action by CCFM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Provinces or Territories, GP - Industries, GP Industries (Forestry Canada emphasis).

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

9

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS						CC	PT	PD	AC	RI	WO	AS
4. The vital role of all types of forests in maintaining the ecological processes and balance at the local, national, regional and global levels through, inter alia, their role in protecting fragile ecosystems, watersheds and freshwater resources and as rich storehouses of biodiversity and biological products, as well as phytochemistry, should be recognized.		<p>(1) Forest Stewardship - Environment: The ecological process operating within forest ecosystems are essential to maintaining life on earth and must be sustained. The use and management of forests on a sustainable basis must respect their productive ability and capacity for renewal. Forest use and management must maintain a diversity of wildlife species and habitats.</p> <p>(2) Forest Stewardship - Management: The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various uses, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use. Sustainable forest management recognizes a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optimal mix of uses. Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management. Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment. Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forests. Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices.</p> <p>(9) Our Forests - The Global View: Maintaining the health of Canada's forest ecosystems will ensure their continued contribution to the health of the earth's environment. Cooperation among nations is essential to maintaining the health of the world's forests. Canada has a responsibility to assist other nations in the sustainable management of their forests.</p>		<p>(1.6) By 1995, governments, in consultation with forest community and the public, will develop working definitions of biodiversity applicable to Canada's forests.</p> <p>(1.7) By 1995, the CCFCM will establish a system for reporting nationally on the state of forest biodiversity.</p> <p>(1.8) All members of the forest community will work towards completing, by the year 2000, a network of protected areas representative of Canada's forests, to provide ecological benchmarks, protect areas of unique biological value and ensure wilderness experience.</p> <p>(1.9) Governments, in consultation with the forest community and the public, will develop working definitions of old-growth forests and formulate forest management strategies to ensure the continuation of old growth as a natural heritage.</p> <p>(1.10) Public and private forest management agencies will develop guidelines for forest management to protect genetic, species and habitat diversity.</p> <p>(1.11) Public and private forest management agencies will include specific measures to maintain biodiversity in their forest management plans.</p>		X	X	X	X	X	X	X
							X	X	X	X	X	X
							X	X	X	X	X	X

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Academic Community, CC - Collective Action by CCFA, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Provinces or Territories, GP Italics (Forestry Canada emphasis).

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

10

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY	NFS FRAMEWORK FOR ACTION	PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS				CC	FT	FD	AC	IN	WO	AB
5. (a) National forest policies should recognize and duly support the identity, culture and the rights of <i>Indigenous people</i> , their communities and other communities, and forest dwellers. Appropriate conditions should be promoted for these groups for them to <i>have an economic stake in forest use</i> , perform economic activities, and achieve and maintain cultural identity and social organization, as well as adequate levels of livelihood and well-being, through, <i>inter alia</i> , those land tenure arrangements which serve as incentives for the sustainable management of forests.		(7) Aboriginal People: A Unique Perspective: Forest management practices in Canada should recognize and make provision for the rights of Aboriginal people who rely on forests for their livelihood, community structure and cultural identity. Self-sufficiency of Aboriginal communities through economic development requires increased access to resources and business development support as well as the preservation of traditional activities. Aboriginal people have an important and integral role in planning and managing forest resources within areas of traditional activities. A stable environment for long-term, sustainable forest management requires a cooperative resolution of land claims and Aboriginal self-government, in honourable, fair and timely way.	(7.1) By the end of 1992, Aboriginal forestry organizations and the federal government will cooperate to develop a comprehensive Aboriginal forest strategy that respects the shared beliefs and aspirations of Aboriginal people, and addresses the regeneration of reserve lands, the empowerment of communities to manage their forest resources and the development of models for sustainable forest management. (7.2) Government will ensure that the development and application of legislation and policies governing the management of forest lands respect constitutional provisions for Aboriginal and treaty rights. Note: NFS (7), as a whole, aims to increase forest-based economic opportunities for Aboriginal people.	X						X
		Note: Women are not explicitly mentioned in NFS.			X					
5. (b) The full participation of <i>women</i> in all aspects of management, conservation and sustainable development of forests should be actively promoted.										
6. (a) All types of forest play an important role in meeting energy requirements through the provision of a renewable source of <i>bio-energy</i> , particularly in developing countries, and the demands for fuelwood for household and industrial needs should be met through sustainable forest management, afforestation and reforestation. To this end, the potential contribution of <i>plantations</i> of both <i>Indigenous</i> and <i>introduced species</i> for the provision of both <i>fuel</i> and <i>industrial wood</i> should be recognized.		(2) Forest Stewardship - Management: The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various uses, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use. Sustainable forest management recognises a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optional mix of uses. Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management. Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment. Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forest. Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices.	(2.8) Public and private forest management agencies will ensure timber harvesting plans include provisions for the regeneration and tending of areas to be harvested. (2.9) Public and private forest management agencies will ensure that all harvested areas are promptly and adequately regenerated with species appropriate to the site. Note: The emphasis on the use of forests, as a source of fuel wood is not fully applicable to Canada, except in terms of co-generation of energy. Nearly 50% of the total wood harvested world-wide is used as domestic fuel wood - mostly in the developing countries.	X	X	X	X	X	X	
					X					

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Academic Community, CC - Collective Action by CCFM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, P1 - provinces or Territories, GP - Italica (Forestry Canada emphasis).

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

11

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY							
PRINCIPLES/ELEMENTS						CC	PT	PD	AC	IN	WO	AB	
6. (b) <i>National policies and programmes should take into account the relationship, where it exists, between the conservation, management and sustainable development of forests and all aspects related to the production, consumption, recycling and/or final disposal of forest products.</i>		<p>(2) Forest Stewardship - Management: The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various uses, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use. Sustainable forest management recognises a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optimal mix of uses. Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management. Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment. Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forest. Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices.</p> <p>(4) Economic Opportunities: A Changing Framework: A broadly based and sustainable forest economy is essential to the environmental, economic, social and cultural well-being of Canadians. Canada's competitiveness depends on the development and application of advanced technology, access to markets, a favourable climate for investment, a reliable wood supply and a skilled and adaptable workforce. Environmentally sound forest practices and manufacturing processes contribute to Canada's ability to market its goods and services domestically and internationally. A healthy forest economy is essential to the viability and stability of forest-based communities.</p>		<p>(4.6) Industry will increase its capacity to use recycled paper as an additional fibre source.</p> <p>Note: The UNCED GP emphasizes a "life-cycle" approach to forest products. Besides recycling, this area is under the active consideration of the forest products industry.</p>									

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

12

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY	NFS FRAMEWORK FOR ACTION	PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS				CC	PT	FD	AC	IN	WO	AB
6. (c) <i>Decisions taken on the management, conservation and sustainable development of forest resources should benefit to the extent practicable from a comprehensive assessment of economic and non-economic values of forest goods and services and of the environmental costs and benefits. The development and improvement of methodologies for such evaluations should be promoted.</i>		(2) Forest Stewardship - Management: The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various uses, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use. Sustainable forest management recognises a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optional mix of uses. Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management. Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment. Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forest. Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices.	(2.1) Public and private forest management agencies will broaden the scope of their inventories to include the additional information needed to manage forests on an ecosystem basis, to provide for a full range of forest values and to forecast the growth and yield of various forest resources. (2.2) Research agencies will increase their research to assist resource managers in analyzing information on a variety of forest values and in assessing the impact of management options. (2.3) Governments will review and where necessary revise forest land use and resource planning processes to take into account: - the goals of sustainable production of forest resources; - the evaluation and selection of forest land use options; and - the integration of management for a range of forest values. (2.4) By 1995, governments will review the quantity of resources harvested and replaced on their lands, based on the best available information, opportunities for intensive silviculture, prevailing needs and guidelines for sustainable forestry. (2.5) Governments will ensure that agreements to harvest various resources from public forest lands promote a holistic approach to forest management. <i>Note: Are current evaluation methodologies adequate?</i>		X	X	X	X	X	
		(2) Forest Stewardship - Management: The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various uses, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use. Sustainable forest management recognises a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optional mix of uses. Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management. Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment. Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forest. Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices.	(2.8) Public and private forest management agencies will ensure timber harvesting plans include provisions for the regeneration and tending of areas to be harvested. (2.9) Public and private forest management agencies will ensure that all harvested areas are promptly and adequately regenerated with species appropriate to the site. (2.10) Public and private forest management agencies will use regeneration practices that encourage a diversity of wildlife and habitat appropriate to the site. <i>Note: - NFS does not mention planted forests directly, but our forest regeneration practices include planted forests.</i>		X	X	X	X	X	
6. (d) <i>The role of planted forests and permanent agricultural crops as sustainable and environmentally sound sources of renewable energy and industrial raw material should be recognized, enhanced and promoted. Their contribution to the maintenance of ecological processes, to offsetting pressure on primary/old-growth forest and to providing regional employment and development with the adequate involvement of local inhabitants should be recognized and enhanced.</i>										

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Aboriginal Community, CC - Collective Action by CCFM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Peoples or Territories, GP - Italian (Forestry Canada emphasis).

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS						CC	PT	PD	AC	IN	WO	AB
<p>6. (e) <i>Natural forests also constitute a source of goods and services and their conservation, sustainable management and use should be promoted.</i></p> <p>Note:</p> <p>- From a Canadian perspective, natural forests are more significant than planted forest!</p>		<p>(2) Forest Stewardship - Management: The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various uses, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use. Sustainable forest management recognizes a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optimal mix of users. Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management. Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment. Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forests. Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices.</p>		<p>(2.6) By 1995, governments and industry will review and where necessary revise timber harvesting practices and silviculture systems, taking into account the requirements of sustainable forest management, including the characteristics of various forest ecosystems as well as aesthetic and other values of the forest. (2.7) Public and private forest management agencies will plan their timber harvesting operations in conjunction with agencies representing wildlife, hydrology, recreation and other interests to ensure that harvesting patterns meet the objectives of sustainable forest management. (2.8) Public and private forest management agencies will ensure timber harvesting plans include provisions for the regeneration and tending of areas to be harvested. (2.9) Public and private forest management agencies will ensure that all harvested areas are promptly and adequately regenerated with species appropriate to the site. (2.10) Public and private forest management agencies will use regeneration practices that encourage a diversity of wildlife and habitat appropriate to the site.</p> <p>Note: - The NFS is aimed at the conservation, sustainable management and use of (natural) forests of Canada.</p>			X	X	X	X	X	
<p>7. (a) <i>Efforts should be made to promote a supportive international economic climate conducive to sustained and environmentally sound development of forests in all countries, which include, inter alia, the promotion of sustainable patterns of production and consumption, the eradication of poverty, and the promotion of food security.</i></p>		<p>(9) Our Forests - The Global View: Maintaining the health of Canada's forest ecosystems will ensure their continued contribution to the health of the earth's environment. Cooperation among nations is essential to maintaining the health of the world's forests. Canada has a responsibility to assist other nations in the sustainable management of their forests.</p>		<p>Note:</p> <p>- There is a need to promote the goals and objectives implied in NFS Principle (9). - Canada's Green Plan, CIDA and IDRC contribute to attaining this objective. - Canada's commitment to an International Convention on Forests responds to this General Principle.</p>								
<p>(b) <i>Specific financial resources should be provided to developing countries with significant forest areas which establish programmes for the conservation of forests including protected natural forest areas. These resources should be directed notably to economic sectors which would stimulate economic and social substitution activities.</i></p>		<p>(9) Our Forests - The Global View: Maintaining the health of Canada's forest ecosystems will ensure their continued contribution to the health of the earth's environment. Cooperation among nations is essential to maintaining the health of the world's forests. Canada has a responsibility to assist other nations in the sustainable management of their forests.</p>		<p>(9.8) Canada will continue to work in partnership with other nations by providing professional, financial and technical support and forest management information.</p> <p>Note: Canada's CIDA, IDRC, international trade policy and Canada's Model Forests (International Program) contribute to attaining this objective.</p>			X					

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Academic Community, CC - Collective Action by CCFA, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Provinces or Territories, GP Italics (Forestry Canada emphasis).

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

14

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS						CC	PT	FD	AC	IN	WO	AB
<p>8. (a) Efforts should be undertaken towards the <i>greening of the world</i>. All countries, notably developed countries, should take <i>positive and transparent action</i> towards reforestation, afforestation and forest conservation, as appropriate.</p> <p>Note:</p> <p>The developing countries want the northern countries to put their house in order. On the other hand, this initiative should rehabilitate several hundred million ha of deforested and degraded land in the South.</p>		<p>(2) Forest Stewardship - Management:</p> <p>The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various uses, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use.</p> <p>Sustainable forest management recognises a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optimal mix of uses.</p> <p>Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management.</p> <p>Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment.</p> <p>Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forests.</p> <p>Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices</p>		<p>Note:</p> <p>-Canada's NFS and CIDA's international assistance programs are aimed to accomplish this.</p> <p>-Canada's efforts towards an International Convention on Forests will contribute significantly to attaining this objective.</p> <p>-Canada's Tree Plan initiative under the Green Plan, increased forest regeneration (up to a billion seedlings a year) and a commitment to eliminate the backlog are concrete steps.</p>								
<p>(b) Efforts to <i>maintain and increase forest cover</i> and forest productivity should be undertaken in ecologically, economically and socially sound ways through the rehabilitation, reforestation and re-establishment of trees and forests on <i>unproductive, degraded and deforested lands</i>, as well as through the management of existing forest resources.</p>		<p>(2) Forest Stewardship - Management:</p> <p>- same as above -</p>		<p>(2.9) Public and private forest management agencies will ensure that all harvested areas are promptly and adequately regenerated with species appropriate to the site.</p> <p>(2.10) Public and private forest management agencies will use regeneration practices that encourage a diversity of wildlife and habitat appropriate to the site.</p> <p>Note: re-establishment of forests on unproductive and degraded lands not an issue in Canada.</p>		X	X	X	X	X	X	
<p>(c) The <i>implementation of national policies</i> and programmes aimed at forest management, conservation and sustainable development, particularly in <i>developing countries</i>, should be <i>supported by international financial and technical cooperation</i>, including through the private sector, where appropriate.</p>		<p>(9) Our Forests - The Global View:</p> <p>Maintaining the health of Canada's forest ecosystems will ensure their continued contribution to the health of the earth's environment. Cooperation among nations is essential to maintaining the health of the world's forests.</p> <p>Canada has a responsibility to assist other nations in the sustainable management of their forests.</p> <p>Canada has a responsibility to assist other nations in the sustainable management of their forests.</p>		<p>(9.8) Canada will continue to work in partnership with other nations by providing professional, financial and technical support and forest management information.</p> <p>Note: Canada's NFS responds to this UNCED Guiding Principle.</p>			X					

L. LEGEND:

A AB - Aboriginal People, AC - Atomic Community, CC - Collective Action by CCFM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Peoples or Territories, GP Italics (Forestry Canada emphasis).

AB - Aboriginal people, AC - Academic Community, CC - Collective Action by CCQM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Provinces or Territories, GP *Italics* (Forestry Canada emphasis)

AB - Aboriginal people, AC - Academic Community, CC - Collective Action by CCQM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Provinces or Territories, GP *Italics* (Forestry Canada emphasis)

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

16

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY							
PRINCIPLES/ELEMENTS						CC	PT	FD	AC	IN	WO	AB	
8. (c) <i>Forest management should be integrated with management of adjacent areas so as to maintain ecological balance and sustainable productivity.</i>		Note: Not directly mentioned in NFS. Non-forest use of forest land is not an issue in Canada.		Note: There is a need to promote the accomplishment of the goals and objectives included in NFS, i.e., our overall policy of sustainable forest management in Canada.									
8. (f) National policies and/or legislation aimed at management, conservation and sustainable development of forests should include the protection of ecologically viable representative or unique examples of forests, including primary/old-growth forests, cultural, spiritual, historical, religious and other unique valued forests of national importance.		(1) Forest Stewardship - Environment: The ecological process operating within forest ecosystems are essential to maintaining life on earth and must be sustained. The use and management of forests on a sustainable basis must respect their productive ability and capacity for renewal. Forest use and management must maintain a diversity of wildlife species and habitats.		(1.8) All members of the forest community will work towards completing, by the year 2000, a network of protected areas representative of Canada's forests, to provide ecological benchmarks, protect areas of unique biological value and ensure wilderness experience. (1.9) Governments, in consultation with the forest community and the public, will develop working definitions of old-growth forests and formulate forest management strategies to ensure the continuation of old growth as a natural heritage. (1.10) Public and private forest management agencies will develop guidelines for forest management to protect genetic, species and habitat diversity.			X	X	X	X			
							X						
(g) Access to biological resources, including genetic material, shall be with due regard to the sovereign rights of the countries where the forests are located and to the sharing on mutually agreed terms of technology and profits from biotechnology products that are derived from these resources.		Note: Not directly mentioned or covered in NFS.		(1.10) Public and private forest management agencies will develop guidelines for forest management to protect genetic, species and habitat diversity.			X	X	X	X			
							X						

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Amniskeweg Community, CC - Collective Action by CCFM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Treaty Peoples or Territories, GP - Grouse (Forestry Canada emphasis).

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

17

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY					
PRINCIPLE/ELEMENTS						CC	PT	FD	AC	IN	WO
8. (b) National policies should ensure that <i>environmental impact assessment</i> should be carried out where actions are likely to have significant adverse impacts on important forest resources, and where such actions are subject to a decision of a competent national authority.		(2) Forest Stewardship - Management: The use of forest land must take into account the ability of the forest to sustain various uses, the needs and rights of all users, and the benefits and costs of each use. Sustainable forest management recognises a forest's potential to sustain a range of values and establishes targets for an optimal mix of uses. Comprehensive, accurate and up-to-date inventories of all forest values are essential for sustainable forest management. Forest land tenure systems must balance rights with responsibilities, encourage sound stewardship, sustain an optimal supply of resources and provide opportunities for a fair return on investment. Forestry practices must be based on a sound understanding of ecological principles and be consistent with the values established for the forests. Sustainable forest management requires adherence to codes and standards for exemplary forest practices.		(3.1) By 1993, governments, in cooperation with appropriate stakeholders, will ensure that open, fair and well-defined processes of public involvement are used in: - developing and receiving forest policies; - preparing plans for the use of public forest lands; - developing forest management plans on public lands; and - resolving conflicts among interested parties. (3.2) By 1995, in consultation with the public, governments will review and where appropriate revise strategic forest policies to ensure they meet the requirements of sustainable and integrated forest management. (3.3) By 1994, governments and industry will ensure that the results of formal reviews of licences or agreements for harvesting on public forest lands are made available to the public. (4.15) Industry will upgrade its manufacturing facilities where needed to meet national environmental standards.		X					
(3) Public Participation: The public is entitled to participate in forest policy and planning processes, recognizing that this carries with it obligations and responsibilities. Effective public participation requires an open, fair and well-defined process, with generally accepted procedures and deadlines for decisions. To participate effectively, the public must be aware and informed, with access to comprehensive and easy-to-understand information on forest resources.		(4) Economic Opportunities: A Changing Framework: A broadly based and sustainable forest economy is essential to the environmental, economic, social and cultural well-being of Canadians. Canada's competitiveness depends on the development and application of advanced technology, access to markets, a favourable climate for investment, a reliable wood supply and a skilled and adaptable workforce. Environmentally sound forest practices and manufacturing processes contribute to Canada's ability to market its goods and services domestically and internationally. A healthy forest economy is essential to the viability and stability of forest-based communities.		Note: Although NFS does not explicitly address the issue of environmental impact assessment, the two levels of governments require EIS in their areas of jurisdiction.							

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

18

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS						CC	PT	FD	AC	IN	WO	AB
9. (a) The efforts of <i>developing countries</i> , to strengthen the management, conservation and sustainable development of their forest resources <i>should be supported by the International community</i> taking into account the importance of redressing external indebtedness, particularly where aggravated by the net transfer of resources to developed countries, as well as the problem of achieving at least the replacement value of forests through improved market access for forest products, especially processed products. In this respect, special attention should also be given to countries undergoing the process of transition to market economies.		(9) Our Forests - The Global View: Maintaining the health of Canada's forest ecosystems will ensure their continued contribution to the health of the earth's environment. Cooperation among nations is essential to maintaining the health of the world's forests. Canada has a responsibility to assist other nations in the sustainable management of their forests.		Note: Canada is the third largest donor of bilateral assistance on forests. This combined with International Model Forests and the PM's announcement of Debt Convention are concrete responses by Canada.								
9. (b) The problems that hinder efforts to attain the conservation and sustainable use of forest resources and that stem from the <i>lack of alternative options available to local communities</i> , in particular the urban poor and poor rural populations who are economically and socially dependent on forests and forest resources, <i>should be addressed by Governments and the international community</i> .		(4) Economic Opportunities: A Changing Framework: A broadly based and sustainable forest economy is essential to the environmental, economic, social and cultural well-being of Canadians. Canada's competitiveness depends on the development and application of advanced technology, access to markets, a favourable climate for investment, a reliable wood supply and a skilled and adaptable workforce. Environmentally sound forest practices and manufacturing processes contribute to Canada's ability to market its goods and services domestically and internationally. A healthy forest economy is essential to the viability and stability of forest-based communities.		(4.8) Industry and governments will expand intensive silviculture, within the principles of sustainable forest management, on lands identified for commercial timber production. (4.9) Industry and governments will improve programs aimed at promoting forest-based goods and services. (4.10) Tourism associations and governments will cooperate to expand tourism, ecological tours and recreation in the forest. (4.18) Governments will consider the needs of forest-based communities in regional economic and resource management planning. (4.19) Governments, in cooperation with industry, labour and community representatives, will encourage economic diversification. (4.20) Where economic livelihood may be at stake, labour, industry, governments and community representatives will jointly develop methods to address the needs of those communities highly dependent on forest-based industries.		X	X	X	X	X	X	X
(c) <i>National policy</i> formulation with respect to all types of forests <i>should take account</i> of the pressures and demands imposed on forest ecosystems and resources from <i>influencing factors outside the forest sector</i> , and intersectoral means of dealing with these pressures and demands should be sought.				Note: - The above-mentioned actions are based on a Canadian interpretation of GP 9(b). - Strictly speaking, GP 9(b) attempts to address the situation in many countries where agricultural use is continuously encroaching on forestland or where in the absence of alternate sources of energy, deforestation continues to meet domestic and industrial demand for fuel wood. Note: - This is not considered to be an issue in Canada. Canada's forestland is not under pressure from other activities (e.g. conversion to agricultural land). - In Canada, most land-use conflicts involve different forest-based uses of forestland.								

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

19

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS						CC	PT	PO	AC	IN	WO	AB
10. <i>New and additional financial resources</i> should be provided to <i>developing countries</i> to enable them to sustainably manage, conserve and develop their <i>forest resources</i> , including afforestation, reforestation and combating deforestation, forest and land degradation.		(9) <i>Our Forests - The Global View:</i> Maintaining the health of Canada's forest ecosystems will ensure their continued contribution to the health of the earth's environment. Cooperation among nations is essential to maintaining the health of the world's forests. Canada has a responsibility to assist other nations in the sustainable management of their forests.		(9.8) Canada will continue to work in partnership with other nations by providing professional, financial and technical support and forest management information. Note: Canada is already the third largest donor of international assistance in forest-related programs. Furthermore, Canada has announced International Model Forests Program and the potential for using International Debt Conversions are some of the few forest-related initiatives.				X				
11. In order to enable in particular <i>developing countries</i> to enhance their <i>management capacity</i> and to better manage, conserve and develop their forest resources, the access to and transfer of environmentally sound technologies and corresponding know-how on favourable terms, including on concessional and preferential terms, as mutually agreed, in accordance with the relevant provisions of Agenda 21, should be promoted, facilitated, and financed, as appropriate.		(9) <i>Our Forests - The Global View:</i> Maintaining the health of Canada's forest ecosystems will ensure their continued contribution to the health of the earth's environment. Cooperation among nations is essential to maintaining the health of the world's forests. Canada has a responsibility to assist other nations in the sustainable management of their forests.		(9.8) Canada will continue to work in partnership with other nations by providing professional, financial and technical support and forest management information. Note: Same as above. (GP.10).				X				

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Academic Community, CC - Collective Action by CCFM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Provinces or Territories, GP Italics (Forestry Canada emphasis).

Note: - NFS does not explicitly deal with user-wood products.

AB - Aboriginal People, **AC** - Academic Community, **CC** - Collective Action by CCFM, **FD** - Federal, **IN** - Industry, **WO** - Woodlot Owners, **PT** - Producers or Territorial, **GP** *Italics* (Forestry Canada emphasis).

RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS						CC	PT	FD	AC	IN	WO	AB
12. (b) <i>National and, where appropriate, regional and international institutional capabilities in education, training, science, technology, economics, anthropology and social aspects of forests and forest management are essential to the conservation and sustainable development of forests and should be strengthened.</i>		(5) Forest Research: A Team Approach: A strong and continuing commitment to forest research and its effective application is essential to sustaining the environmental, economic, social and cultural benefits derived from the forest. The results of forest research must be put into practice as quickly and effectively as possible. Sustainable forest management requires research carried out by teams or networks representing a wide variety of expertise. Sustainable forest management requires a balance between short-term applied and longer-term basic research.		Note: The need to promote achievement of goals and objectives implied in NFS Principles (5) & (6).								
12. (c) <i>International exchange of information on the results of forest and forest management research and development should be enhanced and broadened, as appropriate, making full use of education and training institutions, including those in the private sector.</i>		(6) The Workforce: The Demands are Growing: Sustainable forest management demands an ever broader range of skills from diverse disciplines. Continuing education is essential to maintaining a skilled workforce and is the shared responsibility of employees and their organizations, governments, employers and their organizations and educators. Health and safety in the workplace remain as paramount priorities in Canada's forest sector. (5) Forest Research: A Team Approach: A strong and continuing commitment to forest research and its effective application is essential to sustaining the environmental, economic, social and cultural benefits derived from the forest. The results of forest research must be put into practice as quickly and effectively as possible. Sustainable forest management requires research carried out by teams or networks representing a wide variety of expertise. Sustainable forest management requires a balance between short-term applied and longer-term basic research.		(9.5) Canada will pursue the enhancement of global forest resources through support for international conventions on climate changes and biodiversity. (9.8) Canada will continue to work in partnership with other nations by providing professional, financial and technical support and forest management information. Note: Canada's International Model Forest Program, IISD, IDRC, and CIDA activities as well as contributions to IUFRO's support to developing countries should contribute to achieving the objectives of this principle.								
		(9) Our Forests - The Global View: Maintaining the health of Canada's forest ecosystems will ensure their continued contribution to the health of the earth's environment. Cooperation among nations is essential to maintaining the health of the world's forests. Canada has a responsibility to assist other nations in the sustainable management of their forests.										

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Academic Community, CC - Collective Action by CCFM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Provinces or Territories, GP (Italics (Forestry Canada emphasis)).

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

22

UNCED GUIDING PRINCIPLES PRINCIPLES/ELEMENTS		NATIONAL FOREST STRATEGY	NFS FRAMEWORK FOR ACTION	PRIMARY RESPONSIBILITY						
				CC	PT	FD	AC	IN	WO	AB
12. (d) Appropriate <i>Indigenous capacity and local knowledge</i> regarding the conservation and sustainable development of forests should, through institutional and financial support, and in collaboration with the people in local communities concerned, be recognized, respected, recorded, developed and, as appropriate, introduced in the implementation of programmes. Benefits arising from the utilization of <i>Indigenous knowledge</i> should therefore be equitably shared with such people.		(7) Aboriginal People: A Unique Perspective: Forest management practices in Canada should recognize and make provision for the rights of Aboriginal people who rely on forests for their livelihood, community structure and cultural identity. Self-sufficiency of Aboriginal communities through economic development requires increased access to resources and business development support as well as the preservation of traditional activities. Aboriginal people have an important and integral role in planning and managing forest resources within areas of traditional activities. A stable environment for long-term, sustainable forest management requires a cooperative resolution of land claims and Aboriginal self-government, in honourable, fair and timely way.	(7.1) By the end of 1992, Aboriginal forestry organizations and the federal government will cooperate to develop a comprehensive Aboriginal forest strategy that respects the shared beliefs and aspirations of Aboriginal people, and addresses the regeneration of reserve lands, the empowerment of communities to manage their forest resources and the development of models for sustainable forest management. Note: NFS (7) is critical to increase forest-based economic opportunities for Aboriginal people consistent with traditional uses and values; improve access to capital, training and employment needs of aboriginal people in accordance with their forest values; and for educational institutions to reflect the aboriginal land ethic, will require the implementation of NFS (7) actions.			X				X
		(4) Economic Opportunities: A Changing Framework: A broadly based and sustainable forest economy is essential to the environmental, economic, social and cultural well-being of Canadians. Canada's competitiveness depends on the development and application of advanced technology, access to markets, a favourable climate for investment, a reliable wood supply and a skilled and adaptable workforce.	(4.11) The federal government will continue to pursue improved access to markets through bilateral and multilateral trade discussions, the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and its subsidiary agreements, and through efforts to eliminate non-tariff barriers to trade that are inconsistent with the GATT. (4.12) Industry and governments will work cooperatively to pursue joint technical discussions aimed at internationalizing product standards, codes and certification procedures.			X				
13. (a) <i>Trade in forest products should be based on non-discriminatory and multilaterally agreed rules and procedures consistent with international trade law and practices.</i> In this context, open and free international trade in forest products should be facilitated. (b) <i>Reduction or removal of tariff barriers and impediments to the provision of better market access and better prices for higher value-added forest products and their local processing</i> should be encouraged to enable producer countries to better conserve and manage their renewable forest resources. (c) Incorporation of environmental costs and benefits into market forces and mechanisms, in order to achieve forest conservation and sustainable development, should be encouraged both domestically and internationally.		(4) Economic Opportunities: A Changing Framework: - Same as above - (NFS.4)	(4.11) The federal government will continue to pursue improved access to markets through bilateral and multilateral trade discussions, the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and its subsidiary agreements, and through efforts to eliminate non-tariff barriers to trade that are inconsistent with the GATT.			X				
		(4) Economic Opportunities: A Changing Framework: - Same as above - (NFS.4)	(4.15) Industry will upgrade its manufacturing facilities where needed to meet national environmental standards. (4.16) The federal government will support industry's efforts to develop innovative, environmentally sound processing systems and products through a national, environmental technology program. (4.17) By 1994, forest-based industry associations will adopt self-regulating codes of environmental practice. Note: UNCED Principle 13 (c) is not directly addressed by NFS.			X			X	
			Note: UNCED Principle 13 (c) is not directly addressed by NFS.							
			Note: No specific action item in NFS (4) corresponds directly to the intent of UNCED GP 13(d). However, Canada's parliamentary system including Canadian commitment to over-all sustainable development and Green Plan will assure this objectives.							

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Academic Community, CC - Collective Action by CCFM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Producers or Territories, GP Italics (Forestry Canada emphasis).

RELATIONSHIP BETWEEN UNCED GUIDING PRINCIPLES AND
NATIONAL FOREST STRATEGY
RESPONSIBILITY FOR IMPLEMENTATION

23

UNCED GUIDING PRINCIPLES		NATIONAL FOREST STRATEGY		NFS FRAMEWORK FOR ACTION		PRIMARY RESPONSIBILITY						
PRINCIPLES/ELEMENTS						CC	PT	PD	AC	IN	WO	AB
13. (d) <i>Forest conservation and sustainable development policies should be integrated with economic, trade and other relevant policies.</i>		(4) Economic Opportunities: A Changing Framework: - Same as above - (NFS 4)		Note: No specific action item in NFS. However NFS (4) corresponds directly to the intent of UNCED GP 13(d). Also, Canada's parliamentary system including Canadian commitment to over all sustainable development and Green Plan will assure this integration.								
13. (e) <i>Fiscal, trade, industrial, transportation, and other policies and practices that may lead to forest degradation should be avoided. Adequate policies, aimed at management, conservation and sustainable development of forests, including where appropriate incentives, should be encouraged.</i>		Note: Not directly covered by NFS.		Note: The intent of the UNCED GP 13(e) is to encourage countries to give full consideration to the forests and forestry interests in formulating other policies.								
14. <i>Unilateral measures, incompatible with international obligations or agreements, to restrict and/or ban international trade in timber or other forest products should be removed or avoided, in order to attain long-term sustainable forest management.</i>		(4) Economic Opportunities: A Changing Framework: A broadly based and sustainable forest economy is essential to the environmental, economic, social and cultural well-being of Canadians. Canada's competitiveness depends on the development and application of advanced technology, access to markets, a favourable climate for investment, a reliable wood supply and a skilled and adaptable workforce.		(4.11). The federal government will continue to pursue improved access to markets through bilateral and multilateral trade discussions, the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and its subsidiary agreements, and through efforts to eliminate non-tariff barriers to trade that are inconsistent with the GATT (4.12). Industry and governments will work cooperatively to pursue joint technical discussions aimed at internationalizing product standards, codes and certification procedures.				X				
15. <i>Pollutants, particularly air-borne pollutants, including those responsible for acidic deposition, that are harmful to the health of forest ecosystems at the local, national, regional and global levels should be controlled.</i>		(5) Our Forests - The Global View: Maintaining the health of Canada's forest ecosystems will ensure their continued contribution to the health of the earth's environment. Cooperation among nations is essential to maintaining the health of the world's forests. Canada has a responsibility to assist other nations in the sustainable management of their forests.		(5.5) Canada will pursue the enhancement of global forest resources through support for international conventions on climate changes and biodiversity. Note: NFS does not explicitly deal with the question of air-borne pollutants.				X				

LEGEND:

AB - Aboriginal People, AC - Academic Community, CC - Collective Action by CCFM, FD - Federal, IN - Industry, WO - Woodlot Owners, PT - Provinces or Territories, GP (Italics (Forestry Canada emphasis)).

CANADIAN COUNCIL OF FOREST MINISTERS ANNUAL MEETING

The Forest Industry Viewpoint

Forest Sector Advisory Council

SASKATOON, Saskatchewan
October 14, 1992

THE FOREST INDUSTRY VIEWPOINT

Old Paradigm:

"The downturn is cyclical"

"Just wait it out"

New Paradigm:

Our business milieu has changed

Competitiveness is the overarching issue

Structural change must occur

Have to act now

Don't have much time

FOCUSING ON THE FOREST RESOURCES SECTOR

Here too there is a new paradigm:

- Listening is different
- Drivers are different
- Industry sees this as an opening for action
- Cooperation between government and industry



FOCUSING ON THE FOREST RESOURCES SECTOR

- Listening is different
 - Forest Accord
 - Federal and Provincial Roundtable
 - Model Forests



FOCUSING ON THE FOREST RESOURCES SECTOR

- Drivers are different
 - Forest management intensifying
 - Environmental considerations
 - Capturing benefits beyond fibre
 - Escalating costs to all parties



FOCUSING ON THE FOREST RESOURCES SECTOR

- Industry sees this as an opening for action
 - Enhanced listening
 - Enhanced willingness to participate
 - "Cost Crunch"
 - Competitiveness Initiative

FOCUSING ON THE FOREST RESOURCES SECTOR

- Cooperation between governments and industry

(

(

(

FOCUSING ON THE FOREST RESOURCES SECTOR

Here too there is a new paradigm:

- Listening is different
- Drivers are different
- Industry sees this as an opening for action
- Cooperation between government and industry

ACTION IS REQUIRED

- No Action?
 - Increase in risk
 - Opportunity lost
- Action
 - Control of our destiny
 - Coordinated activity in 8 parallel areas
- What are we seeking?
 - Alignment with the concept
 - Agreement on openings for action now
 - Your understanding of the urgency



OPENINGS FOR ACTION - THE FOREST RESOURCE SECTOR

- Benchmarking
- Competitiveness Audits
- Stability and Predictability
- Research

BENCHMARKING - WHAT IT IS

A process of studying the *practices* of high performing companies which have conquered challenges similar to yours and which...

Identifies the operating and management skills required to achieve superior performance

Brings line management together with counterparts from organizations with similar challenges to stimulate thinking on new approaches

Covers organizations both within your industry and outside your industry but which face similar barriers and challenges

Involves up-front research, planning, and preparation to ensure success and make the most of the benchmarking visits

Benchmarking is a way of involving the organization in looking at best practices outside the company - not only what is possible but how it is done. And it is a way of reaching for quantum-leap rather than incremental performance improvements

BENCHMARKING - WHAT IT ISN'T

Competitive analysis which focuses on product comparisons to pinpoint gaps in cost, quality, and timeliness

A series of unprepared plant tours with lots of data collection but little probing or interpretation

A replacement for management's own ability to creatively think about performance improvement

A restricted scan of competitors in your own industry

*Analysis of direct competition ...can lead to an exhausting and unproductive debate
on the validity of the competitive gap identified*

WHY BENCHMARK?

Continuous improvement is necessary for competitive advantage

Examining how other organizations tackle similar challenges identifies new ideas and stimulates thinking

Benchmarking builds the habit of gauging progress and success against "best -in-class" vs. own past performance

Benchmarking helps to establish how much a company needs to improve to be at world class performance

Benchmarking brings line managers face-to-face with superior operational performance and builds enthusiasm and commitment for change in those who must lead the change

Your competitors are doing it...

Motorola, which uses benchmarking effectively, tries to start every new product, every capital program, and every reform effort with a search for "best of breed" in the world at large.

BENCHMARKING IN THE FOREST RESOURCES SECTOR

- Definition
- Opportunities for benchmarking
 - Delivered wood cost (pilot regional studies)
 - Harvesting and delivery to the mill
 - Forest renewal
 - Integrated forest management activities
 - Administrative and regulatory costs
 - Defining the cost burden of integrated management
 - Cost of individual components
 - Benefits (by origin and destination)
 - Options for equitable distribution
 - Appropriate tenure/incentive arrangements

(

(

(

COMPETITIVENESS AUDITS IN THE FOREST RESOURCES SECTOR

- Within Governments

- Within Provinces

- Within Industry

(C)

(C)

(C)

COMPETITIVENESS AUDITS IN THE FOREST RESOURCES SECTOR

- Within Governments
 - Development of competitive audit principles / procedures
 - Prosperity secretariat
 - Central agencies
 - Provincial governments
- Undertaken by independent agencies

COMPETITIVENESS AUDITS IN THE FOREST RESOURCES SECTOR

- Within Provinces
 - Validation of forest practices
 - Of industry activities
 - Of government activities
 - Use of independent audit
 - Public availability of results

COMPETITIVENESS AUDITS IN THE FOREST RESOURCES SECTOR

- Within Industry
 - Development of codes of practice
 - Independent audit of results

STABILITY IN THE FOREST RESOURCES SECTOR

- Stable and predictable wood supply
 - Define the commercial working forest
 - Develop land use strategies
 - Examine effects of tenure systems on competitiveness

STABILITY IN THE FOREST RESOURCES SECTOR

- Define timber supply opportunities
 - Complete two regional analyses
 - New Brunswick
 - British Columbia
 - Undertake other analyses
 - Systematic analyses on regional basis
 - Quality
 - Quantity
 - Economic aspect over time
 - Link studies for composite picture

FOREST RESEARCH

- Five major problem areas
 - Total amount of research
 - 1/2 that of our competitors
 - Continuity of research support
 - Difficult to build / maintain strong teams
 - Kind and coordination of research
 - Little coordination between agencies
 - Collaboration
 - Relatively few research partnerships
 - Application
 - Need to put results into action



FOREST RESEARCH

- Opportunity
 - Utilize FRAAC
 - Develop a specific proposal
 - Cross agency cooperation proposals
 - Level and continuity of funding options
 - Member participation options
 - Forestry Canada study
 - Document short- and long-term benefits
 - Springboard document for participation
 - Industry
 - Others

Document: 830-461/008

RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES FORÊTS

Communiqué

SASKATOON (Saskatchewan)
Le 14 octobre 1992



DIFFUSION IMMÉDIATE
LE 15 OCTOBRE 1992

LES MINISTRES DES FORÊTS AFFIRMENT LEUR ENGAGEMENT À L'ÉGARD DE L'AMÉNAGEMENT FORESTIER DURABLE

Saskatoon... Lors d'une réunion qui a lieu à Saskatoon, cette semaine, le Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF) a approuvé les plans de plusieurs entreprises conjointes. Ce groupe de ministres fédéral, provinciaux et territoriaux est présidé cette année par M. Eldon Lautermilch, ministre des Ressources naturelles de la Saskatchewan.

On a discuté notamment de la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur les forêts, intitulée "Durabilité des forêts: un engagement canadien". Dirigée par le CCMF, cette stratégie expose certaines mesures particulières qu'entreprendront les intervenants du domaine pour consolider l'engagement pris à l'égard des forêts durables.

Parmi les sujets abordés, citons la biodiversité, les aires protégées et la participation du public dans la prise des décisions concernant l'aménagement des forêts. Ces engagements ont été pris par les membres du CCMF et d'autres groupes d'intérêt, qui ont signé le premier Accord forestier canadien, lors du Congrès forestier national tenu à Ottawa le printemps dernier.

En tant que mandataire de ces engagements, le CCMF a approuvé cette semaine la création d'une Coalition pour la stratégie, qui compte des représentants d'organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux. La Coalition, qui relève du CCMF, supervisera la mise en œuvre de la stratégie.

Le CCMF a également entendu les recommandations formulées par le comité directeur qui assure un suivi à la Conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) tenue cet été au Brésil. Ayant accepté unanimement la Stratégie nationale sur les forêts et affirmé le leadership du Canada à l'échelle mondiale dans le domaine de l'aménagement forestier durable, les ministres des Forêts ont consenti à être le point de mire de ce suivi au chapitre des forêts au Canada.

De plus, le Conseil consultatif du secteur des forêts, groupe composé de représentants gouvernementaux et de l'industrie ainsi que d'autres intervenants, a présenté une stratégie visant à améliorer la position concurrentielle de l'industrie forestière du Canada sur les marchés mondiaux.

"Ces initiatives seront étroitement coordonnées sous le leadership du CCMF, a indiqué M. Lautermilch. C'est pour nous un moyen de nous assurer que nos efforts s'harmonisent, qu'ils se soutiennent et s'améliorent mutuellement."

- 30 -

Renseignements: Lisa Thompson (306) 787-1921

Hull (Québec) K1A 1G5

Document: 830-461/008

CANADIAN COUNCIL OF FOREST MINISTERS ANNUAL MEETING

Communiqué

SASKATOON, Saskatchewan
October 14, 1992

Canadian Council of Forest Ministers

FOREST MINISTERS AFFIRM COMMITMENT TO SUSTAINABLE FORESTS

The Canadian Council of Forest Ministers (CCFM) approved plans for several joint initiatives at its annual meeting in Saskatoon this week. The group of federal, provincial and territorial forest ministers is chaired this year by Saskatchewan Natural Resources Minister Eldon Lautermilch.

One of the items discussed was the implementation of the national forest strategy, "Sustainable Forests: A Canadian Commitment." Spearheaded by the CCFM, this strategy outlines specific actions for forest stakeholders which strengthen the commitment to sustainable forestry.

Areas addressed include biodiversity, protected areas and public involvement in forest management decisions. These commitments were affirmed by CCFM members and other stakeholder groups, who signed the first Canada Forest Accord at the National Forestry Congress in Ottawa this spring.

As trustee of these commitments, the CCFM this week approved the creation of a Strategy Coalition, with representation from government and non-government organizations. The Coalition, reporting to the CCFM, will oversee the implementation of the strategy.

The CCFM also heard recommendations from the steering committee that is following up results of the United Nations Conference on Environment and Development (UNCED), held this summer in Brazil. The CCFM agreed to be the focal point for UNCED follow-up on forest issues in Canada, linking with the National Forest Strategy and affirming Canada's international leadership in sustainable forestry.

As well, the Forest Sector Advisory Council, a group composed of representatives from government, industry and other forest stakeholders, outlined a strategy to improve the competitive position of Canada's forest industry in the global marketplace.

"Under the leadership of the CCFM, these initiatives will be closely co-ordinated," said Lautermilch. "This will ensure that all our efforts dovetail, supporting and enhancing one another."

-30-

For more information, contact:

Lisa Thompson,
(306) 787-1921

CANADIAN COUNCIL OF FOREST MINISTERS ANNUAL MEETING

PROPOSED CCFM RESPONSE TO

FSAC's PROSPERITY REPORT

Canadian Council of Forest Ministers

SASKATOON, Saskatchewan
October 14, 1992

1944

1945

1946

1947

1948

1949

1950

1951

1952

1953

1954

1955

1956

1957

1958

1959

CCFM ANNUAL MEETING
SASKATOON, SASKATCHEWAN

OCTOBER 14, 1992

PROSPERITY INITIATIVE AGENDA ITEM

**Proposed CCFM Response to
FSAC's Prosperity Report**

ESTABLISH A WORKING GROUP OF 3-5 CCFM MEMBERS, OR THEIR DESIGNATES, TO WORK WITH FSAC'S PROSPERITY INITIATIVE IMPLEMENTATION STEERING COMMITTEE* TO TARGET SPECIFIC RECOMMENDATIONS ACTIONABLE BY CCFM AND REPORT BACK TO CCFM WITH SPECIFIC PROPOSALS FOR IMPLEMENTATION.

* FSAC's Committee consists of G. Petty, J. Munro, B. Findlay, F. Dottori, J. Houghton, D. McInnes and G. Stoney

1. 1. 1. 1.

2. 2. 2. 2.

3. 3. 3. 3.
4. 4. 4. 4.
5. 5. 5. 5.

6. 6. 6. 6.

7. 7. 7. 7.
8. 8. 8. 8.

9. 9. 9. 9.

10. 10. 10. 10.

11. 11. 11. 11.
12. 12. 12. 12.

13. 13. 13. 13.

14. 14. 14. 14.

15. 15. 15. 15.
16. 16. 16. 16.

17. 17. 17. 17.

18. 18. 18. 18.
19. 19. 19. 19.

20. 20. 20. 20.

21. 21. 21. 21.

22. 22. 22. 22.

23. 23. 23. 23.
24. 24. 24. 24.
25. 25. 25. 25.

CCFM ANNUAL MEETING

OCTOBER 14, 1992

FOREST SECTOR ADVISORY COUNCIL'S PROSPERITY REPORT RECOMMENDATIONS MATRIX

Recommendation Category	Role of Proposed CCFM Prosperity Working Group
<p>1. FSAC Recommendations specifically referred to CCFM for Consideration/Action e.g.:</p> <ul style="list-style-type: none"> independent forest audits; international code of forest practices; and provincial and territorial land use strategies. 	<p>To develop a specific CCFM response and Action Plan, where appropriate, for CCFM approval.</p>
<p>2. Areas of obvious <u>federal jurisdiction only</u> e.g.:</p> <ul style="list-style-type: none"> trade policy; federal fiscal policy. 	<p>To provide comments and advice to the federal government.</p>
<p>3. Areas of shared responsibility and possible <u>federal/provincial co-operation</u> e.g.:</p> <ul style="list-style-type: none"> training and labour adjustment; harmonization of environmental regulations; intensive forest management; and education/communication. 	<p>To develop recommendations in areas of potential joint co-operation and action, for CCFM consideration.</p>
<p>4. Areas of obvious <u>provincial jurisdiction only</u> e.g.:</p> <ul style="list-style-type: none"> forest tenure; and co-generation. 	<p>To identify such areas and defer to provinces to respond.</p>

1. Introduction
 2. Background
 3. Objectives
 4. Methodology
 5. Results
 6. Conclusion
 7. References
 8. Appendix
 9. Glossary
 10. Index

Page 1

<p>1. <u>Introduction</u></p>	<p>1.1 <u>Background</u></p> <p>1.2 <u>Objectives</u></p> <p>1.3 <u>Methodology</u></p> <p>1.4 <u>Results</u></p> <p>1.5 <u>Conclusion</u></p> <p>1.6 <u>References</u></p> <p>1.7 <u>Appendix</u></p> <p>1.8 <u>Glossary</u></p> <p>1.9 <u>Index</u></p>
<p>2. <u>Background</u></p>	<p>2.1 <u>Background</u></p> <p>2.2 <u>Objectives</u></p> <p>2.3 <u>Methodology</u></p> <p>2.4 <u>Results</u></p> <p>2.5 <u>Conclusion</u></p> <p>2.6 <u>References</u></p> <p>2.7 <u>Appendix</u></p> <p>2.8 <u>Glossary</u></p> <p>2.9 <u>Index</u></p>
<p>3. <u>Objectives</u></p>	<p>3.1 <u>Background</u></p> <p>3.2 <u>Objectives</u></p> <p>3.3 <u>Methodology</u></p> <p>3.4 <u>Results</u></p> <p>3.5 <u>Conclusion</u></p> <p>3.6 <u>References</u></p> <p>3.7 <u>Appendix</u></p> <p>3.8 <u>Glossary</u></p> <p>3.9 <u>Index</u></p>
<p>4. <u>Methodology</u></p>	<p>4.1 <u>Background</u></p> <p>4.2 <u>Objectives</u></p> <p>4.3 <u>Methodology</u></p> <p>4.4 <u>Results</u></p> <p>4.5 <u>Conclusion</u></p> <p>4.6 <u>References</u></p> <p>4.7 <u>Appendix</u></p> <p>4.8 <u>Glossary</u></p> <p>4.9 <u>Index</u></p>
<p>5. <u>Results</u></p>	<p>5.1 <u>Background</u></p> <p>5.2 <u>Objectives</u></p> <p>5.3 <u>Methodology</u></p> <p>5.4 <u>Results</u></p> <p>5.5 <u>Conclusion</u></p> <p>5.6 <u>References</u></p> <p>5.7 <u>Appendix</u></p> <p>5.8 <u>Glossary</u></p> <p>5.9 <u>Index</u></p>

